



## 2007 Rapport aux actionnaires et à la société

# RAPPORT 2007 AUX ACTIONNAIRES ET À LA SOCIÉTÉ

## Rapport économique

p. 6

Rendement total 2007 pour l'actionnaire : 34,3 %  
Rendement des capitaux engagés (ROCE) : 19,7 %  
Mise en Bourse avec succès de Nyrstar  
Dépenses R&D de € 125 millions, soit 6 % des revenus

## Rapport environnemental

p. 38

Progrès substantiels concernant la réalisation des objectifs  
environnementaux  
Progrès relatifs à l'assainissement de la pollution historique

## Rapport social

p. 62

Umicore et ses sociétés associées emploient 14 844 travailleurs  
dans 38 pays  
Progrès concernant l'implémentation des objectifs sociaux dans 84 sites  
Enquête du personnel: taux de participation de 83 %, les résultats  
montrent un progrès constant  
Objectif d'amélioration du taux de gravité des accidents non atteint :  
des plans d'action ciblés en cours

## Etats financiers

p. 81

Dividende de € 0,65 par action, en hausse de 55%  
Dette financière réduite de façon significative  
Rachat d'actions pour un montant de € 264 millions, lancement  
d'un nouveau programme de rachat de € 400 millions

## Rapport de gouvernance

p. 134

# QUEL EST NOTRE CREDO ?

Nous sommes convaincus que les matériaux ont joué un rôle fondamental dans les progrès réalisés par l'humanité, qu'ils sont au cœur de la vie quotidienne et qu'ils continueront à créer la prospérité de demain.

Nous sommes convaincus que les métaux et matériaux remplissent un rôle crucial, vu qu'il est possible de les recycler efficacement et indéfiniment. Ils servent ainsi de base à la conception de produits et de services durables.

Nous visons une position de leader sur le marché par notre aptitude à fournir et à créer des solutions à base de matériaux contribuant à améliorer fondamentalement la qualité de vie.

Nous nous engageons à faire croître notre entreprise par la compétence de nos collaborateurs, l'excellence opérationnelle et l'innovation technologique.

Nous reconnaissons que notre volonté de réussir sur le plan financier doit également tenir compte de l'impact économique, environnemental et social plus large de nos activités. Dans notre poursuite du développement durable, nous souscrivons aux principes suivants :

- Nous intégrons les principes du développement durable dans le cadre du processus décisionnel de l'entreprise.
- Nous mettons en œuvre des stratégies de gestion des risques fondées sur des données valables et la rigueur scientifique.
- Nous cherchons sans cesse à améliorer nos résultats dans le domaine environnemental.
- Nous participons activement à la gestion et la remédiation des risques inhérents aux activités du passé.
- Nous facilitons et encourageons la conception, l'utilisation, la réutilisation, le recyclage et le traitement de nos produits de façon responsable.
- Nous dialoguons avec nos partenaires et mettons en œuvre une communication efficace et transparente étayée par des rapports vérifiés en toute indépendance.
- Nous souhaitons être l'employeur privilégié tant des collaborateurs actuels que potentiels.
- Nous soutenons les droits fondamentaux de l'homme et les respectons dans le cadre des activités du Groupe à travers le monde.

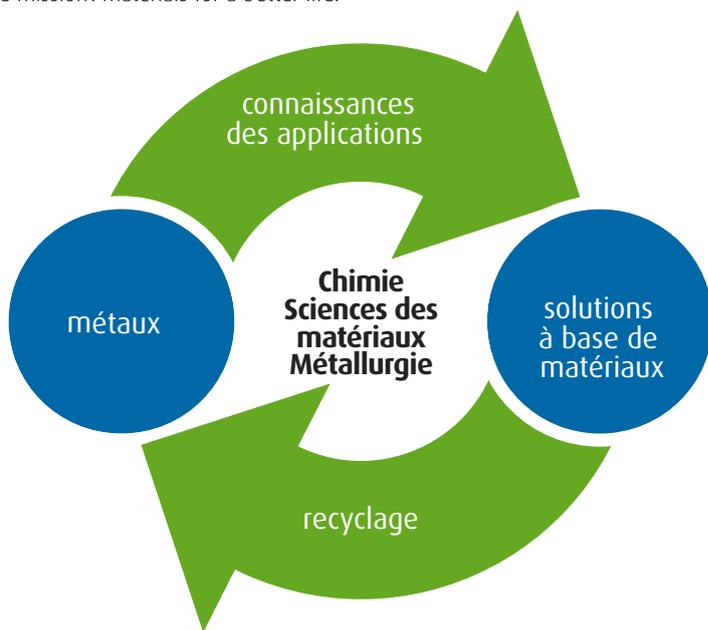
Nous considérons les valeurs d'ouverture, de respect, d'innovation, de travail en équipe et d'engagement comme primordiales à notre réussite. Nous prônons ces valeurs et veillons à ce que les lacunes en la matière soient comblées de façon adéquate.

Extrait de "The Umicore Way"

# QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes un groupe spécialisé dans la technologie des matériaux. Nos activités s'articulent autour de quatre métiers de base: Matériaux Avancés, Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs, Métaux Précieux - Services et Zinc - Produits Spéciaux. Chaque secteur d'activités est divisé en plusieurs business units, axées sur leurs marchés.

Nous nous concentrons sur les domaines d'application dans lesquels nous savons que notre compétence en matière de métallurgie, de chimie et de science des matériaux peut faire la différence, que ce soit pour les produits essentiels à la vie de tous les jours ou ceux à la pointe de nouveaux développements technologiques. Notre objectif de création de valeur durable repose sur notre ambition de concevoir, produire et recycler des matériaux et offrir des solutions faisant appel à des matériaux conformément à notre mission: materials for a better life.



## L'approche Umicore de la technologie des matériaux

Nous sommes membres du World Business Council for Sustainable Development. Nous faisons partie de l'indice FTSE4Good, nous nous sommes vus décerner le titre de « meilleur de la catégorie » par Storebrand Socially Responsible Investments et nous avons également été retenus dans l'indice Kempen/SNS Smaller Europe SRI.



World Business Council for Sustainable Development

# À PROPOS DE CE RAPPORT



Ce rapport couvre les opérations d'Umicore pour l'année calendrier et financière 2007. L'étendue de nos opérations a profondément changé en 2007, suite au transfert des opérations Zinc Alloys vers Nyrstar – une entité qui a été introduite en Bourse sur Euronext Bruxelles en tant que société indépendante à la fin octobre 2007. La contribution financière de ces activités non continuées est reprise au sein de lignes spécifiques dans les comptes consolidés et les chiffres clés financiers. Pour la plupart des points, les informations environnementales et sociales ne reprennent pas les données de ces opérations pour l'ensemble de l'année. Un certain nombre d'acquisitions, notamment les opérations de Delphi Catalysts, ont été ajoutées aux opérations de la société durant l'année. Les contributions économiques de ces opérations ont été consolidées dans les comptes à partir de la date effective de l'acquisition. La complexité du processus d'intégration implique que l'intégration des éléments sociaux et environnementaux demande généralement plus de temps et que ces éléments ne seront donc repris dans l'analyse de performance qu'à partir de 2008.

La portée économique du rapport englobe toutes les opérations consolidées. De plus, les contributions de toutes les sociétés associées et des co-entreprises sont reprises dans le rapport financier. Les détails des participations au sein des entreprises consolidées, des sociétés associées et des co-entreprises sont repris dans les annexes aux comptes consolidés. Le dialogue avec les analystes financiers et les investisseurs entraîne des modifications permanentes des indicateurs économiques et financiers publiés par la société.

En 2005, nous avons finalisé l'élaboration de notre approche en matière de développement durable. Ce processus a donné lieu à la mise en place au niveau du Groupe de cinq objectifs de performance environnementale et de cinq objectifs de performance sociale pour la période 2006-2010. Ces objectifs combinés avec notre « traditionnel » rapport économique forment la base de ce Rapport aux actionnaires et à la société ainsi que celle des rapports de 2005 et 2006. Ces objectifs ont été établis suite à un processus de consultation étendu tant en interne qu'en externe, impliquant des experts externes, des managers issus des différents segments d'activité ainsi que d'autres parties concernées telles que des groupes environnementaux et différentes autorités nationales, régionales et locales. Les données concernant les indicateurs de performance environnementale et sociale, qui sont liés aux différents objectifs, sont collectées via notre système de gestion des données environnementales et sociales. La portée de ces objectifs et indicateurs environnementaux et sociaux, ainsi qu'une discussion portant sur les progrès effectués en 2007 sont reprises entre les pages 38 et 77.

Les éléments sociaux clés repris dans ce rapport sont présentés aux représentants des syndicats internationaux lors de la réunion du comité commun de contrôle durant le mois de mars et le document complet est présenté aux actionnaires lors de l'Assemblée générale des Actionnaires qui a lieu à la fin du mois d'avril et à un groupe plus étendu de parties concernées en mai.

Les comptes consolidés et les annexes ont été vérifiés par PriceWaterhouseCoopers. ERM Certification and Verification Services a vérifié les éléments relatifs au développement durable. Les rapports de vérifications établis par des tiers se trouvent en pages 132 et 133 du présent rapport. Le rapport a été publié sur le site internet le 2 avril 2008. Le rapport 2007 a obtenu le niveau d'application C+ de la Global Reporting Initiative (GRI).

Notre document de référence pour la formulation de notre approche de développement durable est en premier lieu inspiré de The Umicore Way. Il définit la philosophie de notre Groupe et les valeurs que nous cherchons à promouvoir. Nous avons aussi mis au point un cadre global où s'inscrit une pratique de nos activités conforme à l'éthique: notre Code de conduite. Nous avons également établi un document qui énonce la philosophie et les principes de gouvernance d'entreprise, intitulé la Charte de gouvernance d'entreprise. Ces documents sont disponibles sur [www.umicore.com](http://www.umicore.com).



# MESSAGE AUX ACTIONNAIRES ET À LA SOCIÉTÉ

En 2007, le groupe Umicore « nouveau » s'est pleinement révélé comme spécialiste en technologie des matériaux, alliant dynamisme et orientation vers l'avenir tout en s'appuyant sur une présence mondiale, et complètement acquis à la cause du développement durable. Dans un certain sens, l'année écoulée a marqué la fin d'une période de transformation qui aura duré dix ans. De fabricant principalement axé sur les métaux de base, porteur d'un lourd passé environnemental et enraciné dans le 19<sup>e</sup> siècle, nous sommes devenus une entreprise totalement adaptée aux nécessités du 21<sup>e</sup> siècle. Forts de notre portefeuille d'activités et de positions de leader au niveau mondial - du recyclage des métaux précieux aux catalyseurs pour le traitement des gaz d'échappement des véhicules automobiles - nous sommes idéalement positionnés pour apporter une contribution marquante à un monde plus durable.

En 2007, nous avons à nouveau signé des performances financières très satisfaisantes et avons poursuivi nos avancées dans la concrétisation de nos objectifs sociaux et environnementaux. Pour la plupart de nos activités, nous avons enregistré une progression par rapport à 2006, qui fut pourtant déjà un millésime exceptionnel, nous conduisant à engranger des résultats inégalés à ce jour. Le rendement sur capitaux engagés, notre principal indicateur de performance financière, a avoisiné les 20 %. Une fois encore, nous avons surpassé nos homologues en termes de rendement total pour l'actionnaire.

L'apport fructueux de nos actifs Zinc Alloys au sein de Nyrstar et l'introduction en Bourse qui a suivi à la fin octobre, ont marqué la finalisation de la métamorphose stratégique d'Umicore. Nous pouvons à présent consacrer toute notre énergie à écrire le prochain chapitre de notre développement. Dans ce contexte, nos dépenses d'investissement ont encore augmenté en 2007 et devraient encore s'accroître en 2008 et 2009. Nous avons aussi persévéré dans l'analyse des possibilités de réaliser des partenariats et acquisitions. L'acquisition des activités de Delphi Corporation dans le domaine des catalyseurs automobiles en 2007 a consolidé notre position sur ce marché, et nous pouvons désormais nous targuer d'être le premier fabricant de catalyseurs pour véhicules légers.

Nous sommes convaincus que les solutions que nous mettons au point avec nos matériaux peuvent concrétiser notre engagement sur le long terme envers le développement durable, tout en permettant aux individus d'améliorer leur quotidien. En 2007, nos dépenses de R&D ont atteint un montant record de € 125 millions, dont quelque 80 % ont servi à financer des technologies "propres". Durant l'année, nous avons affecté davantage de ressources au développement de nouveaux catalyseurs automobiles, de matériaux pour la prochaine génération de batteries rechargeables, de membranes et catalyseurs pour piles à combustible, ainsi qu'à celui de matériaux destinés aux applications photovoltaïques. Nous avons en outre continué à affiner notre savoir-faire dans le domaine des procédés de recyclage. Nous sommes persuadés que la réussite du développement et l'introduction sur le marché de ces technologies - qui sont des facteurs clés en vue d'augmenter l'efficacité énergétique et de réduire les émissions - sont particulièrement appropriés en cette période de grandes préoccupations concernant le changement climatique, la rareté des ressources et l'alimentation en énergie durable. Nous nous attendons à ce que ces technologies constituent les bases du succès futur de notre société. Assurer la sécurité de matériaux représentée, à long terme, un autre challenge important et une nouvelle opportunité majeure. En 2007, nous avons encore intensifié nos efforts en vue de l'introduction de la directive REACH en Europe et intégré, dans ce but, deux plates-formes R&D spécifiques.

Nous continuons à consentir de manière systématique des efforts conséquents pour réduire autant que possible notre empreinte écologique, qu'elle soit passée, présente ou à venir. En 2007, notre performance environnementale a évolué dans le bon sens, comme en témoignent la réduction des rejets de métaux dans l'atmosphère et le milieu aquatique, ainsi que la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Des avancées ont été accomplies sur la voie de la réalisation de nos objectifs environnementaux 2010. Durant l'année, nous avons surmonté bon nombre d'obstacles techniques liés à la concrétisation de certains objectifs et nos sites ont été sensiblement plus nombreux à s'engager avec des plans d'action concrets. De nouvelles étapes ont été franchies en vue de remédier à l'héritage environnemental issu de nos activités passées. En termes de performance sociale, les résultats de l'enquête d'opinion la plus récente faite auprès du personnel ont été encourageants. Des progrès ont été à nouveau enregistrés dans toutes les catégories. Cependant, des améliorations s'imposent encore si nous voulons atteindre les niveaux de satisfaction du personnel les plus élevés. Des avancées notables ont été aussi réalisées durant l'année sur le plan de nos objectifs sociaux 2010. Malheureusement, nous avons dû déplorer le décès de deux travailleurs, l'un en France et l'autre en Chine. Bien que l'évolution générale de la performance en matière de santé et de sécurité reste positive, de tels incidents sont tout à fait inacceptables. Nous redoublons donc d'efforts afin de minimiser le risque de survenance de tels incidents.

Nous avons rédigé ce rapport conformément aux recommandations de la GRI Version 3 (G3) et nous sommes persuadés que le présent rapport constitue une illustration nuancée et avisée de nos performances économiques, environnementales et sociales pour l'année 2007. Nous pensons qu'il offre au lecteur une vue d'ensemble complète des avancées réalisées durant l'année ainsi que des perspectives et défis à venir. Nous tenons à présenter nos sincères remerciements à tous les collaborateurs d'Umicore, qui ont permis la réalisation de tant d'avancées en un laps de temps très court, et à leur témoigner toute notre gratitude. Nous aimerions aussi rappeler l'importance d'avoir des relations et un dialogue constructifs avec toutes les parties concernées tout au long de l'année. Ce dialogue revêt une importance cruciale à l'heure de mieux identifier et relever les grands défis, et de cerner de manière plus objective nos points forts et nos faiblesses.



**Thomas Leysen**  
Administrateur délégué



**Karel Vinck**  
Président

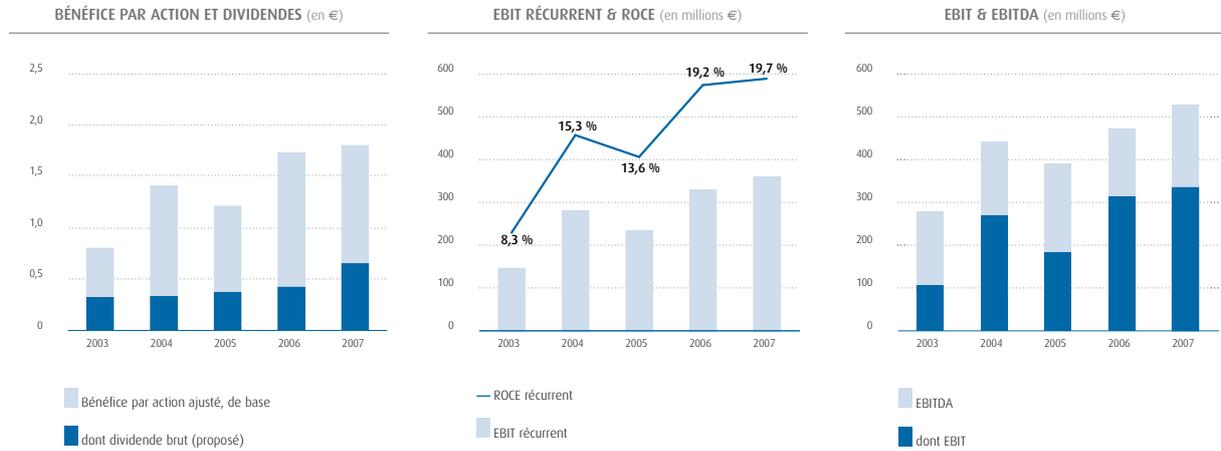
# CHIFFRES CLÉS<sup>(1)</sup>

(en millions €)	2003	2004	2005	2006	2007
Chiffre d'affaires	4 677,1	5 685,0	6 566,5	8 205,7	<b>8 309,9</b>
Revenus (hors métaux)	1 358,0	1 692,9	1 725,0	1 685,4	<b>1 910,0</b>
EBITDA	277,4	441,4	390,1	470,9	<b>528,8</b>
EBIT récurrent	145,9	280,3	233,1	329,2	<b>359,1</b>
dont sociétés associées	18,0	31,1	34,0	38,2	<b>26,8</b>
EBIT non récurrent	-39,4	-10,8	-40,3	-9,3	<b>-28,6</b>
Effet IAS 39	-	-	-9,1	-6,3	<b>4,0</b>
EBIT total	106,5	269,5	183,7	313,6	<b>334,4</b>
Marge opérationnelle récurrente	10,7 %	14,7 %	11,5 %	17,3 %	<b>17,4 %</b>
Résultat des activités non continuées	-	21,3	20,8	-19,4	<b>425,8</b>
Résultat net consolidé récurrent, part du Groupe - activités non continuées non incluses	89,6	174,3	151,5	218,3	<b>225,7</b>
Résultat net consolidé, part du Groupe - activités non continuées incluses	60,1	177,9	142,2	195,8	<b>653,1</b>
Investissements	148,3	142,8	145,4	108,2	<b>152,9</b>
Cash-flow avant financement	-527,8	118,7	133,1	-213,3	<b>778,6</b>
Total des actifs des activités continuées, fin de période	3 108,7	3 533,3	2 936,9	3 775,9	<b>3 220,8</b>
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période	1 129,4	1 236,9	971,1	939,0	<b>1 490,8</b>
Dettes financières nettes consolidées des activités continuées, fin de période	619,1	590,0	509,5	773,1	<b>168,0</b>
Dette nette / (dette nette + fonds propres), fin de période	34,2 %	31,5 %	33,4 %	43,9 %	<b>9,9 %</b>
Capitaux engagés, fin de période	2 071,2	1 769,1	1 788,4	1 752,4	<b>1 878,0</b>
Rendement des capitaux engagés (ROCE)	8,3 %	15,3 %	13,6 %	19,2 %	<b>19,7 %</b>
Effectifs, fin de période	14 540	14 026	14 142	13 932	<b>14 844</b>
dont sociétés associées	3 070	4 131	4 314	4 879	<b>5 018</b>

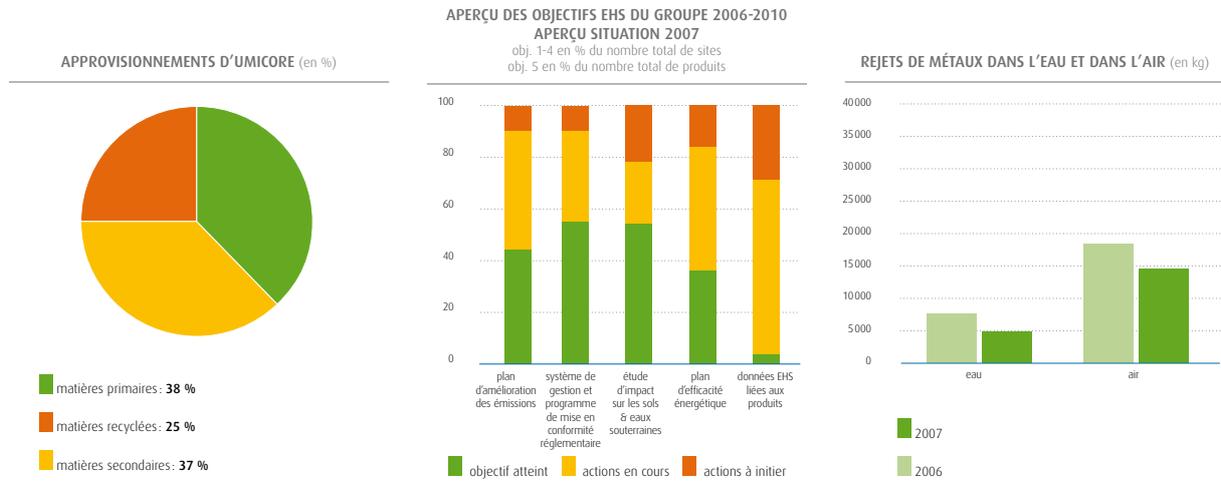
Les données par action se trouvent pages 10-11.

(1) Les chiffres clés ont été ajustés pour l'année précédant la non continuation. Cela signifie que les données 2006 (mais pas les données pour les périodes antérieures) ont été ajustées suite à la non continuation des activités Zinc Alloys en 2007. De manière similaire, les données 2004 (mais pas celles de 2003) ont été ajustées suite à la scission des activités Cuivre en 2005.

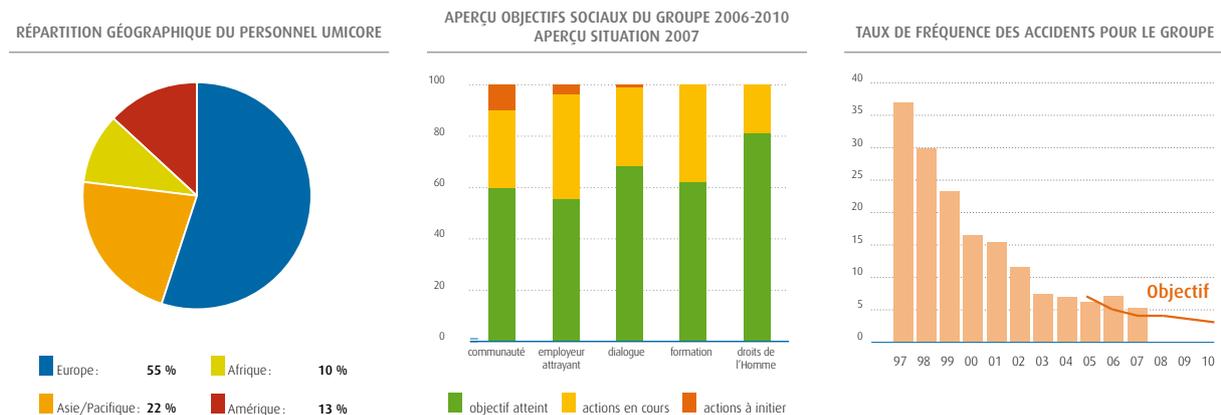
## Principaux indicateurs économiques



## Principaux indicateurs environnementaux

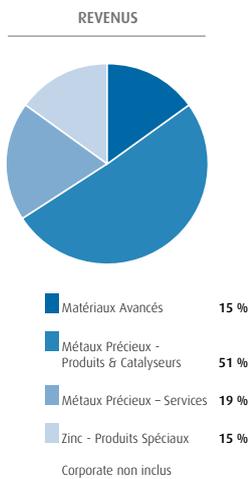


## Principaux indicateurs sociaux



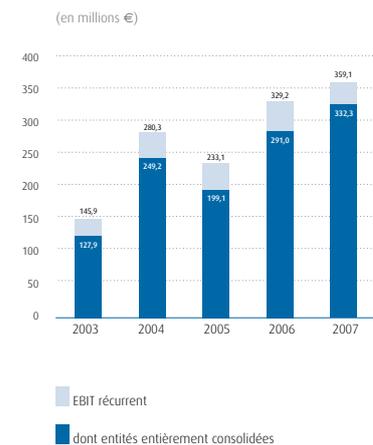
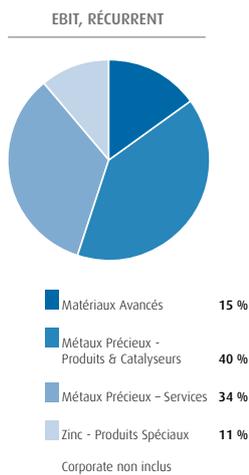
# REVUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE<sup>(1)</sup>

## Revenus



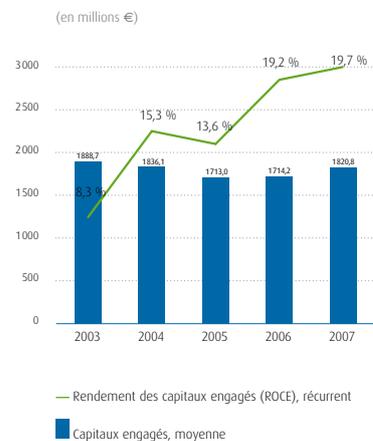
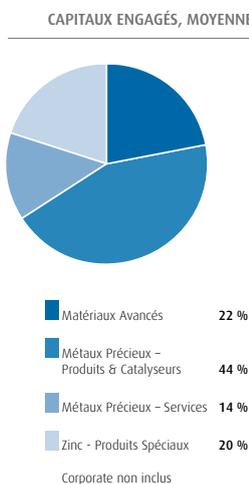
Les revenus ont augmenté de 13,3 % par rapport à 2006. La marge opérationnelle récurrente (revenus / EBIT récurrent des sociétés entièrement consolidées) a légèrement augmenté en comparaison avec l'année passée. Tous les segments opérationnels ont enregistré une croissance des revenus, la hausse la plus importante revient à l'activité Métaux Précieux - Produits & Catalyseurs. Durant l'année, le chiffre d'affaires n'a que légèrement augmenté mais de manière cohérente par rapport à l'évolution moyenne du prix en euro des différents métaux. Pour Umicore, les revenus sont une mesure plus significative de performance « top line » que le chiffre d'affaires car elle exclut l'impact des fluctuations des prix des métaux.

## EBIT récurrent



L'EBIT récurrent a augmenté de 9,1 % par rapport à 2006. Tous les domaines d'activités ont connu une hausse par rapport à l'an passé excepté les activités de Zinc - Produits Spéciaux. Matériaux Avancés et Métaux Précieux - Produits & Catalyseurs ont connu une forte croissance tandis que Métaux Précieux - Services a été capable de légèrement améliorer sa performance déjà exceptionnelle en 2006.

## Capitaux engagés

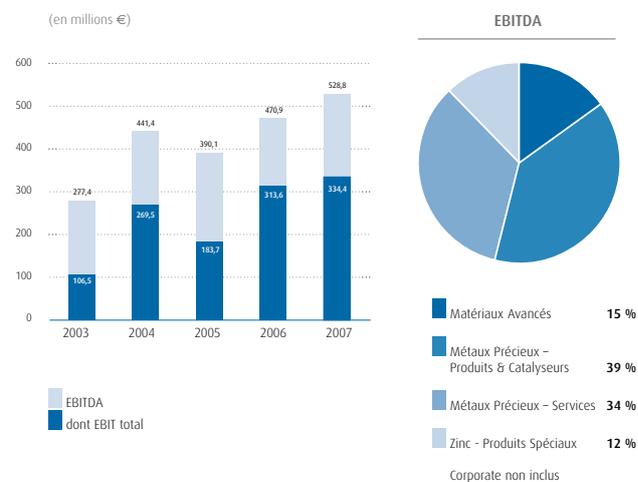


Les capitaux engagés à la fin de la période ont augmenté de € 125,6 millions en 2007. Ceci est le résultat d'investissements consentis au cours de l'année (investissements et acquisitions). Les besoins en fonds de roulement ont diminué de quelque € 6,2 millions pendant l'année. La combinaison d'une forte hausse des bénéfices et d'une faible hausse de la moyenne des capitaux engagés a permis au rendement des capitaux engagés (ROCE) d'atteindre un nouveau niveau record à 19,7 %.

(1) Les données de tous les graphiques sauf celui représentant la dette financière nette ont été ajustées pour l'année précédant la non continuation. Cela signifie que les données 2006 (mais pas les données pour les périodes antérieures) ont été ajustées suite à la non continuation des activités Zinc Alloys en 2007. De manière similaire, les données 2004 (mais pas celles de 2003) ont été ajustées suite à la scission des activités Cuivre en 2005.

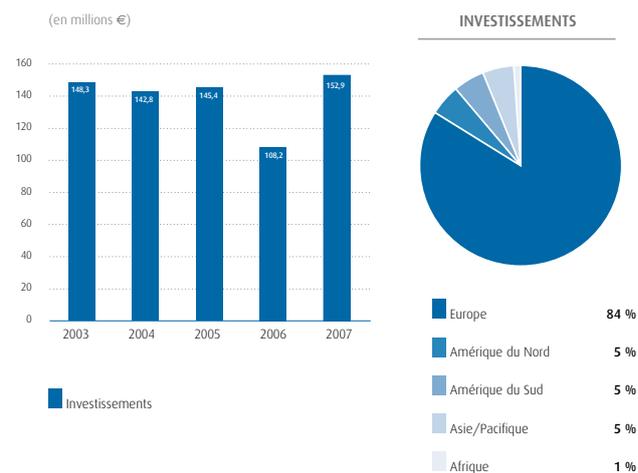
L'EBIT total a été influencé négativement par l'EBIT non récurrent de € -28,6 millions qui a cependant été quelque peu compensé par un effet IAS 39 positif de € 2,9 millions. Tous les détails concernant les résultats non récurrents se trouvent dans les annexes aux comptes consolidés en page 96. Les charges liées à la dépréciation se sont élevées à € 113,3 millions et les autres postes de nature non-cash, tels que les provisions, correspondaient à un montant de € 81,1 millions. L'EBITDA global a augmenté de 12,3 % par rapport à 2006.

## EBIT, EBITDA & éléments non récurrents



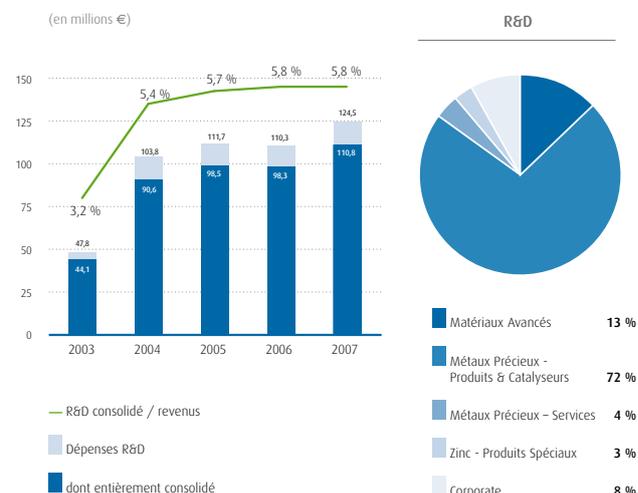
Les investissements sont supérieurs de plus de 40 % à ceux de 2006. L'augmentation la plus significative a eu lieu au sein de Métaux Précieux - Services suite à l'investissement consenti dans la phase de préconcentration. Les investissements ont également augmenté au sein de la plupart des activités de Métaux Précieux - Produits & Catalyseurs tout comme au sein de la business unit Cobalt and Specialty Materials. Au niveau du Groupe, environ 40 % des investissements ont été consacrés à des projets de croissance. Les investissements s'étaient fortement concentrés en Europe en 2007. Certains investissements en Asie n'ont pas été inclus dans cet aperçu car ils ont été réalisés par des filiales non consolidées.

## Investissements & acquisitions



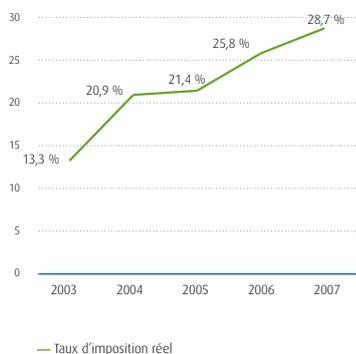
Les dépenses totales consacrées à la recherche et au développement ont augmenté de 12,4 %, pour atteindre un montant équivalent à 5,8 % des revenus. Sur le montant total de € 124,5 millions, € 10,1 millions ont été dépensés au niveau du Groupe. Environ 80 % du montant total ont été consacrés à des projets dans le domaine des technologies propres comme les piles à combustible, la technologie de production de silicium solaire, les batteries rechargeables, les catalyseurs automobiles et le recyclage des métaux précieux. Pour plus d'informations sur les technologies propres d'Umicore, veuillez vous reporter aux pages 12 à 19 de ce rapport. Le nombre de brevets enregistrés par Umicore est passé de 34 en 2006 à 50 en 2007.

## Recherche & développement



## Charges financières & impôts

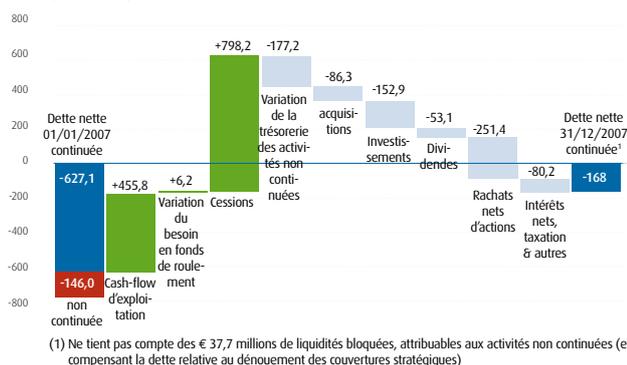
(en millions €)



Le total des charges d'impôts pour la période a été supérieur de € 7,7 millions par rapport à 2006. Les charges d'impôts récurrentes de € 83,9 millions pour la période correspondent à un taux d'imposition récurrent réel de 28,7 % sur les produits consolidés récurrents avant impôts, soit 11,2 % de plus qu'en 2006. Les charges financières nettes ont été quelque peu inférieures à celles de 2006 grâce à un endettement plus faible vers la fin de l'année. Elles s'élevaient à € 27,5 millions soit € 2,7 millions de moins qu'en 2006.

## segmentation du cash flow

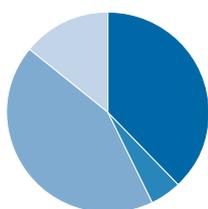
(en millions €)



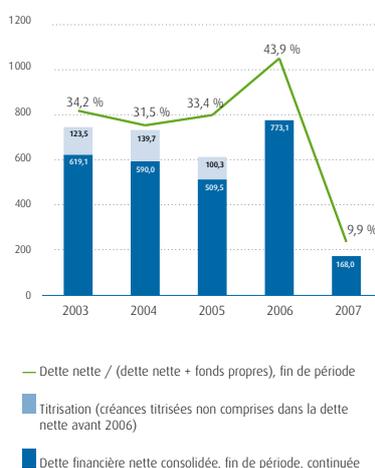
Umicore a généré un cash flow d'exploitation élevé en 2007. Le plus grand apport en cash de l'année est issu de la vente d'actifs, surtout sous forme de produits provenant de l'introduction en Bourse de Nyrstar. Les sorties de cash comprennent tous les éléments habituels tels que les investissements, les acquisitions, le paiement des dividendes et des impôts mais également un montant de € 251,4 millions pour le rachat net d'actions. Durant l'année, Umicore a finalisé un programme de rachat d'actions de € 150 millions et a initié un autre programme de rachat pour un montant de € 400 millions qui devrait être achevé en 2008.

## Évolution de la dette nette financière

DETTE BRUTE



(en millions €)



Les dettes financières nettes à la fin de 2007 se situaient à un niveau nettement inférieur à celui de 2006. Ceci est dû à l'apport de cash issu de l'introduction en Bourse de Nyrstar vers la fin de l'année et au cash flow important généré pendant l'année. Les fonds propres ont augmenté durant l'année grâce à des bénéfices nets pour l'année significativement plus élevés (principalement attribuables à la contribution des activités non continuées) et à des mouvements de juste valeur. La combinaison d'une dette plus faible et de fonds propres plus élevés ont permis de faire baisser le ratio d'endettement sous les 10 %. La proportion de dette à taux variable a été plus faible que d'ordinaire grâce à la réduction de la dette nette suite à l'introduction en bourse de Nyrstar. La proportion moyenne de la dette à taux variable pour l'ensemble de l'année était de 43 %.

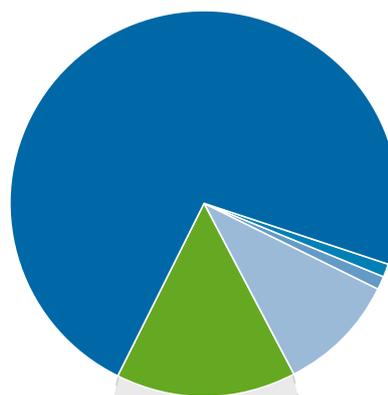
## Répartition du retour économique

La partie la plus significative du chiffre d'affaires global d'Umicore, a servi pour l'approvisionnement de la partie métal des matières premières. Après déduction des autres coûts relatifs aux matières premières et des coûts relatifs à l'énergie ainsi que des amortissements, le retour économique à répartir était de € 1311 millions.

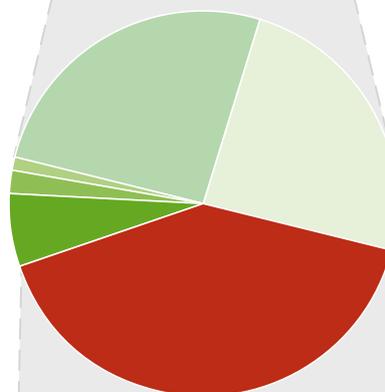
La plus grande partie a été distribuée aux employés sous forme de salaires et d'autres avantages. Umicore paie des impôts aux gouvernements et aux autorités des pays/régions où elle est active et paie des intérêts à ses créanciers. Le dividende brut payé aux actionnaires a augmenté de 55 % en supposant que le dividende de € 0,65 par action soit approuvé par les actionnaires lors de l'Assemblée générale ordinaire fin avril 2008. Les avantages pour les actionnaires incluent également un montant brut de € 264 millions effectivement rendu aux actionnaires via des opérations de rachat d'actions durant l'année.

La société a réinjecté € 576 millions de son retour économique sous forme de bénéfice reporté. Ce montant exclut le dividende proposé pour 2007 et payé et comptabilisé en 2008 (ajusté pour actions propres et annulations jusqu'à fin février 2008) contrairement au dividende réel pour 2006 payé et comptabilisé en 2007. Il est donc légèrement inférieur aux montants du bénéfice reporté mentionné dans le bilan du 31 décembre 2007. Ce montant exclut également les sorties de cash nettes consacrées au rachat d'actions. Umicore a effectué des dons à des œuvres caritatives pour un montant total de € 0,2 million.

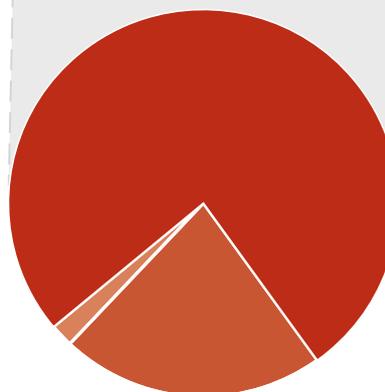
La majorité des avantages sociaux a été attribuée sous forme de salaires, le restant étant constitué de contributions à la sécurité sociale et aux pensions ainsi que d'autres avantages. Les avantages sociaux sont uniquement rapportés pour les entités entièrement consolidées et ne peuvent donc pas être aisément comparés avec les données relatives aux effectifs totaux qui incluent les sociétés associées. La répartition exacte du nombre d'employés par région et par catégorie est reprise en page 65.



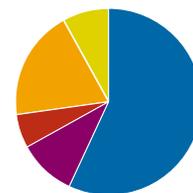
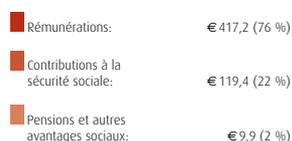
CHIFFRE D'AFFAIRES (dont contribution nette des sociétés associées et résultats nets des activités non continues)



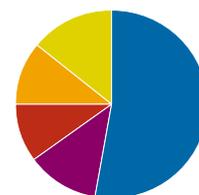
RETOUR ÉCONOMIQUE (en millions €)



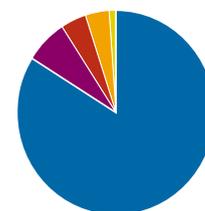
RÉMUNÉRATIONS & AVANTAGES (en millions €)



CHIFFRE D'AFFAIRES (répartition géographique, hors Precious Metals Management)



IMPÔTS (seulement les sociétés consolidées)



RÉMUNÉRATIONS & AVANTAGES (seulement les sociétés consolidées)



# INFORMATIONS À PROPOS DE L'ACTION

## Dividendes <sup>(1)(2)</sup>

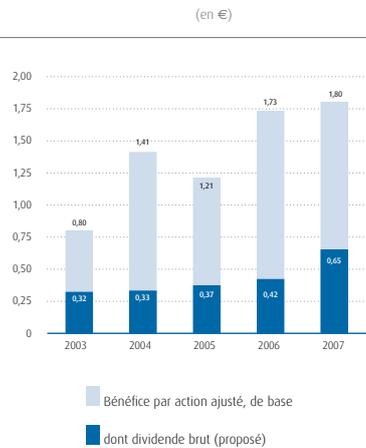
Si l'affectation du résultat proposée est approuvée, il sera attribué, au titre de l'exercice 2007, un dividende brut de € 0,65 par action. Le dividende sera mis en paiement à partir du 7 mai 2008 auprès des sièges et des agences des établissements suivants :

- Fortis Banque
- ING
- Banque Degroof
- Banque Dexia
- KBC Bank
- Petercam S.A.

## Structure du capital

En février 2008, l'entreprise a effectué une division du nominal d'actions par cinq, portant le nombre d'actions de 25 000 000 à 125 000 000. **Toutes les données relatives aux actions dans le présent rapport ont été ajustées afin de tenir compte de la division du nominal.** En 2007, 936 500 actions nouvelles ont été créées dans le cadre de l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription liés. Tous les droits de souscription restants ont été annulés fin 2007. Durant la période de référence, Umicore a utilisé 699 475 actions propres dans le contexte de l'exercice d'options sur actions.

L'entreprise a racheté ses actions pour un montant de € 264 millions en 2007. Au 31 décembre, Umicore détenait 10 911 770 actions propres. L'assemblée générale extraordinaire du 5 février 2008 a autorisé l'annulation de 5 986 625 actions.



## Cours de l'action et volume de transactions <sup>(1)</sup>



## Données par action<sup>(1)</sup>

(en €)	2003	2004	2005	2006	2007
Bénéfice par action excluant les activités non continuées <sup>(2)</sup>					
Bénéfice par action, de base	0,53	1,27	0,97	1,70	1,81
Bénéfice par action, dilué	0,53	1,22	0,95	1,67	1,79
Bénéfice par action, ajusté, de base	0,80	1,41	1,21	1,73	1,80
Bénéfice par action, ajusté, dilué	0,79	1,36	1,19	1,70	1,78
Bénéfice par action incluant les activités non continuées					
Bénéfice par action, de base	0,53	1,44	1,14	1,55	5,21
Bénéfice par action, dilué	0,53	1,39	1,11	1,52	5,15
Dividende brut <sup>(3)</sup>					
	0,32	0,33	0,37	0,42	0,65
Cash-flow avant financement, de base					
	-4,69	0,96	1,06	-1,69	6,22
Total des actifs des activités continuées, fin de période, de base					
	27,61	28,65	23,48	29,86	25,72
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période, de base					
	10,03	10,03	7,76	7,42	11,90
Cours de l'action <sup>(4)</sup>					
Plafond	11,39	14,06	19,97	26,00	36,53
Plancher	6,65	9,45	11,31	19,09	23,72
Clôture	11,13	13,85	19,92	25,80	34,00
Moyen	9,12	11,13	14,80	22,73	30,63

## Structure du capital

	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre d'actions <sup>(1)(5)</sup>					
Nombre total d'actions émises, fin de période	127 100 875	127 274 375	129 055 250	130 050 125	130 986 625
Dont actions nominatives	24 170	31 115	37 995	89 334	149 919
Dont actions propres	3 551 995	3 658 435	3 155 485	3 304 260	10 911 770
Nombre moyen d'actions - EPS de base	112 607 923	123 307 955	125 073 349	126 469 895	125 233 789
Nombre moyen d'action - EPS dilué	113 224 544	128 111 169	127 574 880	128 750 009	126 850 152
Capital social, fin de période (en millions €)					
Capital souscrit <sup>(6)</sup>	562,4	563,2	459,7	463,2	466,6
Capitaux propres, part du Groupe	1 129,4	1 236,9	971,1	939,0	1 490,8
Capitalisation boursière	1 414,4	1 762,8	2 570,8	3 355,3	4 453,5
Actionnariat déclaré, fin de période					
Actions détenues en propre par Umicore	2,79 %	2,87 %	2,45 %	2,54 %	8,33 %
Parfina (Parfimmo)	-	-	3,12 %	3,10 %	3,46 %
Schroders	-	-	5,16 %	-	-
Fidelity	-	6,06 %	4,98 %	-	-
Merrill Lynch	-	-	3,10 %	-	-
Suez	15,68 %	0,54 %	-	-	-
Flottant	84,32 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

(1) Les données par action et le nombre d'actions ont été ajustés afin de tenir compte de la division du nominal par cinq qui a eu lieu le 29 février 2008.

(2) Les données sur le bénéfice par action ont été ajustées pour l'année précédant la non continuation. Cela signifie que les données 2006 (mais pas les données pour les périodes antérieures) ont été ajustées suite à la non continuation des activités Zinc Alloys en 2007. De manière similaire, les données 2004 (mais pas celles de 2003) ont été ajustées suite à la scission des activités Cuivre en 2005.

(3) Pour les investisseurs redevables du précompte immobilier en Belgique le dividende brut est sujet à un précompte immobilier de 25 % (réduit à 15 % sur présentation de strips VVPR). Le dividende 2007 suppose que les actionnaires acceptent la proposition du Conseil d'administration de payer un dividende brut de € 0,65 par action.

(4) Le cours de l'action a été ajusté en 2005 et pour les années précédentes afin de tenir compte de la scission partielle de Cumerio.

(5) En 2007 Umicore a procédé à des augmentations de capital pour un total de 936 500 actions, créées à la suite de l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription liés. Dans la période 2002-2006, Umicore a procédé à plusieurs augmentations de capital à la suite d'une émission d'actions en novembre 2003, l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription liés et la conversion d'options du plan ESOP 1999 en actions ordinaires.

(6) Le capital souscrit fut modifié en 2005 suite à la scission partielle de Cumerio et à l'incorporation des primes d'émission.

La Solar Team Umicore s'est classée en deuxième position au World Solar Challenge, organisé en Australie en octobre 2007. Les véhicules en lice, exclusivement alimentés à l'énergie solaire, ont rallié le nord au sud du continent durant un périple long de 3 000 kilomètres. L'Umicar Infinity utilise des substrats en germanium à haut rendement pour atteindre une vitesse de pointe de 150 km/h.

Il ne s'agit là que d'un exemple parmi les solutions en matériaux d'Umicore, basées sur les technologies propres.



# Les TECHNOLOGIES PROPRES

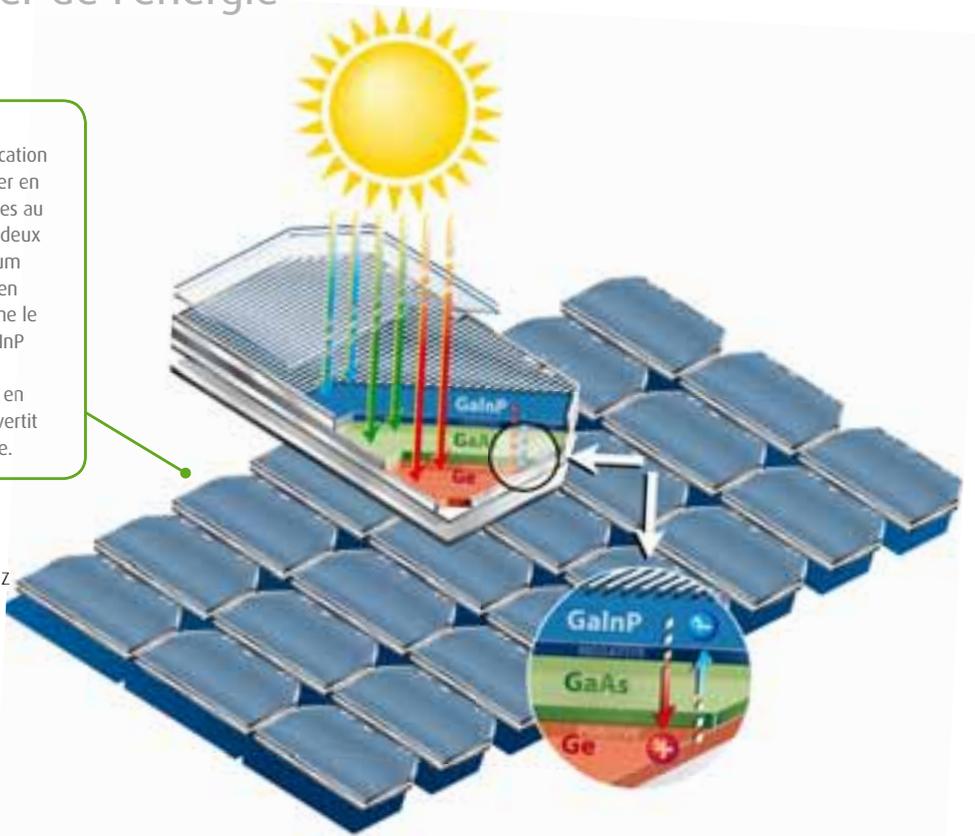
A solar car with a blue canopy and white body is driving on a paved road. The car has the number '8' on its side and 'UMICORE' on the canopy. The background shows a dry, open landscape with sparse vegetation and hills under a clear blue sky.

# OLOGIES S d'Umicore

# CELLULES SOLAIRES

## Générer de l'énergie

Les substrats en germanium sont les éléments de base entrant dans la fabrication des cellules très efficaces pour alimenter en énergie les satellites. Les cellules solaires au germanium ont un rendement jusqu'à deux fois plus élevé que les cellules au silicium dans la conversion des rayons solaires en électricité. Les autres épaisseurs (comme le phosphore d'indium et de gallium - GaInP - ou l'arséniure de gallium - GaAs) « se développent » à la surface du substrats en germanium : chacune d'entre elles convertit une partie du spectre solaire en énergie.



Les ressources énergétiques classiques telles que le pétrole, le charbon et le gaz sont limitées et, de surcroît, polluantes. Pourquoi dès lors ne pas utiliser des ressources énergétiques beaucoup plus durables, comme l'énergie solaire, un secteur qui a actuellement le vent en poupe ...

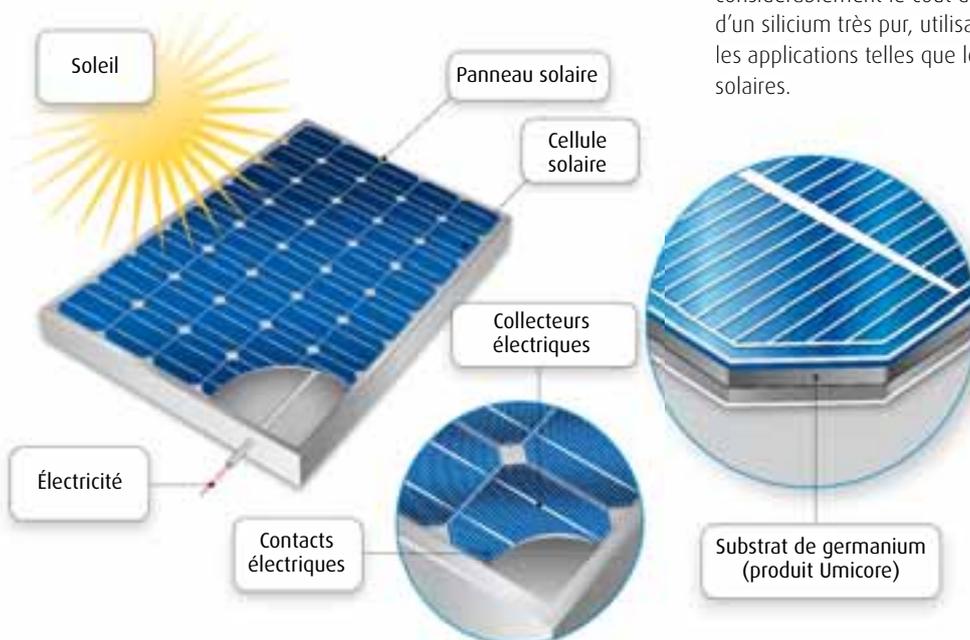
Leader mondial dans le secteur du germanium, un matériau extrêmement rare, Umicore joue depuis longtemps un rôle actif dans ce domaine : particulièrement fines et pures, nos plaques de germanium constituent le matériau de référence pour les cellules solaires destinées au secteur aéronautique, où la compacité, l'efficacité et la puissance constituent des facteurs déterminants. Les plaques sont utilisées

dans la plupart des satellites lancés aujourd'hui.

Sur terre également, les précieux matériaux à base de germanium se révèlent très utiles : par un jeu de lentilles et de miroirs, les rayons du soleil sont concentrés sur une petite plaquette de germanium, ce qui permet d'en utiliser

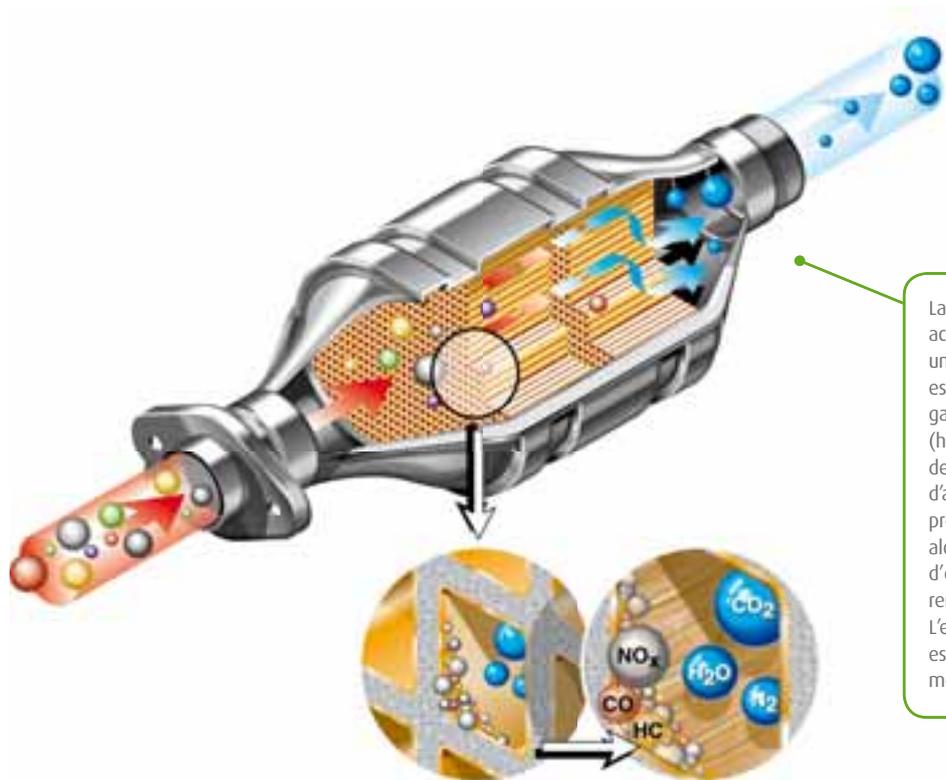
beaucoup moins et de limiter les coûts, du moins si l'on compare avec ceux engendrés par l'utilisation du silicium, moins coûteux mais aussi moins efficace.

Par ailleurs, Umicore, en partenariat avec Hydro, met actuellement au point un processus de production unique en son genre, qui devrait faire baisser considérablement le coût de production d'un silicium très pur, utilisable pour les applications telles que les cellules solaires.



# CATALYSEURS AUTOMOBILES

De l'air pur...

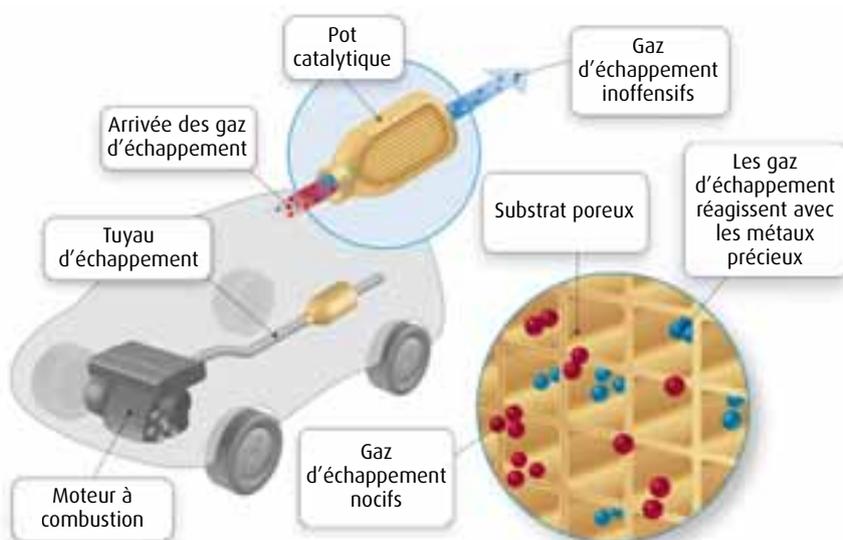


La substance catalytique active est intégrée dans un substrat poreux qui est traversé par les gaz d'échappement (hydrocarbures, monoxyde de carbone et oxyde d'azote). Les métaux précieux réagissent alors avec les gaz d'échappement et les rendent inoffensifs. L'ensemble de la structure est protégé par un boîtier métallique.

Les métaux précieux sont des éléments essentiels pour catalyseurs automobiles: le platine, le rhodium et le palladium traitent les gaz d'échappement nocifs produits par les moteurs à combustion, comme l'oxyde d'azote, des molécules organiques et le monoxyde de carbone, afin de les rendre inoffensifs.

L'activité Automotive Catalysts d'Umicore s'emploie depuis les années 1960 à développer, produire et perfectionner des catalyseurs pour divers types de moteurs: Umicore est devenue en 2007 le leader sur le marché mondial des catalyseurs pour véhicules légers.

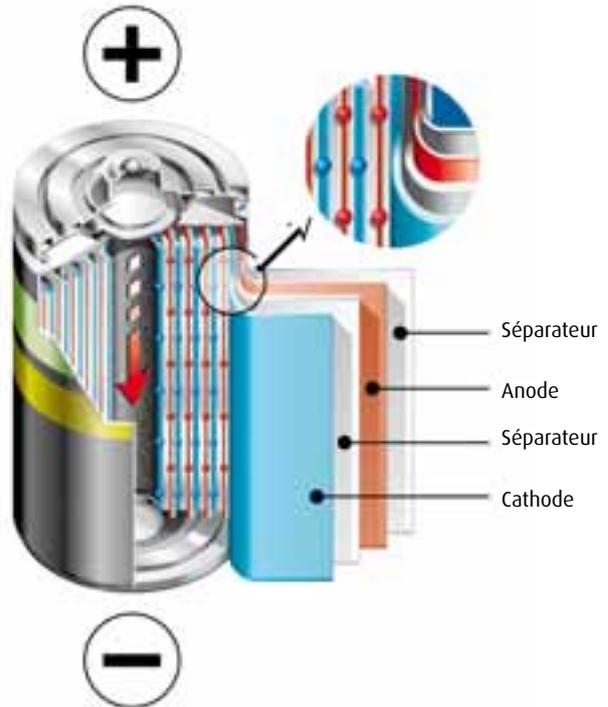
Dans un contexte de renforcement de la législation en matière d'émissions – non seulement dans l'Union européenne ou en Amérique du Nord mais aussi en Asie et en Chine – et d'extension de celle-ci à de nouvelles catégories de véhicules (comme les camions et les bus), ce domaine de développement technologique revêt une importance absolument cruciale.



# BATTERIES RECHARGEABLES

## Stocker de l'énergie

Une batterie lithium ion comprend une électrode « négative » (l'anode recouverte de carbone) et une électrode « positive » (la cathode recouverte de cobaltite de lithium). Les deux parties sont séparées par une fine membrane en polymère. Quand la batterie est en charge, les ions lithiums (atomes de lithium chargés positivement) migrent de la cathode vers l'anode en traversant la membrane séparatrice. Le processus inverse a lieu lors de la décharge. En même temps, les électrons (qui sont séparés des ions) empruntent un autre chemin pour rejoindre l'autre côté, ce qui crée un courant électrique.



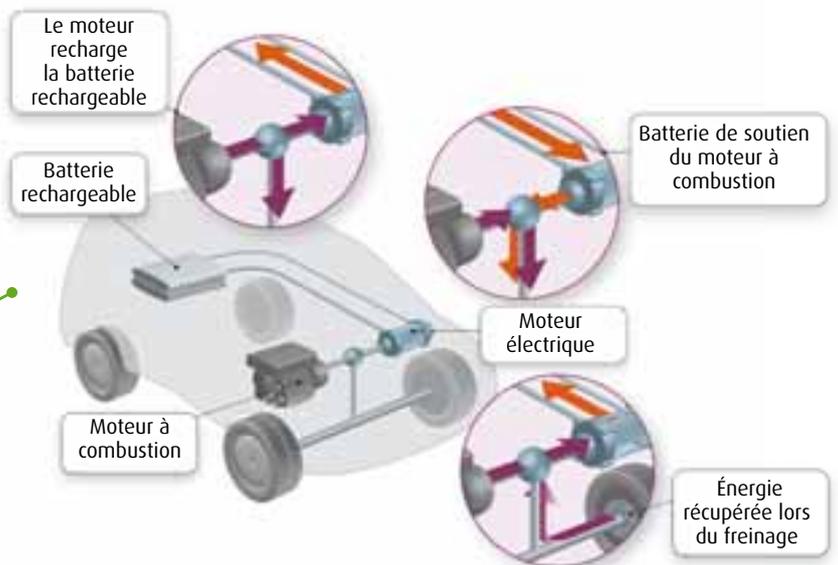
Il n'y a pas si longtemps que cela, il valait mieux avoir toujours sur soi une batterie supplémentaire pour son GSM pour éviter d'être coupé au milieu d'une conversation importante. Heureusement, grâce aux progrès technologiques rapides réalisés dans les matériaux utilisés dans les batteries rechargeables, ces téléphones portables et ordinateurs de poche tendance et ultra pratiques sont depuis lors devenus nettement plus puissants et plus petits.

Umicore est le leader mondial dans le domaine des matériaux à base de cobalt destinées aux batteries rechargeables lithium-ion que l'on retrouve partout. Cette position de chef de file nous impose des efforts permanents dans le domaine technologique pour continuer à répondre aux attentes des clients, qui veulent des batteries de plus en plus légères, puissantes et sûres.

De plus, ces batteries sont aussi utilisées de manière croissante dans les voitures hybrides, ce qui augmente encore les exigences de poids, de puissance et de résistance à la chaleur et aux chocs.

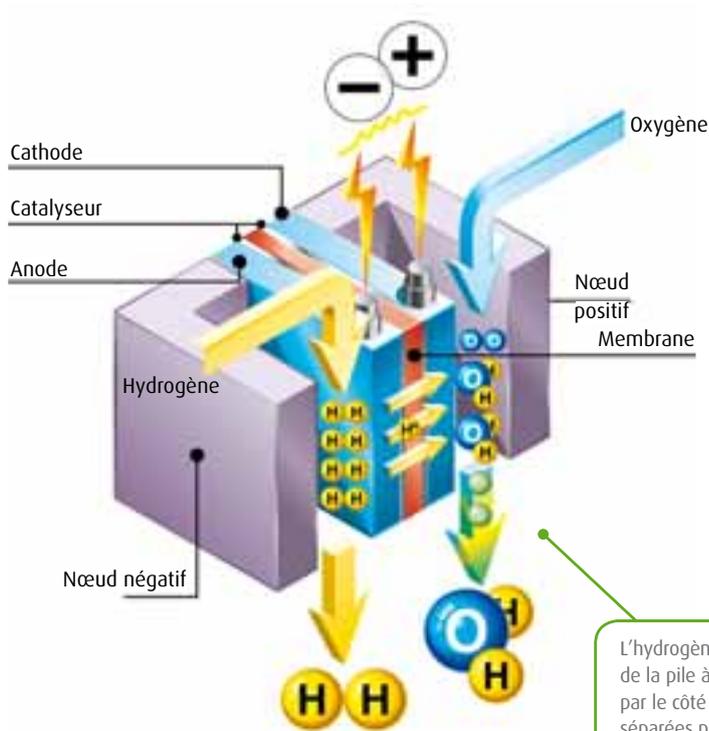
Ici aussi, la boucle est bouclée puisque Umicore peut recycler les vieux téléphones portables – batterie et accessoires compris – en utilisant sa propre technologie de recyclage.

Les voitures hybrides sont basées sur la combinaison d'un moteur à combustion traditionnel et d'un moteur électrique alimenté par de puissantes batteries rechargeables. Le moteur traditionnel fournit la majorité de la puissance du véhicule tandis que le moteur électrique apporte une énergie auxiliaire comme par exemple lors de l'accélération, du dépassement ou encore lorsque l'on roule à faible vitesse. Cette combinaison permet d'utiliser un plus petit moteur et plus efficace. Il n'est pas nécessaire de recharger la batterie de manière externe, le courant électrique est généré par le moteur traditionnel ou en récupérant l'énergie lors du freinage.



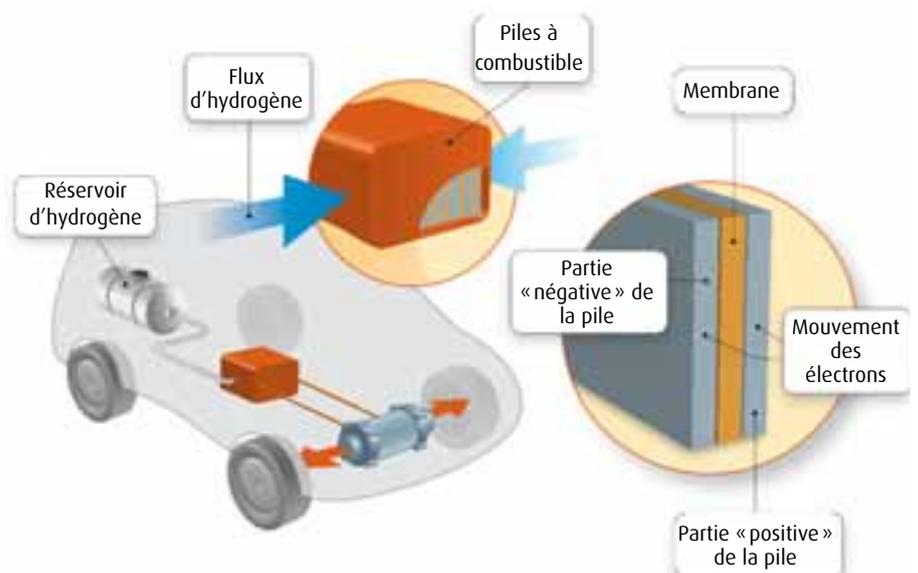
# PILES A COMBUSTIBLE

## Générer et stocker de l'énergie



L'hydrogène (H<sub>2</sub>) pénètre dans la partie « négative » de la pile à combustible alors que l'oxygène (O<sub>2</sub>) entre par le côté chargé positivement. Les deux parties sont séparées par une membrane recouverte de catalyseurs à base de métaux (précieux). Ceci provoque la séparation de l'hydrogène en protons chargés positivement et en électrons chargés négativement. Les électrons ne sont pas capables de traverser la membrane. Pour rejoindre l'autre partie de la pile à combustible, ils doivent donc emprunter un chemin extérieur. Le mouvement des électrons chargés négativement crée un courant électrique. Du côté « positif » de la pile à combustible, l'oxygène aidé par le catalyseur, capte les protons hydrogènes et les électrons pour produire de l'eau (H<sub>2</sub>O) comme produit final.

Les combustibles fossiles produisent non seulement des gaz à effet de serre, mais seront également un jour épuisés. L'hydrogène offre la perspective de diminuer significativement les émissions de CO<sub>2</sub>. La réaction entre l'hydrogène et l'oxygène dégage de l'énergie et a comme unique sous-produit de l'eau. Les fameuses « piles à combustible » sont des modules dans lesquelles se produit cette réaction. Elles peuvent être utilisées pour propulser les voitures écologiques de demain et permettent donc de dire adieu au problème des gaz d'échappement.



# RECYCLAGE

## Récupérer des métaux rares

Umicore est un groupe actif dans les technologies des matériaux qui propose des matériaux performants destinés à des applications de pointe moyennant l'utilisation la plus parcimonieuse possible de ces métaux souvent rares et chers.

Notre volonté d'accroître sans cesse la réutilisation de matériaux dans nos procédés de production est une illustration de cette stratégie. Dans le

cas présent, il s'agit de produits qui ont atteint la fin de leur cycle de vie ou de sous-produits d'autres procédés de production.

Le recyclage revêt une importance particulière dans le secteur des métaux précieux. Bien que les processus mis en place visent une efficacité toujours accrue, l'utilisation des technologies modernes dans des applications

quotidiennes a fait augmenter de manière significative la demande en métaux précieux.

Umicore arrive aujourd'hui en tête du recyclage de métaux précieux à l'échelon mondial, avec la plus grande partie de l'approvisionnement provenant de matériaux secondaires.

Métaux recyclés



Les vieux téléphones portables contiennent des métaux précieux tels que l'argent (Ag), l'or (Au) ou le palladium (Pd) que les opérations complexes de recyclage et de raffinage d'Hoboken sont capables de récupérer. En moyenne, 50 000 téléphones portables contiennent environ 1 kilo d'or et 10 kilos d'argent. Environ 1 % seulement de tous les téléphones portables mis à la poubelle tous les ans sont recyclés. Ce nouveau type de « mine » possède donc un potentiel d'exploitation énorme.

# CATALYSEUR DE RÉDUCTION DE N<sub>2</sub>O

## Réduction des émissions de gaz à effet de serre

L'agriculture est fortement tributaire de l'utilisation d'engrais. Parmi les principaux composants de ceux-ci, l'acide nitrique joue un rôle important. Il est produit par oxydation de l'ammoniac.

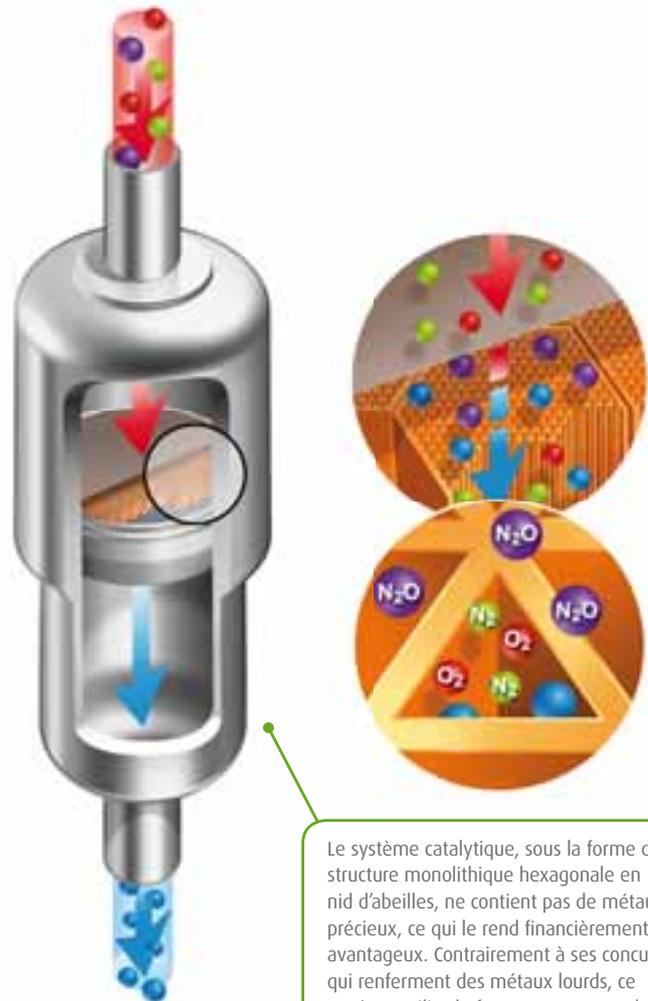
Ce processus génère toutefois un sous-produit, le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O).

Inconvénient, le N<sub>2</sub>O, communément appelé gaz hilarant, est un gaz à effet de serre qui contribue au réchauffement planétaire. En 2003, les émissions de N<sub>2</sub>O ont représenté quelque 17 % des émissions totales de gaz à effet de serre de l'industrie dans l'Union européenne, selon les statistiques de l'Agence européenne pour l'environnement.

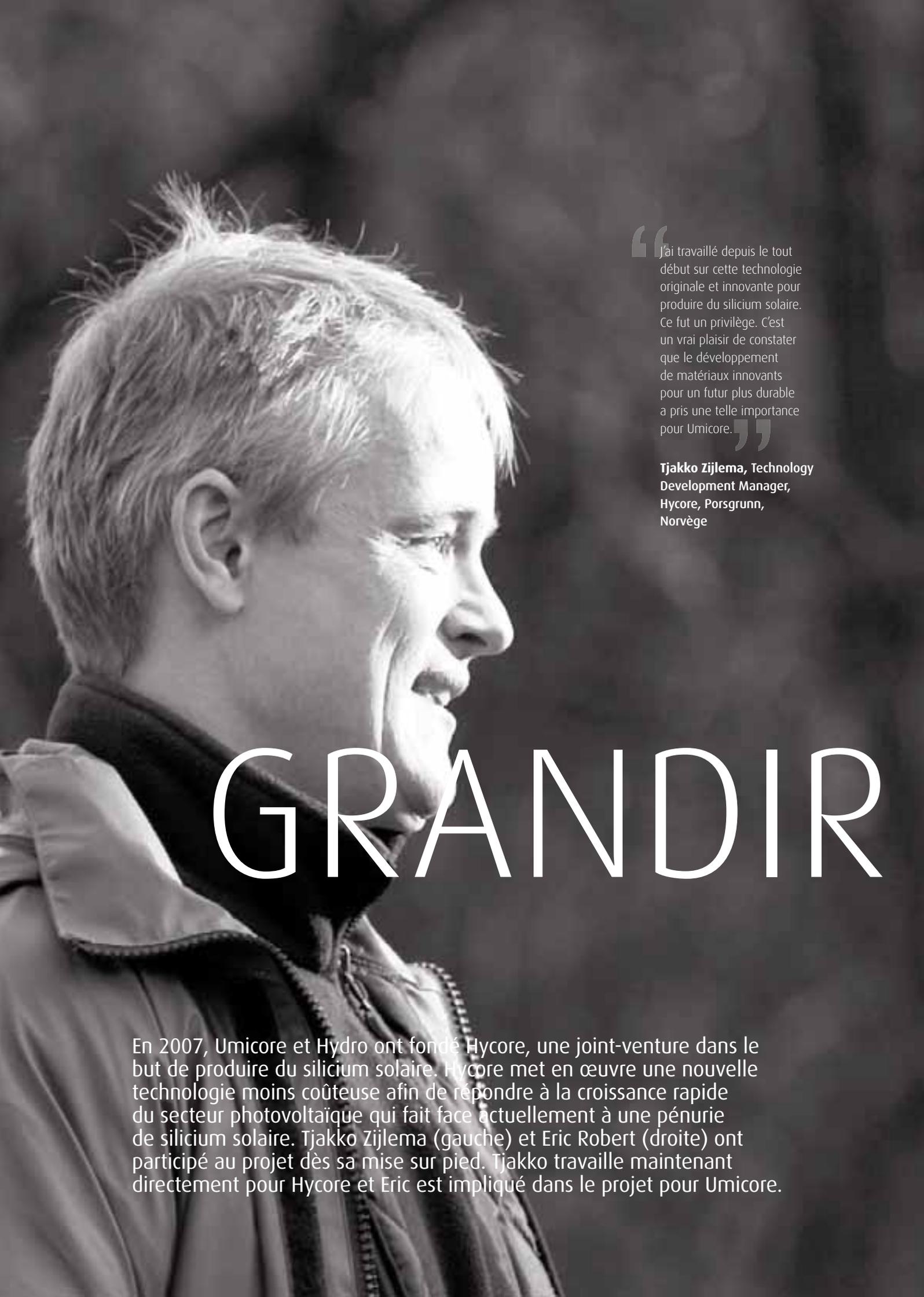
L'inversion de cette tendance et la réduction des émissions de N<sub>2</sub>O dans l'industrie de l'acide nitrique contribueraient dès lors à la lutte contre le réchauffement climatique et permettraient aux producteurs d'engrais

de fournir leur part d'effort pour satisfaire aux réglementations environnementales et assurer la pérennité de notre planète.

En partenariat avec Alvigo, Umicore a développé une technologie catalytique rentable qui réduira de plus de 90 %, selon l'application, les émissions de gaz N<sub>2</sub>O provoquées par les réacteurs d'oxydation de l'ammoniac.



Le système catalytique, sous la forme d'une structure monolithique hexagonale en nid d'abeilles, ne contient pas de métaux précieux, ce qui le rend financièrement très avantageux. Contrairement à ses concurrents qui renferment des métaux lourds, ce système utilise le fer pour provoquer la réaction catalytique avec le N<sub>2</sub>O. Cette technologie est donc très respectueuse de l'environnement.



“ J’ai travaillé depuis le tout début sur cette technologie originale et innovante pour produire du silicium solaire. Ce fut un privilège. C’est un vrai plaisir de constater que le développement de matériaux innovants pour un futur plus durable a pris une telle importance pour Umicore. ”

**Tjakko Zijlema**, Technology Development Manager, Hycore, Porsgrunn, Norvège

# GRANDIR

En 2007, Umicore et Hydro ont fondé Hycore, une joint-venture dans le but de produire du silicium solaire. Hycore met en œuvre une nouvelle technologie moins coûteuse afin de répondre à la croissance rapide du secteur photovoltaïque qui fait face actuellement à une pénurie de silicium solaire. Tjakko Zijlema (gauche) et Eric Robert (droite) ont participé au projet dès sa mise sur pied. Tjakko travaille maintenant directement pour Hycore et Eric est impliqué dans le projet pour Umicore.

# RAPPORT ÉCONOMIQUE

“ J’ai beaucoup d’intérêt pour les problèmes concernant l’approvisionnement en énergie mais également pour les problèmes sociaux et économiques que cela entraîne et cet intérêt ne date pas d’hier. Être capable de travailler sur un procédé permettant de développer un moyen pour produire une énergie vraiment durable a été, pour moi, une fantastique opportunité. ”

**Eric Robert, Project Leader,**  
Umicore Research, Olen,  
Belgique

# ENSEMBLE



22

MATÉRIAUX  
AVANCÉS



26

MÉTAUX PRÉCIEUX  
PRODUITS ET  
CATALYSEURS



30

MÉTAUX PRÉCIEUX  
SERVICES



34

ZINC  
PRODUITS  
SPÉCIAUX



“ Le changement climatique est une chose à prendre au sérieux si l’humanité veut maintenir la vie sur cette planète. Un des meilleurs moyens de construire un avenir durable est de ne pas laisser de traces. Umicore investit déjà de manière importante dans des matériaux propres et à haut rendement énergétique mais c’est également une question d’attitude. Notre site de Fort Saskatchewan a des règles strictes afin de garder un environnement de travail propre, c’est simplement une question de respect envers les employés, les clients et les personnes vivants aux alentours. ”

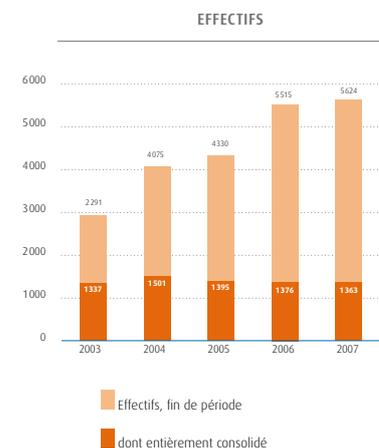
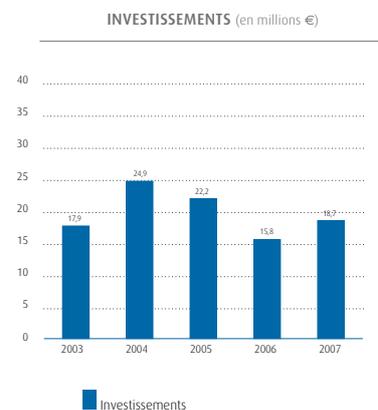
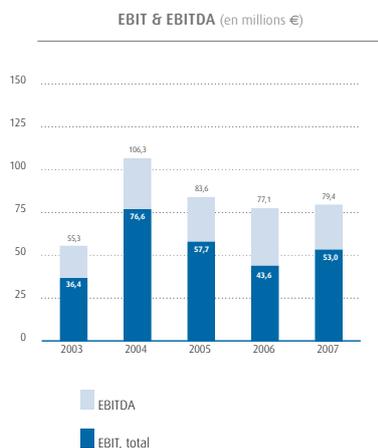
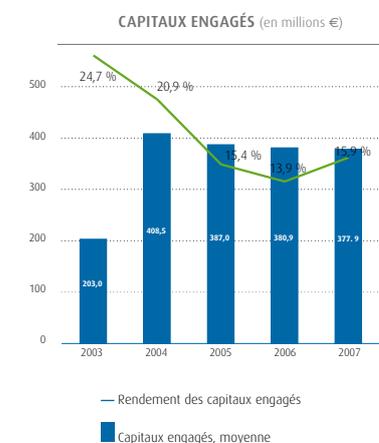
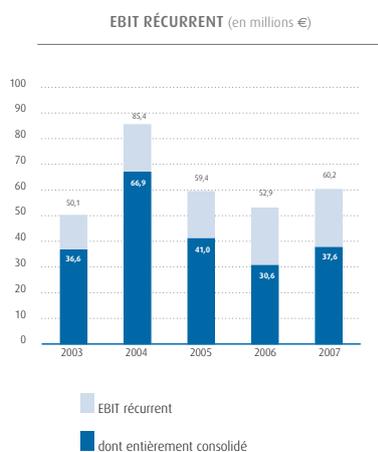
**Andrea Lazutin,**  
Chemical technologist, Fort  
Saskatchewan, Canada

# MATÉRIAUX AVANCÉS

## Profil

Le business group Matériaux Avancés produit des métaux, des alliages, des composés et des produits spéciaux de haute pureté destinés à un large éventail d'applications avancées. Les principaux matériaux mis en œuvre sont le cobalt, le germanium et le nickel. Le business group se compose de deux entités auxquelles s'ajoute une participation de 40 % qu'Umicore détient dans Element Six Abrasives (une joint-venture avec Element Six).

**Cobalt Specialty Materials** est le leader mondial dans le domaine des produits chimiques à base de cobalt et de nickel. Les principaux produits sont les composés de cobalt employés dans les batteries rechargeables, les poudres fines de cobalt utilisées dans les outils diamantés et en métaux durs, ainsi que les composés métalliques destinés aux applications céramiques et catalytiques. **Electro-Optic Materials** est le premier fabricant mondial de matériaux en germanium. Parmi ses produits phares, il y a les substrats pour applications photovoltaïques et photoniques, ainsi que les lentilles et modules optiques pour applications de vision nocturne. **Element Six Abrasives** – détenant à 40 % par Umicore - produit des diamants synthétiques et d'autres matériaux abrasifs pour outillages industriels.



## Cobalt & Specialty Materials

Les ventes de cobaltite de lithium de la division **matériaux pour batteries rechargeables** ont connu une croissance soutenue par rapport à l'an dernier. La hausse persistante des prix du cobalt et du lithium a érodé les primes au cours de l'année, ce qui a neutralisé une partie de l'impact positif des volumes sur les revenus. Umicore a entamé la commercialisation de matériaux de nouvelle génération pour les batteries Li-Ion destinées aux outils électroportatifs et aux véhicules électriques hybrides. Le Groupe a intensifié ses efforts de recherche dans ce domaine.

La division **céramique et produits chimiques** a de nouveau signé de solides performances, ses revenus dépassant largement ceux de l'exercice précédent. Umicore tire parti de son approche orientée client. La société a accru sa part de marché dans les produits spéciaux au nickel pour les techniques de catalyse et de galvanoplastie mises en œuvre dans des processus comme la désulfuration du pétrole brut. Le Groupe a finalisé l'acquisition de Corn. Van Loocke, un producteur de carboxylates situé en Belgique. Cette acquisition a permis à la business unit d'étoffer son catalogue de produits.

Le volume total des ventes de la division **matériaux pour outils** s'est établi à un niveau similaire à celui de 2006. Les primes se sont relevées de manière significative face au recul des exportations de la concurrence chinoise (corollaire de la suppression des abattements fiscaux). Cette situation a plus que compensé l'impact de la faiblesse du dollar.

## Electro-Optic Materials

Le volume des ventes de **substrats** a largement dépassé celui de 2006. La majorité du volume des ventes est à inscrire à l'actif des capteurs solaires spatiaux, qui ont bénéficié d'un regain d'activité dans le secteur aérospatial. L'essor ininterrompu des capteurs photovoltaïques terrestres à concentrateur, utilisant des substrats en germanium, ainsi que la croissance des applications LED (diodes électroluminescentes), ont donné un élan supplémentaire à cette activité.

Dans le secteur **optique**, le volume des ventes de flans en germanium a augmenté, l'offre de services de la division lui ayant permis de regagner des parts de marché en Europe. En Amérique du Nord, les ventes sont restées stables. La croissance des ventes de modules optiques pour dispositifs de vision nocturne pour automobiles a été moins forte que prévue. Les volumes de ventes de tétrachlorure de germanium pour le secteur de la fibre optique ont accusé un recul par rapport à l'an dernier.

Le septième programme-cadre de la Commission européenne inclut plusieurs priorités de recherche, portant notamment sur le développement de systèmes de détection pour automobiles afin de protéger les piétons et sur la mise au point de systèmes photovoltaïques terrestres à concentrateur. Ces domaines constituent des pistes de développement où les lentilles et les capteurs solaires en germanium d'Umicore jouent un rôle important.

Fin 2007, Umicore a acheté la part de 40 % des actionnaires minoritaires dans l'activité de raffinage de germanium à Dong Chuan en Chine.

### Chiffres clés (en millions €)

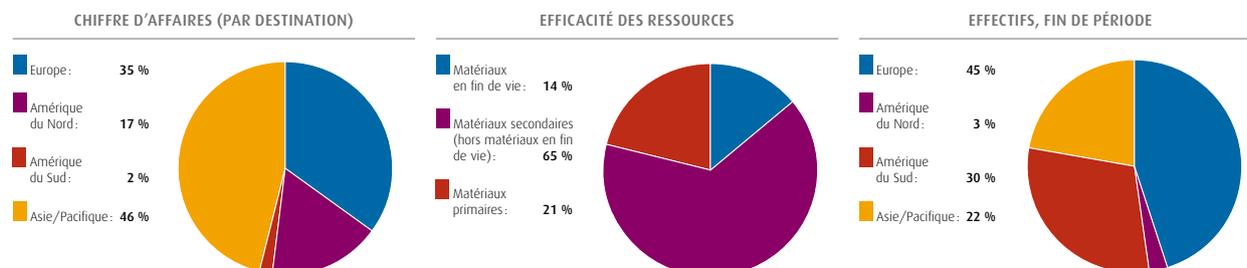
	2003	2004	2005	2006	2007
Chiffre d'affaires	354,9	552,5	456,4	606,4	770,7
Revenus (hors métal)	221,2	308,6	275,1	287,2	293,9
EBITDA	55,3	106,3	83,6	77,1	79,4
EBIT récurrent	50,1	85,4	59,4	52,9	60,2
dont sociétés associées <sup>(1)</sup>	13,5	18,6	18,4	22,3	22,6
EBIT total	36,4	76,6	57,7	43,6	53,0
Marge opérationnelle récurrente	16,5 %	21,7 %	14,9 %	10,6 %	12,8 %
Investissements	17,9	24,9	22,2	15,8	18,7
Capitaux engagés, moyenne	203,0	408,5	387,0	380,9	377,9
Rendements des capitaux engagés	24,7 %	20,9 %	15,4 %	13,9 %	15,9 %
Effectifs, fin de période	2921	4075	4330	5515	5624
dont sociétés associées <sup>(1)</sup>	1584	2574	2935	4139	4261

(1) Ganzhou Yi Hao Umicore Industries Co. Ltd, Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co. Ltd., Todini and Co. (Cobalt & Specialty Materials); Element Six Abrasives

## Element Six Abrasives

La contribution d'Element Six Abrasives aux résultats d'Umicore demeure importante en dépit de l'impact négatif des fluctuations des taux de change au niveau structurel et de la conversion. Les produits abrasifs constituent le principal pôle de croissance (essentiellement les matériaux polycristallins pour les outillages employés dans le forage pétrolier et gazier). Dans ce segment, les volumes de ventes ont augmenté de 20 %. Dans le domaine plus restreint des abrasifs destinés aux outils de travail du bois et du métal, les volumes de ventes ont également enregistré une hausse significative. Cette hausse a été dopée par la demande du marché et a bénéficié quelque peu du remplacement des matériaux au carbure par des produits diamantés et à base de nitrure de bore cubique. Les ventes d'abrasifs diamantés aux clients externes ont progressé de 10 %.

Element Six Abrasives a finalisé l'acquisition de Barat Carbide, un chef de file dans le développement et la fabrication de solutions de protection contre l'usure en carbure de tungstène servant à l'exploitation minière, à la construction et dans les industries pétrolière et gazière. Cette opération apportera à l'activité existante d'Element Six Abrasives des compétences en matériaux complémentaires. L'intégration au sein des activités Element Six Abrasives a été finalisée avec succès à la fin de l'année 2007.



## Développement durable

Les matériaux pour batteries rechargeables (plus précisément les lithium-ion et ses dérivés) disposent d'un potentiel élevé, car ils peuvent accélérer le développement des véhicules peu énergivores comme les voitures hybrides ou électriques. Si le germanium est employé principalement dans le photovoltaïque spatial, il est de plus en plus employé dans la production d'électricité au moyen de capteurs solaires terrestres. Pour CSM, la gestion de la problématique des émanations de poussières de cobalt sur les lieux de travail est un aspect capital en termes de santé et sécurité. L'entité veille aussi à assurer un approvisionnement éthique du minerai de cobalt extrait en Afrique centrale, principale source mondiale de cobalt primaire. Environ 79 % des besoins liés à l'approvisionnement de Matériaux Avancés sont couverts par des matériaux secondaires et des matériaux en fin de vie.



“ Au sein de nos opérations à Buenos Aires, nous savons tous très bien que fournir des « matériaux pour une vie meilleure » est souvent une question de vie ou de mort: nous produisons des composés pharmacochimiques contenant des métaux précieux qui sont utilisés dans l'industrie pharmaceutique et qui sont reconnus comme efficaces dans la lutte contre le cancer. Nous sommes bien évidemment fiers de notre contribution, même si elle est relativement modeste, mais nous savons très bien que la bataille doit continuer afin d'encore développer ces composants pour améliorer la vie de nombreux patients. ”

**Nestor Cid, Production and Development Manager, Buenos Aires, Argentine**

# MÉTAUX PRÉCIEUX – PRODUITS ET CATALYSEURS

## Profil

Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs produit une gamme de matériaux fonctionnels complexes basée sur les métaux précieux et sur sa maîtrise des plates-formes technologiques telles que la catalyse et la technologie de traitement de surface. Ses activités sont organisées en cinq business units.

**Automotive Catalysts** est l'un des principaux fabricants mondiaux de catalyseurs destinés aux systèmes de réduction des émissions pour véhicules lourds ou légers. **Catalyst Technologies** produit des catalyseurs à base de métaux précieux pour les sciences de la vie et l'industrie chimique. C'est un acteur clé du développement de la technologie des piles à combustible. **Jewellery and Electroplating** fabrique des produits semi-finis à base de métaux précieux pour la joaillerie et l'industrie. L'entité produit également des électrolytes pour les applications électroniques, la protection contre l'usure et la décoration. **Technical Materials** fabrique des matériaux de contact et de soudure destinés aux applications électriques et au secteur de la construction, ainsi que des matériaux platineux pour la production de verre de haute qualité. **Thin Film Products** produit des cibles métalliques pour la fabrication de revêtements ultraminces destinés à une large gamme d'applications.



(1) En 2003, seuls les 5 derniers mois pour les activités de PMG et 12 mois pour Thin Film Products

## Automotive Catalysts

La branche Automotive Catalysts a enregistré une croissance significative de ses revenus par rapport à l'exercice précédent. L'abandon progressif d'une plate-forme par un client en Amérique du Nord a été largement responsable de la performance plus faible enregistrée au second semestre.

La production mondiale de véhicules automobiles s'est accrue de 5 % par rapport à l'an dernier. La production de véhicules légers en Amérique du Nord a accusé un recul de 2 %. Les volumes de ventes qu'Umicore a générés dans cette partie du monde ont été influencés par la constitution des stocks par les constructeurs au cours du premier semestre. Sur le marché européen, la production de véhicules légers a enregistré une hausse de 5,5 % en 2007. Les volumes de ventes d'Umicore dans la région ont progressé par rapport à 2006. Cette performance est à mettre à l'actif d'une croissance du marché, d'un bon mix plates-formes et d'une pénétration accrue des filtres à particules pour moteurs diesel. En Asie, la production de véhicules légers a poursuivi sa forte croissance, emmenée par la Chine et la Corée du Sud. Umicore a considérablement bénéficié de cette conjoncture favorable grâce à sa présence forte dans ces deux pays. Umicore a décidé de mettre en service une troisième ligne de production à l'usine de Suzhou. Elle devrait être opérationnelle pour le milieu de l'année 2008. Sur le marché sud-américain, les ventes de produits Umicore ont été en phase avec la croissance soutenue enregistrée dans cette région.

Au mois de septembre, Umicore a finalisé l'acquisition des activités catalyseurs de Delphi Corp. Cette transaction a apporté à Umicore une base de clients complémentaire, trois sites de production et des technologies de produit et de procédé intéressantes, soutenus par des capacités de tests et de recherche

supplémentaires. Grâce à cette acquisition, Umicore est devenue, fin 2007, le leader sur le marché des catalyseurs pour véhicules légers. Le prix d'achat final avoisine les € 50 millions.

En 2007, Umicore a redoublé d'efforts pour renforcer sa présence sur le marché des véhicules lourds roulant au diesel (HDD), tant pour les applications routières que hors-route. Pour étayer ces efforts, Umicore est en train de construire de nouvelles installations de tests HDD en Allemagne, au Brésil, en Corée du Sud et aux États-Unis.

Les résultats de la division tiennent compte de la reprise d'une provision pour créances douteuses inscrite en 2005. Cette opération a eu un impact positif de € 4 millions au niveau de l'EBIT.

## Catalyst Technologies

L'activité **chimie des métaux précieux** a signé une performance supérieure sur l'année, en augmentant ses ventes annuelles de produits aux secteurs de la chimie fine et des sciences de la vie. Umicore a décidé de déménager son usine de Guarulhos (Brésil) sur un site dédié proche de ses installations d'Americana, à 150 km au nord de Sao Paulo. La construction d'un nouveau site de production de Buenos Aires (Argentine), entamée en cours d'année, devrait être terminée vers la mi-2008. Dans le domaine des **piles à combustible**, Umicore a poursuivi le développement de catalyseurs pour les applications de piles à combustible et de reformage. Ce développement s'est fait en étroite collaboration avec SolviCore et les fabricants de piles à combustible. Les approvisionnements en matériaux destinés aux **solutions de recyclage** pour batteries et catalyseurs GTL ont augmenté. Quelque 600 tonnes de batteries rechargeables usagées ont été acheminées vers les filières de recyclage durant l'année.

### Chiffres clés (en millions €)

	2003 <sup>(2)</sup>	2004	2005	2006	2007
Chiffre d'affaires	646,0	1 678,7	1 860,6	2 502,2	2 940,8
Revenus (hors métal)	286,9	708,9	766,2	837,6	964,2
EBITDA	62,9	166,6	177,7	181,1	197,6
EBIT récurrent	42,9	122,8	136,1	139,0	161,9
dont sociétés associées <sup>(1)</sup>	3,1	9,0	8,4	9,1	5,4
EBIT total	42,9	122,4	135,3	132,2	151,4
Marge opérationnelle récurrente	13,9 %	16,1 %	16,7 %	15,5 %	16,2 %
Investissements	13,7	49,2	43,6	32,7	40,8
Capitaux engagés, moyenne	538,3	581,9	610,1	695,1	770,8
Rendements des capitaux engagés	17,5 %	21,1 %	22,3 %	20,0 %	21,0 %
Effectifs, fin de période	3 319	3 273	3 420	4 022	4 508
dont sociétés associées <sup>(1)</sup>	163	178	220	263	248

(1) ICT Co. Japan, ICT Inc. USA, Ordeg Korea (Automotive Catalysts); SolviCore (Catalyst Technologies)

(2) En 2003, seuls les 5 derniers mois pour les activités de PMG et 12 mois pour Thin Film Products

## Technical Materials

La division **matériaux de contact** a pu générer une croissance soutenue de ses revenus par rapport à 2006. L'activité a finalisé l'acquisition d'AMES Electro Materials, un important producteur de matériaux de contact en Amérique du Nord. Les revenus annuels de **BrazeTec** ont largement dépassé ceux de 2006. Les sites européens et chinois ont à nouveau généré l'essentiel de la croissance des activités. La croissance a concerné les alliages pour soudure métallurgique plus traditionnels, d'une part, et les produits plus spécialisés comme les pâtes à souder à base de cuivre et de nickel, d'autre part. Dans le domaine des **matériaux de packaging électronique**, la progression des volumes de ventes pour matériaux de jonction s'est alignée sur celle du marché de l'électronique pour semi-conducteurs. Les revenus de l'entité **matériaux platineux façonnés** ont enregistré une hausse sensible en glissement annuel. Des clients ont inauguré de nouvelles lignes de production et ont remplacé plus fréquemment les équipements de leurs installations existantes. Les livraisons de toiles en platine et de catalyseurs de réduction du N<sub>2</sub>O, destinés à la production d'engrais, ont bien progressé par rapport à l'année précédente.

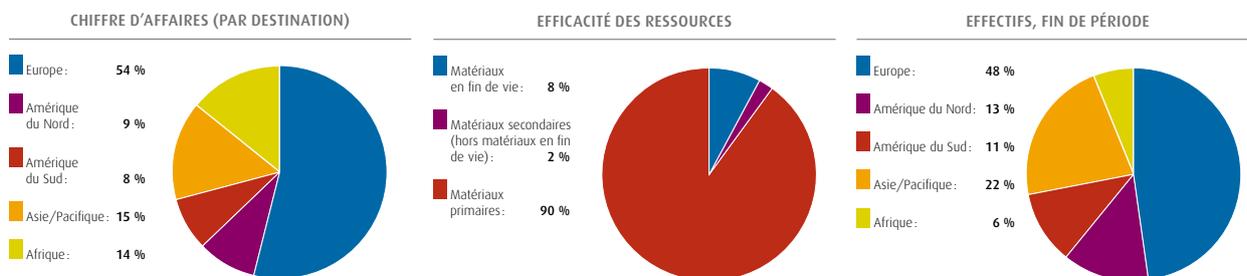
## Jewellery & Electroplating

L'activité **joaillerie et métaux industriels** a enregistré une croissance de ses volumes de ventes annuels, tant pour l'argent que

pour l'or. La demande globale pour la joaillerie a été plus élevée par rapport à l'an dernier et l'activité a pu profiter de l'intensification des exportations des grandes marques de luxe européennes vers d'autres régions. L'entité a décroché le contrat d'approvisionnement des flans pour la frappe des pièces de € 10 allemandes. Dans le domaine de la **galvanoplastie**, la croissance des marchés électrique et électronique s'est traduite par une demande accrue de composants et de services haut de gamme pour les connecteurs électriques et les circuits imprimés. Les volumes de ventes d'électrolytes pour la joaillerie et d'autres applications décoratives sont en hausse par rapport à l'exercice précédent.

## Thin Film Products

L'activité **optique et protection contre l'usure** a enregistré une croissance soutenue. Celle-ci résulte de la demande du marché dans son ensemble et de l'impact positif de l'acquisition d'une opération dans le domaine optique réalisée en Chine au début de l'exercice. La branche **électronique et stockage de données** a vu ses revenus progresser pour les applications électroniques, dans les mêmes proportions que ceux du secteur de l'électronique. Le stockage de données reste un marché en déclin. Dans le domaine des **revêtements de grande dimension**, les volumes de ventes de cibles ITO ont fortement progressé, et ce malgré les répercussions négatives de l'érosion des prix sur les primes.



## Développement durable

La division Automotive Catalysts joue un rôle important pour la société et l'environnement en permettant de réduire constamment les émissions de polluants nocifs par les véhicules. Au sein de Technical Materials, les catalyseurs platineux sont utilisés afin de réduire les émissions d'oxyde d'azote (un gaz à effet de serre nocif) issu de la fabrication des engrais. L'entité Catalyst Technologies développe des technologies pour piles à combustible. Bien que ce marché en soit encore à ses balbutiements, il a le potentiel d'offrir une électricité plus propre à un nombre important d'applications. Thin Film Products a le potentiel de favoriser l'essor de l'électricité produite au départ de sources renouvelables grâce à la production de matériaux en couche mince à usage photovoltaïque. Dans ce domaine, environ la moitié des besoins d'Umicore en métaux précieux pourrait, si nécessaire, être issue des opérations de Precious Metals Refining. Les matériaux primaires représentent environ 90 % de l'approvisionnement de Métaux Précieux - Produits & Catalyseurs, ceci est principalement dû aux substrats utilisés dans les catalyseurs automobiles. En excluant cet élément, les matériaux secondaires représentent environ 37 % de l'approvisionnement. Cette division constitue pour Umicore le premier domaine d'investissement en terme de R&D.



Si nos activités n'existaient pas, nous manquerions une opportunité unique de préserver les ressources naturelles grâce au recyclage : un acte simple apporte des choses importantes dans notre quotidien. C'est pour cela que je suis fier de faire partie d'Umicore et de partager la responsabilité de parvenir à promouvoir le recyclage de déchets électroniques et de batteries rechargeables usagées dans mon pays.

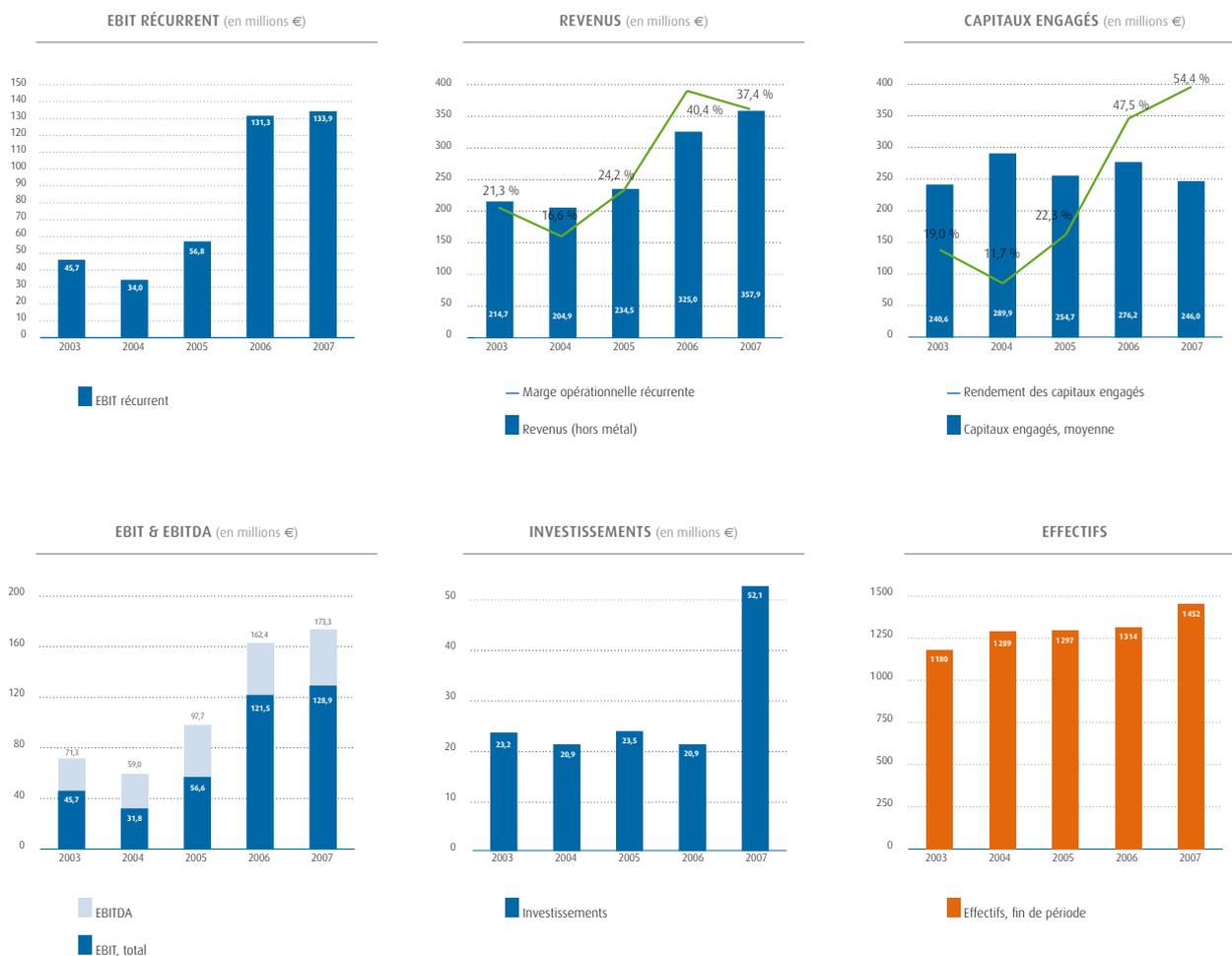
**Ricardo Rodrigues,**  
**Business Development**  
**Manager, Guarulhos, Brésil**

# MÉTAUX PRÉCIEUX - SERVICES

## Profil

Métaux Précieux - Services est le leader mondial en matière de recyclage des résidus complexes contenant des métaux précieux et d'autres métaux non ferreux. Son métier de base consiste à fournir des services de raffinage et de recyclage à une clientèle internationale. Elle se répartit en deux business units.

**Precious Metals Refining** est capable de récupérer quelque 17 métaux précieux et autres métaux non ferreux à partir d'un large éventail de matériaux industriels intermédiaires complexes et de déchets contenant des métaux précieux provenant d'applications électroniques et catalytiques. La provenance de ces matériaux est internationale. Precious Metals Refining est unique par la diversité des matériaux qu'il est en mesure de recycler et la flexibilité de ses opérations. L'activité **Precious Metals Management** propose un bouquet de services à des clients internes ou externes dont la location-achat, la couverture et la livraison physique de métaux.



## Precious Metals Refining

L'activité a réitéré sa performance opérationnelle exceptionnelle de 2006.

Le contexte d'approvisionnement – principal moteur de performance de l'activité – est resté propice tout au long de l'année. L'amélioration de la disponibilité des matières premières s'est traduite par des conditions commerciales généralement meilleures pour toutes les catégories : des sous-produits industriels aux déchets en fin de cycle. La part des matériaux en fin de vie a poursuivi sa progression dans les segments à plus haute valeur. Umicore a renforcé avec succès sa présence sur les différents marchés. Les activités de raffinage ont traité davantage de déchets électroniques à haute valeur que les années précédentes. La part des pots catalytiques usagés de tous types a augmenté de manière significative. En 2007, Umicore est devenue l'un des trois principaux acteurs du recyclage dans ce domaine. L'entité vise à tirer pleinement parti de la souplesse de ses sites pour sélectionner les matériaux les plus complexes et présentant le plus haut potentiel de valorisation. Et ce, tant parmi les sources secondaires que parmi les matériaux en fin de vie. L'activité de raffinage a également bénéficié des synergies liées au transfert des activités de recyclage de Hanau vers Hoboken, intervenu au début de l'année.

L'entité a une fois de plus tiré parti des prix élevés des métaux. En 2007, les prix de la plupart des métaux précieux et spéciaux ont dépassé les niveaux de 2006. L'affaiblissement du billet vert a

atténué ces hausses dans une certaine mesure, mais le prix de la plupart des métaux, même libellés en euros, a augmenté.

D'autres éléments ont également renforcé la compétitivité des activités. D'abord, l'efficacité du processus d'échantillonnage et d'analyse a eu un effet persuasif sur les fournisseurs, qui sont de plus en plus nombreux à s'engager dans des relations commerciales à long terme. Ceci a permis également d'améliorer la visibilité sur les revenus à moyen terme. Un processus d'échantillonnage précis et fiable est vital pour les fournisseurs de matériaux dans un contexte de prix élevé des métaux. En outre, les pratiques d'approvisionnement éthiques et l'efficacité énergétique attestée du site de Hoboken ont été autant d'arguments supplémentaires qui ont permis d'attirer des fournisseurs de qualité.

En 2007, l'investissement dans le processus de préconcentration des métaux précieux était en voie de finalisation. Cet investissement a pour but d'encore améliorer le processus – plus particulièrement la phase de préconcentration. Ceci permettra aux activités d'être encore plus flexibles et d'augmenter la vitesse du flux des matériaux à travers l'usine.

Ces investissements devraient commencer à porter leurs fruits à partir d'avril 2008. D'autres investissements plus modestes, visant à améliorer davantage le niveau de service et à maîtriser la complexité croissante des matériaux contenant des métaux précieux, ont également été consentis au cours de l'année.

### Chiffres clés (en millions €)

	2003	2004	2005	2006	2007
Chiffre d'affaires	1 717,0	2 282,9	3 133,0	4 005,7	3 465,6
Revenus (hors métal)	214,7	204,9	234,5	325,0	357,9
EBITDA	71,3	59,0	97,7	162,4	173,3
EBIT récurrent	45,7	34,0	56,8	131,3	133,9
Dont sociétés associées <sup>(1)</sup>	-0,1				
EBIT total	45,7	31,8	56,6	121,5	128,9
Marge opérationnelle récurrente	21,3 %	16,6 %	24,2 %	40,4 %	37,4 %
Investissements	23,2	20,9	23,5	20,9	52,1
Capitaux engagés, moyenne	240,6	289,9	254,7	276,2	246,0
Rendements des capitaux engagés	19,0 %	11,7 %	22,3 %	47,5 %	54,4 %
Effectifs, fin de période	1 180	1 289	1 297	1 314	1 452

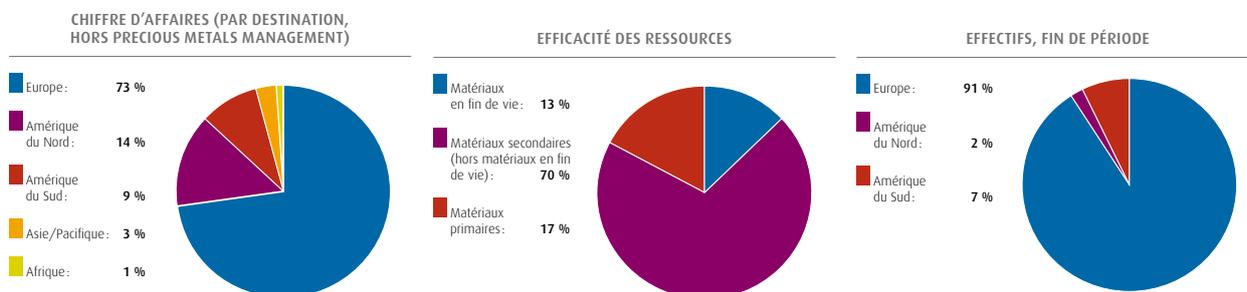
(1) Cycleon (Precious Metals Refining): seulement en 2003

## Precious Metals Management

Au cours du second semestre 2007, les prix de la plupart des métaux précieux ont atteint des plafonds historiques et battu des records établis depuis plusieurs années. L'argent et le rhodium ont pulvérisé leurs records établis il y a respectivement 26 ans et 17 ans. En décembre, le platine a atteint son plafond historique. Ces exploits ont profité à l'activité Leasing, tandis que la volatilité accrue des prix a suscité de nouvelles opportunités de négoce.

La demande de métaux physiques en tant qu'investissement a poursuivi son essor en 2007, en particulier au second semestre. Les livraisons de lingots d'or se sont nettement intensifiées. Le métal jaune est en effet très prisé par les investisseurs et considéré comme une valeur refuge en période d'incertitude financière et économique.

Umicore est un des membres fondateurs de Deutsche Börse Commodities GmbH, un fonds or négociable en Bourse, créé en décembre 2007 à Francfort. Umicore assurera la livraison physique du métal négocié, ce qui assoira sa notoriété en tant que fournisseur de métaux précieux physiques sur les marchés allemand et suisse.



## Développement durable

L'approvisionnement d'Umicore provient presque intégralement de sources secondaires (sous-produits industriels et matériaux en fin de vie). L'efficacité des ressources du Business Group (utilisation des sources secondaires et recyclées) s'élève à 83 %. Les activités illustrent à merveille la capacité à boucler le cycle des matériaux et de tirer pleinement parti du potentiel infini des métaux en termes de recyclage. Le recyclage requiert une consommation énergétique (et émissions de gaz à effet de serre) par kilogramme de métaux récupérés nettement inférieure à celle de la production primaire (extraction minière). Le recyclage des métaux précieux est en passe d'encore gagner du terrain au vu des contraintes physiques potentielles liées à l'approvisionnement des métaux précieux au départ de sources primaires, ainsi que de la progression escomptée de la demande de métaux précieux dans des applications telles que les catalyseurs automobiles et les piles à combustible. Un programme visant à remédier à la pollution historique aux alentours de l'usine de Hoboken est en cours de finalisation. En termes de santé au travail, les concentrations en plomb dans le sang des travailleurs du site de Hoboken ainsi que les rares cas de sensibilité accrue due au contact des sels de platine font l'objet d'un suivi attentif.



“ Durant les sept années pendant lesquelles j’ai travaillé chez Umicore Norvège, j’ai connu beaucoup d’améliorations, pas uniquement au niveau de la production mais aussi au niveau de la prise de conscience environnementale. Et cette tendance ne s’arrêtera certainement pas car le management ne cesse d’encourager les employés afin qu’ils fassent des suggestions d’amélioration.”

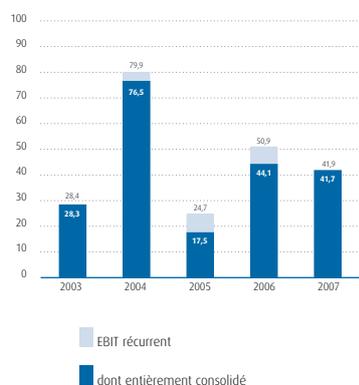
**Bjørn Tore Mathisen, Fine Zinc Powders, Larvik, Norvège**

# ZINC - PRODUITS SPÉCIAUX

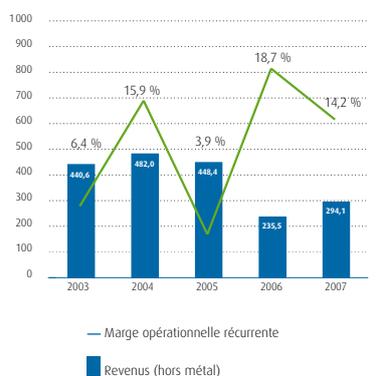
## Profil

**Zinc Chemicals** produit des poudres fines et des oxydes employés principalement pour leurs propriétés anticorrosives et anti-UV dans les peintures et autres matériaux. Ces poudres possèdent également des vertus catalytiques et chimiques et sont utilisées dans des applications telles que la production de caoutchouc et de céramique. **Building Products** fabrique des éléments de toiture, de gouttières et de façade en zinc pour le secteur de la construction. **Zinc Battery Materials** se concentre sur la production de poudres de zinc pour les piles alcalines primaires.

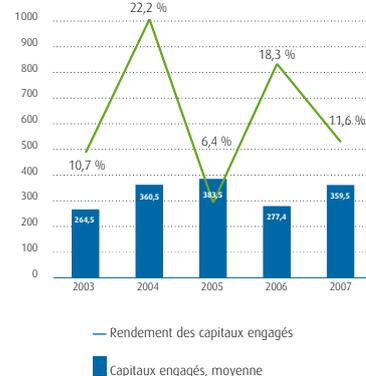
EBIT RÉCURRENT (en millions €)



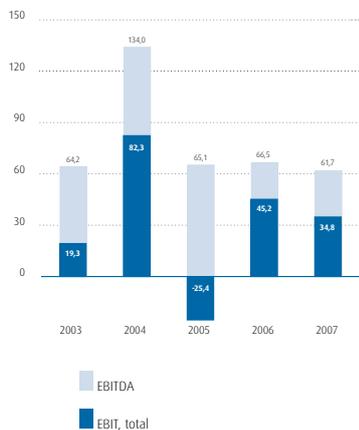
REVENUS (en millions €)



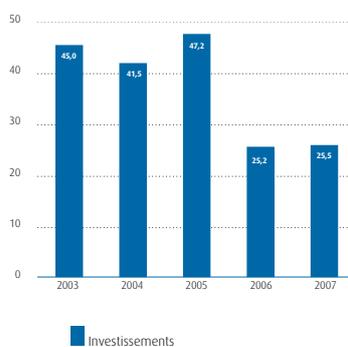
CAPITAUX ENGAGÉS (en millions €)



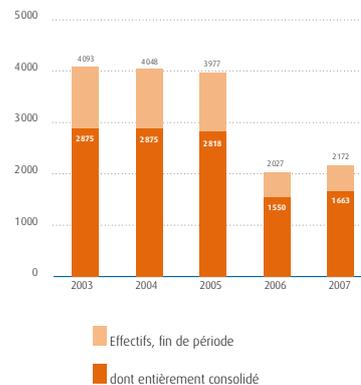
EBIT & EBITDA (en millions €)



INVESTISSEMENTS (en millions €)



EFFECTIFS



## Zinc Chemicals

Les primes pour les **poudres fines de zinc** ont été plus élevées par rapport à l'année précédente, mais ont progressivement baissé durant l'année. Les volumes de ventes ont été inférieurs, principalement dans le domaine des matériaux pour peintures, et ce en raison du ralentissement de la demande asiatique. Malgré un taux d'activité stable dans la construction navale et la fabrication de conteneurs maritimes, le niveau élevé et la volatilité du prix du zinc au cours des 18 derniers mois ont poussé certains clients à réduire les concentrations de zinc dans les peintures anticorrosion. Une nouvelle poudre d'alliage de zinc a été approuvée par un client important pendant l'année. Ce matériau offre une protection supérieure contre la corrosion pour certaines applications.

Les **oxydes de zinc** n'ont enregistré qu'une hausse modeste des volumes de ventes par rapport à l'année précédente, la progression des ventes en Asie ayant été largement neutralisée par le recul de la demande en Europe. Le prix élevé du zinc au cours des périodes antérieures a aussi poussé les clients à modérer autant que possible le recours aux oxydes. Les revenus ont à nouveau bénéficié de l'augmentation des primes. Deux nouvelles formules

de composés avancés ont été agréées, respectivement pour les produits cosmétiques et les peintures. Leur commercialisation est prévue pour 2008.

Le coût des matériaux secondaires destinés au recyclage a augmenté, ce qui complique les conditions d'approvisionnement.

## Building Products

Les volumes de ventes pour l'année entière ont été inférieurs de 10 % à ceux de l'exercice précédent, partiellement en raison de la pression concurrentielle et d'un choix de produits alternatifs en réaction au prix élevé du zinc. Les ventes pendant les premiers mois ont également été freinées par le fait que les clients avaient accumulé des stocks importants lorsque les prix des matières premières avaient augmenté significativement à la fin 2006. Le développement de projets résidentiels et de construction de bâtiments n'a connu qu'une progression modeste en Europe, certains marchés clés comme l'Allemagne ayant même amorcé un recul.

L'activité a aussi été entravée par des problèmes de productivité et des coûts accrus de manière significative liés au démarrage de plusieurs nouvelles lignes de production. Divers ajustements techniques ont dû être apportés à ces nouvelles lignes à la fin de l'année. Le rendement a commencé à améliorer grâce à ces ajustements et devrait atteindre à nouveau un niveau normal au cours de l'année 2008.

### Chiffres clés (en millions €)

	2003	2004	2005	2006	2007
Chiffre d'affaires	803,6	933,8	940,8	982,9	1 056,1
Revenus (hors métal)	440,6	482,0	448,4	235,5	294,1
EBITDA	64,2	134,0	65,1	66,5	61,7
EBIT récurrent	28,4	79,9	24,7	50,9	41,9
dont sociétés associées <sup>(1)</sup>	0,1	3,4	7,2	6,8	0,2
EBIT total	19,3	82,3	-25,4	45,2	34,8
Marge opérationnelle récurrente	6,4 %	15,9 %	3,9 %	18,7 %	14,2 %
Investissements	45,0	41,5	47,2	25,2	25,5
Capitaux engagés, moyenne	264,5	360,5	383,5	277,4	359,5
Rendements des capitaux engagés	10,7 %	22,2 %	6,4 %	18,3 %	11,6 %
Effectifs, fin de période	4 093	4 048	3 977	2 027	2 172
dont sociétés associées <sup>(1)</sup>	1 218	1 173	1 159	477	509

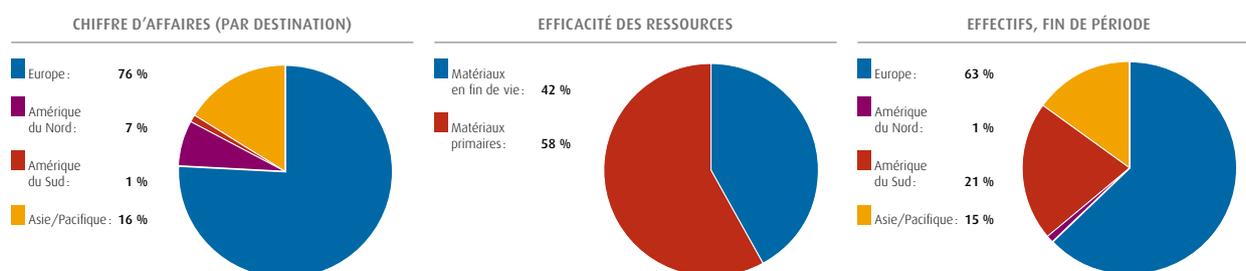
(1) Rezinal (Zinc Chemicals); Ieqsa (Building Products)

L'activité a une fois de plus assis sa position sur le marché des produits spéciaux, dont les matériaux prépatinés et colorés (QUARTZ-ZINC®, ANTHRA-ZINC® et PIGMENTO®). Les primes de vente moyennes ont largement dépassé celles de l'année précédente.

Face au repli du prix du zinc à la fin de l'année, une charge non récurrente avant impôts pour réduction de valeur, d'un montant de € 10 millions, a été inscrite à titre de stocks permanents. Une grande partie de ces stocks avait été constituée au moment de la filialisation des activités d'alliage de zinc, à une époque où les prix du zinc étaient élevés.

## Zinc Battery Materials

Les revenus de la business unit ont augmenté par rapport à la période équivalente de 2006, grâce principalement à la progression des volumes de ventes des poudres pour batteries à haute valeur sur les sites belges. Ces performances ont plus que compensé le recul des revenus du site chinois. L'abrogation des abattements fiscaux accordés par la Chine a durci le contexte des exportations. Bien que le recul du volume des exportations ait été partiellement compensé par les ventes nationales, ces produits ont tendance à se vendre avec une marge réduite sur le marché domestique.



## Développement durable

La protection contre la corrosion des peintures, revêtements et matériaux riches en zinc prolonge largement la vie des matériaux enduits (p. ex. acier). Zinc – Produits Spéciaux est un important acteur du recyclage du zinc, environ 42 % du zinc utilisé provient du recyclage. « Boucler la boucle » est un pilier essentiel de la stratégie d'entreprise. En termes de défis du développement durable, Umicore a été parmi les précurseurs dans le domaine du développement du nanozinc et des particules de titane utilisés dans ses poudres. La manipulation de ce matériau sur le lieu de travail fait l'objet d'une surveillance et d'un contrôle stricts. L'entreprise contribue également à une meilleure compréhension des nanosciences à l'échelle de l'Union européenne.

“ Je suis heureux de constater qu’Umicore assume ses responsabilités et ne masque pas la réalité historique. Le groupe consacre des montants importants à l’amélioration de l’environnement local. Il est important de garder à l’esprit que, pour parvenir au succès, cet effort implique un partenariat entre Umicore, les collectivités locales ainsi que l’État français. ”

**M. Georges Geoffret** (droite), Préfet de l’Aveyron (France), en discussion avec **Gaétan Pastorelli** (gauche), directeur du site d’Umicore à Viviez



# VIVRE

# ENSEMBLE



40

Performances  
Environne-  
mentales



46

Objectifs  
Environnementaux



“ En 2007, j’ai eu l’occasion de rencontrer beaucoup de managers dans différentes parties du monde. Ce fut intéressant de constater comment les considérations en terme de développement durable revêtent un rôle de plus en plus central dans la gestion quotidienne. Je suis convaincu que les objectifs du Groupe constituent un excellent outil qui permet de mettre en pratique l’approche d’Umicore en matière de développement durable, même si ce n’est que pour traduire un concept relativement théorique en actions concrètes et pertinentes au niveau des sites. De plus, ces objectifs permettent d’établir les fondations d’une amélioration continue de notre performance environnementale. Les progrès enregistrés en 2007 pour la plupart de nos principaux indicateurs environnementaux en sont le témoin.

**Bert Swennen,**  
**Director Environment,**  
**Health and Safety**  
**Management, Bruxelles,**  
**Belgique**

# ANALYSE DES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU GROUPE

## Portée

Ce chapitre établit une évaluation des performances environnementales d'Umicore en 2007 en comparaison avec 2006. L'analyse est axée sur les aspects environnementaux concrets qui forment l'assise des objectifs environnementaux du Groupe pour la période 2006-2010 (voir pages 49-52). Seul les données des activités consolidées sous contrôle opérationnel figurent dans le présent rapport.

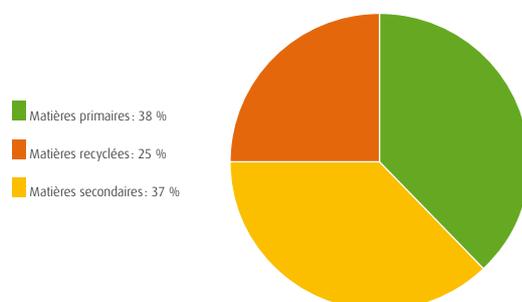
En septembre 2007, Umicore a transféré ses activités Zinc Alloys au sein de Nyrstar. Étant donné que les performances environnementales ne sont calculées qu'au mois d'octobre, les performances 2007 de cette branche d'activités à Aubry (France), Le Vigéant (France), ainsi qu'à Balen et Overpelt (Belgique) ne sont donc plus reprises au sein d'Umicore. De par la nature de leurs activités, ces sites contribuaient de manière significative à l'empreinte écologique globale du Groupe. Étant donné que ces entités sont sorties du giron d'Umicore, l'impact environnemental relatif des activités poursuivies a considérablement changé. Les business units Precious Metal Refining et Zinc Chemicals affichent désormais une contribution relative supérieure. Dans un souci de présenter des données comparables, la performance environnementale 2006 a été recalculée, pour exclure les activités de raffinage du zinc. Si les résultats 2006 englobent les activités de Zinc Alloys, il en est fait explicitement mention dans le texte.

Dans le cadre de la procédure de reporting en vigueur chez Umicore, la plupart des sites étaient tenus de rendre compte de leur performance environnementale à la fin du troisième trimestre et de définir leurs prévisions pour le quatrième trimestre. Les quatre sites les plus importants du point de vue de l'impact environnemental (pour 2007 : Hoboken, Changsha, Hanau et Olen), pour leur part, ont fait leur reporting pour l'ensemble de l'année.

Umicore utilise une base de données environnementales centralisée qui est mise à disposition des sites afin qu'ils y encodent leurs données : celle-ci garantit une interprétation consistante des définitions des indicateurs clés. En 2007, certains indicateurs clés ont vu leur définition affinée (oxyde nitreux) ; d'autres ont été ajoutés (composés organiques volatiles, substances diminuant la couche d'ozone, biodiversité). En raison de ces changements et de l'optimisation de la collecte de données à l'échelle du site, certaines données de performance des années précédentes ont fait l'objet d'un réajustement, dans un souci de mieux refléter les connaissances disponibles.

Les indicateurs clés de performance figurent au tableau de la page 47.

FIG. 1 : APPROVISIONNEMENTS D'UMICORE (en %)



## Efficacité et recyclage des ressources

Le recyclage des matériaux métalliques est l'un des cœurs de métier d'Umicore. Soucieuse de quantifier cet aspect, l'entreprise rend compte de ses performances en matière d'efficacité des ressources et de recyclage ; chaque business unit est tenue d'identifier l'origine de ses approvisionnements en adhérant aux définitions suivantes :

- **Matières premières :** matières utilisées pour la première fois. Ces matières concernent principalement les minerais et les concentrés.
- **Matières secondaires :** sous-produits issus des flux de matières premières.

- **Matières recyclées** : matières qui ont achevé leur premier cycle de vie et qui seront retraitées par recyclage pour entamer un deuxième voire un troisième cycle, etc.

Par défaut, les approvisionnements dont l'origine est inconnue sont considérés comme des matières primaires.

Les données collectées s'expriment en termes de tonnage total des approvisionnements.

En 2007, seuls 38 % des approvisionnements d'Umicore ont été d'origine primaire, contre 60 % en 2006. Cette différence s'explique par la cession des activités de Zinc Alloys, qui représentent une part relative plus élevée des matières premières. Vingt-cinq pour cent des approvisionnements provenaient de matières recyclées et 37 % de matières secondaires (figure 1).

FIG. 2 : CONSOMMATION D'EAU (1000 m<sup>3</sup>)

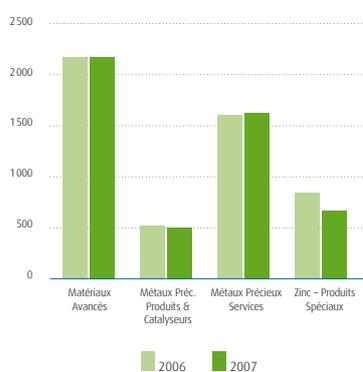
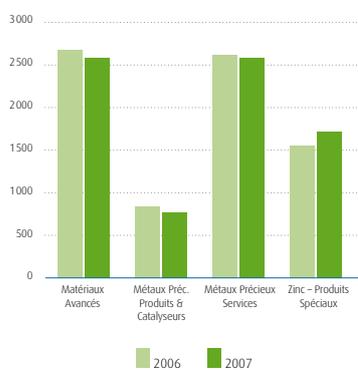


FIG. 3 : CONSOMMATION D'ÉNERGIE (en TJ)



### Consommation d'eau

La consommation d'eau totale concerne son usage à des fins industrielles et sanitaires.

En 2007, la consommation d'eau totale a légèrement baissé, pour passer de 5 148,000 m<sup>3</sup> en 2006 à 4 963,000 m<sup>3</sup>, soit un recul de quelque 3,6 %. Cette réduction est principalement à mettre à l'actif d'une meilleure gestion des approvisionnements en eau sur les sites de Viviez et Changsha (Zinc - Produits Spéciaux) (figure 2). En incluant les activités de Zinc Alloys, la consommation d'eau totale de l'exercice 2006 s'était élevée à 7 841 000 m<sup>3</sup>.

### Consommation énergétique

Dans un souci de mieux détailler sa consommation d'énergie, Umicore a rassemblé des informations sur tous les vecteurs énergétiques pertinents. Outre les données relatives aux ressources énergétiques (électricité, combustibles lourds, gasoil, gaz naturel, gaz de pétrole liquéfié et charbon), des données sur la valeur énergétique de l'air comprimé et de vapeur achetés sont incluses dans le rapport. Les deux principaux sièges administratifs (Bruxelles et Bagnole) ont aussi rapporté leur consommation énergétique.

En 2007, la consommation totale d'énergie a atteint 7 637 térajoules, ce qui est largement équivalent au niveau de 2006, en dépit d'une croissance significative des ventes lors de la période. Si l'on tient compte des activités de Zinc Alloys, le Groupe avait consommé 13 999 térajoules en 2006.

Le transfert de la business unit Zinc Battery Materials de Matériaux Avancés vers Zinc - Produits Spéciaux

explique l'écart de consommation énergétique entre 2006 et 2007 pour ces deux entités. Le site de Hanau a vu sa consommation d'énergie se réduire de 36 térajoules en raison de la fermeture partielle de la raffinerie de métaux précieux (figure 3). La consommation énergétique des deux principaux sièges administratifs de Bruxelles et Bagnolet a avoisiné les 11 térajoules. Les travaux de rénovation du siège bruxellois permettront d'abaisser encore ces valeurs en 2008.

## Déchets

Pour la seconde année, chaque site d'Umicore était tenu d'établir un rapport distinct relatif aux volumes de déchets dangereux et non dangereux générés, et ce conformément à la législation en vigueur. En 2007, de nombreux sites ont réexaminé leur mode de gestion des déchets, ce qui a permis d'affiner les résultats par rapport à 2006. Les données ci-dessous ne tiennent pas compte des terres contaminées évacuées des divers chantiers d'assainissement.

En 2007, Umicore a généré 62 225 tonnes de déchets, contre 62 031 tonnes en 2006.

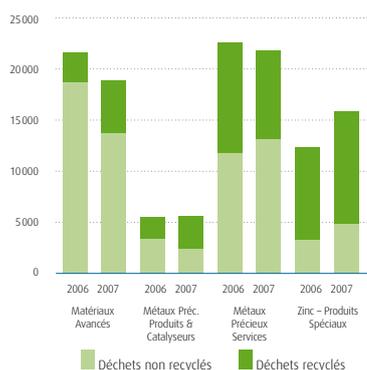
La somme totale des déchets dangereux a légèrement augmenté pour passer à 26 921 tonnes en 2007. En 2006, en incluant l'activité Zinc Alloys, le volume total de déchets dangereux était dix fois plus élevé, soit 263 000 tonnes, en raison des grands volumes de résidus riches en fer (goethite), issus du raffinage du zinc.

L'accroissement des déchets dangereux en 2007 par rapport aux volumes ajustés pour 2006 est principalement imputable à la défaillance d'un séchoir à boues à Pforzheim (Métaux Précieux – Produits et Catalyseurs), avec pour conséquence une augmentation des vo-

lumes. En outre, plusieurs sites ont identifié des flux de déchets supplémentaires qui n'étaient pas encore identifiés en 2006. Citons des cendres de zinc à Viviez (Zinc – Produit Spéciaux), du goudron à Changsha (Zinc – Produit Spéciaux), de l'éthanol usé à Cheonan (Matériaux Avancés) et les boues de station d'épuration des eaux usées sur le site de traitement des métaux précieux de Suzhou (Métaux Précieux – Produits et Catalyseurs). Tous ces flux de déchets ont été recyclés, ce qui a résulté en un taux de recyclage des déchets dangereux passant de 4,4 % en 2006 à 14,2 % en 2007 (figure 4).

Les volumes de déchets non dangereux ont quant à eux diminué, passant de 37 089 tonnes en 2006 à 35 304 tonnes en 2007. Le site d'Hoboken (Métaux Précieux - Services) a en effet généré moins de débris de construction. Soixante-huit pour cent des déchets non dangereux ont été recyclés, contre 63 % en 2006.

FIG. 4: DÉCHETS GÉNÉRÉS (en tonnes)



## Rejets dans l'atmosphère et le milieu aquatique

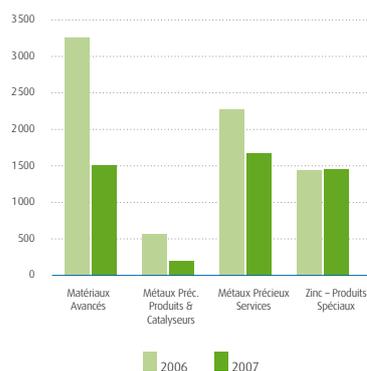
### Rejets dans l'eau

En 2007, Umicore a réduit ses rejets de métaux dans l'eau de 7 549 kg à 4 858 kg, soit une diminution de 36 % (figure 5). En tenant compte des activités de Zinc Alloys, les rejets de métaux dans l'eau atteignaient 9 118 kg en 2006.

Des progrès importants sont à inscrire au crédit des sites d'Olen et de Subic (Matériaux Avancés), qui ont amélioré l'efficacité de leurs stations d'épuration des eaux usées. Sur le site d'Hoboken (Belgique), une analyse détaillée de la provenance des eaux usées au sein de plusieurs unités de production a permis d'encore limiter les rejets de métaux dans l'eau. Umicore a remédié au problème d'accroissement des rejets de métaux dans l'eau rencontré par son site de Guarulhos (Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs) en 2006 (voir « Rapport 2006 aux actionnaires et à la société », page 35 et voir également le chapitre « conformité à la législation »).

En 2007, 268 534 kg de « demande chimique en oxygène » (chemical oxygen demand ou COD) ont été rejetés dans les eaux de surface (données non reprises dans le tableau), contre 224,268 kg en 2006. L'augmentation s'explique principalement par des volumes plus élevés traités sur le site de Olen (Matériaux Avancés).

FIG. 5: REJETS DE MÉTAUX DANS L'EAU (en kg)



### Rejets dans l'atmosphère

En 2007, le total des rejets de métaux dans l'atmosphère s'est établi à 14,532 kg, en recul par rapport à 18,431 kg pour l'année précédente (figure 6). Si l'on tient compte des activités de Zinc Alloys, on obtient 33,468 kg pour 2006.

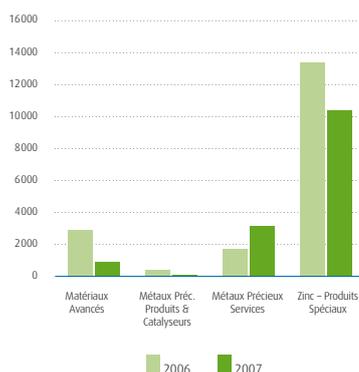
La diminution des rejets observée au sein de la division Matériaux Avancés est principalement à mettre au crédit de Fort Saskatchewan (Canada). En outre, le transfert des activités de Zinc Battery Materials vers la division Zinc - Produits Spéciaux explique aussi la baisse des rejets de métaux dans l'atmosphère pour l'entité Matériaux Avancés.

En revanche, le site d'Hoboken (Métaux Précieux - Services) a enregistré une hausse de ses rejets de métaux dans l'atmosphère. Celle-ci s'explique principalement par un accroissement épisodique des rejets d'arsenic au niveau du haut fourneau à plomb (cf. aussi chapitre « conformité à la législation ») et par l'augmentation des rejets de plomb des activités de concentration et de raffinage des métaux précieux. Le site a aussi intégré les fractions gazeuses des métaux dans l'échantillonnage de l'air.

Les sites d'Angleur et Changsha (Zinc - Produits Spéciaux) ont observé une baisse de leurs rejets de métaux dans l'atmosphère. Un suivi plus attentif et une meilleure maîtrise des paramètres de contrôle en sont les principales raisons.

Les émissions de SO<sub>x</sub> dans l'atmosphère sont à la hausse, passant de 751 tonnes en 2006 à 810 tonnes en 2007. En tenant compte des activités de Zinc Alloys, ces émissions étaient de 2,243 tonnes en 2006.

FIG. 6: REJETS DE MÉTAUX DANS L'AIR (en kg)



Les émissions de NO<sub>x</sub> ont légèrement baissé en 2007 (cf. tableau récapitulatif).

L'indicateur relatif aux rejets de composés organiques volatiles (volatile organic compounds ou VOC) a été ajouté au système de collecte et de reporting des données environnementales. Cependant, face au manque de cohérence des données rapportées, un indice de performance mondial ne peut être présenté. Le rapport sur cet indicateur sera donc davantage affiné en 2008. À titre de comparaison, le site de Hanau (Métaux Précieux – Produits et Catalyseurs) a déclaré 183 870 kg de VOC, contre 146 872 kg en 2006 (chiffres ne figurant pas au tableau récapitulatif), et ce en raison d'un regain d'activité du centre d'essai des catalyseurs.

Umicore a commencé à rassembler les données sur les substances diminuant la couche d'ozone (ozone depleting substances ou ODS). Toutefois, comme pour les VOC, il convient de redoubler d'efforts pour affiner la définition et la publication des données à l'échelle du site.

### Gaz à effet de serre

Les données sur les gaz à effet de serre ont été calculées en utilisant le Protocole WRI/WBCSD [seconde édition – 2004] relatif aux gaz à effet de serre. Le Groupe publie les émissions appartenant tant au champ d'application 1 (émissions directes de gaz à effet de serre) qu'au champ d'application 2 (émissions causées par l'électricité, la vapeur et l'air comprimé achetés).

Sur cette base, le total des émissions de CO<sub>2</sub> pour 2007 a chuté à 564 795 tonnes, contre 571 018 tonnes en 2006 (figure 7). En tenant compte des activités de Zinc Alloys, ces émissions étaient de 943 437 tonnes en 2006. On estime que le CH<sub>4</sub> et le N<sub>2</sub>O contribuent pour

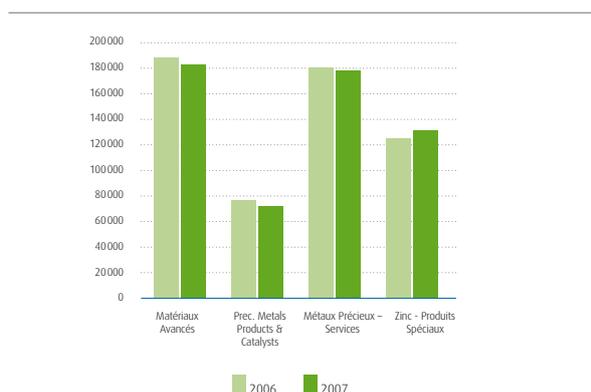
30 000 tonnes équivalent de carbone supplémentaires par rapport à seulement 2 500 tonnes l'an passé. Cette augmentation est due à un échantillonnage supplémentaire plus précis au sein d'une de nos installations. Ce processus est actuellement en cours d'évaluation en vue d'une optimisation et par conséquent d'une réduction des émissions de N<sub>2</sub>O.

L'entreprise va encore affiner sa communication sur les gaz à effet de serre durant l'année à venir, et ce dans le cadre d'un projet visant à relever le défi planétaire du réchauffement climatique.

À côté de ses démarches en faveur de l'efficacité énergétique dans ses opérations, Umicore a également lancé en 2007 un projet d'évaluation de la portée actuelle de sa gestion de ses gaz à effet de serre ainsi que de la manière dont ils sont rapportés. Ce projet a également pour but d'analyser les risques les plus importants dus aux effets du changement climatique sur le cycle de vie des produits. Une mise à jour sur l'avancement du projet sera reprise dans le rapport annuel 2008. Un des objectifs principaux en matière de procédé et de produit sur lesquels se concentre Umicore est de développer des matériaux « propres » et des technologies de recyclage qui seront capables de nous aider à mener le combat contre la dégradation de l'environnement et en particulier contre le changement climatique. Par exemple, les capacités de recyclage de l'usine d'Hoboken offrent au monde entier un accès aux métaux précieux tout en produisant un million de tonnes de CO<sub>2</sub> en moins que les métaux issus de la production minière.

De plus, Umicore est consciente des dangers importants que pourraient causer les effets du changement climatique et du besoin pour tous les acteurs de la société (gouvernements, entreprises, individus) de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Umicore est un des signataires du communiqué envoyé par le « Prince of Wales Corporate Leaders Group on Climate Change » aux dirigeants mondiaux à la veille de la conférence de Bali sur le changement climatique fin 2007. Ce communiqué, signé par 150 entreprises internationales, demande la mise en place d'une structure réglementaire globale sous l'égide des Nations Unies pour combattre le changement climatique. L'administrateur délégué d'Umicore, Thomas Leysen, fait également partie du Groupe de Haut Niveau sur la Compétitivité, l'Énergie et l'Environnement de l'Union européenne. Ce groupe a entre autre pour fonction de donner des conseils pour agir sur le changement climatique, en particulier sur des sujets tels que le système d'échange des quotas d'émissions de l'Union européenne, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

FIG. 7 : ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> (en tonnes)



## Conformité à la législation

Globalement, près de 47 000 mesures environnementales ont été effectuées sur l'ensemble des sites industriels d'Umicore, contre quelque 43 000 en 2006. Ces mesures visent à vérifier la conformité environnementale aux réglementations, permis et/ou normes locales en vigueur. Elles comprennent classiquement l'échantillonnage et l'analyse des effluents et le suivi de la qualité de l'air ambiant, sans oublier les mesures de bruit environnemental.

En 2007, 763 de ces mesures ont dépassé le seuil fixé par la norme environnementale, contre 1 418 en 2006. L'indice de dépassement global pour 2007 a été de 1,6 %, contre 3,3 % en 2006 (figure 8). La principale explication de ce recul réside dans la réduction des concentrations de métaux non conformes dans les eaux usées du site de Guarulhos (Métaux Précieux – Produits et Catalyseurs) (voir aussi paragraphe « Rejets dans le milieu aquatique »).

La division Métaux Précieux - Services a affiché un nombre plus élevé de mesures de la conformité, puisqu'elle regroupe désormais les activités de raffinage des métaux précieux transférées du site de Hanau.

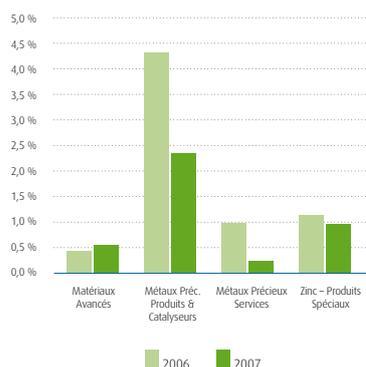
## Biodiversité

La stratégie d'Umicore inclut la réalisation d'une étude d'impact détaillée sur l'environnement dans le cadre de ses principaux investissements, acquisitions et transferts fonciers.

L'entreprise est convaincue que ses activités actuelles ont peu d'incidences néfastes sur la biodiversité au niveau des sites où elle est présente. Pour faire face à la pollution historique relative à ses activités passées, elle met en œuvre des projets d'assainissement des sols et des nappes phréatiques (voir page 53).

En 2007, tous les sites ont été priés de préciser s'ils déployaient leurs activités au sein ou à proximité de zones sensibles pour la biodiversité. Six sites ont déclaré que c'était effectivement le cas. Il sera nécessaire de procéder à d'autres enquêtes pour s'assurer de l'interprétation harmonieuse de ce concept. Au fil des ans, Umicore s'est impliquée dans plusieurs projets de sauvegarde de la biodiversité sous les auspices du réseau Natura 2000 de l'UE, en particulier sur le site protégé d'Angleur où des espèces naturelles rares ont fait leur réapparition (cf. Rapport 2005 aux Actionnaires et à la Société, page 35).

FIG. 8 : VIOLATION DES NORMES (en %)



## Relevé des principaux indicateurs de performances Environnement pour le Groupe Umicore par segment d'activités

Segment d'activités		Matériaux Avancés		Métaux Précieux – Produits & Catalyseurs		Métaux Précieux – Services		Zinc – Produits Spéciaux <sup>(1)</sup>		Groupe Umicore	
		2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
<b>Environnement</b>											
Consommation d'eau	1 000 m <sup>3</sup>	2 173	<b>2 167</b>	519	<b>499</b>	1 608	<b>1 627</b>	847	<b>669</b>	5 148	<b>4 963</b>
Consommation d'énergie	terajoules	2 678	<b>2 581</b>	833	<b>764</b>	2 616	<b>2 580</b>	1 551	<b>1 712</b>	7 677	<b>7 637</b>
Production totale de déchets	tonnes	21 587	<b>18 855</b>	5 509	<b>5 635</b>	22 621	<b>21 850</b>	12 314	<b>15 884</b>	62 031	<b>62 225</b>
Déchets dangereux	tonnes	11 238	9 887	1 605	2 167	11 516	12 650	584	2 216	24 942	26 921
Recyclage	%	0,28	5,08	42,06	66,84	0,38	0,31	59,89	83,22	4,41	14,24
Déchets non dangereux	tonnes	10 349	8 967	3 904	3 468	11 105	9 200	11 730	13 668	37 089	35 304
Recyclage	%	27,60	51,85	36,04	49,22	96,62	93,92	74,31	66,83	63,93	68,35
Métaux rejetés dans les eaux	kg	3 259	<b>1 516</b>	566	<b>203</b>	2 277	<b>1 678</b>	1 447	<b>1 461</b>	7 549	<b>4 858</b>
Métaux rejetés dans l'atmosphère	kg	2 915	<b>878</b>	405	<b>72</b>	1 716	<b>3 175</b>	13 395	<b>10 406</b>	18 431	<b>14 532</b>
Émissions de SO <sub>x</sub>	tonnes	26	<b>38</b>	7	<b>2</b>	553	<b>585</b>	164	<b>185</b>	751	<b>810</b>
Émissions de NO <sub>x</sub>	tonnes	125	<b>124</b>	97	<b>87</b>	185	<b>168</b>	115	<b>108</b>	522	<b>487</b>
Émissions de CO <sub>2</sub>	tonnes	188 385	<b>183 059</b>	77 070	<b>72 064</b>	180 706	<b>178 488</b>	124 857	<b>131 184</b>	571 018	<b>564 795</b>
Violation des normes	%	0,44	<b>0,55</b>	4,33	<b>2,34</b>	0,99	<b>0,24</b>	1,13	<b>0,97</b>	3,28	<b>1,60</b>

(1) Zinc – Produits Spéciaux: Zinc Alloys exclu



“ J’ai entendu parler de développement durable pour la première fois pendant un concours de connaissances au début des années 90. Plus de dix ans plus tard, c’est n’est plus un concept : c’est devenu une réalité avec des objectifs concrets et des plans d’actions qui demandent beaucoup d’énergie et où il faut franchir des obstacles mais ça en vaut vraiment la peine.”

**Helen Sheng, EHS EHS**  
coordinator, Shanghai,  
Chine

# OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX DU GROUPE POUR 2006-2010

## Portée

Umicore a défini cinq objectifs environnementaux pour le Groupe pour la période 2006-2010. Ces objectifs incarnent, avec les objectifs sociaux du Groupe (pages 66-71), l'approche d'Umicore en matière de développement durable.

Bien que ces objectifs reposent sur les performances réalisées au cours des années précédentes, ils favorisent encore davantage l'amélioration continue des performances environnementales de l'entreprise. Ils viennent étayer les initiatives prises par de nombreux sites en matière de gestion environnementale.

Ils offrent la souplesse nécessaire pour permettre aux sites de concourir, à leur rythme, à la réalisation des objectifs assignés à l'horizon 2010.

Les objectifs 1, 2 et 3 concernent l'ensemble des 59 sites industriels; l'objectif 4 en matière d'efficacité énergétique s'applique également aux deux sites administratifs (Bruxelles et Bagnolet). L'objectif 5 ayant trait à la sécurité du produit fait l'objet d'un rapport à l'échelle de la business unit.

Un premier rapport d'avancement avait été fourni dans le cadre du «Rapport 2006 aux Actionnaires et à la Société» (pages 40-43). Bien que certaines améliorations préliminaires aient été observées à cette occasion, il est apparu clairement qu'il fallait redoubler d'efforts pour accélérer le déploiement des objectifs sur tous les sites, dans la perspective de l'échéance 2010. À cette fin, les directeurs et les responsables Environnement des sites ont été conviés à six ateliers de travail régionaux. Ce fut pour eux l'occasion de partager les meilleures pratiques et d'évoquer des pistes pour transposer les objectifs du groupe en actions concrètes à l'échelle du site.

Le présent chapitre fait le point sur les avancées réalisées en 2007 sur ces cinq objectifs environnementaux.

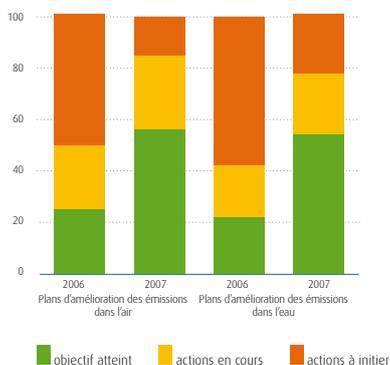
Dans ce contexte, les données ont été récoltées par le système de gestion des données environnementales du Groupe. Des questions soulevées ont permis de clarifier les mesures associées auxdits objectifs. Le bureau de contrôle externe (Environmental Resources Management Certification and Verification Services Limited - ERM CVS) a comparé les progrès enregistrés aux objectifs dans le cadre de leur programme de vérification.

En septembre 2007, l'activité d'alliage de zinc d'Umicore – ayant entre autres des opérations en Belgique (Balen et Overpelt) et en France (Auby et Le Vigéant) - a été transférée à Nyrstar. Les données 2006 ont donc été recalculées afin de prendre en compte ces changements organisationnels. De plus, trois sites acquis en 2006 font également partie des sites concernés par les objectifs environnementaux du Groupe.

Dans les graphiques, l'état d'avancement est exprimé en pourcentage de l'ensemble des sites, indiquant soit si l'objectif a été atteint, soit si des actions sont en cours, soit si des actions doivent encore être entamées.

- objectif atteint : tous les critères de l'objectif sont remplis.
- actions en cours : des mesures ont été mises en œuvre en vue de rencontrer un des objectifs.
- Actions à initier : aucune mesure n'a été prise sur aucun des critères relatifs à l'objectif concerné.

FIG. 1: PLANS D'AMÉLIORATION DES ÉMISSIONS DANS L'AIR ET L'EAU  
(en % de l'ensemble des sites)



## Premier objectif

Pour toutes les sources ponctuelles d'émission dans l'atmosphère et dans l'eau, tous les sites industriels doivent mettre en place des plans d'amélioration basés sur le principe BAT (la meilleure technologie existante réalisant un équilibre entre les coûts pour l'exploitant et l'impact positif pour l'environnement).

- Pour les sites dont les émissions de métaux dans l'air et l'eau sont supérieures à une tonne par an, il convient de fixer un objectif quantitatif sur base de BAT.
- Les sites industriels qui ont des émissions diffuses devront être en mesure de démontrer des améliorations continues en matière de maîtrise de ces sources diffuses.

Cet objectif entend instaurer une approche systématique de la maîtrise des émissions, tous sites confondus, en prenant en compte les défis sociaux et économiques.

Umicore a observé une amélioration notable des émissions dans l'atmosphère et dans l'eau ces dernières années. À la fin 2007, 42 % des sites avaient déployé un plan conforme à tous les critères de l'objectif en vue de maîtriser et de gérer encore davantage leurs émissions dans l'air et l'eau, contre 13 % en 2006. En outre, 46 % des sites sont occupés à élaborer ou à mettre en œuvre un plan de ce type (cf. figure 6).

Ils sont 56 % à avoir mis en œuvre des programmes d'amélioration concernant les émissions dans l'atmosphère, tandis que 53 % en ont mis en place pour les émissions dans l'eau (figure 1).

Force est de constater que tous les sites font des mesures régulières de leurs émissions, et ce afin de garantir leur conformité au permis d'exploitation et aux réglementations locales en vigueur. Les plans d'amélioration comportent une optimisation des procédés, une évaluation régulière des meilleures techniques disponibles, des programmes d'échantillonnage réguliers et une maintenance préventive des dépoussiéreurs, des filtres et des stations d'épuration des eaux usées.

En 2007, des données complémentaires ont été recueillies sur les émissions de sources diffuses. Globalement, 23 sites ont fait part de la validité de ces sources; chez 14 d'entre eux, un programme de contrôle est déjà en vigueur. Les mesures prises incluent entre autres le nettoyage et l'arrosage régulier des voiries, une meilleure ventilation des bâtiments et le bâchage des matériaux en vrac.

Cinq sites ont rejeté dans l'air des quantités de métaux supérieures à une tonne; pour les émissions de métaux dans l'eau, ils sont au nombre de trois à avoir rejeté des quantités supérieures à une tonne. Conformément à l'objectif du Groupe, ces sites ont tous fixé un objectif de réduction quantitatif pour la période 2006-2010. L'objectif consolidé 2010 correspond à une réduction de cinq tonnes pour les rejets de métaux dans l'air et de trois tonnes pour les émissions de métaux dans l'eau, soit une diminution respective de 27 % et 40 % par rapport aux relevés effectués en 2006.

Les émissions de SO<sub>2</sub> sur le site de Heusden-Zolder (Belgique) s'étaient accrues. Un plan d'action a donc été mis en œuvre dans l'optique de mieux gérer et maîtriser les paramètres des procédés. Certains aspects majeurs (renouvellement régulier des eaux de procédé et pH) ont été optimisés, parallèlement à un accroissement de la capacité des dépoussiéreurs. Grâce à ces mesures, conjuguées à un suivi plus détaillé et à un programme de maintenance de l'ensemble de l'installation, les émissions de SO<sub>2</sub> sont passées de 12 tonnes au cours du premier trimestre à moins de 0,5 tonne au dernier trimestre 2007.

Conformément aux obligations du troisième objectif environnemental du Groupe, et renforcé par l'intention de déménager les activités à Americana, l'unité industrielle de Guarulhos (Brésil) a initié un programme d'analyse des sols et des nappes phréatiques. Avec le soutien de consultants externes, le site est actuellement impliqué dans une investigation complète afin d'évaluer les risques associés et les actions nécessaires pour limiter et remédier à toute contamination éventuelle.

## Deuxième objectif

Tous les sites industriels mettront en place un système de gestion de l'environnement certifié par un organisme extérieur.

Tous les sites sont tenus de se conformer aux lois et réglementations en vigueur, ainsi qu'aux normes internes de l'entreprise et de contrôler régulièrement la conformité.

Umicore a la conviction que la présence de systèmes de gestion certifiés constitue un vecteur d'amélioration continue de la performance environnementale du site.

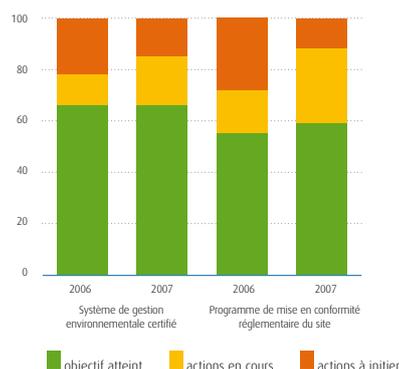
Quarante-quatre pour cent des sites ont d'ores et déjà mis en œuvre un système de gestion environnementale certifié, ainsi qu'un programme de mise en conformité (figure 6).

Soixante-six pour cent d'entre eux ont déjà obtenu la certification ISO 14001, soit un chiffre similaire par rapport à 2006. (figure 2). Au cours de 2007, trois sites ont obtenu leur certification ISO 14001 et un site a obtenu la re-certification. Dix-neuf pour cent ont démarré un projet de déploiement d'un système de gestion environnementale. Un site n'a pas conservé sa certification en raison d'un recul notoire de ses activités industrielles.

Cinquante-neuf pour cent des sites disposent d'un programme interne ayant pour objet le contrôle et la mise en œuvre systématiques des nouvelles réglementations en vigueur (figure 2). Ces programmes prévoient une procédure d'audit interne, ainsi qu'une procédure de suivi et d'évaluation de la pertinence des nouvelles réglementations environnementales en vigueur dans leur région.

Fidèle à son engagement d'intégrer la gestion environnementale dans la stratégie globale de l'entreprise, Umicore Materials Taiwan a souhaité évaluer l'impact potentiel de ses activités sur l'environnement: des achats au recyclage, en passant par le traitement et la vente. L'équipe a passé en revue l'ensemble des données disponibles ayant trait à la performance environnementale du site, les procédures en vigueur et les dispositions réglementaires en matière d'environnement. Cette évaluation a étayé la définition d'objectifs mesurables au niveau du site. Après avoir apporté les dernières corrections préconisées lors de la phase de pré-audit, le site a obtenu sa certification des mains d'AFAQ/BestCERT, le 9 juillet 2007.

FIG. 2: SYSTÈMES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET PROGRAMMES DE MISE EN CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE (en % de l'ensemble des sites)



### Troisième objectif

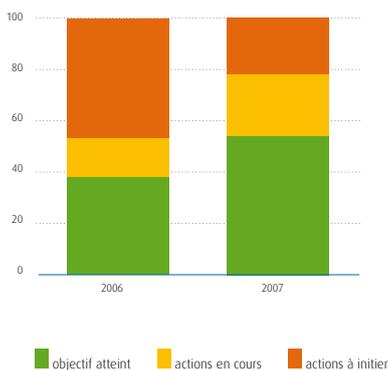
Tous les sites industriels sont tenus d'évaluer la nature, l'ampleur et le risque de l'impact que leurs activités, présentes et passées, exercent ou ont exercé sur le sol et les eaux souterraines. D'ici à la fin 2010, des opérations d'assainissement seront entamées sur les sites où des risques significatifs ont été identifiés.

Le « Umicore Way » stipule clairement que l'entreprise « participe activement à la gestion et à l'assainissement des risques résultant de ses activités passées ». Cet engagement a donné lieu à des projets d'évaluation des risques et de l'impact, ainsi qu'à des mesures correctives mises en place sur les principaux sites de par le monde (voir page 53). Aujourd'hui, la stratégie d'Umicore prévoit une analyse des sols et des eaux souterraines dans le cadre de tous les projets d'acquisition. Cet objectif permettra de comprendre précisément la nature des risques historiques des sites existants.

À la fin de 2007, 54 % de tous les sites avaient déjà mis en œuvre un programme d'évaluation conforme aux critères de l'objectif, contre 38 % l'an dernier. Conseillée par des experts externes, Umicore se fonde sur les analyses de sol et des eaux souterraines pour juger de l'opportunité d'entreprendre des projets de réhabilitation supplémentaires.

En 2007, le site de production de catalyseurs automobiles de Burlington (Canada) s'est engagé dans un programme d'économie d'énergie. La modification des équipements et l'optimisation de la chaîne de production (ralentissement des systèmes de ventilation et des bandes transporteuses pendant que la production est à l'arrêt) ont débouché sur des économies d'énergie. Le suivi en ligne de la consommation énergétique par le fournisseur d'énergie a permis de se faire une idée plus précise de son évolution journalière, gage d'une gestion optimisée. Pour l'éclairage de l'usine et des bureaux, on a opté pour des systèmes peu énergivores. Tout le personnel a été sensibilisé au programme et est informé chaque mois des consommations d'énergie réelles. Les résultats engrangés dans le domaine de l'efficacité énergétique seront perceptibles dans les prochaines années.

FIG. 3 : ÉTUDES D'IMPACT SOLS & EAUX SOUTERRAINES  
(en % de l'ensemble des sites)



### Quatrième objectif

Tous les sites (y compris les bureaux) doivent établir et mettre en place un plan d'efficacité énergétique agréé. Les sites dont la consommation énergétique dépasse 75 000 gigajoules par an doivent fixer un objectif quantitatif basé sur BAT (la meilleure technologie existante réalisant un équilibre entre les coûts pour l'exploitant et l'impact positif pour l'environnement).

Cet objectif concerne aussi bien l'ensemble des sites industriels que les deux bâtiments de bureaux principaux. Trente-six pour cent des sites ont déclaré disposer d'un plan d'efficacité énergétique, contre 34 % en 2006. Ces plans comprennent une analyse détaillée de la consommation énergétique, l'identification des mesures de flux de sortie pertinentes, une optimisation des procédés, un éclairage plus efficace énergiquement et des programmes de conscientisation pour les travailleurs. Quarante-huit pour cent des sites mettent en œuvre ce plan, soit une nette progression par rapport aux 30 % enregistrés en 2006 (figure 4).

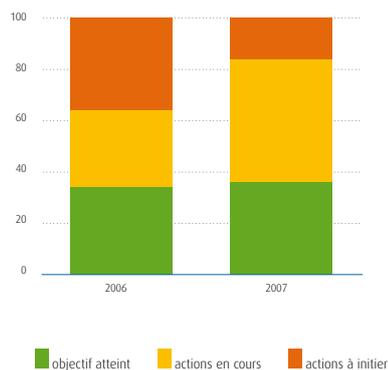
Les principaux sites de Belgique et des Pays-Bas ont d'ores et déjà soumis leurs plans énergétiques conformément aux dispositions d'une convention passée avec les gouvernements régionaux (cf. Rapport Environnement, Santé et Sécurité 2003, page 23).

Umicore en collaboration avec Cumerio, construit actuellement à Olen (Belgique) une nouvelle installation de génération combinée d'électricité et de chaleur pour alimenter leurs installations avoisinantes. Cet investissement permettra de réaliser un gain d'efficacité énergétique de quelques 10 % et contribuera également à de nouvelles réductions des émissions de CO<sub>2</sub>.

Situé à Hanau, le service « Operations Support » a établi une feuille de route qui aidera les sites du monde entier à concrétiser cet objectif.

La consommation énergétique de 17 sites excédait 75 000 gigajoules (référence 2006). Ces sites se sont dotés d'un objectif quantitatif de réduction en termes d'efficacité énergétique requis par l'objectif. Ces objectifs font appel à plusieurs mesures de flux de sortie (p. ex. consommation énergétique à la pièce ou par tonne produite), pertinentes selon le type d'activité. Ils feront l'objet d'un suivi à l'échelle du site.

FIG. 4 : PLANS D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE  
(en % de l'ensemble des sites)



## Cinquième objectif

Toutes les business units doivent disposer pour chacun de leurs produits de toutes les données de base en matière de sécurité, hygiène et environnement.

Umicore met un point d'honneur à avertir et informer ses travailleurs et ses clients des dangers potentiels. À cette fin, une base de données « produits » intégrée a vu le jour, afin de publier des fiches de données de sécurité actualisées et conformes pour tous les produits Umicore.

Cet objectif tend principalement à encore améliorer la communication sur les risques en consolidant la connaissance des propriétés physico-chimiques et toxicologiques des produits au-delà des données déjà prises en compte lors de la rédaction des fiches FDS. En 2007, des recommandations ont été formulées pour unifier l'interprétation du champ d'application de cet objectif.

Umicore a identifié plus de 2 400 produits relevant du champ d'application de cet objectif. Une base de données étoffée est disponible pour 3 % d'entre eux, contre 1 % en 2006. Une recherche active de données complémentaires a été lancée pour 68 % des produits, par rapport à 18 % en 2006.

Dans le cadre de la réglementation européenne REACH (Registration, Evaluation and Authorization of Chemicals), l'objectif a été adapté, et ce dans le but de maximiser l'inventaire de données. Le calendrier sera amendé en conséquence.

## REACH

Entrée en vigueur en juin 2007, la législation REACH est généralement considérée comme la politique d'évaluation des risques la plus exhaustive relative aux produits chimiques. Sa mission est de préserver davantage la santé publique et l'environnement.

Soucieuse de se mettre en conformité avec cette nouvelle réglementation, Umicore a mis en place un programme de déploiement REACH axé sur l'inventaire des substances et la définition des perspectives du marché, des risques et des facteurs de coût. Ces tâches sont confiées à un réseau de managers de produits dans chaque business unit, chapeautés par un manager de déploiement REACH au niveau groupe.

Umicore a établi une feuille de route détaillant les étapes capitales, les échéances, ainsi que les opérations de suivi et de surveillance. Attentive à unir ses forces à celles d'autres entreprises Umicore participe activement à plusieurs consortiums (de type joint venture) en vue de produire les données requises dans l'optique de la mise en conformité avec REACH. En 2007, Umicore a signé huit conventions de consortium de ce type (pour des substances liées aux métaux précieux, au cadmium, au zinc, au nickel (3), au cobalt et au plomb). D'autres partenariats sont actuellement à l'étude.

## Conclusion

En conclusion, par rapport à 2006 (voir le Rapport aux actionnaires et à la société 2006, page 43) des avancées majeures ont été réalisées sur le plan de la mise en œuvre des objectifs du Groupe, dans l'optique de leur concrétisation à l'horizon 2010. Près de 80 % des sites ont déployé un plan conforme aux critères définis ou sont en passe de le faire (figure 6). Umicore continuera ses actions et a mis en place un suivi constant des sites qui ont fixé des objectifs quantitatifs, ce qui devrait permettre d'enregistrer de nouvelles avancées en 2008.

FIG. 5: FICHES DE DONNÉES PRODUITS COMPLÉMENTAIRES  
(en % du nombre total de produits)

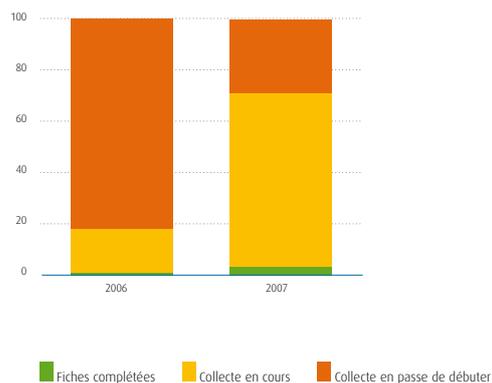
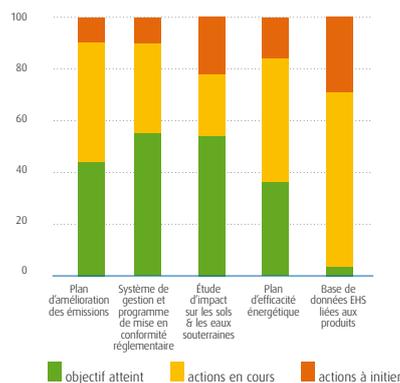


FIG. 6: APERÇU DES OBJECTIFS EHS DU GROUPE 2006-2010  
SITUATION 2007

Obj. 1-4 en % du nombre total de sites;  
Obj. 5 en % du nombre total de produits



# POLLUTION HISTORIQUE: AVANCÉES RÉALISÉES

Umicore a continué de réaliser des progrès en vue de faire disparaître l'héritage de pollution historique. Cette partie regroupe les différentes actions menées à travers le monde en 2007.

## Flandre (Belgique)

Le 23 avril 2004, Umicore a signé, avec la société publique des déchets de la Région flamande (OVAM) et le ministre de l'Environnement de la Région flamande, une convention par laquelle Umicore s'engageait, dans les 15 prochaines années, à effectuer la dépollution de quatre sites et de certaines zones riveraines pour un montant prévu de € 62 millions.

À Hoboken, la dépollution du quartier résidentiel voisin de Moretusburg a aussi été finalisée. La couche arable polluée des jardins de 700 habitations a été excavée et stockée en toute sécurité dans un mur antibruit construit sur le site. Les jardins ont été réaménagés et l'intérieur des habitations a été dépoussiéré. Les préparatifs ont démarré dans une autre zone résidentielle voisine. Le début de l'assainissement de Hertogvelden est prévu pour 2008. À Olen, la dépollution des nappes phréatiques du site a débuté. L'excavation des sédiments du ruisseau Bankloop a bien progressé.

En 1985-1986, le site à Olen avait construit un entrepôt ultramoderne, dédié au stockage à long terme de différents déchets radioactifs. Ce site de stockage a été homologué à titre temporaire, jusqu'à ce qu'une solution définitive puisse être validée par le gouvernement belge.

Tous les cinq ans, l'ONDRAF (Organisme National des Déchets Radioactifs et des Matières Fissiles Enrichies) est tenu de remettre un rapport au gouvernement fédéral, portant sur la gestion à long terme du « passif nucléaire ». Pour la première fois, le rapport 2008 abordera en détail le cas des matériaux stockés chez Umicore Olen. Durant la phase de rédaction, plusieurs options ont été discutées entre l'ONDRAF et Umicore. Suite à cette discussion, le Groupe a décidé de provisionner un montant de € 17 millions afin de couvrir la future surveillance et la future maintenance de l'installation de stockage. Umicore a indiqué sa volonté d'externaliser ces provisions.

Dans le cadre de la convention de 2004, un fonds collectif de € 30 millions (alimenté respectivement à hauteur de 50 % par Umicore et par les autorités régionales) avait vu le jour. Le but de ce fonds est de remédier à la pollution historique dans un rayon de 9 km autour des quatre sites opérationnels de Balen, Overpelt, Hoboken et Olen. Les actions entreprises comprennent entre autres l'évacuation des dépôts de cendres de zinc dans les allées privées à Lommel-Werkplaatsen et un programme de contrôle biologique effectué par la région flamande pour mesurer l'exposition résiduelle au cadmium et à l'arsenic de la population locale. Les résultats de ce contrôle biologique sont attendus pour 2008. De plus, il a été décidé d'étendre l'excavation des cendres de zinc à l'ensemble du périmètre concerné par la convention.

## Activités transférées à Nyrstar

Au mois de septembre 2007, les sites belges de Balen et Overpelt et celui d'Auby en France ont été transférés à Nyrstar, incluant tous les engagements restants en matière d'assainissement de la pollution historique sur les sites et aux alentours. Avant le transfert, les travaux d'excavation avaient été achevés à Overpelt; sur

le site de Balen, les travaux étaient finalisés à 80 %. Umicore avait ébauché des plans de remédiation des eaux souterraines. Ces derniers ont été soumis aux autorités compétentes. Enfin, les quartiers résidentiels riverains ont été dépollués. À Auby, la majeure partie de l'usine, un parc public et une cour de récréation ont été assainis.

## Wallonie (Belgique)

À Angleur, l'assainissement des sols est terminé. On attend l'accord final du gouvernement wallon. En outre, le site fait actuellement l'objet d'un suivi de la qualité des eaux souterraines. Le site de Grâce-Hollogne abritait anciennement une usine de traitement thermique du zinc. Elle a fermé ses portes en 1982. Umicore a entamé les discussions avec une institution régionale afin de convenir des actions de remédiation à prendre et de décider de l'avenir du site.

## France

À Viviez, Umicore a achevé les travaux d'assainissement qu'elle avait consentis de son plein gré à Laubarède, où étaient anciennement stockés des concentrés et des déchets. Le site est appelé à accueillir un centre de secours régional. Environ 10 000 m<sup>3</sup> de terres contaminées et de déchets ont été excavés et stockés en toute sécurité. L'assainissement de Laubarède n'est qu'une infime partie du programme de dépollution de Viviez prévu pour la période 2009-2012.

Le site de Calais a été fermé en 2006. Le démantèlement des installations industrielles et l'évacuation des terres contaminées ont bien progressé en 2007. Ces travaux devraient s'achever durant le premier semestre 2008; la couverture de l'ensemble du site (17 ha) par des terres saines va permettre de réaffecter le terrain en zone de développement industriel.

## Allemagne

En Allemagne, Umicore et ses prédécesseurs légaux ont un riche passé minier, qui s'est éteint avec la fermeture de la mine de zinc de Lüderich, près de Cologne, en 1978. Plusieurs concessions minières souterraines appartiennent encore à Umicore. L'effondrement des puits désaffectés et l'éboulement des anciennes galeries peuvent parfois provoquer un affaissement en surface. En 2007, ceci a eu lieu sur 3 sites qui ont été remis en état par Umicore. L'eau de ruissellement drainant les terrains en surface reliés à ces activités d'extraction minière peut contenir des concentrations élevées en métaux et nécessite parfois un traitement.

## Autres régions

En 2006, au moment de la fermeture du site de Roodepoort en Afrique du Sud, Umicore avait entamé un programme ambitieux d'assainissement des sols et des eaux souterraines: 20 000 tonnes de terres contaminées ont été excavées et évacuées. Les analyses sont encore en cours afin d'évaluer une éventuelle décontamination des eaux souterraines.

À l'usine de zinc d'Umicore à Shanghai (Chine), les terres contaminées ont été excavées et évacuées dans une décharge agréée. Umicore continue de traiter les eaux souterraines se trouvant sous un ancien site minier du Colorado (USA).

Umicore s'engage sérieusement en apportant sa pierre afin de rendre petit à petit notre société plus durable. Mais ce but ne peut pas être atteint sans l'aide de la science et sans le support de l'opinion publique en faveur des énergies renouvelables. C'est dans cette optique que la station polaire «zéro émission» et la Umicore Solar team entrent en piste.

# PROJETS DE DÉVELOPPE





# MENT DURABLE

# LA MÉDAILLE D'ARGENT POUR LA SOLAR TEAM UMICORE

L'Umicar Infinity mène la danse



Pendant quelques jours, à la fin du mois d'octobre 2007, les collaborateurs d'Umicore avaient un œil rivé sur Internet, fébrilement à la recherche d'informations sur les exploits d'un jeune groupe de 14 étudiants belges lancés sur les routes brûlantes du cœur de l'Australie. Cependant, la chaleur n'était pas la seule ressource que le soleil avait à offrir : ses rayons ont aussi fourni l'énergie nécessaire

pour alimenter une caravane de plus de 20 voitures solaires, avides d'être le premier véhicule alimenté par des cellules solaires à parader sur Victoria Square à Adélaïde, au bout d'une course de 3,000 km reliant le nord (Darwin) au sud (Adélaïde) de l'Australie.

Le Panasonic World Solar Challenge, une course biennale qui a fêté son 20<sup>e</sup>

anniversaire en 2007, est le championnat mondial non officiel des voitures solaires.

La fièvre solaire a grimpé en Belgique et en Australie dès le début de la course, alors que le Solar Team Umicore prenait rapidement la pole position et terminait la première journée du World Solar Challenge en tête.

La Solar Team Umicore est composée



“ En fait, avant de nous lancer dans l'aventure, partir pour l'Australie pour participer au World Solar Challenge nous semblait irréel. Pour moi, ça l'est toujours autant maintenant. Nous voulions combler le fossé séparant les technologies vertes et le grand public. Vu le nombre d'e-mails reçus de tous horizons, nous avons visiblement réussi! ”

**Anneleen Van Melkebeek,  
Umicore Solar Team**



Umicore Solar Team célèbre son succès à Adelaide



d'étudiants et d'ingénieurs récemment diplômés de l'université technique Groupe T à Louvain. Umicore est l'un des principaux sponsors de l'équipe depuis plusieurs années. L'entreprise fournit les substrats en germanium à haut rendement, principal composant des cellules solaires. Avoir accès aux cellules solaires est une chose, construire une voiture à partir de rien en est un autre. Plus d'une année a été nécessaire afin de concevoir, de tester en soufflerie, de produire la version finale et de pouvoir enfin participer à la course. Tout cela a été possible grâce à l'expertise apportée par chaque membre de l'équipe.

Le travail ne fut pas simple: mettre au point un moteur sophistiqué qui s'insère parfaitement dans le système d'une des roues et qui est même capable de récupérer l'énergie du freinage. La structure est constituée d'un matériau composite ultraléger afin de limiter les pertes d'énergies.

L'Umicar Infinity peut maintenir une vitesse de croisière de 100 km/h grâce à un moteur affichant un rendement de 97 %, avec une alimentation électrique semblable à celle d'un aspirateur!

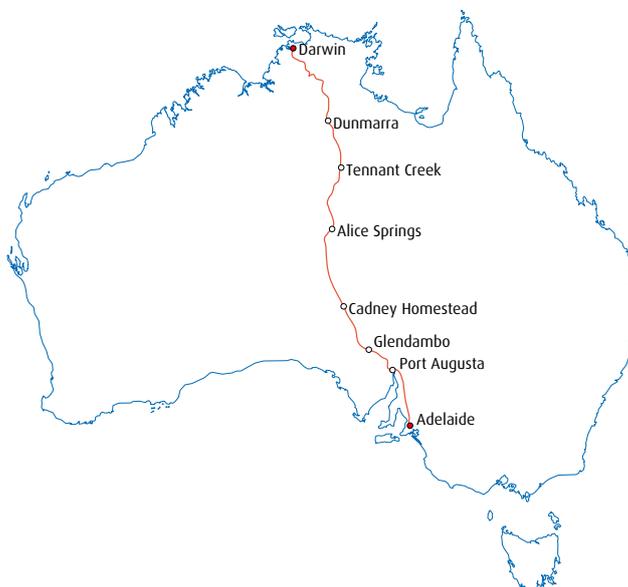
L'odyssée solaire s'est déroulée sur la Stuart Highway, aussi appelée «The Track»: la route a été baptisée du nom de l'explorateur John McDougall Stuart, premier européen à avoir conduit une

expédition de traversée du continent du sud au nord en 1862, et qui cartographia le pays pour la colonisation.

Le cœur de l'Australie est toujours aussi rude qu'il l'était pour Stuart, il y a 150 ans. Ne vous y trompez pas: la course est difficile et dangereuse, il ne s'agit pas d'une promenade de santé. Seule la moitié des vingt équipes sont arrivées à Adelaide. Pas question de faire du tourisme, car le pilote doit garder les yeux rivés sur la route. Imaginez les dégâts qu'un kangourou ou un de ces gros poids lourds sillonnant The Track pourrait occasionner à une voiture pesant moins de 200 kg!

Malheureusement, une rupture de la colonne de direction a finalement contraint la Solar Team Umicore à céder sa première place à son poursuivant. Infinity est arrivée à Adelaide en deuxième position, mais cela n'a pas entamé la joie et l'immense sentiment de fierté d'Umicore.

Les membres de la Solar Team ne travaillent peut-être pas encore pour Umicore, mais ils incarnent notre vision de l'efficacité énergétique, du développement durable et des technologies en matière d'énergies renouvelables. Ils symbolisent le potentiel de l'énergie solaire, une énergie capable de pérenniser notre société.



# ZÉRO ÉMISSIONS EN ANTARCTIQUE



En 2004, la Belgique décidait de mettre au point et de construire une nouvelle station de recherche belge en Antarctique, la station Princess Elisabeth. Cette entreprise, la première en 40 ans, se distingue car il s'agit de la première station « Zéro émission » en Antarctique.

La station est en cours de montage à Utsteinen, dans un massif montagneux de la Terre de la Reine Maud, à quelque 200 kilomètres au sud des côtes,

sous l'égide de la Fondation polaire internationale et de son président, le célèbre explorateur belge de l'Arctique, Alain Hubert.

La station sera inaugurée en février 2009. Sa structure métallique a été montée sur la crête de l'Utsteinen au début de 2008 et les travaux sur la superstructure sont en cours.

Les coûts opérationnels de la station seront pris en charge par le

gouvernement belge, mais les fonds pour la construction de la station ont dû être levés dans le secteur privé. Le projet permettra de faire avancer la recherche sur le changement climatique. La station mettra presque exclusivement en œuvre des énergies renouvelables et d'autres technologies durables, telles qu'un système intelligent de gestion des besoins énergétiques et un processus efficace de traitement des déchets.



Alain Hubert, le président de la Fondation polaire internationale, présente les plans de la station polaire Princess Elisabeth au Premier Ministre belge Guy Verhofstadt (au centre) et à l'Administrateur délégué d'Umicore, Thomas Leysen (à gauche)



Le drapeau d'Umicore flotte à côté de la station polaire (début 2008)



Festival de la Famille d'Umicore à Bruxelles, septembre 2007

Le site hébergera jusqu'à 20 scientifiques et personnel auxiliaire, qui couvriront une partie de l'Antarctique ne faisant l'objet que de peu de recherches et d'observations météorologiques.

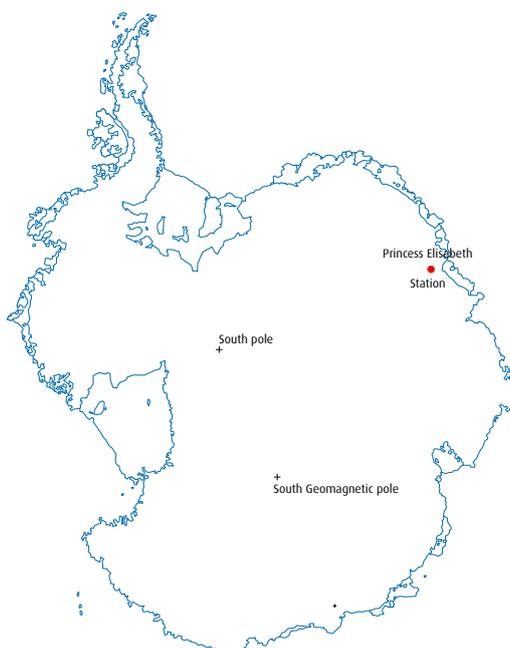
La base permettra de sensibiliser le grand public aux enjeux de la recherche polaire et de la contribution précieuse de celle-ci à l'approfondissement des connaissances sur les changements climatiques, ne serait-ce que parce que les régions polaires jouent un rôle majeur dans le système climatique mondial et font office de « système d'alerte précoce » annonçant le rythme et l'ampleur des changements climatiques. Il s'agit en fait du disque dur de notre planète bleue, une sorte de mémoire climatique.

Tout cela semble très familier à Umicore : elle a conçu des technologies pour optimiser l'efficacité énergétique de ses produits, elle réorganise ses procédés de production pour les mettre en conformité avec les normes d'émissions les plus strictes et elle développe des technologies et des solutions matérielles pour la production et le stockage des énergies durables.

Umicore a été à la pointe de l'effort de financement des entreprises et a accepté d'investir elle-même un million d'euros dans le projet. Les merveilles de l'Antarctique ont aussi été le thème du Festival de la Famille organisé par le Groupe en septembre à Bruxelles. Cet événement a rassemblé plus de

2000 employés d'Umicore et leur famille originaires de Belgique, de France et d'Allemagne. Ils ont également eu l'opportunité de visiter la station durant la phase de pré-construction.

Pour toute l'actualité concernant le projet : <http://www.antarcticstation.org/>



“ Nous croyons qu’une bonne éducation est le meilleur moyen pour connaître une vie meilleure. Dans mon pays, les jeunes défavorisés n’ont pas toujours cette opportunité. Si nous voulons une société durable, nous devons aider ces enfants. Notre programme social Umicare aide ces enfants afin qu’ils aient la même éducation que leurs camarades plus chanceux. Après tout, c’est à eux de décider mais je suis certain que les efforts qu’ils doivent fournir, feront un jour la différence. ”

**Xola Jikela (droite),**  
HR Manager, Port Elizabeth,  
Afrique du Sud

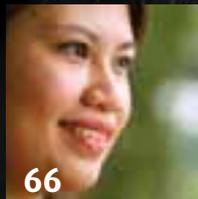
# TRAVAILLER

# ENSEMBLE



62

Ressources  
Humaines



66

Objectifs Sociaux



74

Santé et Sécurité  
au travail



“ Umicore ne fait pas que parler de développement durable : ses actions sont cohérentes avec ses déclarations et c’est pour cette raison que je suis fier d’appartenir au Groupe. Umicore investit actuellement dans ses installations brésiliennes afin de les rendre plus durables à long terme. Dans ce contexte, le déménagement des opérations existantes de Guarulhos à Americana, à environ 150 km, a du sens d’un point de vue économique et au niveau de la sécurité et de l’environnement. Mais l’entreprise est aussi consciente de l’énorme impact social sur la vie de ceux qui y sont impliqués. La façon dont le déménagement a été annoncé, la manière par laquelle on a invité tous les employés à déménager, la proposition sociale détaillée faite à ceux qui ont choisi de rester tout comme le support pour ceux qui iront à Americana ne peuvent se traduire que par un seul mot : le respect. ”

**Celso Mantovani,**  
HR Manager South America

Cette introduction au Rapport social évoque quelques-uns des principaux défis et projets dans le domaine des ressources humaines. Les pages suivantes abordent les avancées réalisées sur le plan des objectifs sociaux. Les données sont communiquées pour 84 sites d'Umicore. De nouveaux indicateurs clés de performance illustrent certaines des mesures mises en œuvre. Le rapport social se termine par un aperçu des performances de l'entreprise en matière de sécurité et d'hygiène.

## Gestion des talents

En 2007, Umicore a de nouveau procédé à une analyse de la gestion des talents à l'échelle du Groupe. Cette étude a porté sur l'ensemble des 1 400 cadres employés dans le monde entier. Ces cadres ont été invités à fournir une mise à jour de leur profil professionnel et à faire part de leurs aspirations et de leurs attentes en matière de mobilité. Quarante-cinq groupes « Career Review » (inventaire de carrière) ont été constitués. Épaulés par les équipes régionales de ressources humaines, ils ont passé en revue chaque business unit. Les résultats ont été ensuite consolidés au sein de la « Career Review » tenue au niveau du groupe, qui se sont penchées sur les scénarios de relève aux postes clés. À la suite de cette analyse, chacun a reçu un retour d'information et des plans de développement ont été établis.

L'une des spécificités du processus de gestion des talents au sein d'Umicore réside dans le fait qu'il s'est nourri des apports personnels et qu'il a donné lieu à un retour d'information franc, conforme aux valeurs d'ouverture de l'entreprise. L'expérience sera réitérée en 2009.

Le résultat de cette analyse permet à l'entreprise de se montrer proactive dans l'accompagnement de la mobilité interne et dans le développement de la future élite de la société. La mobilité est aussi un catalyseur d'une importance majeure dans l'optique d'une intégration accrue des différentes entités de l'entreprise.

## Intégration des nouvelles acquisitions

Plusieurs nouvelles acquisitions ont été intégrées tout au long de l'année. Début 2007, deux nouveaux sites nord-américains ont rejoint Technical Materials. Le dernier trimestre a vu le lancement du processus d'intégration de deux autres acquisitions. Cobalt & Specialty Materials est en cours d'intégration d'un site belge et Automotive Catalysts œuvre à l'intégration de plusieurs sites aux États-Unis, en France, en Afrique du Sud et au Luxembourg. Des équipes dédiées ont été mises sur pied pour mener à bien ces opérations. Des activités de communication et de team-building ont été organisées pour accueillir les nouveaux collègues. Des remaniements organisationnels ont été préparés dans l'optique de dégager des synergies comme l'échange de collaborateurs essentiels entre les entreprises existantes et les entités nouvellement acquises, et ce afin de favoriser le partage d'expériences.

## Enquête d'opinion

En 2007, Umicore a réalisé une nouvelle enquête d'opinion du personnel, dans la foulée des éditions précédentes de 1998, 2001 et 2004/2005. Les résultats sont détaillés en pages 72-73. Au total, 91 sites dans 34 pays ont pris part à l'enquête, avec un taux de participation de 83 %. Les résultats globaux font état d'une progression continue, toutes catégories confondues.

## Annnonce de nouveaux investissements au Brésil

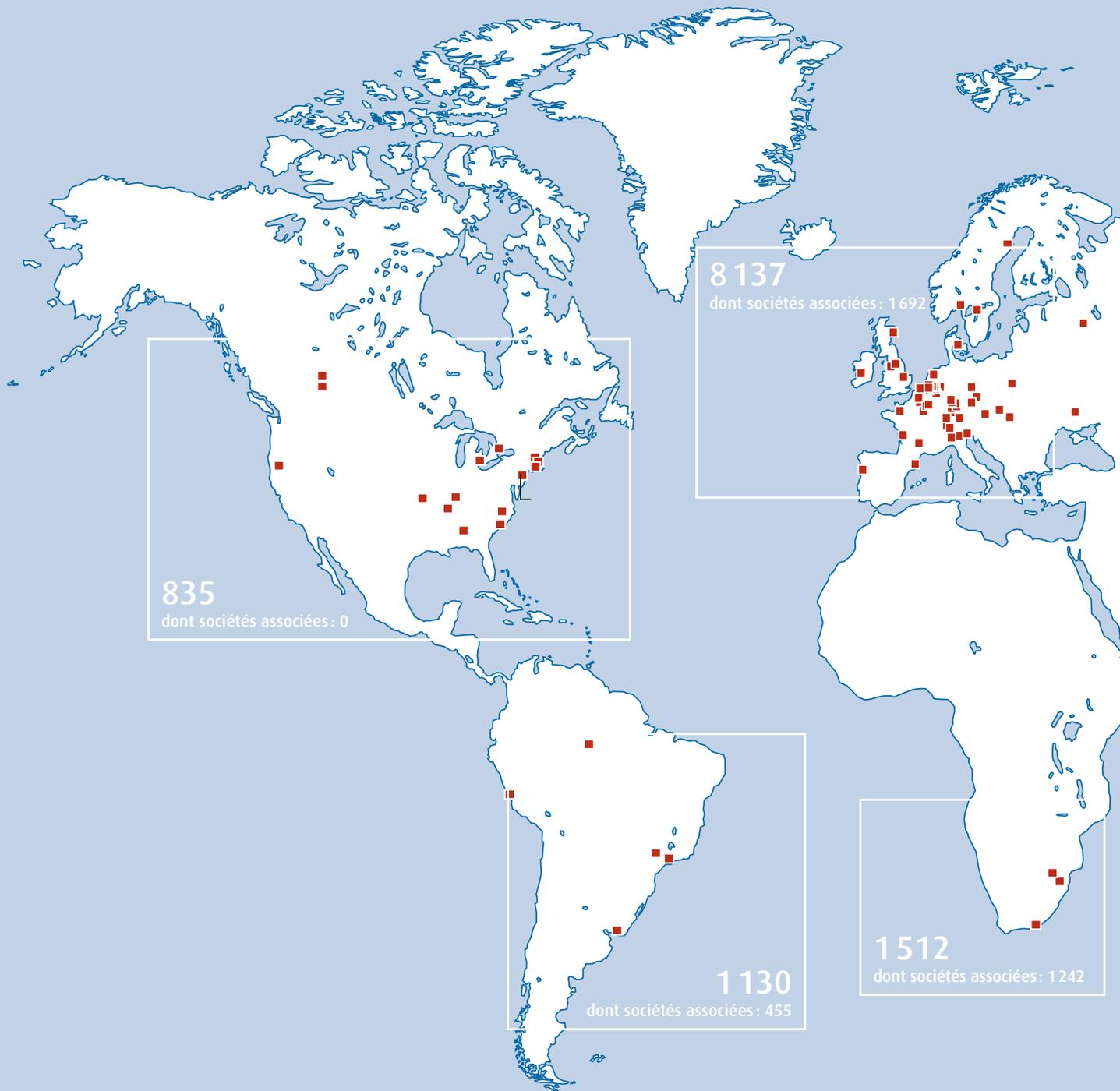
En août 2007, l'entreprise a annoncé son intention d'investir € 40 millions dans la construction d'une nouvelle usine à Americana. Ce site accueillera les activités actuellement situées sur le site de Guarulhos et offrira des perspectives de croissance supérieures dans les années à venir. La relocalisation devrait être achevée d'ici à juillet 2009.

La nouvelle unité de production étant située à 150 km au nord du site actuel, les répercussions seront importantes pour les effectifs actuellement en poste à Guarulhos.

Les 440 travailleurs se sont vus proposer un poste sur le nouveau site ainsi qu'une indemnité de relocalisation destinée à couvrir les frais et les efforts consentis dans ce contexte. En 2009, Umicore dispensera une aide de reclassement active à tous ceux qui n'ont pas rejoint Americana. Une incitation financière sera aussi offerte aux travailleurs qui choisiront de rester en poste jusqu'au transfert de leur fonction à Americana.

Des consultants externes enquêtent auprès des travailleurs afin de savoir s'ils ont l'intention de participer au transfert. Les collaborateurs de Guarulhos ont été invités à passer un week-end à Americana où leurs collègues les ont chaleureusement accueillis et leur ont proposé leur aide. Grâce à ces visites, le personnel de Guarulhos a l'occasion de découvrir les alentours et les conditions de vie dans la région d'Americana. D'autres actions seront entreprises en prélude au déménagement.

# PRÉSENCE INTERNATIONALE ET EFFECTIFS GLOBAUX





## Présence d'Umicore

	Sites de production	Autres sites	Effectifs
<b>Europe</b>			
Autriche	1		124
Belgique	8(1)	1	2 944(60)
République tchèque		1	2
Danemark		1	15
France	6	2	852
Allemagne	9(1)	2(1)	2 032(57)
Hongrie		1	8
Irlande	1(1)		658(658)
Italie	1	3(1)	86(11)
Liechtenstein	1		102
Luxembourg		1	8
Pays-Bas	2		116
Norvège	1		58
Pologne		1	16
Portugal	1		50
Russie		1	6
Slovaquie	1		32
Espagne		1	14
Suède	2(1)	1	268(234)
Suisse	1	2(1)	50(17)
Ukraine	1(1)		597(597)
Royaume-Uni	3(2)	5(2)	99(58)
<b>Asie/Australie</b>			
Australie	1	2	66
Chine	10(3)	6(2)	2 492(1 410)
Inde		1	15
Japon	2(1)	2(1)	118(67)
Malaisie	1		62
Philippines	1		108
Singapour	1		23
Corée du Sud	2(1)	1	248(147)
Taiwan	1	2(1)	26(5)
Thaïlande	2		72
<b>Amérique</b>			
Argentine	1		22
Brésil	3	1(1)	659(6)
Canada	3		201
Pérou	1(1)		449(449)
États-Unis	10	2	634
<b>Afrique</b>			
Afrique du Sud	3(1)	1	1 512(1 242)
<b>TOTAL</b>	<b>81(14)</b>	<b>40(10)</b>	<b>14 844(5 018)</b>

Données des sociétés associées entre parenthèses. Lorsqu'un site comprend à la fois une unité de production et des bureaux (par exemple Hanau en Allemagne), il est uniquement repris comme site de production.



“ Le développement durable est devenu un des sujets clés pour Umicore et mon site y est activement impliqué. Œuvrer en faveur du développement durable est devenu ma principale responsabilité. Cependant, il est important de comprendre que le développement durable ne se limite pas seulement à la protection de l'environnement. Une entreprise est également un organisme vivant, un réseau de gens qui ont besoin d'être entretenus. C'est pour cette raison que notre site encourage ses employés à participer à l'enquête d'opinion du Groupe afin d'améliorer la vie de chacun et consacre également beaucoup d'efforts à recueillir les données sur les indicateurs sociaux. ”

**Didie Othman,**  
Personnel & Administration  
Officer, Pasir Gudang  
Johore, Malaisie

# OBJECTIFS SOCIAUX DU GROUPE POUR 2006-2010

Dans le cadre de son « Rapport 2005 aux actionnaires et à la société », le Groupe Umicore dans son ensemble s'est défini cinq objectifs sociaux pour la période 2006-2010. Ceux-ci s'inscrivent dans les objectifs généraux du Groupe en matière de développement durable. Ils sont suffisamment souples pour permettre à chaque site de contribuer à son rythme à l'objectif de performance global fixé pour 2010.

Les objectifs sociaux concernent 84 sites. Ce nombre est nettement plus élevé qu'en 2006 (63 sites), la plupart des sites non industriels sont maintenant intégrés. L'instance de contrôle externe (ERM CVS) a évalué les mesures prises quant aux objectifs sociaux.

Dans le résumé graphique (voir page 5), l'état d'avancement est exprimé en pourcentage du nombre total de sites. La légende se présente comme suit:

- objectif atteint: le plan d'amélioration a été intégralement mis en œuvre sur le site;
- actions en cours: les mesures ont fait l'objet d'une analyse et d'une hiérarchisation - le plan d'amélioration est en cours d'élaboration mais n'est pas encore intégralement mis en œuvre;
- actions à initier: aucune mesure spécifique n'a encore été prise.

Dans ce chapitre, l'état d'avancement de chaque objectif social est présenté en détail. Des indicateurs clés de performance supplémentaires recueillis à l'aide du système de gestion des données sociales du Groupe y ont été consignés. En 2006, année de la première mise en œuvre de ces objectifs, certains sites avaient des difficultés à en percevoir l'ampleur. Depuis, des efforts intenses en matière de formation et de communication ont été consentis et ce afin d'affiner la précision du compte-rendu des progrès réalisés. Ces initiatives ont principalement trait aux avancées réalisées sur le plan des deux premiers objectifs sociaux.

Afin de permettre la comparaison avec les données de 2007, les résultats 2006 ont été ajustés suite à la filialisation des activités de Zinc Alloys et les progrès rapportés en 2006 ont été recalculés suite à une meilleure compréhension des objectifs sociaux. Les acquisitions récentes, finalisées au dernier trimestre de 2007, ne font pas encore partie du rapport sur les objectifs sociaux et ne sont pas repris dans les indicateurs de performance clés, à l'exception des statistiques relatives au nombre de travailleurs et au genre.

## Premier objectif

Tous les sites industriels sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local définissant leur engagement vis-à-vis de la collectivité locale. Ce plan doit identifier les parties en présence et définir le processus de prise en compte des intérêts de celles-ci. Il doit aussi faire état des initiatives volontaires que le site souhaite prendre vis-à-vis de la collectivité locale.

Près de 60 % des sites mettent en œuvre un plan d'engagement vis-à-vis des collectivités locales, tandis que 30 % sont en passe de se doter d'un tel instrument, ce qui traduit une forte augmentation par rapport à l'an passé.

Ces efforts sont appelés à encore s'intensifier dans les deux prochaines années, sous l'impulsion d'une nouvelle stratégie du Groupe en matière de dons et de contributions philanthropiques. Umicore s'est engagée à y allouer, chaque année à partir de 2008, 0,5 % de son EBIT consolidé (résultat avant impôts et charges d'intérêts). Près de deux tiers de ce montant serviront à financer – par le management des sites locaux – des initiatives locales au sein des collectivités riveraines des sites d'Umicore. Le solde sera en grande partie affecté, à l'échelle du groupe, à des projets et des initiatives de promotion du développement durable. En 2007, Umicore a parrainé l'Umicore Solar Team, qui a pris part au Panasonic World Solar Challenge (cf. pages 56-57). Elle a aussi apporté sa contribution à la station polaire « zéro émissions » en Antarctique (cf. pages 58-59).

Bon nombre de sites ont entamé le dialogue avec les parties concernées locales. Certains sites ont une longue expérience dans ce domaine: leurs riverains reçoivent des magazines et des brochures qui font principalement état des performances en matière d'environnement. Pour d'autres, bureaux ou sites de petite ou de moyenne envergure, cette approche est assez récente et en est au stade de l'inventaire des interlocuteurs potentiels en présence. Certains instaurent le dialogue avec les parties prenantes

au travers de fédérations sectorielles, qui réunissent plusieurs entreprises d'un même secteur d'activités.

De nombreux sites entretiennent des rapports réguliers avec l'administration locale et les services publics (pompiers, protection civile ou forces de police). Certains ont été instaurés à l'initiative d'Umicore; d'autres s'insèrent dans une logique de consultation locale de nature formelle. À Subic, aux Philippines, une réunion organisée chaque trimestre a pour mission de contrôler l'impact des activités de l'entreprise sur l'environnement.

En Flandre, le 3 mai 2007, le site d'Umicore à Olen a engagé un dialogue à l'échelon régional, auquel étaient conviés les parties concernées et les représentants des pouvoirs publics locaux voisins de tous les sites flamands. L'occasion pour la direction d'Umicore de passer en revue les performances économiques, sociales et environnementales du groupe. La présentation a été suivie d'un débat.

Plusieurs sites ont convié leurs riverains à visiter leurs installations. En 2007, ce fut le cas à Hoboken (Belgique) et Angleur (Belgique) et au siège bruxellois (Belgique). Le siège d'Umicore à Bruxelles a fait l'objet d'une rénovation complète pour prendre en compte les desiderata des employés et des voisins et optimiser l'efficacité énergétique des bâtiments.

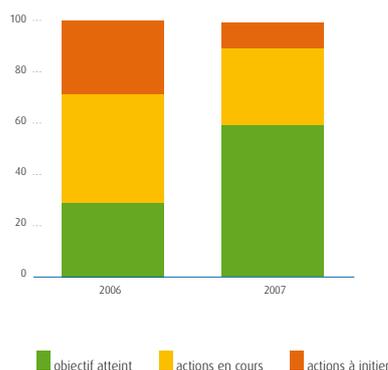
Beaucoup de sites supportent les communautés locales. Les exemples incluent la rénovation d'une maison communale locale (Hoboken), des donations à différents temples (Bangkok, Thaïlande), le sponsoring d'un tournoi de football (Amsterdam, Pays-Bas) et la construction d'un système d'irrigation pour les agriculteurs locaux (Changsha, Chine). Au Brésil, les écoles se trouvant à proximité de trois sites d'Umicore ont été impliquées dans un projet de collecte de batteries et de téléphones portables usagés afin de contribuer à la création d'une culture du recyclage.

## Deuxième objectif

Tous les sites sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local pour devenir un employeur attrayant. Compte tenu de la culture locale et des pratiques professionnelles en vigueur, ce plan vise à fidéliser les travailleurs, à créer une image positive vis-à-vis de futurs candidats, ainsi qu'à encourager notre personnel à poursuivre leur carrière.

En 2007, Umicore a encore engrangé des progrès considérables concernant le déploiement de son deuxième objectif social. Plus de 50 % des sites ont mis en œuvre une stratégie à l'échelon local dans l'optique de devenir un employeur attrayant; plus de 40 % sont en passe de se doter d'un tel plan. En 2006, ces pourcentages étaient inférieurs, car beaucoup de sites jugeaient cet objectif trop ambitieux par rapport à l'impact restreint ou moyen de leurs activités sur le tissu social. Il va sans dire qu'Umicore n'a pas la prétention de devenir un employeur de réputation nationale dans la plupart des pays où elle est présente. L'ampleur de certaines

FIG. 1: ENGAGEMENT VIS-À-VIS DE LA COLLECTIVITÉ LOCALE



activités et notre vocation d'acteur interentreprises, relativement peu connu du grand public, constitueraient un frein à cette ambition. Par ailleurs, chaque site est censé élaborer un plan visant à identifier les établissements scolaires et les instituts désireux d'entretenir des relations et de sceller des partenariats avec Umicore (visites de site, programmes de stage et de recherche). Forte de ces contacts, Umicore devrait être en mesure d'attirer à l'avenir les talents de tous bords.

Parallèlement à la dimension externe du statut d'employeur attrayant, l'opinion du personnel progresse aussi au sein de l'entreprise. Deux indicateurs de performance (KPI) complémentaires font état de résultats positifs à cet égard. Seulement 3,4 % des travailleurs ont décidé de quitter l'entreprise volontairement. La moyenne mondiale présente cependant des variations en fonction des régions, l'Asie et l'Amérique du Nord affichant les scores les plus élevés. Cependant, dans la majorité des cas, le résultat est inférieur à la moyenne du marché. Le pourcentage de journées perdues pour cause de maladie (taux d'absentéisme : 2,79 %) est également inférieur à celui du marché.

Un des autres aspects de l'objectif d'être un employeur attrayant est d'évaluer et d'agir en fonction de l'opinion des personnes travaillant déjà au sein de l'entreprise. Le moyen de plus important utilisé dans ce but est l'enquête d'opinion du personnel, organisée tous les trois ans. Comme l'attestent les données en pages 72 et 73, les résultats 2007 traduisent une fois encore une amélioration significative. Dans tous les pays où Umicore est présente, l'entreprise fait mieux que la moyenne du secteur.

Le statut d'employeur attrayant d'Umicore a été plébiscité par des organismes externes. En Belgique, l'entreprise s'est classée parmi les 36 « meilleurs employeurs de Belgique ». Elle pourra faire état de cette distinction en 2008 dans ses campagnes de recrutement. En Allemagne, Umicore s'est vu décerner le certificat d'audit *berufundfamilie*® (travail et famille), dont la marque est déposée dans toute l'Europe. Ce prix couronne la mise en œuvre d'une politique du personnel à l'écoute de la famille et les efforts inlassables consentis pour mieux concilier travail et vie privée.

Afin d'asseoir sa réputation au sein de la communauté académique, Umicore a créé le « Umicore Scientific Award » (d'un montant de € 10,000), décerné à un doctorant qui, par la qualité de ses travaux, a fait progresser la science dans les domaines essentiels à la future croissance de l'activité d'Umicore et à la perspective d'une société durable. Trois autres « Umicore Awards » (d'un montant respectif de € 2,500) ont été attribués à des masters.

L'équipe belge de recrutement d'Umicore a participé à 12 salons de recrutement et événements sur les campus universitaires (dont Louvain, Bruxelles, Anvers et Gand). En Amérique du Nord, Umicore a participé à des salons de recrutement à la Kettering University (Etats-Unis) et à Edmonton (Canada). Plusieurs sites ont organisé des visites pour les écoles et les universités ainsi que pour d'autres parties concernées. Les sites belges d'Hoboken et d'Olen ont mené des projets avec les écoles sur la formation en alternance, faisant partie d'un programme d'éducation bisannuel.

En 2007, certains sites ont fait l'objet d'une rénovation et modernisation complète en vue d'y améliorer les conditions de travail. Ce fut le cas du siège bruxellois (Belgique), des bureaux de Perafita (Portugal) et de Blodelsheim (France). Des travaux ont également été effectués dans l'entrepôt d'Asnières (France), des modifications ont été apportées au système de chauffage des bureaux de Fuhong (Chine) et à Yangzhong (Chine), un tout nouveau bâtiment de bureaux a été mis en service.

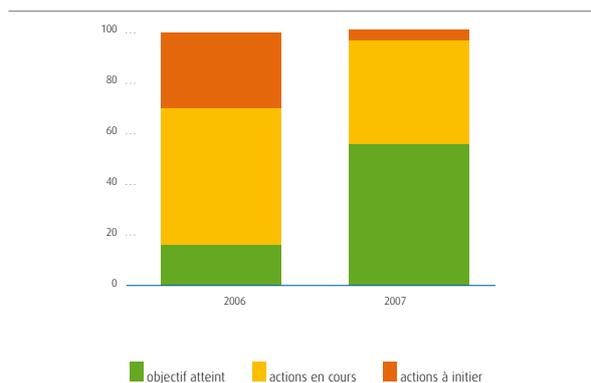
Nombre de sites ont ouvert leurs portes aux familles ou ont organisé des événements sociaux à l'intention du personnel, comme Amsterdam (Pays-Bas) et Edmonton (Canada). Le siège régional chinois d'Umicore a organisé un tournoi de badminton afin de promouvoir l'image de l'entreprise parmi les employés et d'augmenter le sentiment d'appartenance au Groupe. La manifestation la plus ambitieuse a eu lieu le dimanche 2 septembre 2007 à Bruxelles. Des travailleurs de Belgique, de France et d'Allemagne ont été conviés à une « journée spéciale familles ». L'occasion de découvrir la station polaire Princess Elisabeth en cours de montage dans un hangar, avant son envoi en Antarctique. Plus de 2 700 employés et leurs familles avaient fait le déplacement.

### Troisième objectif

Tous les sites sont tenus d'établir et de mettre en œuvre un plan local visant l'instauration d'un dialogue interne constructif et d'une communication ouverte. Compte tenu de la culture locale et des pratiques professionnelles en vigueur, ce plan vise à accorder de l'importance à l'avis des travailleurs, à intensifier la participation aux enquêtes d'opinion réalisées régulièrement à l'échelle du Groupe, à garantir des actions de suivi adéquates, à procéder à une évaluation régulière des travailleurs, ainsi qu'à instaurer un dialogue constructif avec les travailleurs et leurs représentants.

La mise en œuvre de l'objectif n°3, déjà en bonne voie en 2006, poursuit sur sa lancée. L'entreprise dispose de nombreuses plateformes de dialogue, des conseils d'entreprise officiels aux assemblées générales du personnel (appelées « town hall meetings »).

FIG. 2: EMPLOYEUR ATTRAYANT



En Chine, suite à l'instauration d'une nouvelle législation sociale, des canaux de communication ont été mis en place afin d'impliquer les employés dans la création et la mise à jour des politiques de l'entreprise qui ont un impact sur leurs propres intérêts tels que les avantages et rémunérations, les horaires de travail, l'environnement de travail, la discipline, etc.

Le taux de participation élevé (83 %) à l'enquête d'opinion du personnel, ainsi que la progression des scores concernant la réaction à l'enquête illustrent le renforcement du dialogue interne.

La business unit Precious Metals Refining a entamé une action visant à favoriser le dialogue en interne. Tous les managers et superviseurs se sont livrés à un exercice de feedback à 360° sur les sites de Hoboken (Belgique) et Hanau (Allemagne). Les commentaires formulés à cette occasion par leurs propres collègues ont servi de base à une séance de feedback organisée avec un consultant. Dans ce contexte, un plan d'action du personnel a été ébauché. L'amélioration des scores enregistrés dans le cadre de l'enquête d'opinion du personnel est à rapprocher de cette initiative.

En 2007, l'usine d'Automotive Catalyst en Afrique du Sud a été le seul site d'Umicore à faire face à des actions de grève. Ce conflit social s'est inscrit dans un mouvement de protestations étendu à l'ensemble du pays, pour réclamer une revalorisation salariale dans le secteur chimique. Globalement, on a recensé 601 jours de grève, excepté les jours non prestés par les non-grévistes qui n'ont pas été en mesure de se présenter au travail. Au total, la production de cette usine a été mise à l'arrêt pendant trois semaines.

En France, une Charte de dialogue social a été signée avec tous les syndicats. Cette charte renforce le bon dialogue déjà existant et engage toutes les parties à faire des progrès dans le futur. Les syndicats vont par exemple avertir le management avant toute communication syndicale.

Le site belge d'Hoboken a organisé une séance d'information afin d'expliquer aux travailleurs l'engagement de l'entreprise envers les parties concernées (« stakeholders »). Durant ces sessions, le débat a porté sur des parties concernées telles que les actionnaires,

les clients, la société en général et les employés eux-mêmes. Cette séance d'une demi-journée a été organisée à deux reprises et a réuni au total plus d'un millier de travailleurs.

Le 28 septembre 2007, Umicore a signé une convention avec deux grands syndicats internationaux, relative à la mise en œuvre de ses politiques en matière de droits de l'Homme, d'égalité des chances, de conditions de travail, de bonne conduite et de protection de l'environnement, à l'échelle internationale et dans l'ensemble du groupe. Cet accord, passé avec la Fédération internationale des Organisations de Travailleurs de la Métallurgie et la Fédération internationale des Syndicats de Travailleurs de la Chimie, de l'Énergie, des Mines et des Industries diverses, permettra aux deux instances de participer de manière constructive à la concrétisation de ces objectifs. Un comité de surveillance conjoint veillera au déploiement de cet « Accord sur le Développement durable ».

#### Quatrième objectif

Tous les sites sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local visant à encourager la formation et l'épanouissement professionnel de leurs travailleurs.

En 2006, la grande majorité des sites Umicore avaient déjà mis en œuvre un plan local d'apprentissage et de développement, ou étaient à tout le moins en passe de le faire. Cette tendance s'est poursuivie en 2007. Le nombre moyen d'heures de formation s'est considérablement accru, passant de 33,92 heures en moyenne (4,2 jours par personne) à 52,92 heures (6,6 jours par personne). Cette progression est à mettre principalement à l'actif d'une meilleure mesure de la formation « sur le terrain ». La moyenne des heures de formation est donc appelée à s'accroître au niveau du Groupe si tous les sites rendent compte de ces formations de manière systématique.

Outre la formation sur le terrain, Umicore organise quantité de séances de formation en classe données par des formateurs professionnels. La plupart se tiennent sur site, mais un grand nombre d'entre elles sont aussi organisées à l'échelle nationale ou régionale, pour permettre aux participants de plusieurs sites de partager leurs expériences d'apprentissage. Au niveau du Groupe, les formations s'adressent à un public international.

FIG. 3 : DIALOGUE CONSTRUCTIF

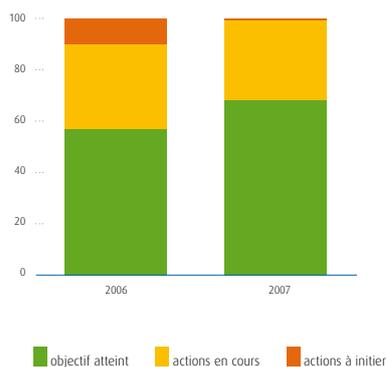
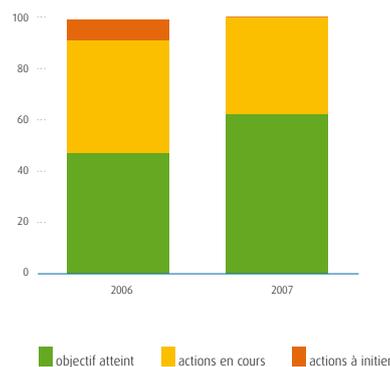


FIG. 4 : FORMATION ET ÉPANOUISSEMENT



Les exemples suivants illustrent la variété des formations proposées par Umicore. Sur le site d'Olen, en Belgique, une « semaine sécurité » s'est tenue en avril. Tous les travailleurs, contractants, ainsi que quelques invités (1000 personnes au total) ont pu prendre part à une visite d'usine d'une demi-journée. Par groupe de 25, les participants ont eu l'occasion de voir des acteurs et des consultants illustrer en direct des conditions de travail sûres ou dangereuses. Durant la séance de débriefing, les participants étaient très motivés à l'idée de sécuriser leurs propres postes de travail. Sur le site d'Hoboken en Belgique, des programmes de formation ont été mis en place afin de conscientiser les employées à la sécurité lorsqu'ils travaillent avec les métaux précieux et un programme de coaching a été lancé pour 120 managers de première ligne.

En Allemagne, le programme FIT a été lancé. Le but de ce programme de formation au leadership est d'aider les non managers à acquérir les compétences pour gérer une équipe et à les améliorer. En France, un accord a été signé avec les cinq syndicats afin de mettre en place un système de prévision en vue de fixer les futurs besoins en terme de main-d'œuvre, de compétences et de besoins de développements individuels et collectifs.

### Cinquième objectif

Tous les sites sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre un plan local visant à appliquer les stratégies du Groupe en matière d'égalité des chances, de diversité et de respect des droits de l'Homme, ainsi que le code de conduite d'Umicore.

Tous les sites ont mis en pratique le Code de Conduite d'Umicore et sa politique en matière de droits de l'Homme. Certains sont en passe d'ébaucher ou de formaliser leurs plans d'action locaux afin de concrétiser l'égalité des chances. Au cours de 2007 aucun des sites n'a rapporté de risques spécifiques relatifs au non-respect potentiel du Code de Conduite, incluant la politique du Groupe en matière de droits de l'Homme.

Un kit de formation a été créé sous forme d'un jeu de société pour sensibiliser l'ensemble du personnel à l'importance de ces

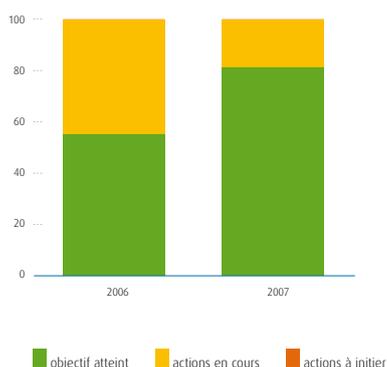
politiques. « The Umicore Way game » permet aux managers d'organiser une séance de deux heures avec leur équipe. La formation amène les travailleurs à réfléchir sérieusement, mais de manière ludique, à l'importance d'une série de politiques (Code de Conduite, Droits de l'Homme, Développement durable) dans leurs tâches quotidiennes. Conçu et testé par des groupes pilotes en 2007, ce matériel sera déployé en 2008.

Suite à la filialisation de Zinc Alloys, le pourcentage de travailleuses progresse encore, à tous les échelons de l'organisation à l'exception de la direction. Le nombre de cadres supérieurs féminins est resté constant. Seuls des hommes ont bénéficié d'une promotion à des postes de direction au cours de 2007. La proportion de travailleuses traduit un écart important entre régions. La Chine est en tête avec un effectif à 40 % féminin.

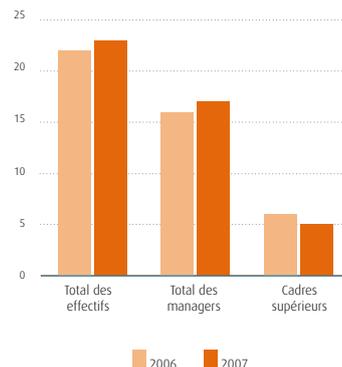
En 2007, plusieurs débats se sont engagés entre la direction de l'entreprise et des groupements de femmes managers, dans l'optique d'identifier les entraves à la carrière et de prendre des mesures pour les balayer. Lors de sa revue de Talent Management (cf. page 63), le département des Ressources Humaines a souligné la nécessité d'une évaluation non sexiste du potentiel de développement.

En France, une loi a été votée fin 2005 afin d'obliger les entreprises à engager des travailleurs handicapés pour l'équivalent de 6 % de l'effectif total. Au niveau national, les opérations françaises d'Umicore ont débuté avec un ratio de 4,5 %. Le site de Bray montre l'exemple en mettant en place un projet pilote. Des réunions ont eu lieu avec les syndicats et les travailleurs afin de faire prendre conscience de l'importance de la création d'un environnement de travail adapté pour les collègues ayant un handicap. En même temps, tous les postes de travail ont été révisés afin de les rendre accessibles, dans la mesure du possible, à des personnes handicapées (soit pour permettre aux personnes de continuer à travailler au sein de l'entreprise, soit pour attirer de nouveaux employés handicapés). Le site de Bray a atteint un pourcentage de 9 %. Les autres sites français apprendront de cette expérience qui sera également partagée dans d'autres pays.

FIG. 5 : ÉGALITÉ DES CHANCES



% DE TRAVAILLEUSES



# ENQUÊTE D'OPINION DU PERSONNEL

En 2007, Umicore a finalisé sa quatrième enquête internationale d'opinion du personnel. Au total, 91 sites dans 34 pays ont pris part à l'enquête, avec un **taux de participation de 83 %**. La participation a été facilitée par la traduction du questionnaire dans 18 langues et par l'organisation de séances de groupe pendant les heures de travail. L'enquête a été confiée à un consultant externe afin de garantir la confidentialité des réponses et l'anonymat des participants lors du traitement des données et de permettre une comparaison valable avec des données de référence. Cette étude portait sur plus de 100 sujets regroupés en 19 catégories, telles que le leadership, le focus sur le client et la délégation. Les résultats ont été communiqués en interne. Ceux-ci ont été analysés au niveau du groupe, des business units, des pays et du site et ont été comparés aux résultats des enquêtes faites précédemment au sein d'Umicore ainsi qu'avec les références internationales. Tout comme dans le passé, des plans d'actions détaillés seront mis en place au niveau local et à celui des unités afin d'améliorer l'organisation.

Les **résultats globaux font état d'une progression continue**, toutes catégories confondues (voir graphique ci-dessous). Les améliorations les plus notables concernent la « Réaction à l'enquête » (qui traduit les efforts de suivi de l'enquête précédente 2004-2005) et « l'image concurrentielle ». Les progrès engrangés dans le domaine « Leadership » sont tout aussi remarquables. Cette catégorie a été définie en 2005 comme l'objectif d'amélioration principal. Même s'il y a deux ans les managers d'Umicore ont attribué des scores positifs à cette catégorie, des efforts supplémentaires ont été nécessaires afin de susciter la même image positive commune chez les autres employés.

En interne, les scores entre entités (business units) et régions varient légèrement, en particulier entre pays et régions du monde. Cette variation est partiellement imputable à des différences

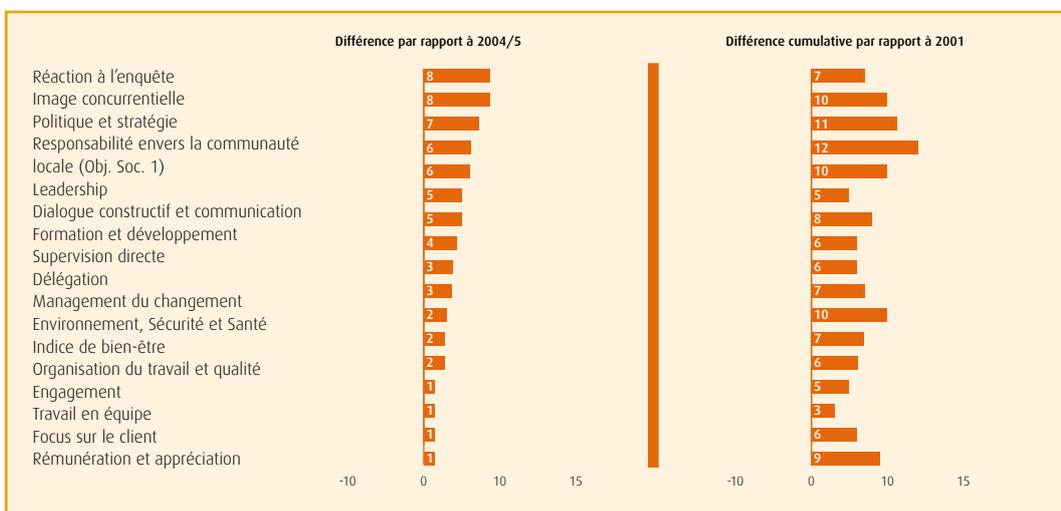
culturelles en termes d'évaluation. Néanmoins, dans tous les pays où Umicore a une forte présence, **Umicore fait généralement mieux que la référence nationale pour « l'ensemble du secteur » de ces pays.**

Cependant, il subsiste un **potentiel d'amélioration** si l'on compare les résultats globaux d'Umicore à d'autres points de référence externes: la Global Chemical Industry et la Global High Performance Norm, un panel d'entreprises alliant des bons résultats et des pratiques performantes en matière de gestion du personnel. Par rapport à la Global Chemical Norm, Umicore est mieux notée sur les critères « Réaction à l'enquête », « Focus sur le client » et « Organisation et qualité du travail ». Des améliorations sont nécessaires en ce qui concerne « le dialogue constructif et la communication », le domaine « Formation et développement » et la « Supervision directe ». Umicore a enregistré une progression plus rapide que la moyenne de la norme Global Chemicals.

L'enquête démontre aussi que l'implication des managers d'Umicore devance nettement tous les indices de référence internationaux, mais des efforts restent à consentir afin de susciter la même image positive chez les autres catégories de personnel. Dans une optique d'amélioration accrue, des programmes de formation ciblés ont été mis au point, de même que des **plans d'action détaillés à l'échelle de l'entité et du site**. L'efficacité de ces plans sera évaluée dans le cadre de la prochaine enquête d'opinion en 2010.

Les graphiques suivants illustrent certains scores et les comparent avec les normes sur des sujets liés aux cinq objectifs sociaux, exposés en page 67-71.

## COMPARAISON AVEC LES ENQUÊTES DE 2004/5 ET 2001

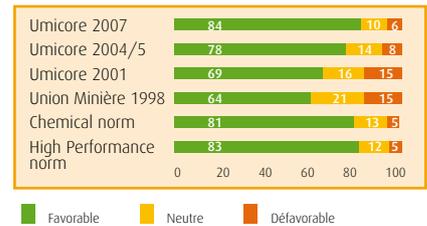


## Responsabilité vis-à-vis de la collectivité locale

### Comment les employés apprécient l'engagement et la performance d'Umicore en ce qui concerne son comportement responsable dans la communauté ?

Ce thème montre une amélioration continue. Une analyse statistique montre que la fierté relative aux performances de la

société concernant son engagement vis-à-vis de la collectivité locale a un effet bénéfique sur l'implication de notre personnel.

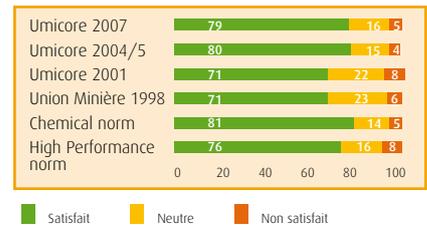


## Employeur privilégié

### Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) d'Umicore en tant qu'employeur ?

Sur ce thème, le score accuse un recul de deux points, mais se maintient à un niveau élevé (79 %). Ce résultat avoisine les indices de référence internationaux: légèrement inférieur à la Global Chemical Norm, mais supérieur à la High Performance Norm.

Le pourcentage d'employés qui recommanderaient Umicore en tant que bon employeur est très élevé (85 %). Il se situe au-dessus des références Chemical Industry et High Performance.

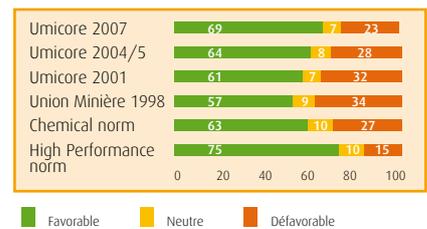


## Dialogue interne constructif et communication ouverte

### Dans mon département, il y a suffisamment de contacts entre l'encadrement et le personnel.

Des améliorations ont été enregistrées sur ce thème. Le score dépasse la référence Chemicals mais reste inférieur à l'indice High Performance. Les autres sujets tra-

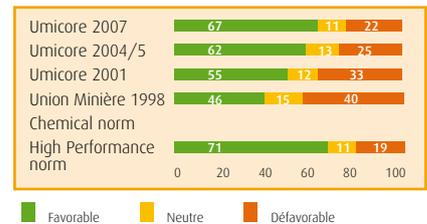
duisent un potentiel d'amélioration en termes de qualité et d'efficacité de la communication.



## Apprentissage et épanouissement

### Les nouveaux embauchés reçoivent une formation adéquate pour effectuer leur travail.

Ce thème témoigne d'une autre amélioration significative.

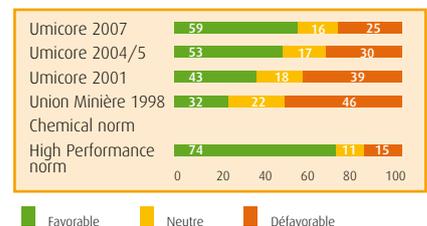


## Égalité des chances

### Mon entité propose vraiment des opportunités d'évolution professionnelle équitables pour tous.

Ce thème est l'objet d'une amélioration conséquente et comparativement à 2005, les résultats de l'enquête sont très favorables (59 % de réponses positives, soit +6 points) Le niveau accru de compétences de la main-d'œuvre lié à la complexité technologique dans la plupart des opéra-

tions pourrait expliquer l'évolution positive dans ce domaine. Tandis qu'aucun indice de référence Chemicals n'est disponible, l'écart avec l'indice High Performance (15 points) montre qu'il est toujours possible de faire des progrès dans ce domaine.





“ Je crois que les entreprises tout comme les individus ont une responsabilité envers l’environnement. Je suis fier de travailler pour une entreprise « verte » comme Umicore qui fait du développement durable un argument capital lorsqu’il faut prendre une décision économique. Sans le recyclage que nous mettons en application ici à UIP, les décharges des alentours se rempliraient beaucoup plus rapidement. Je recycle à la maison quand c’est possible, donc pourquoi ne pas faire pareil au travail. ”

**Lavelay Kizekai,**  
analytical chemist,  
Providence, Rhode Island,  
Etats-Unis

# SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

## Portée du compte-rendu en matière de santé

Ce rapport aborde des enjeux spécifiques à la société. Les données et informations y figurant ont été recueillies par les sites mentionnés. Umicore a intégré les données spécifiques relatives à la santé au travail et à l'hygiène industrielle dans sa base de données ESS (Environnement, Santé, Sécurité).

### Revue 2007

Tous les sites sont tenus d'atténuer encore davantage les risques sanitaires liés à l'exposition à des substances dangereuses (sels de platine, plomb, cobalt ou cadmium) et à l'intégrité physique (bruit et radiations). Soucieuse de mieux cerner et définir ces risques et ces dangers pour la santé au travail, Umicore a participé à des études scientifiques, et ce au travers d'associations sectorielles (dont le Cobalt Development Institute, le Nickel Institute) ou d'universités. Certaines de ces études sont abordées de manière succincte dans les chapitres correspondants. De plus, cette partie du rapport aborde deux problèmes potentiels de santé au travail : l'oxyde d'étain-indium et les nanomatériaux.

### Plomb

L'exposition au plomb durant le travail constitue toujours un risque potentiel pour la santé sur le site d'Hoboken (Belgique). Les résultats du contrôle biologique font état d'une diminution constante de la présence de plomb dans le sang. Cette concentration a chuté à 15,5 microgrammes par décilitre de sang, contre 17,1 en 2006 et 30 en 1997 (figure 1). Seuls 5,2 % des prélèvements dépassaient le taux de 30 microgrammes par décilitre de sang, considéré comme la future norme européenne, contre 8 % en 2006. Le niveau des prélèvements est en deçà de la norme belge actuelle (70 microgrammes par décilitre de sang). Les valeurs excédant le seuil de 30 microgrammes sont principalement relevées chez les ouvriers de fonderie.

### Cadmium

En janvier 2006, « The Lancet Oncology » publiait une étude corrélant le développement de cancer du poumon à l'exposition au

cadmium chez les riverains des anciennes usines d'Umicore à Balen et Overpelt (Belgique). L'entreprise s'est dès lors engagée à examiner la faisabilité d'une étude de mortalité par cancer chez ses travailleurs ayant, dans le passé, été exposés au cadmium.

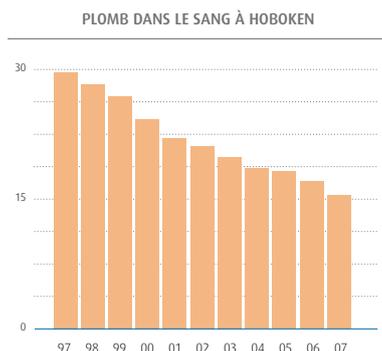
Cette étude, qui fait partie intégrante du plan d'action institué par le gouvernement régional, a été finalisée en septembre 2007. Elle a mis en lumière la présence d'informations suffisantes pour procéder à une étude cancérologique exhaustive sur les sites de Balen et Overpelt. Umicore communiquera les résultats de l'étude de faisabilité aux autorités flamandes. Umicore et Nyrstar, l'actuel propriétaire des sites de Balen et Overpelt, examinent conjointement la suite à donner à ces opérations.

En 2007, deux sites d'Umicore ont été confrontés à des concentrations élevées de cadmium sur le lieu de travail. En raison d'une forte concentration de poussière, deux ouvriers du site récemment acquis de Glens Falls (USA) ont présenté des taux élevés de cadmium dans le sang. Un programme de nettoyage complet a ramené le niveau de cadmium sous le seuil d'innocuité de cinq microgrammes par litre de sang.

Deux ouvriers ont dû être transférés dans un environnement de travail exempt de cadmium sur le site d'Umicore à Changsha (Chine). Des mesures de maîtrise (concentration réduite de cadmium dans les matériaux entrants et amélioration des consignes d'hygiène industrielle) ont été prises pour atténuer l'exposition au cadmium sur le lieu de travail.

### Sels de platine

Douze sites traitant des sels de platine (Burlington, Canada; South Plainfield, USA; Americana et Guarulhos, Brésil; Buenos Aires, Argentine; Hoboken, Belgique; Hanau et Pforzheim, Allemagne; Vienne, Autriche; Amsterdam, Pays-Bas; Ibaraki, Japon et Port Elizabeth, Afrique du Sud) ont mis en œuvre un programme de dépistage de la sensibilisation, en vertu des directives du groupe de travail « Santé au travail » de l'International Platinum Association (Guidance for the medical surveillance of workers exposed to complex platinum salts, 2002). En 2007, deux nouveaux cas de sensibilisation aux sels de platine ont été diagnostiqués : l'un sur le site de Pforzheim (Allemagne), l'autre sur celui de Port Elizabeth (Afrique du Sud).



## Cobalt

Tous les sites pratiquant la manutention et la production de cobalt ont mis en place un programme de contrôle biologique (Arab, USA; Chungnam, Corée du Sud; Fort Saskatchewan, Canada; Olen, Belgique; Shanghai, Chine et Subic, Philippines). En 2007, la concentration moyenne de cobalt dans les urines a atteint 21,0 microgrammes par gramme de créatinine, soit un recul par rapport aux 26,0 mesurés en 2006. Les résultats diffèrent fortement d'un site à l'autre. Certaines moyennes s'élèvent seulement à 3 microgrammes par gramme de créatinine; d'autres sont supérieures à 50 microgrammes par gramme de créatinine. Cependant, tous les sites ont enregistré une réduction des concentrations de cobalt dans les urines au cours des trois dernières années. Des actions supplémentaires de réduction de poussières sur le lieu de travail seront nécessaires afin d'abaisser les résultats des contrôles biologiques concernant le cobalt à un niveau acceptable.

À l'initiative du Cobalt Development Institute, le site Umicore d'Olen a procédé à une étude épidémiologique pour évaluer une éventuelle corrélation entre l'exposition au cobalt et la prévalence de changements myocardiques. Les résultats seront connus en 2009.

## Oxyde d'étain-indium (ITO)

L'essor des panneaux à cristaux liquides a dopé la production d'ITO. Deux études épidémiologiques ont été rendues publiques (Chonan 2006, Hamaguchi 2007). Elles confirment les observations de rapports précédents (Homma 2005, Tanaka 2002), qui avaient corrélié l'exposition professionnelle à l'ITO à la prévalence de problèmes respiratoires graves. Umicore a commandé une étude expérimentale à l'Université catholique de Louvain (UCL - Belgique) qui a démontré une toxicité cellulaire accrue de l'ITO comparable à celle des cristaux de silice (Pr. Lison, UCL, communication personnelle). Umicore a adopté des mesures spécifiques sur son site de production d'ITO de Providence (USA) pour réduire les niveaux d'exposition sur le lieu de travail. Ces mesures comprennent des systèmes fermés pour le broyage, la découpe et le concassage des déchets, ainsi que des systèmes de ventilation optimisés au niveau des postes de travail à risque. En marge des informations reprises dans les fiches FDS (Fiches de Données de Sécurité), des efforts sont consentis pour informer les clients de l'impact potentiel de l'ITO sur la santé.

## Nanomatériaux

Les nanomatériaux offrent des perspectives commerciales notables, et ce pour un large éventail d'applications (des catalyseurs, aux piles à combustible en passant par le diagnostic ou la libération de médicaments). Umicore est active dans le domaine du développement, de la production et de la vente de nanomatériaux spécifiques ( $ZnO$ ,  $TiO_2$ ,  $CeO_2$ ). Une unité de production complète, dédiée aux nanomatériaux, est opérationnelle à Olen (Belgique).

Les effets physiologiques relatifs aux nanomatériaux sont encore très peu connus. Bien que certains tests conventionnels de contrôle de la toxicité, de l'écotoxicité et de l'exposition aient démontré leur utilité, il convient de valider les méthodologies existantes pour pouvoir évaluer les dangers et les niveaux d'exposition des nanomatériaux.

Umicore collabore avec deux groupes d'experts (BGIA, Sankt Augustin, Allemagne et VITO, Mol, Belgique) afin de réaliser des mesures spécialisées de la concentration en nanoparticules sur le lieu de travail. Les résultats globaux ont fait état de faibles concentrations par rapport à d'autres contextes industriels (par ex. soudure, meulage, pistes d'aéroports). Cependant, il y a lieu de valider de manière plus approfondie la méthodologie et la stratégie d'échantillonnage avant de tirer des conclusions définitives.

Conformément à la stratégie ESS d'Umicore, l'entreprise participe activement à deux consortiums de recherche européens (NanoInteract, NanoSafe2), qui ont pour mission de clarifier les enjeux actuels liés à l'impact des nanomatériaux sur la santé publique et sur l'environnement. En l'absence de réponses définitives, l'entreprise vise une exposition zéro sur son site de production de nanomatériaux.

## Portée du compte-rendu en matière de sécurité

Ce rapport se limite aux accidents ayant entraîné une perte de temps de travail survenus au sein du personnel d'Umicore dans l'exercice de ses fonctions. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte. Au mois de septembre 2007, l'activité Zinc Alloys d'Umicore, ayant des opérations à Balen, Overpelt, Auby et Le Vigéant a été transféré vers Nyrstar. Durant la période de janvier à août, 14 accidents avec perte de temps sont survenus au sein de cette activité. Étant donné que les données de sécurité pour la période de septembre à décembre ne sont plus disponibles pour Umicore, ce rapport 2007 en matière de sécurité ne prend donc pas en compte les accidents avec perte de temps survenus sur les sites de Nyrstar.

### Rapport sur la sécurité au travail

En 2007, deux accidents mortels sont survenus sur des sites appartenant à Umicore. En janvier, un opérateur machine a été tué sur le site de Viviez (France) en manipulant une bobine de zinc. En décembre, un ouvrier a perdu la vie en remplissant une citerne de réaction sur le site d'un de nos partenaires chinois. Des enquêtes ont été diligentées afin d'identifier les causes de ces deux incidents et de définir les actions correctives et préventives qui s'imposent.

Ces accidents balaient toute la satisfaction que l'entreprise aurait pu tirer de l'amélioration des performances globales du Groupe en matière de sécurité. Umicore a enregistré 79 accidents avec perte de temps, contre 117 en 2006. Le taux de fréquence s'est établi à 5,3, soit moins que le score de 7,2 enregistré en 2006, mais n'atteint pas encore l'objectif de 4 (figure 1). Au total, 1880 heures ont été perdues pour cause d'accident avec perte de temps, moyennant un taux de gravité de 0,13 contre 0,20 en 2006 et un objectif fixé à 0,15 (figure 2).

Une analyse plus poussée des chiffres de sécurité met en lumière de fortes disparités entre business units: certaines affichent une excellente performance; d'autres se contentent d'une performance décevante. L'accident survient souvent lorsque des conditions de travail inhabituelles ou imprévues mettent l'opérateur sous pression (incidents, maintenance, etc.). Les sites sont occupés à élaborer de nouveaux plans d'action pour faire face à ces problèmes en 2008.

### Nouveaux objectifs en matière de sécurité

«The Umicore Way» affirme que «nous ne transigeons pas en matière de santé et de sécurité au travail pour tous nos collaborateurs et (que) nous efforçons sans cesse d'améliorer nos résultats en matière de santé et de sécurité». Une fois encore, les performances 2007 en matière de sécurité ont souligné la nécessité de

redoubler d'efforts pour éradiquer tous les accidents sur le lieu de travail. À cette fin, le Comité de direction a approuvé de nouveaux objectifs de sécurité pour la période 2008-2010 (taux de fréquence: 2008 (4,0); 2009 (3,5) et 2010 (3,0) - taux de gravité: 2008 (0,15); 2009 (0,13) et 2010 (0,11)). Les objectifs 2008 ont été maintenus au même niveau que 2007 pour permettre aux sites de déployer des plans d'action ciblés répondant à leurs besoins. Toutes les business units ont défini leurs propres objectifs de sécurité qui s'inscrivent dans ceux du Groupe. Depuis janvier 2008, tous les sites sont tenus d'établir un rapport relatif aux blessures enregistrables et à la sécurité des sous-traitants. Ces indicateurs additionnels serviront à identifier une gamme plus large de situations à risque et fourniront autant d'informations précieuses à l'heure d'améliorer la sécurité au travail. L'entreprise intégrera ces indicateurs dans le rapport annuel 2008.

### Sécurité des procédés

Dans le cadre des objectifs de sécurité consolidés du groupe, l'entreprise a aussi défini un objectif de sécurité des procédés. Si Umicore accorde une attention soutenue à l'amélioration de sa performance en matière de sécurité au travail, il fallait aussi qu'elle systématisait davantage la question de la sécurité des procédés. De nombreux sites traitent, utilisent et stockent des substances chimiques dangereuses, qui peuvent constituer un risque pour les travailleurs, les riverains et l'environnement. L'entreprise doit donc veiller à ce que ces risques soient cernés de manière systématique et que les mesures nécessaires soient prises pour les éviter, les atténuer ou les contourner. Tous les sites sont tenus d'élaborer et de mettre en œuvre des plans de sécurité des procédés ou de revoir leurs plans existants à l'horizon 2010. Parmi les principaux éléments de ces plans, citons l'identification de toutes les zones présentant un risque important, l'analyse des problèmes potentiels, le déploiement de mesures à la fois préventives et correctives, ainsi que la planification des interventions d'urgence et la formation en la matière.

FIG. 1: TAUX DE GRAVITÉ UMICORE POUR LE MONDE ENTIER

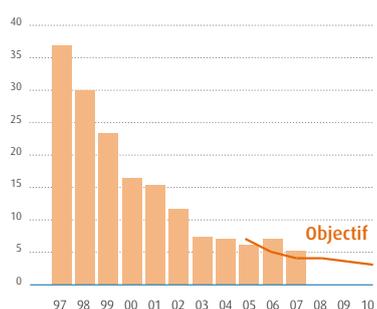
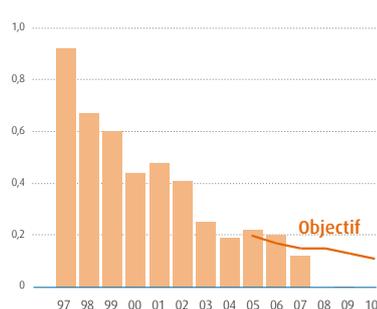


FIG. 2: TAUX DE FRÉQUENCE UMICORE POUR LE MONDE ENTIER



# GLOSSAIRE

## Contrôle biologique:

Évaluation du risque pour la santé et/ou de l'exposition aux substances chimiques industrielles par la mesure de la dose intracorporelle.

## Gaz à effet de serre:

Gaz qui contribuent au réchauffement de la planète (CO<sub>2</sub>, méthane, etc.).

## ISO 14000:

Norme de l'Organisation internationale de normalisation relative aux systèmes de gestion environnementale (réf. ISO).

## Biodiversité:

Diversité existante parmi les organismes vivants de tout type dont les écosystèmes terrestres, marins, aquatiques et mixte et les complexes écologiques dont ils font partie; ceci comprend la diversité au sein des espèces, entre les espèces et celle des écosystèmes.

## Matières secondaires:

Produits résiduels issus du cycle de production des matériaux primaires.

## Récupération:

Collecte des déchets dans l'optique de les réintégrer dans les procédés de recyclage.

## Matières recyclées:

Toutes matières arrivées en fin de leur premier cycle de vie et retraité afin de leur donner une deuxième, troisième, etc. vie.

## Évaluation des risques:

Évaluation des risques émanant des substances existantes pour l'homme (travailleurs et consommateurs) et pour l'environnement dans l'optique d'une meilleure gestion de ces risques.

## Développement durable:

Développement qui répond aux besoins des générations d'aujourd'hui, sans compromettre les besoins des générations futures (réf. Commission mondiale des Nations Unies sur l'environnement et le développement).

## Nanomatériaux:

Matériaux constitués de particules microscopiques ayant au moins une de leurs dimensions inférieure à 100 nanomètres.

## Global Reporting Initiative® (GRI):

Processus international à long terme dont la mission consiste à élaborer et à diffuser des lignes directrices pour la rédaction de rapports en matière de développement durable.

## Taux de fréquence des accidents avec journées de travail perdues:

Nombre d'accidents avec journées de travail perdues par million d'heures prestées. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

## Taux de gravité des accidents avec journées de travail perdues:

Nombre de journées de travail perdues par millier d'heures prestées. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

## Microgramme par gramme de créatinine:

Unité de mesure de la concentration d'un métal dans l'urine.

## Microgramme par décilitre de sang:

Unité de mesure de la concentration d'un métal dans le sang.

## Sécurité des procédés:

Questions de sécurité relatives à l'utilisation et au stockage de substances chimiques dangereuses qui peuvent représenter un risque pour les personnes et l'environnement à proximité.

## Accident avec journée de travail perdue:

Accident intervenant sur le lieu de travail et entraînant un arrêt de travail pendant au moins une journée.

## Blessure rapportable:

Blessure suite à un accident sur le lieu de travail et nécessitant plusieurs interventions de premiers soins ou un programme de travail adapté, à l'exclusion des accidents avec journées de travail perdues.

## BAT:

Best Available Technology (meilleure technologie disponible) visant à prévenir ou à réduire les émissions et l'impact sur l'environnement en tenant compte des coûts et bénéfiques (voir directive 96/61/CEE du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution).

## REACH:

« Enregistrement, Évaluation et Autorisation des substances Chimiques » (nouvelle politique chimique de l'Union Européenne).

## Nombre total des effectifs:

Nombre de travailleurs (ouvriers, employés, managers) salariés chez Umicore à la fin de la période concernée dont les temps partiels, les préretraites à temps partiel, et travailleurs temporaires et excepté les travailleurs avec un contrat suspendu et les sous-traitants.

## Départs volontaires:

Nombre de travailleurs partant de leur propre volonté (excepté mises à pied, retraite et fin de contrat à durée déterminée). Ce nombre se rapporte au dénombrement total des effectifs.

## Taux d'absentéisme:

Nombre total de jours de travail perdus pour cause de maladie excepté longue maladie et congés de maternité. Ce chiffre se rapporte au nombre total de jours de travail par an (260 jours).

## Jours de grève:

Nombre de jours perdus pour cause de grève. Ce chiffre exclut les jours non prestés par les travailleurs non-grévistes qui n'ont pas été en mesure de se présenter au travail. Les arrêts de travail de moins d'un jour ne sont pas pris en compte sauf s'ils se répètent sur une longue période.

#### Heures de formation par personne:

Nombre moyen d'heures de formation par travailleur - incluant les formations internes, externes et sur le terrain. Les formations sur le terrain peuvent comprendre les heures pendant lesquelles une personne est formée sur le lieu de travail sans être totalement productive. Le nombre total d'heures de formation est divisé par le nombre total des effectifs.

### Définitions financières

#### EBIT:

Résultat d'exploitation des entreprises consolidées (produits des investissements financiers inclus) + part du Groupe dans le résultat net des entreprises comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence.

#### EBIT non récurrent:

Inclut les éléments non récurrents relatifs aux mesures de restructuration, réductions de valeur d'actifs et autres produits et coûts de faits ou transactions qui sont clairement distincts des activités courantes de l'entreprise. Les réductions de valeur sur les stocks de métaux immobilisés de façon permanente au sein des activités sont incluses dans l'EBIT récurrent des business groups.

#### EBIT récurrent:

EBIT - EBIT non récurrent - effet IAS 39.

#### Marge opérationnelle récurrente:

EBIT récurrent des entreprises consolidées / revenus (hors métal).

#### Effet IAS 39:

Différences temporaires (de nature non-cash) dans la prise en compte de revenus, en cas de non application, ou l'impossibilité d'obtenir une comptabilité de couverture IAS aux:

- couvertures transactionnelles, ce qui implique que les éléments couverts ne peuvent pas être évalués à leur juste valeur de marché, ou
- couvertures structurelles, ce qui signifie que la juste valeur des instruments de couverture est reconnue dans les résultats au lieu des fonds propres jusqu'à ce que la transaction prévue ou l'engagement se réalise, ou
- dérivés implicites dans les contrats (entièrement) exécutés, qui implique que le changement de la juste valeur sur les dérivés implicites doit être reconnu dans le compte de résultats à l'opposé du composant non (entièrement) exécutés sur lequel le changement de juste valeur ne peut pas être reconnu dans le compte des résultats.

#### EBITDA:

EBIT + [amortissements + dépenses de nature non-cash autres qu'amortissements (c.-à-d. augmentation et reprises de provisions, réductions de valeur et reprises de réductions de valeur sur stocks, autres réductions de valeur) +/- effet IAS 39], des entreprises consolidées.

#### Revenus (hors métal):

Tous les éléments de revenus - valeur des métaux achetés.

#### ROCE (Rendement des capitaux engagés):

EBIT récurrent / capitaux engagés moyens. Les chiffres historiques, déjà publiés, ne sont pas révisés.

#### Capitaux engagés:

Fonds propres totaux - réserves juste valeur + dette financière nette + provisions pour avantages sociaux - impôts différés actifs et passifs - effet IAS 39

#### Investissements:

Investissements capitalisés en immobilisations incorporelles et corporelles.

#### Cash-flow avant financement:

Variation de la trésorerie d'exploitation + variation de la trésorerie d'investissement.

#### Dettes financières nettes:

Dettes financières à plus d'un an + dettes financières à un an au plus - placements de trésorerie et valeurs disponibles - prêts octroyés dans un contexte non-opérationnel.

#### Taux d'imposition réel récurrent:

charges d'impôts récurrentes/résultat récurrent avant impôts des sociétés consolidées.

#### EPS:

Bénéfice par action pour les actionnaires.

#### Bénéfice par action, de base:

Résultat net, part du Groupe / nombre moyen d'actions émises - actions détenues en propre.

#### Bénéfice par action (EPS) dilué:

Résultat net, part du Groupe / [nombre moyen d'actions émises - actions détenues en propre + (nombre de nouvelles actions potentielles à émettre en vertu des plans d'options sur actions existants x impact de dilution des plans d'options)].

#### Bénéfice par action (EPS) ajusté, de base:

Résultat récurrent net, part du Groupe / nombre total d'actions émises - actions détenues en propre.

#### Bénéfice par action (EPS) ajusté, dilué:

Résultat récurrent net, part du Groupe / [nombre moyen d'actions émises - actions détenues en propre + (nombre de nouvelles actions potentielles à émettre en vertu des plans d'options sur actions existants x impact de dilution des plans d'options)].

#### Capitalisation boursière:

Cours de clôture x nombre total d'actions émises.

#### NPAT:

Résultat net consolidé, part du Groupe, sans activités non continuées.

Les définitions financières reprises ci-dessus se rapportent à des indicateurs de performance non-IFRS, sauf celles du Bénéfice par action (EPS) de base et du Bénéfice par action (EPS) dilué.



# Groupe Umicore

## Comptes consolidés 2007

### Sommaire

<b>Compte de résultats consolidé</b>	<b>82</b>
<b>Bilan consolidé</b>	<b>83</b>
<b>Tableau de financement consolidé</b>	<b>84</b>
<b>État consolidé des profits et pertes reconnus</b>	<b>85</b>
<b>Annexes aux comptes consolidés</b>	<b>86</b>
1. Base de préparation	86
2. Principes comptables	86
3. Gestion des risques financiers	90
4. Hypothèses-clé et estimations comptables	91
5. Entreprises du Groupe	92
6. Conversion des états financiers libellés en devises étrangères	92
7. Information sectorielle	93
8. Regroupements d'entreprises	95
9. Résultat d'exploitation	95
10. Rémunérations et avantages sociaux	96
11. Coûts financiers nets	97
12. Produits des investissements financiers	97
13. Impôts sur le résultat	98
14. Immobilisations incorporelles autres que goodwill	99
15. Goodwill	100
16. Immobilisations corporelles	101
17. Participations mises en équivalence	102
18. Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés	103
19. Stocks	103
20. Créances commerciales et autres créances	104
21. Impôts différés	105
22. Liquidités et quasi-liquidités	106
23. Évolution des capitaux propres consolidés	106
24. Dettes financières	108
25. Dettes commerciales et autres dettes	109
26. Liquidité des dettes commerciales	110
27. Provisions pour avantages sociaux	112
28. Plans d'options sur actions accordés par la société	116
29. Provisions pour environnement	117
30. Provisions pour autres risques et charges	118
31. Instruments financiers par catégorie	119
32. Juste valeur des instruments financiers	121
33. Annexe au tableau de financement consolidé	124
34. Droits et engagements hors bilan	125
35. Passifs latents	126
36. Parties liées	127
37. Événements importants survenus après la clôture	127
38. Bénéfice par action	128
39. Opérations non continuées	129
40. Évolution des normes IFRS	129
<b>Comptes annuels abrégés de la société mère</b>	<b>130-131</b>
<b>Rapport du commissaire sur les comptes consolidés au 31 décembre 2007</b>	<b>132</b>

# Compte de résultats consolidé

		(EUR milliers)	
	Annexes	2006	2007
Chiffre d'affaires	9	8 205 713	8 309 909
Autres produits d'exploitation	9	101 916	129 851
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>8 307 629</b>	<b>8 439 760</b>
Approvisionnements et matières premières		-6 979 320	-7 039 391
Rémunérations et avantages sociaux	10	-504 727	-546 474
Amortissements et réductions de valeur	9	-131 240	-129 035
Autres charges d'exploitation	9	-422 011	-443 960
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>-8 037 298</b>	<b>-8 158 860</b>
<b>Produits des investissements financiers</b>	<b>12</b>	<b>11 118</b>	<b>28 094</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>281 449</b>	<b>308 994</b>
Produits financiers	11	12 002	20 284
Charges financières	11	-55 396	-55 440
Résultat de change	11	-266	-5 278
Résultat des sociétés mises en équivalence	17	32 159	25 455
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>269 948</b>	<b>294 016</b>
Impôts sur le résultat	13	-49 771	-57 460
<b>RÉSULTAT DES ACTIVITÉS CONTINUÉES</b>		<b>220 177</b>	<b>236 556</b>
Résultat des activités non continuées	39	-19 404	425 826
<b>RÉSULTAT DE LA PÉRIODE</b>		<b>200 773</b>	<b>662 382</b>
dont: Part du Groupe		195 848	653 083
Part des minoritaires		4 925	9 299
			(€)
Bénéfice par action (de base) pour activités continuées	38	1,70	1,81
Bénéfice par action (de base) total	38	1,55	5,21
Bénéfice par action (dilué) pour activités continuées	38	1,67	1,79
Bénéfice par action (dilué) total	38	1,52	5,15
Dividende par action		0,42	0,65*

\* proposé

Les annexes en pages 86 à 131 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Les chiffres 2006 du compte de résultats, et les annexes y afférant ont été redressés afin d'en retirer l'impact des activités non continuées. Le bilan et le tableau de financement n'ont pas été redressés.

# Bilan consolidé

(EUR milliers)

	Annexes	31/12/06	31/12/07
<b>ACTIFS LONG TERME</b>		<b>1 355 207</b>	<b>1 139 751</b>
Immobilisations incorporelles	14, 15	110 734	112 267
Immobilisations corporelles	16	716 386	622 685
Participations mises en équivalence	17	211 422	169 706
Actifs financiers disponibles à la vente	18	48 092	108 230
Prêts octroyés	18	2 606	2 651
Créances commerciales et autres créances	20	6 269	4 740
Impôts différés actifs	21	259 699	119 472
<b>ACTIFS COURT TERME</b>		<b>2 420 742</b>	<b>2 081 013</b>
Prêts accordés par l'entreprise	18	37 181	7 181
Stocks	19	1 152 272	968 668
Créances commerciales et autres créances	20	1 047 155	880 033
Impôts à récupérer		9 189	6 152
Actifs financiers disponibles à la vente	18	328	64
Liquidités et quasi-liquidités	22	174 617	218 914
Actifs des activités non continuées	39		64 558
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>3 775 949</b>	<b>3 285 323</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	23	<b>988 142</b>	<b>1 533 197</b>
<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>		<b>939 037</b>	<b>1 491 227</b>
Capital et primes d'émission		463 866	469 421
Résultats reportés et réserves		827 503	1 427 831
Écarts de conversion et autres réserves		-312 810	-109 062
Actions détenues en propre (-)		-39 521	-296 963
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>49 105</b>	<b>41 970</b>
Écart de conversion et autres réserves des activités non continuées	23		-2 645
<b>PASSIFS LONG TERME</b>		<b>813 614</b>	<b>519 274</b>
Provisions pour avantages sociaux	27	215 665	171 796
Dettes financières	24	400 074	181 201
Dettes commerciales et autres dettes	25	3 454	4 987
Impôts différés passifs	21	44 246	37 566
Provisions	29, 30	150 174	123 723
<b>PASSIFS COURT TERME</b>		<b>1 974 193</b>	<b>1 197 813</b>
Dettes financières	24	587 793	215 634
Dettes commerciales et autres dettes	25	1 279 896	864 816
Impôts		49 729	46 204
Provisions	29, 30	56 775	71 159
Passifs des activités non continuées	39		37 683
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>3 775 949</b>	<b>3 285 323</b>

Les annexes en pages 86 à 131 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Les chiffres 2006 du compte de résultats, et les annexes y afférant ont été redressés afin d'en retirer l'impact des activités non continuées. Le bilan et le tableau de financement n'ont pas été redressés.

# Tableau de financement consolidé

(EUR milliers)

	Annexes	31/12/06	31/12/07
Résultat des activités continuées		200 774	236 556
Ajustement pour résultat des sociétés mises en équivalence		-49 700	-25 455
Ajustement pour transactions non-cash	33	198 139	158 477
Ajustement pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement	33	69 194	53 703
Variation du besoin en fonds de roulement	33	-415 549	6 245
<b>Cash-flow d'exploitation</b>		<b>2 857</b>	<b>429 526</b>
Dividendes reçus		18 673	33 470
Taxes payées durant la période		-41 676	-56 554
<b>Variation de la trésorerie d'exploitation</b>	33	<b>-20 147</b>	<b>406 441</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles	16	-133 311	-148 902
Acquisition d'immobilisations incorporelles	14	-4 302	-4 005
Acquisition de participations consolidées (net des liquidités acquises)	8	-35 714	-82 315
Acquisition / augmentation de capital dans sociétés associées et joint-ventures		-2 977	-2 066
Acquisition d'immobilisations financières	18	-14 139	-1 891
Nouveaux prêts accordés	18	-37 188	-11 694
<b>Sous-total des acquisitions</b>		<b>-227 632</b>	<b>-250 873</b>
Cession d'immobilisations corporelles		11 492	9 514
Cession d'immobilisations incorporelles		3 409	966
Cession des participations consolidées et sociétés associées (net des liquidités cédées)		8 589	755 404
Liquidités de/vers activités non continuées			-177 211
Diminution de capital dans sociétés associées et joint-ventures		985	1 824
Cession d'immobilisations financières		7 169	30 479
Remboursement de prêts	18	2 814	2 054
<b>Sous-total des cessions</b>		<b>34 459</b>	<b>623 030</b>
<b>Variation de la trésorerie d'investissement</b>	33	<b>-193 173</b>	<b>372 158</b>
Augmentation de capital		6 948	5 555
Augmentation/diminution de capital dans minoritaires			445
Ventes (Achats) d'actions détenues en propre		-10 944	-257 441
Intérêts reçus		7 489	15 773
Intérêts payés		-39 649	-42 480
Nouveaux emprunts		894 784	193 592
Remboursements d'emprunts		-517 359	-704 891
Dividendes versés aux actionnaires Umicore		-48 537	-52 043
Dividendes versés aux minoritaires		-4 447	-1 095
<b>Variation de la trésorerie de financement</b>	33	<b>288 285</b>	<b>-842 584</b>
Impact de la variation de change sur la trésorerie		-4 440	-4 348
<b>Variation de la trésorerie nette des activités continuées</b>		<b>70 526</b>	<b>-68 332</b>
<b>Impact de la variation de périmètre et des activités non continuées sur les liquidités à l'ouverture</b>		<b>295</b>	<b>116 818</b>
<b>Situation nette de trésorerie à l'ouverture</b>	22	<b>92 122</b>	<b>162 943</b>
<b>Situation nette de trésorerie à la clôture</b>	22	<b>162 943</b>	<b>211 429</b>
dont liquidités et quasi-liquidités		174 617	218 914
dont découverts bancaires		-11 675	-7 485

Les annexes en pages 86 à 131 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Les chiffres 2006 du compte de résultats, et les annexes y afférant ont été redressés afin d'en retirer l'impact des activités non continuées. Le bilan et le tableau de financement n'ont pas été redressés.

# État consolidé des profits et pertes reconnus

(EUR milliers)

	Annexes	2006	2007
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente		16 337	-15 753
Mouvements des réserves de couvertures stratégiques		-249 020	33 596
Mouvements des réserves pour avantages postérieurs à l'emploi		518	14 790
Mouvements des réserves pour paiements en actions		7 712	5 812
Mouvements des impôts différés reconnus directement en réserves		86 143	-15 869
Mouvements des écarts de conversion		-44 021	-38 346
<b>Résultat net des activités continuées reconnu directement en réserves</b>	<b>23</b>	<b>-182 331</b>	<b>-15 769</b>
Résultat net des activités non continuées reconnu directement en réserves			215 065
Résultat de la période		200 773	662 382
<b>Résultat total reconnu</b>		<b>18 442</b>	<b>861 678</b>
dont: Part du Groupe		19 092	854 639
Part des minoritaires		-650	7 039

Les annexes en pages 86 à 131 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Annexes aux comptes consolidés

La publication des comptes annuels consolidés, ainsi que du rapport de gestion préparé conformément à l'article 119 du code des sociétés et repris aux pages 1 à 80 et 134 à 151, pour la période comptable se terminant le 31 décembre 2007 a été autorisée par le conseil d'administration d'Umicore le 19 mars 2008. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux réglementations et aux lois applicables aux états financiers consolidés des sociétés belges. Ils comprennent les états financiers de la société consolidante et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les sociétés mises en équivalence.

## 1 Base de la préparation

Le groupe présente ses états financiers conformément à tous les IFRSs adoptés par l'Union Européenne (UE).

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique, à l'exception de ce qui est mesuré à la juste valeur.

Les chiffres 2006 du compte de résultats, et des annexes y afférant ont été redressés afin d'en retirer l'impact des activités non continuées. Le bilan et le tableau de financement n'ont pas été redressés.

En conformité avec la norme IAS 33 § 64, toute l'information contenue dans les états financiers suivants a été mise à jour afin de prendre en compte la scission de chaque action par cinq réalisée le 29 février.

## 2 Principes comptables

### 2.1 PRINCIPES DE CONSOLIDATION ET DE SEGMENTATION

Umicore a retenu la méthode de consolidation par intégration globale pour les filiales dont elle détient le contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle de façon à obtenir les avantages découlant des activités de la filiale. Le contrôle est généralement établi lorsque Umicore détient directement ou indirectement via ses filiales, plus de 50 % des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à partir de la date où le Groupe détient le contrôle et ne le sont plus à partir de la date à laquelle le contrôle a cessé.

Une liste des principales filiales du Groupe à la date de clôture est fournie à l'annexe 5.

La méthode dite de « purchase accounting » est appliquée aux entreprises acquises. L'actif et le passif de la société acquise sont mesurés à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Le coût de l'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs cédés, des actions émises ou du passif assumé à la date de l'acquisition, ainsi que les coûts directement liés à l'acquisition. La partie du coût de l'acquisition qui dépasse la part du Groupe dans la juste valeur d'actif net de la filiale est comptabilisée comme goodwill (voir chapitre 2.6. Immobilisations incorporelles et Coûts des transactions en capital). Si la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif net dépasse le coût d'acquisition, l'excédent est immédiatement reconnu en produit.

Les transactions intra-groupe, soldes et gains non réalisés sur les transactions entre sociétés du Groupe sont éliminées. Les pertes latentes sont aussi éliminées, à moins qu'elles n'indiquent une perte de valeur. Au besoin, les règles comptables des filiales ont été adaptées pour assurer la cohérence avec celles du Groupe Umicore.

Une entreprise associée est une entreprise pour laquelle la société exerce une influence notable sur la politique financière et opérationnelle, sans toutefois la contrôler. C'est en général le cas si la société détient entre 20 et 50 % des droits de vote. Une joint-venture est un accord contractuel en vertu duquel la société et d'autres parties exercent directement ou indirectement une activité économique sous contrôle conjoint.

Les entreprises associées et les joint-ventures sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En vertu de cette méthode, la part du Groupe dans les profits ou pertes postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans le compte de résultats, et la part du Groupe dans les mouvements des réserves postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans les réserves.

Les profits non réalisés sur les transactions entre la société et ses entreprises associées ou joint-ventures sont éliminés proportionnellement à la quote-part que détient la société dans les entreprises associées et joint-ventures. Les pertes latentes sont également éliminées, sauf si la transaction indique une réduction de valeur.

Les participations dans des sociétés qui ne sont pas consolidées globalement ni mises en équivalence sont rapportées comme actifs financiers disponible à la vente.

Les participations de la société dans ses entreprises associées et joint-ventures comprennent le goodwill découlant de l'acquisition, net d'amortissements cumulés.

La liste des principales entreprises associées et joint-ventures de la société à la date de clôture est fournie à l'annexe 17.

L'annexe 7 présente l'information sectorielle. Un secteur d'activités est un groupe d'actifs et d'opérations qui sont engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est engagé dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La segmentation primaire du groupe est basée sur les secteurs d'activité, la segmentation secondaire est basée sur les secteurs géographiques.

### 2.2 COMPTABILITÉ D'INFLATION

Au 31 décembre 2007, le Groupe Umicore ne comprend aucune filiale dont les comptes sont établis dans la devise d'une économie hyper-inflationniste.

### 2.3 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Devise fonctionnelle : les états financiers de chaque entité du Groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la devise fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, devise fonctionnelle de la société mère. Pour les besoins de la consolidation du Groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit :

- les actifs et passifs au taux de clôture, publié par la Banque Centrale Européenne;
- les produits et les charges au taux moyen de l'année;
- les éléments des capitaux propres au taux de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, joint-ventures et entreprises associées étrangères au taux de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique « Écarts de conversion ».

Lorsqu'une entité est liquidée ou vendue, les différences de change qui étaient enregistrées dans les capitaux propres sont reconnues dans le compte de résultats comme faisant partie du gain ou de la perte sur la vente.

Le goodwill et la mise à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité concernée et sont convertis au taux de clôture.

### 2.4 TRANSACTIONS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les transactions en devises étrangères sont d'abord comptabilisées dans la devise fonctionnelle de chaque entité au taux de change en vigueur à la date de la transaction. La date de transaction est la date à laquelle la transaction peut être reconnue. Pour des raisons pratiques, un taux qui s'approche du taux actuel à la date de la transaction est utilisé pour certaines opérations, par exemple un taux moyen pour la semaine ou le mois dans lequel la transaction se déroule.

Ensuite, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture du bilan. Les gains et pertes résultant des transactions en devises étrangères et de la conversion des actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont comptabilisés comme résultats financiers dans le compte de résultats.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, la société a conclu certains contrats à terme et options (voir chapitre 2.21. Instruments de couverture).

### 2.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont reprises au bilan à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur. Les coûts comprennent tous les coûts directs ainsi qu'une part adéquate des coûts indirects encourus pour mettre l'actif en état de remplir la fonction qui lui est impartie.

Les coûts d'emprunt ne sont pas capitalisés. Tous les coûts d'emprunt sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

Les coûts de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économiques futurs des actifs sont pris en charge lorsqu'ils sont encourus. Dans le cas contraire, ils sont incorporés comme éléments séparés dans les immobilisations corporelles. Les éléments qui sont régulièrement remplacés sont comptabilisés séparément vu que leur durée de vie est différente de celle des autres rubriques reprises dans les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

La méthode de l'amortissement linéaire est appliquée pendant la durée de vie utile estimée des actifs. La durée de vie est la période de temps pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif. Les durées de vie utilisées sont définies pour chaque type d'immobilisation comme suit :

<b>Terrains :</b>	Non amortissables
- Bâtiments industriels	20 ans
- Améliorations aux bâtiments	10 ans
- Autres bâtiments, tels que bureaux et laboratoires	40 ans
- Maisons et immeubles d'habitation	40 ans
<b>Installations, machines et outillage :</b>	10 ans
- Fours	7 ans
- Petit outillage	5 ans
<b>Mobilier et matériel roulant :</b>	
- Matériel roulant	5 ans
- Matériel de manutention mobile	7 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans
- Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

Dans le cas d'acquisition ou de construction de nouveaux actifs, la durée de vie résiduelle est évaluée séparément au moment de la demande d'investissement et peut être différente des valeurs standard reprises ci-dessus.

À la clôture de chaque bilan, les actifs sont examinés en vue de déterminer si leur valeur comptable est récupérable sous la forme de bénéfices futurs. Si le montant récupérable est devenu inférieur à la valeur comptable, une réduction de valeur est identifiée et comptabilisée en charge d'exploitation. Pour l'évaluation des réductions de valeur, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie au niveau le plus bas pour lequel il existe un flux de trésorerie identifiable séparément (voir point 2.12. Réductions de valeur des actifs).

Une unité génératrice de trésorerie constitue le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des fonds à partir d'une utilisation continue, et qui sont largement indépendants de ceux des autres actifs ou groupes d'actifs.

## 2.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET COÛTS DES TRANSACTIONS EN CAPITAL

### 2.6.1 Coûts des transactions en capital

Les frais de constitution et d'augmentation de capital sont déduits des fonds propres.

### 2.6.2. Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale, entreprise associée ou entité contrôlée conjointement par rapport à la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif et du passif identifiables de celle-ci à la date d'acquisition. Les goodwills sont reconnus à leur valeur historique déduction faite d'éventuelles réductions de valeur cumulées.

Dans le bilan, le goodwill sur entreprises associées et joint-ventures figure au poste « Participations mises en équivalence », avec l'investissement lui-même.

Pour l'évaluation de la réduction de valeur, le goodwill est alloué à une unité génératrice de trésorerie. À chaque clôture du bilan, les unités génératrices de trésorerie sont examinées pour y détecter des indices de réductions de valeur potentielles. Cela signifie qu'une analyse est faite pour déterminer si la valeur comptable du goodwill alloué à une unité génératrice de trésorerie est entièrement récupérable. Si tel n'est pas le cas, une réduction de valeur sera prise et reconnue en compte de résultats. Ces réductions de valeur ne sont jamais extournées.

L'excédent de la part de l'acquéreur dans la juste valeur de l'actif net acquis sur le coût d'acquisition est reconnu immédiatement dans le compte de résultats.

### 2.6.3. Recherche et développement

Les coûts de recherche exposés dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou technologiques sont comptabilisés en charges, dans la période où ils sont encourus.

Les coûts de développement représentent le coût de la conception de produits nouveaux ou substantiellement améliorés ainsi que des procédés préalables à la production ou l'utilisation commerciale. Ils sont portés au bilan si, entre autres choses, les conditions suivantes sont remplies :

- l'immobilisation incorporelle est à même de générer des bénéfices économiques futurs, ou, en d'autres termes, son potentiel commercial est clairement démontré ;
- les coûts liés au procédé ou au produit sont clairement identifiables et mesurables de façon fiable.

S'il est difficile de distinguer clairement les coûts de recherche et de développement, ils sont considérés comme coûts de recherche. Si les coûts de développement sont immobilisés, ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la période de bénéfice escomptée.

### 2.6.4. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles reprises ci-dessous sont enregistrées à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur, à l'exception des droits d'émission de CO<sub>2</sub>, attribués par le gouvernement qui sont évalués à leur valeur de marché à la date de l'attribution.

- Brevets et licences : amortis sur la période de protection légale ;
- Logiciels et frais de développement interne connexes : amortis en 5 ans ;
- Droits d'émission de CO<sub>2</sub> : ne sont pas amortis mais peuvent être réduits de valeur ;
- Droits d'usage de terrains : amortis linéairement sur la durée du contrat.

## 2.7 LEASE

Les opérations de leasing peuvent revêtir deux formes :

### 2.7.1. Leasing financier

Le leasing dans le cadre duquel la société assume l'essentiel des risques et des avantages inhérents à la propriété est considéré comme un leasing financier. Les leasings financiers sont repris à la valeur actuelle des paiements sous-jacents estimée au moment de la conclusion du leasing, ou à la valeur de marché estimée des biens si celle-ci est inférieure, diminuée des amortissements cumulés.

Tous les paiements à effectuer dans le cadre de tels contrats sont répartis entre les remboursements de la dette et une charge financière afin d'obtenir sur toute la durée du leasing un taux d'intérêt constant sur le solde de la dette. Les obligations correspondantes, hors intérêts, sont reprises en dettes financières long terme au passif du bilan. La part des paiements correspondant aux intérêts est prise en charge au compte de résultats sur la durée du leasing. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre de contrats de leasing financier sont amorties sur la durée du contrat de location ou sur leur durée d'utilité si celle-ci est plus courte.

### 2.7.2. Leasing opérationnel

Le leasing dans le cadre duquel l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien reste entre les mains du bailleur, est considéré comme un leasing opérationnel. Le Groupe a des contrats de leasing métal vis-à-vis de banques (in/out) et de tiers pour des périodes déterminées, généralement à court terme, et pour lesquels le Groupe paye ou reçoit des droits. Les leasings métal des tiers sont classifiés comme leasing opérationnel et sont inclus dans les droits et engagements hors bilan (voir l'annexe 32) Les paiements et reçus effectués à ce titre sont reconnus comme une charge opérationnelle ou un revenu dans le compte de résultats en utilisant la méthode linéaire.

## 2.8 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE, EMPRUNTS ET CRÉANCES LONG TERME

Tous les mouvements dans les actifs financiers disponibles à la vente, les emprunts et les créances long terme sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont enregistrés à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés dus aux changements de juste valeur sont reconnus dans les capitaux propres en réserves pour actifs financiers. Lorsque ces actifs sont vendus ou réduits de valeur, le cumul des changements de juste valeur comptabilisés en capitaux propres est porté au compte de résultats.

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'éventuelles réductions de valeur.

Les réductions de valeurs sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la valeur de l'actif.

Les actions propres sont déduites des capitaux propres.

## 2.9 STOCKS

Les stocks sont comptabilisés au plus faible de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. Le coût d'acquisition comprend les coûts directs d'achat ou de fabrication et une allocation appropriée des frais généraux.

Les stocks se divisent en :

1. Produits de base avec couverture métaux
2. Produits de base sans couverture métaux
3. Consommables
4. Acomptes payés
5. Commandes en cours d'exécution.

Les produits de base avec couverture métaux sont des produits contenant des métaux sujets à des risques de fluctuations de prix et pour lesquels Umicore applique une politique de couverture de risques active afin de minimiser les effets négatifs potentiels sur la performance financière du Groupe. Le contenu métal est classé dans des catégories

qui reflètent leur nature spécifique et leur utilité commerciale. Selon la catégorie, des mécanismes de couverture appropriés sont appliqués. La méthode du coût moyen pondéré est appliquée par catégorie de stocks sauf pour les stocks valorisés à la juste valeur (voir Chapitre 2.21. Instruments de couverture).

Les produits de base sans couverture métaux et les consommables sont également valorisés au coût moyen pondéré.

Des réductions de valeur sur stock sont reconnues quand la rotation est lente ou quand la valeur comptable dépasse la valeur nette réalisable, ce qui signifie le prix de vente estimé moins les coûts estimés d'exécution et les coûts estimés pour réaliser la vente. Les réductions de valeur sont présentées séparément.

Les acomptes payés sont des paiements aux fournisseurs sur des transactions pour lesquelles la livraison physique des biens n'a pas encore eu lieu. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale.

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées selon l'état d'avancement des travaux.

## 2.10 CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Les créances commerciales et autres créances sont valorisées au coût amorti; c'est-à-dire, à la valeur actualisée nette du montant à recevoir. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique. Les créances non recouvrables sont réduites de valeur. Les réductions de valeurs sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la créance.

Les créances commerciales pour lesquelles substantiellement tous les risques et bénéfices ont été transférés ne sont pas reconnues au bilan.

Cette rubrique comprend également la juste valeur positive des produits financiers dérivés.

## 2.11 LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS

La trésorerie comprend la caisse et les comptes à vue. Les quasi-liquidités sont des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de cash, qui ont une échéance inférieure ou égale à trois mois, et qui ne présentent pas un risque important de changement de valeur.

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale ou au coût amorti. Les découverts bancaires sont inclus dans le passif court terme du bilan.

## 2.12 RÉDUCTIONS DE VALEUR DES ACTIFS

Les immobilisations corporelles, ainsi que les autres actifs long terme, y compris les actifs financiers non détenus à des fins de transaction et les immobilisations incorporelles, sont revus afin de déterminer la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être entièrement récupérée. En présence d'une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable est le prix de vente net de l'actif ou sa valeur d'usage si celle-ci est plus élevée. Pour estimer le montant récupérable d'un actif individuel, la société détermine souvent le montant récupérable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Une réduction de valeur est immédiatement prise en charge lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse la valeur recouvrable.

Une reprise de réduction de valeur est comptabilisée lorsqu'il apparaît que la réduction de valeur de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie n'est plus justifiée ou a diminué. Une réduction de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas le montant tel qu'il serait apparu, après amortissements, si la réduction de valeur n'avait pas été prise en compte.

## 2.13 CAPITAL SOCIAL ET BÉNÉFICE REPORTE

### A. Rachat de capital

Lorsqu'une des sociétés du groupe rachète des actions de la société (actions détenues en propre), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts marginaux directement attribuables nets d'impôt sur le résultat, est déduit des fonds propres dans la rubrique « actions détenues en propre ». Aucun résultat n'est reconnu lors de l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation d'actions propres. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts marginaux directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

B. Les coûts marginaux attribuables à l'émission de nouvelles actions sont enregistrés nets d'impôts dans les capitaux propres en déduction de la valeur d'émission.

C. Les dividendes de la société mère ne sont reconnus en dettes qu'après approbation par l'assemblée générale des actionnaires.

## 2.14 INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part des tiers dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes ultérieures.

Dans le compte de résultats, la participation minoritaire dans le bénéfice ou la perte de la société figure séparément de la part du Groupe dans le résultat consolidé.

## 2.15 PROVISIONS

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque :

- Une obligation (légale ou implicite) résulte d'un événement passé ;
- Il est probable que des ressources devront être affectées à l'exécution de cette obligation ;
- Il est possible de procéder à une estimation fiable du montant de l'obligation.

Une obligation implicite est une obligation qui résulte des actes de l'entreprise qui, sur base d'un modèle établi de pratiques passées ou de politiques affichées, a manifesté son intention d'accepter certaines responsabilités, suscitant en conséquence l'attente de la voir assumer ces responsabilités.

Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, à la clôture du bilan, en tenant compte de la probabilité de survenance de l'événement. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est matériel, le montant de la provision est égal à la valeur actualisée de la dépense considérée comme nécessaire pour éteindre l'obligation. Le résultat de l'actualisation annuelle éventuelle de la provision est comptabilisé en résultat financier.

Les principaux types de provision comprennent :

1. Provisions pour avantages sociaux (voir chapitre 2.16. Avantages sociaux)
2. Obligations environnementales

Les provisions environnementales sont établies sur base des obligations légales et implicites résultant d'événements passés, conformément à la politique environnementale affichée par la société et la législation en vigueur. Le montant total de la provision est comptabilisé au moment où l'événement sous-jacent surgit. Lorsque l'obligation est liée à la production/activité, la provision est reconnue progressivement en fonction de l'usage normal ou du niveau de production.

3. Autres provisions

Il s'agit ici des provisions pour litiges, contrats déficitaires, garanties, risques sur investissements en titres, et restructurations. Une provision pour restructuration est constituée lorsque la société a approuvé un plan de restructuration formel et détaillé, et que la restructuration a commencé ou a été annoncée publiquement avant la clôture du bilan. Toute provision pour restructuration comprend uniquement les coûts directement liés à la restructuration, nécessairement occasionnés par la restructuration et non liés à l'activité poursuivie par l'entreprise.

## 2.16 AVANTAGES SOCIAUX

### 2.16.1. Avantages à court terme

Il s'agit ici des rémunérations et charges sociales, des vacances annuelles payées et des congés de maladie, des bonus et des avantages non financiers, pris en charge dans l'exercice. Les bonus sont octroyés à tous les cadres de la société, en fonction d'indicateurs clés de performance. Le montant du bonus est comptabilisé en tant que charge, suivant une estimation à la clôture du bilan.

### 2.16.2. Autres avantages postérieurs à la pension (pensions, soins médicaux)

La société a mis en place plusieurs plans de pension et de soins médicaux, conformément aux conditions et pratiques des pays où elle opère. Ces régimes sont généralement financés par des paiements à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds de pension.

#### 2.16.2.1 Régimes à prestations définies

La société a pris en compte toutes ses obligations légales et implicites, tant dans le cadre des régimes à prestations définies que des pratiques informelles de la société.

Le montant inscrit au bilan est le résultat de calculs actuariels (en appliquant la méthode dite « projected unit credit »). Il représente la valeur actualisée des obligations liées aux régimes à prestations définies, corrigée du coût non comptabilisé des prestations passées, et diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Le coût non comptabilisé des prestations passées résulte de l'introduction de nouveaux régimes d'avantages ou de changements dans les avantages dus au titre du régime existant. Le coût des prestations passées pour lesquelles les avantages ne sont pas encore acquis (l'employé doit prêter pour bénéficier de l'avantage) sont amortis linéairement sur la période moyenne, jusqu'au moment où l'avantage nouveau ou modifié est acquis.

Les gains et pertes actuariels, découlant de changements d'hypothèses actuarielles de régimes à prestations définies postérieurs à la pension, sont reconnus en fonds propres dans l'état consolidé des profits et pertes reconnus en réserves dans le poste « réserves pour avantages au personnel ».

### 2.16.2.2. Régimes à cotisations définies

La société paie des cotisations dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les frais de personnel.

### 2.16.3. Autres avantages à long terme octroyés au personnel (primes d'ancienneté)

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Les obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

### 2.16.4. Avantages en cas de départ (plans de préretraite, autres obligations en matière de fin de contrat)

Ces avantages naissent lorsque la société décide de mettre fin au contrat d'un membre du personnel avant la date normale de sa retraite, ou lorsque l'employé accepte volontairement de partir en échange de ces avantages. Lorsqu'elles sont raisonnablement prévisibles suivant les conditions et pratiques des pays où la société opère, les obligations futures sont également comptabilisées.

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Ces obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

### 2.16.5. Rémunérations en actions ou liées aux actions (paiements fondés sur des actions IFRS 2)

Différents programmes d'options sur actions et de plans d'actions permettent au personnel de la société et à ses cadres supérieurs d'acquérir ou d'obtenir des parts de la société. Le prix d'exercice des options ou des actions est égal à la valeur de marché des actions (sous-jacentes) à la date d'octroi des options. L'octroi de ces options ne donne pas lieu à la comptabilisation de rémunérations ou d'obligations. Au moment où l'option est exercée, les actions détenues en propre sont utilisées. Pour les plans d'actions, les actions sont données au bénéficiaire à partir d'actions propres existantes.

Les options et actions sont irrévocablement acquises dès leur date d'octroi. Leur juste valeur est reconnue comme une charge sociale avec une augmentation correspondante de la réserve pour paiements fondés sur des actions. Pour les options, la charge à reconnaître est calculée par un actuaire suivant un modèle tenant compte de toutes les caractéristiques des options, de la volatilité de l'action sous-jacente et d'une estimation du calendrier d'exercice.

### 2.16.6. Présentation

L'impact des avantages du personnel sur le résultat est comptabilisé en résultat opérationnel sauf les intérêts et les effets de l'actualisation qui sont repris en résultats financiers.

## 2.17 DETTES FINANCIÈRES

Tous les mouvements dans les dettes financières sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les emprunts sont initialement enregistrés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Ensuite, ils sont valorisés à leur coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte des frais d'émission éventuels, ristournes et primes d'émission. Toute différence entre le coût et la valeur de rachat est inscrite au compte de résultats à partir du remboursement.

## 2.18 DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Les dettes commerciales et autres dettes sont valorisées au coût amorti; c'est-à-dire, à la valeur actualisée nette du montant à payer. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique.

Cette rubrique comprend également la juste valeur négative des produits financiers dérivés.

## 2.19 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend l'impôt courant et différé. Ces impôts sont calculés conformément aux règles fiscales en vigueur dans chaque pays où la société opère.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés (ou à récupérer) relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable (liability method) sur les différences temporaires entre la base fiscale de l'actif et du passif et leur valeur comptable telle qu'elle figure dans les états financiers. Ces impôts sont déterminés suivant les taux d'imposition en vigueur à la date de clôture ou au taux futur annoncé formellement par le gouvernement.

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que des produits futurs imposables seront disponibles pour y imputer les différences temporaires.

Les impôts différés actifs et passifs sont soldés et présentés nets uniquement lorsqu'ils concernent des sommes exigées par les mêmes autorités fiscales de la même entité taxable.

## 2.20 PRODUITS

### 2.20.1 Marchandises vendues et services rendus

Les produits de la vente de biens issus d'activités de transformation sont comptabilisés lorsque les risques et les avantages significatifs relatifs à la propriété ont été transférés à l'acheteur, et qu'il ne subsiste pas d'incertitude significative quant au recouvrement du prix dû, aux frais associés ou à l'éventuel retour des biens.

Les produits des activités de raffinage et les services sont comptabilisés en fonction du stade d'achèvement de la transaction, lorsqu'il peut être mesuré avec fiabilité.

### 2.20.2 Subsidés

Un subside est d'abord comptabilisé au bilan comme revenu à recevoir lorsque l'on est raisonnablement sûr de le percevoir et de remplir les conditions y afférentes. Les subsidés sont comptabilisés dans le compte de résultats sur la période correspondant aux coûts qu'ils doivent compenser.

## 2.21 INSTRUMENTS DE COUVERTURE

La société utilise des produits dérivés dans le but de réduire l'exposition aux fluctuations des taux de change, des prix des métaux, des taux d'intérêts et des autres risques du marché. La société utilise principalement des contrats au comptant et à terme pour couvrir les risques liés aux métaux et aux devises, tandis que des swaps couvrent les risques liés aux taux d'intérêts. Les opérations effectuées sur les marchés à terme ne sont pas de nature spéculative.

### 2.21.1. Risques transactionnels - couverture en juste valeur

Les produits dérivés utilisés afin de protéger la juste valeur des éléments qu'ils couvrent (actifs, passifs et engagements fermes), sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de l'opération.

Les produits dérivés sont ensuite inscrits au bilan à leur juste valeur, suivant le mécanisme « mark-to-market » (par référence au marché). Tous les profits et pertes des positions soldées sont immédiatement inscrits au compte de résultats, dans le résultat d'exploitation s'ils concernent les métaux et dans les résultats financiers dans tous les autres cas.

Les éléments couverts (essentiellement les engagements physiques et les stocks commerciaux) sont valorisés à la juste valeur lorsque la comptabilité de couverture peut être documentée conformément aux critères définis par IAS39.

En l'absence de l'obtention de la comptabilité de couverture à juste valeur à la création, telle que définie par IAS39, les éléments couverts sont maintenus au coût historique et restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires: le plus bas du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS37). (voir également l'annexe 2.22 - Effet IAS 39)

Lorsqu'une filiale ou une unité génératrice de trésorerie du Groupe acquiert du métal via un contrat dans le but de le revendre dans un délai très court, après la livraison, pour tirer profit de la fluctuation des prix des métaux, le stock est alors revalorisé à sa juste valeur via le compte de résultats et les engagements physiques ou papiers associés sont considérés comme produits dérivés et également revalorisés à leur juste valeur via le compte de résultats.

### 2.21.2. Risques structurels - couverture des flux de trésorerie

Les instruments financiers et produits dérivés destinés à la protection de flux de trésorerie futurs, sont désignés comme « cash flow hedges » dans la comptabilité de couverture.

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments financiers satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les capitaux propres. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultats au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat. Lorsqu'un instrument de couverture parvient à maturité, est vendu, ou exercé avant que la transaction sous-jacente ne soit comptabilisée, le profit ou la perte cumulé inscrit en capitaux propres existant à ce moment-là est maintenu en capitaux propres, puis est ultérieurement comptabilisé dans le compte de résultat lorsque la transaction prévue est comptabilisée.

Si la transaction couverte n'est plus probable ou si la couverture devient inefficace, alors les gains ou les pertes qui ont été accumulés en capitaux propres sont immédiatement recyclés en compte de résultats.

En l'absence de l'obtention de la comptabilisation de la couverture des flux de trésorerie à la création telle que définie par IAS 39, la juste valeur des instruments de couverture sous-jacent est reconnue dans le compte de résultat au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagé (voir également l'annexe 2.22 Effet IAS 39)

### 2.21.3 Dérivés incorporés

Les contrats exécutoires (le « contrat hôte ») peuvent parfois contenir des dérivés incorporés. Les dérivés incorporés peuvent avoir comme conséquence de modifier les flux de trésorerie initialement prévus dans le contrat hôte en fonction du taux d'intérêt, du prix de l'instrument financier, du prix des matières, des taux de change ou de toute autre variable. Si le dérivé incorporé n'est pas fermement lié au contrat hôte, il est extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément selon IAS 39. Le contrat hôte est comptabilisé selon la règle applicable au contrat exécutoire, ce qui signifie qu'il n'est reconnu au bilan ou au compte de résultats qu'au moment de la réalisation du contrat (voir également l'annexe 2.22 – Effet IAS 39).

### 2.22 Résultats non récurrents et effet IAS 39

Les résultats non récurrents résultent principalement de mesures de restructuration, de réductions de valeur d'actifs et d'autres profits ou pertes provenant d'activités ou d'événement ne faisant résolument pas partie de l'activité ordinaire de la société.

L'effet IAS39 résulte de différences temporaires en terme de revenus dues à la non application ou la non possibilité d'obtention de la comptabilité de couverture, telle que définie par IAS39, aux :

- Instruments de couverture transactionnels. Ceci signifie que les éléments couverts ne peuvent plus être mesurés à la juste valeur mais restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus faible du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS37).
- Instruments de couverture structurels. Ceci signifie que la juste valeur de l'instrument de couverture lié est enregistrée dans le compte de résultats au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée.
- Dérivés incorporés dans des contrats exécutoires. Ceci signifie que la juste valeur sur les dérivés incorporés est reconnue dans le compte de résultats à l'opposé du composant exécutoire pour lequel aucune mesure de la juste valeur n'est permise.

L'effet de IAS39 est détaillé dans l'annexe 9.

## 3 Gestion des risques financiers

Toutes les activités du Groupe sont exposées à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des métaux, les taux de change, certaines conditions commerciales dictées par le marché et les taux d'intérêts, ainsi que les risques de crédit et les risques de liquidités. Le programme général de gestion des risques du Groupe vise à minimiser les effets de ces facteurs sur la performance financière de l'entreprise. À cet effet, des instruments financiers sont utilisés pour couvrir les risques.

### 3.1 RISQUES LIÉS AUX DEVICES

Pour Umicore, les risques liés aux devises sont de trois types distincts : structurel, transactionnel et de conversion.

#### 3.1.1. Risque structurel

Une partie des revenus d'Umicore est structurellement liée au dollar américain (USD) alors que la majorité des opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (en particulier en Europe et en Asie). Tout changement dans le taux de change entre le dollar et l'euro ou tout autre devise non liée au dollar exerce un impact significatif sur les résultats de la société.

La majeure partie de l'exposition d'Umicore provient du fait que le prix des métaux est fixé en dollar, ce qui se répercute sur la valeur des excédents de métaux récupérés dans les matières à traiter.

Umicore a pour politique de couvrir son exposition structurelle au risque de change, soit en combinaison avec la couverture du risque métal, soit isolément, lorsque les taux de change ou le prix des métaux exprimés en euros sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées.

En l'absence de toute couverture du risque de change non lié aux prix des métaux, et au taux de change en vigueur à la fin de 2007, une appréciation de l'USD à hauteur de 1 cent US par euro entraînerait une augmentation du résultat d'exploitation de l'ordre de EUR 1 million par an. Inversement, un affaiblissement de l'USD de 1 cent US par EUR entraînerait une baisse du résultat d'exploitation du même ordre.

Ce niveau de sensibilité à court terme est cependant quelque peu théorique, car souvent, le taux de change peut entraîner à la fois des modifications dans les conditions commerciales négociées en USD et des éléments échappant au contrôle d'Umicore, tels que l'influence que le taux de change du dollar US peut avoir sur les prix des métaux exprimés en dollars, prix dont les mouvements influencent les résultats d'Umicore (voir plus bas : Risques liés aux prix des métaux). Il existe également une certaine sensibilité par rapport à d'autres devises, notamment le réal brésilien, le rand sud-africain et le won coréen.

#### Couverture structurelle des devises

Au moment d'écrire ces lignes, aucune couverture structurelle n'est en place concernant la sensibilité aux devises non liée au prix des métaux.

### 3.1.2. Risque transactionnel

L'entreprise est par ailleurs sujette à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client ou un fournisseur et celui du règlement de la transaction. La politique du Groupe est de couvrir le risque transactionnel de la manière la plus étendue possible, principalement par le biais de contrats à terme.

#### 3.1.3. Risque de conversion

Umicore, entreprise internationale, possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en euro. Lorsque les résultats et les bilans de ces entités sont consolidés dans les comptes du Groupe Umicore, la conversion de ces montants est exposé aux variations dans la valeur des devises locales contre l'Euro, principalement l'USD, le réal Brésilien, le won Coréen, le yuan Chinois et le rand d'Afrique du Sud. Umicore ne se couvre pas contre ce risque.

## 3.2 RISQUES LIÉS AUX PRIX DES MÉTAUX

Les risques liés aux prix des métaux peuvent être répartis en trois catégories distinctes : structurels, transactionnels et les risques liés aux stocks.

### 3.2.1. Risque structurel

Umicore encourt des risques structurels liés aux prix des métaux. Ces risques résultent principalement de l'impact qu'exercent les prix des métaux sur les frais de traitement ou raffinage et sur les excédents de métaux récupérés dans les matières à traiter. Umicore a pour politique de couvrir son exposition au risque métal lorsque les prix des métaux exprimés en euros sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées. L'ampleur de la couverture dépend de la liquidité des marchés concernés.

Le segment Métaux Précieux – Services recycle du platine, palladium, rhodium, or et argent, mais également une douzaine d'autres métaux spéciaux et de base comme l'indium et le sélénium. Dans ce segment, la sensibilité à court terme des revenus et du résultat opérationnel au prix des métaux précieux est matérielle. Cependant, étant donné la variabilité de l'approvisionnement en matières premières dans le temps et la durée variable des contrats de livraison négociés, il n'est pas approprié de fournir une sensibilité fixe à un métal en particulier. De manière générale, un prix des métaux plus élevé tend à améliorer les revenus du secteur d'activité Métaux Précieux – Services. Dans « Zinc Specialties » et l'activité Cobalt de Matériaux Avancés, une sensibilité inhérente existe respectivement au prix du zinc et du cobalt. Cela est dû principalement au recyclage/raffinage de ces métaux dans chacune des activités. De manière générale, un prix des métaux plus élevé apporte des bénéfices à court terme pour la rentabilité de chacune des activités. Cependant, d'autres conditions commerciales, largement indépendantes du prix des métaux tels que les marges sur les produits, sont également d'importants et d'indépendants générateurs de revenus et de rentabilité.

L'impact d'un changement de prix pour les autres métaux et les autres activités n'est pas particulièrement significatif au niveau du Groupe.

#### Couverture structurelle des métaux

Pour certains métaux cotés sur les marchés de produits dérivés, Umicore couvre une partie de son exposition métal future. Cette couverture est basée sur une documentation démontrant une grande probabilité des flux de trésorerie futurs basés sur le prix des métaux et découlant des contrats commerciaux conclus. Dans le passé, Umicore a déjà couvert une partie de son exposition pour 2007 et 2008. Dans le courant de 2007, suite à une visibilité croissante des accords commerciaux futurs, Umicore a étendu ses couvertures afin de couvrir les risques de prix pour 2008 et 2009.

### 3.2.2. Risque transactionnel

Le Groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des métaux. La majorité de transactions liées aux métaux utilise des références globales du marché des métaux comme le London Metal Exchange. Si le prix sous-jacent des métaux était constant, le prix payé par Umicore pour les métaux contenus dans les matières premières serait imputé au client comme faisant partie du prix du produit. Cependant, suite au délai entre la conversion de matières premières achetées en produits et la vente de ces produits, la volatilité dans le prix de référence du métal crée des différences entre le prix payé pour le métal contenu et le prix reçu. Par conséquent, un risque transactionnel existe pour toutes variations du prix entre le moment où la matière première est achetée (le métal est « priced in ») et le moment où le produit est vendu (le métal est « priced out »).

Le Groupe a pour politique de couvrir le plus largement possible le risque transactionnel, essentiellement par des contrats à terme.

#### 3.2.3. Risque lié aux stocks métal

Le Groupe fait face à des risques liés aux prix des métaux sur ses stocks permanents de métaux. Ce risque est lié à la valeur de marché du métal qui pourrait devenir inférieure à la valeur comptable de ces stocks. Umicore ne se couvre pas contre ces risques.

## 3.3 Risques liés aux taux d'intérêts

The Group's exposure to changes in interest rates relates to the Group's financial debt. L'exposition du Groupe aux changements dans les taux d'intérêt concerne ses dettes financières. Fin décembre 2007, les dettes financières brutes du Groupe se montaient à EUR 397 millions. Dans le cadre de la gestion globale de ses coûts financiers, le Groupe a décidé de couvrir une partie de l'exposition aux risques de taux d'intérêt en concluant

des swaps sur les taux d'intérêt pour un montant de base de EUR 172 millions à fin décembre 2007. Ce montant va être ramené à EUR 86 millions au 31 mars 2008, avec une date d'expiration au 31 mars 2009. Compte tenu des swaps de taux d'intérêts contractés par Umicore ainsi que des dettes soumises à des taux d'intérêts fixes tel que l'emprunt obligataire à 8 ans émis en 2004, la proportion de la dette soumise à des taux d'intérêt flottants début 2008 est de 14 % de la dette financière totale.

### 3.4 RISQUE DE CRÉDIT

#### Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de non paiement par une quelconque contrepartie suite à la vente de produits ou des opérations de prêts de métaux. Pour la gestion de ce type de risque, Umicore a mis en place une politique de crédit basé sur des demandes de limites de crédit, des procédures d'approbation, un monitoring permanent de l'exposition et des procédures de rappel en cas de retards de paiement.

Le risque de crédit provenant des ventes est en partie couvert par une assurance crédit, par des lettres de crédit ou par des moyens de paiement sécurisés similaires. Un contrat d'assurance crédit global mondial a été mis en place. Ce contrat protège les sociétés du Groupe contre les risques d'insolvabilité, les risques politiques et commerciaux avec une franchise individuelle de 5 % par facture. La limite globale de décaissement annuel est établie à EUR 20 millions.

Umicore a déterminé que dans un certain nombre de cas où le coût de l'assurance crédit était disproportionné par rapport au risque couvert ou dans lesquels la concentration des encours clients n'est pas compatible avec les clauses des contrats d'assurance crédit existants, aucune couverture ne devait être prévue.

Il faut également noter que certaines transactions importantes, notamment les ventes de métaux précieux par la division Métaux Précieux - Services, ont un risque de crédit limité puisque le paiement avant livraison est une pratique très répandue.

Concernant le risque lié aux institutions financières comme les banques et les brokers, Umicore utilise également des lignes de crédits internes. Des limites spécifiques sont établies par instrument financier, de manière à couvrir les différents risques auquel le Groupe est exposé lors des transactions avec ces institutions financières.

En 2000, Umicore s'est engagé dans un programme de titrisation avec une grande banque internationale, ce qui permet de vendre certaines créances commerciales de façon récurrente et sans recours. Ce programme, avec une couverture de maximum EUR 125 millions, a expiré en octobre 2007.

### 3.5 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est géré en maintenant un degré suffisant de diversification des sources de financement. Ces sources incluent des lignes de crédit bancaire à court et moyen terme et un programme de papiers commerciaux dont le montant maximum a atteint EUR 300 millions en mai 2006, en complément au programme de titrisation des créances commerciales mis en place en 2000 et à l'emprunt obligataire sur 8 ans émis en 2004.

### 3.6 Capital Risk Management

L'objectif du Groupe dans sa gestion du capital est de protéger la continuité des activités, d'octroyer un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que de maintenir une structure optimale du capital afin de réduire les coûts du capital.

Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut par exemple ajuster le montant des dividendes payés aux actionnaires, restituer du capital aux actionnaires, racheter des actions propres ou émettre de nouvelles actions.

Le Groupe contrôle sa structure du capital sur base du ratio d'endettement. Ce ratio est calculé en divisant la dette financière nette par la somme de la dette financière nette et des fonds propres totaux du Groupe. La dette financière nette est calculée en ajoutant aux dettes financières long terme, les dettes financières court terme et en y soustrayant les liquidités et quasi-liquidités et les prêts octroyés dans un contexte non opérationnel.

Le Groupe vise à maintenir une notation de risque crédit correspondant à la catégorie "Investment Grade". Dans ce contexte, la stratégie du Groupe dans un environnement opérationnel normal est de maintenir le ratio d'endettement en dessous de 50 %. Le Groupe pourrait dépasser ce seuil lors d'événements exceptionnels tels qu'une acquisition majeure. Les ratios d'endettement aux 31 décembre 2007 et 2006 étaient (en EUR millions) :

	2007	2006
Dette financière nette	130,00	773,10
Fonds propres	1 532,80	988,10
<b>Total</b>	<b>1 662,80</b>	<b>1 761,20</b>
Ratio d'endettement	7,80%	43,90%

La dette financière nette fin 2007 est inférieure à celle de 2006. Ceci est principalement lié aux liquidités reçues lors de l'introduction en bourse de Nyrstar et la création de liquidités par les activités continuées au cours de l'année. Les fonds propres ont augmenté suite à un résultat net significativement supérieur (lié principalement aux activités non continuées) et des variations des réserves de juste valeur. La combinaison d'une dette inférieure et de fonds propres supérieurs conduit à un ratio d'endettement fortement inférieur par rapport à l'année passée.

### 3.7 RISQUE STRATÉGIQUE ET TRANSACTIONNEL

Le groupe Umicore est confronté à un certain nombre de risques stratégiques et transactionnels qui ne sont pas nécessairement de nature financière mais qui peuvent influencer la performance financière du Groupe. Cela inclut les risques d'approvisionnement, les risques technologiques, les risques de substitution de produits par les clients et les risques de changement de climat. Veuillez vous reporter à la partie Gestion des risques du Rapport de Gouvernance (page 139 à 140) pour une description de ces risques ainsi qu'une description générale de l'approche d'Umicore dans la gestion des risques.

## 4 Hypothèses clés et estimations comptables

Les hypothèses et estimations utilisées afin de préparer les états financiers consolidés sont évaluées continuellement et sont basées sur l'expérience et sur d'autres facteurs, dont, certaines prévisions raisonnables d'événements futurs qui auraient un impact financier sur l'entité. Les estimations comptables en découlant seront, par définition, rarement égales au résultat réel.

Des hypothèses sont posées et des estimations sont faites dans les cas suivants :

- Estimation de la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur et estimation de son montant
- Comptabilisation de provisions pour pensions
- Comptabilisation de provisions pour taxes, environnement, garanties et litiges, retour de produits et restructurations
- Estimation d'éventuelles réductions de valeur sur stocks
- Évaluation du caractère recouvrable des impôts différés actifs
- Évaluation de la durée de vie résiduelle des immobilisations corporelles et incorporelles à l'exception des goodwill.

Les hypothèses et estimations comptables susceptibles d'engendrer un risque significatif d'ajustement de la valeur comptable d'actifs et de passifs dans les périodes futures sont détaillées ci-dessous.

#### 4.1 RÉDUCTION DE VALEUR DU GOODWILL

La valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie est déterminée en prenant le maximum de la juste valeur de l'actif moins les coûts liés à la vente et de sa valeur d'usage selon les règles comptables du Groupe. Ces calculs nécessitent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les taux d'actualisation, les taux de change, le prix des matières, les besoins futurs en capital ainsi que sur les performances opérationnelles futures. En date du 31 décembre 2007, la valeur comptable du goodwill des entités consolidées globalement était de EUR 94 510 milliers (EUR 92 377 milliers en 2006) - voir l'annexe 15.

#### 4.2 PROVISIONS POUR RÉHABILITATION DE SITES

Des provisions sont prises afin d'anticiper les coûts liés à la réhabilitation future de sites de production et de leurs environs, dans la mesure où des obligations légales et constructives existent selon le principe comptable 2.15. Ces provisions incluent des estimations des coûts futurs engendrés par le drainage des sols, des fermetures d'usines, le suivi, la démolition, la décontamination, la purification de l'eau et le stockage des résidus du passé. Ces estimations de coûts sont actualisées. Le calcul de ces provisions est basé sur des hypothèses tels que l'application de lois environnementales, les dates de fermeture d'usine, les technologies disponibles et les estimations de coûts de mise en œuvre. Une modification des hypothèses de base pourrait avoir un impact matériel sur la valeur comptable des provisions pour réhabilitation. En date du 31 décembre 2007, la valeur comptable des provisions pour réhabilitation était de EUR 106 011 milliers (EUR 100 910 milliers en 2006) - voir l'annexe 29.

#### 4.3 RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Un actif ou un passif lié à des régimes à prestations définies est reconnu au bilan selon le principe comptable 2.16. La valeur actualisée de ces obligations à prestations définies dépend d'un certain nombre de facteurs déterminés par un actuariaire. Le Groupe détermine le taux d'actualisation à utiliser au terme de chaque année comptable. Les provisions pour avantages sociaux du Groupe sont détaillées à l'Annexe 27. En date du 31 décembre 2007, une provision pour avantages sociaux de EUR 171.796 milliers a été reconnue (EUR 215.665 milliers en 2006).

#### 4.4 RECONNAISSANCE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS

Des impôts différés actifs sont reconnus pour les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales non utilisées lorsqu'il est probable que des profits taxables futurs soient réalisés permettant l'utilisation de ces actifs. Les résultats fiscaux futurs pourraient être différents des estimations effectuées lors de la reconnaissance des impôts différés.

D'autres hypothèses et estimations sont expliquées dans les annexes relatives aux éléments auxquels elles se rapportent.

## 5 Entreprises du Groupe

La liste ci-dessous reprend les principales sociétés opérationnelles incluses dans les états financiers consolidés :

		% intérêts 2007
Afrique du Sud	Umicore South Africa (Pty) Ltd.	100,00
	Umicore Autocat South Africa (Pty) Ltd.	55,00
	Umicore Marketing Services Africa	100,00
	Umicore Catalyst South Africa	100,00
Allemagne	Umicore AG & Co. KG (*)	100,00
	Umicore Bausysteme GmbH	100,00
	Umicore Marketing Services Deutschland GmbH	100,00
	Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG	90,80
	Umicore Galvanotechnik GmbH	90,80
	benneman GmbH	100,00
Argentine	Umicore Argentina S.A.	100,00
Australie	Umicore Australia Ltd.	100,00
	Umicore Marketing Services Australia	100,00
Autriche	Oegussa GmbH	90,89
Belgique	Umicore Financial Services S.A. (BE 428.179.081)	100,00
	Umicore Oxyde Belgium N.V. (BE 438.933.809)	100,00
	Umicore Autocatalyst Recycling Belgium N.V. (BE 466.261.083)	100,00
	Umicore Marketing Services Belgium S.A. (BE 402.964.625)	100,00
	Umicore Abrasives (BE 881.426.726)	100,00
	Umicore Specialty Materials Brugge (BE 0405.150.984)	100,00
Brésil	Coimpa Industrial Ltda	100,00
	Umicore Brazil Ltda	100,00
Canada	Umicore Canada Inc.	100,00
	Umicore Autocat Canada Corp.	100,00
	Imperial Smelting & Refining Co. of Canada Ltd.	100,00
Chine	Hunan Fuhong Zinc Industrial Co., Ltd.	100,00
	Umicore Marketing Services Shanghai Co., Ltd.	100,00
	Umicore Marketing Services Far East Ltd.	100,00
	Umicore Shanghai Co., Ltd.	75,00
	Umicore Specialty Oxides Shanghai Co. Ltd.	100,00
	Umicore Autocat China Co. Ltd.	100,00
	Umicore Technical Materials Suzhou	100,00
	Umicore Technical Materials Yangzhong	100,00
	JUC	60,00
	Umicore Optical Materials Kunming	60,00
	Umicore Optical Materials Yunnan	100,00
	Beijing Jubo Photoelectric Technology Co	80,00
Corée	Umicore Korea Ltd.	100,00
	Umicore Marketing Services Korea Co., Ltd.	100,00

Une liste exhaustive des sociétés du Groupe ainsi que leur siège d'exploitation sera déposée à la Banque Nationale de Belgique lors du dépôt des comptes consolidés.

## 6 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

Les principaux taux de change utilisés pour la conversion en euro des comptes des sociétés du Groupe en devises étrangères sont détaillés ci-dessous. Toutes les filiales,

		Taux de clôture		Taux moyens	
		2006	2007	2006	2007
Dollar américain	USD	1,31700	1,47210	1,25560	1,37048
Livre sterling	GBP	0,67150	0,73335	0,68173	0,68434
Dollar canadien	CAD	1,52810	1,44490	1,42369	1,46785
Franc suisse	CHF	1,60690	1,65470	1,57288	1,64272
Yen japonais	JPY	156,93000	164,93000	146,01533	161,25263
Réal brésilien	BRL	2,81575	2,60753	2,74253	2,67486
Rand sud-africain	ZAR	9,21240	10,02980	8,53118	9,65959
Yuan chinois	CNY	10,27930	10,75240	10,00956	10,41782
Baht thaïlandais	THB	46,77000	43,80000	47,59363	44,21399
Won sud-coréen (100)	KRW	12,24810	13,77960	11,98581	12,72988

		% intérêts 2007
Espagne	Umicore BP Iberica S.L.	100,00
Etats-Unis	Umicore USA Inc.	100,00
	Umicore Autocat USA Inc.	100,00
	Umicore Building Products USA Inc.	100,00
	Umicore Precious Metals NJ LLC	100,00
	Umicore Marketing Services USA Inc.	100,00
	Umicore Optical Materials Inc.	100,00
	Umicore Technical Materials North America	100,00
France	Umicore France S.A.S.	100,00
	Umicore Climeta S.A.S.	100,00
	Umicore IR Glass S.A.	99,98
	Umicore Marketing Services France	100,00
	Umicore Autocat France	100,00
Hongrie	Umicore Building Products Hungary	100,00
Italie	Umicore Marketing Services Italia s.r.l.	100,00
	Italbras S.p.A.	100,00
Japon	Umicore Japan	100,00
Liechtenstein	Umicore Materials AG	100,00
Luxembourg	Umicore Finance Luxembourg	100,00
	Umicore Autocat Luxembourg	100,00
Malaisie	Umicore Malaysia Sdn Bhd	100,00
Pays-Bas	Schöne Edelmetaal BV	90,80
	Umicore Nederland BV	100,00
Norvège	Umicore Norway AS	100,00
Philippines	Umicore Specialty Materials Subic Inc.	78,20
Pologne	Umicore Marketing Services Polska	100,00
Portugal	Umicore Portugal S.A.	100,00
	Umicore Marketing Services Lusitana Lda	100,00
Royaume-Uni	Umicore Coating Services Ltd.	100,00
	Umicore Marketing Services UK Ltd	100,00
Singapour	Umicore Precious Metals Singapore Pte Ltd.	100,00
Suède	Umicore Autocat Sweden AB	100,00
Suisse	Umicore Switzerland Strub	100,00
Taiwan	Umicore Materials Taiwan Co., Ltd.	100,00
Thaïlande	Umicore Marketing Services Thailand Co., Ltd.	100,00
	Umicore Precious Metals Thailand Ltd.	90,80

(\*) À la suite de l'intégration d'Umicore AG & Co. KG dans les comptes consolidés d'Umicore en conformité avec la Section 325 du Code Commercial allemand, cette société ne doit pas présenter des états financiers consolidés conformément à l'article 264b du Code Commercial allemand.

entreprises associées et joint-ventures ont pour devise fonctionnelle la devise locale du pays où elles sont situées, sauf Element Six Abrasives (Irlande) dont la devise fonctionnelle est le dollar américain.

## 7 Information sectorielle

### INFORMATION 2006 SELON LA DIMENSION PRIMAIRE (par business group)

(EUR milliers)

	Matériaux Avancés	Métaux précieux - Produits et Catalyseurs	Métaux Précieux - Services	Zinc - Produits Spéciaux	Corporate	Non affectés	Total
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>609 257</b>	<b>2 702 764</b>	<b>4 379 937</b>	<b>982 924</b>	<b>108 587</b>	<b>-577 755</b>	<b>8 205 713</b>
dont chiffre d'affaires externe	606 361	2 502 158	4 005 683	982 924	108 587		8 205 713
dont chiffre d'affaires intersectoriel	2 895	200 606	374 254			-577 755	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>23 420</b>	<b>127 002</b>	<b>121 503</b>	<b>38 221</b>	<b>-28 697</b>		<b>281 449</b>
Récurrent	30 571	129 887	131 293	43 922	-44 603		291 070
Non-récurrent	-5 779	-820	-12 500	-813	15 906		-4 006
Effet IAS 39	-1 372	-2 065	2 710	-4 888			-5 615
<b>Entreprises mises en équivalence</b>	<b>20 202</b>	<b>5 240</b>		<b>6 718</b>			<b>32 159</b>
Récurrent	22 290	9 126		6 718			38 134
Non-récurrent	-1 442	-3 886					-5 328
Effet IAS 39	-646						-646
Coûts financiers nets						-43 660	-43 660
Impôts sur le résultat						-49 771	-49 771
Participation minoritaire						-4 925	-4 925
<b>Bénéfice net de l'année</b>	<b>39 849</b>	<b>97 404</b>	<b>125 358</b>	<b>20 055</b>	<b>-69 012</b>	<b>-17 806</b>	<b>195 848</b>
<b>Actif total consolidé</b>	<b>505 092</b>	<b>1 083 732</b>	<b>604 765</b>	<b>1 291 726</b>	<b>12 599</b>	<b>278 036</b>	<b>3 775 949</b>
Actif des secteurs	398 179	1 040 545	604 765	1 229 574	12 599		3 285 662
Participations dans les entreprises associées	106 913	43 186		62 153			212 252
Actif non affecté						278 036	278 036
<b>Passif total consolidé</b>	<b>140 060</b>	<b>407 295</b>	<b>328 321</b>	<b>512 139</b>	<b>-22 538</b>	<b>1 422 530</b>	<b>2 787 806</b>
Passifs des secteurs	140 060	407 295	328 321	512 139	-22 538		1 365 276
Passif non affecté						1 422 530	1 422 530
<b>Investissements</b>	<b>15 777</b>	<b>32 715</b>	<b>20 886</b>	<b>25 190</b>	<b>13 625</b>		<b>108 193</b>
<b>Amortissements</b>	<b>24 447</b>	<b>35 391</b>	<b>29 186</b>	<b>9 706</b>	<b>9 161</b>		<b>107 891</b>
<b>Dépenses non liquides autres qu'amortissements</b>	<b>3 866</b>	<b>5 568</b>	<b>7 518</b>	<b>8 668</b>	<b>2 637</b>		<b>28 257</b>
<b>Réductions de valeur / (reprises de réductions de valeur)</b>	<b>5 205</b>	<b>7 855</b>	<b>4 233</b>	<b>3 222</b>	<b>765</b>		<b>21 279</b>

### INFORMATION 2006 SELON LA DIMENSION SECONDAIRE (par zone géographique)

(EUR milliers)

	Europe	Asie-Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
<b>Revenus des ventes externes</b>	<b>5 770 941</b>	<b>843 052</b>	<b>962 365</b>	<b>279 745</b>	<b>349 610</b>	<b>8 205 713</b>
<b>Actif total</b>	<b>2 977 351</b>	<b>384 185</b>	<b>189 795</b>	<b>132 068</b>	<b>92 550</b>	<b>3 775 949</b>
<b>Investissements</b>	<b>87 095</b>	<b>7 898</b>	<b>5 755</b>	<b>5 803</b>	<b>1 642</b>	<b>108 193</b>

## INFORMATION 2007 SELON LA DIMENSION PRIMAIRE (par business group)

(EUR milliers)

	Matériaux Avancés	Métaux précieux - Produits et Catalyseurs	Métaux Précieux - Services	Zinc - Produits Spéciaux	Corporate	Non affectés	Total
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>778 445</b>	<b>3 075 651</b>	<b>3 883 681</b>	<b>1 086 523</b>	<b>76 749</b>	<b>-591 139</b>	<b>8 309 909</b>
dont chiffre d'affaires externe	770 671	2 940 790	3 465 567	1 056 133	76 749		8 309 909
dont chiffre d'affaires intersectoriel	7 775	134 861	418 114	30 390		-591 139	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>32 339</b>	<b>145 364</b>	<b>128 892</b>	<b>34 634</b>	<b>-32 234</b>		<b>308 994</b>
Récurrent	37 589	156 526	133 933	41 683	-37 421		332 310
Non-récurrent	-3 167	-10 961	-4 201	-11 190	5 187		-24 333
Effet IAS 39	-2 083	-200	-840	4 141			1 017
<b>Entreprises mises en équivalence</b>	<b>20 691</b>	<b>6 030</b>		<b>185</b>	<b>-1 452</b>		<b>25 455</b>
Récurrent	22 624	5 422		185	-1 452		26 780
Non-récurrent	-4 889	608					-4 281
Effet IAS 39	2 956						2 956
Coûts financiers nets						-40 434	-40 434
Impôts sur le résultat						-57 460	-57 460
Participation minoritaire						-9 299	-9 299
<b>Bénéfice net de l'année</b>	<b>52 119</b>	<b>108 360</b>	<b>132 902</b>	<b>-18 218</b>	<b>383 470</b>	<b>-5 551</b>	<b>653 083</b>
<b>Actif total consolidé</b>	<b>601 204</b>	<b>1 204 451</b>	<b>621 199</b>	<b>506 556</b>	<b>19 792</b>	<b>332 124</b>	<b>3 285 323</b>
Actif des secteurs	489 782	1 164 123	621 199	488 665	19 725		2 783 495
Participations dans les entreprises associées	111 422	40 327		17 891	67	2 435	169 706
Actif non affecté						332 124	332 124
<b>Passif total consolidé</b>	<b>236 809</b>	<b>378 558</b>	<b>419 532</b>	<b>192 096</b>	<b>(41 951)</b>	<b>2 100 280</b>	<b>3 285 323</b>
Passifs des secteurs	236 809	378 558	419 532	192 096	(41 951)		1 185 043
Passif non affecté						2 100 280	2 100 280
Investissements	18 736	40 815	52 148	25 515	15 692		152 907
Amortissements	22 181	33 626	32 694	16 258	8 524		113 283
Dépenses non liquides autres qu'amortissements	2 011	11 981	9 148	-1 774	43 950		65 315
Réductions de valeur / (reprises de réductions de valeur)	2 132	594	2 573	12 438	-1 985		15 752

## INFORMATION 2007 SELON LA DIMENSION SECONDAIRE (par zone géographique)

(EUR milliers)

	Europe	Asie-Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	Total
<b>Revenus des ventes externes</b>	<b>5 314 147</b>	<b>1 051 443</b>	<b>1 193 771</b>	<b>322 427</b>	<b>428 122</b>	<b>8 309 909</b>
<b>Actif total</b>	<b>2 482 989</b>	<b>387 984</b>	<b>164 580</b>	<b>134 266</b>	<b>115 504</b>	<b>3 285 323</b>
<b>Investissements</b>	<b>128 514</b>	<b>7 543</b>	<b>7 635</b>	<b>7 105</b>	<b>2 110</b>	<b>152 907</b>

Les informations sectorielles sont présentées selon une dimension de type « business » ainsi que selon la dimension géographique.

La segmentation primaire reflète l'organisation des activités du Groupe. Les secteurs sélectionnés correspondent aux business groups tels que définis ci-dessous.

La segmentation secondaire est basée sur la perspective géographique dans le cadre de laquelle le chiffre d'affaires est ventilé en fonction de la localisation géographique des clients, alors que les actifs et les investissements sont repris en fonction de leur propre localisation.

Les résultats d'un segment, ses actifs et passifs comprennent tous les éléments qui lui sont directement attribuables ainsi que les rubriques qui peuvent raisonnablement être allouées à un segment.

La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés.

### SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le Groupe s'articule autour des secteurs d'activité suivants :

**Matériaux Avancés** comprend aujourd'hui les business units Cobalt Specialty Materials, Electro-Optic Materials and Electronic Materials. Le business group comprend aussi la participation d'Umicore dans Element Six Abrasives (Irlande).

**Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs** comprend les business units Automotive Catalysts, Thin Film Products, Jewellery & Electroplating, Catalyst Technologies et Technical Materials.

**Métaux Précieux - Services** comprend les business units Precious Metals Refining et Metals Management.

**Zinc - Produits spéciaux** comprend les business units Zinc Chemicals, Building products et Zinc Battery Materials. Les activités Zinc Alloys ont été transférées à Nyrstar et la participation résiduelle qu'Umicore détient encore dans Padaeng Industries Ltd (Thaïlande) est rapportée comme activité non continuée (voir Note 39).

**Corporate** comprend les activités corporate ainsi que certains services partagés ou par l'unité Recherche, Développement & Innovation.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

## 8 Regroupements d'entreprises

### Acquisitions

	Annexes	(EUR milliers) Juste valeur
ACTIFS LONG TERME		26 512
ACTIFS COURT TERME		112 269
PASSIFS LONG TERME		10 996
PASSIFS COURT TERME		44 190
Actifs nets acquis		83 595
Part du Groupe dans les actifs nets acquis		82 871
Goodwill	15	8 680
Goodwill négatif (inclus dans "Autres produits d'exploitation")	15	-2 844
Prix d'achat		-88 707
Contrepartie autre qu'en cash		884
Prix d'achat en cash		-87 823
Liquidités et quasi-liquidités acquises		5 508
Mouvement net de trésorerie pour les filiales consolidées globalement		-82 315

Umicore a acquis en janvier 2007 les activités du producteur américain de matériaux de contact Ames Electro Materials Corp. (AEMC) - une filiale d'Ames Goldsmith Corp basée à Glens Falls, NY aux Etats-Unis. L'entreprise a été totalement intégrée dans le réseau d'activités Technical Materials d'Umicore et opérera sous le nom d'Umicore Technical Materials North America.

En août 2006, Umicore a acquis une participation de 80 % dans le capital de Beijing JuBoPhotoelectric Technology Co., fournisseur chinois sur le marché des matériaux de revêtement optique. L'acquisition de JuBo a été finalisée le 15 janvier 2007 et cette entreprise a été totalement intégrée dans le réseau d'activités Thin Film Products d'Umicore et opérera sous le nom de Beijing JuBoPhotoelectric Technology Co.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2007, Umicore a acquis l'activité catalyseurs automobiles de Delphi Corp. Dans le cadre de cette transaction, Umicore a acquis notamment des installations de production et de recherche situées à Tulsa (Umicore Autocat USA - Tulsa division, Etats-Unis), à Florange (Umicore Autocat France, France), et à Port Elizabeth (Umicore Catalyst South Africa, South Africa). Umicore détient 100 % de ces filiales qui sont totalement intégrées dans le secteur d'activités Automotive Catalyst.

En novembre 2007, Umicore a conclu un accord portant sur l'acquisition de Imperial Smelting & Refining Co. of Canada Ltd., une société située à Toronto, Canada. Imperial est le principal fournisseur de produits en métaux précieux et de services de recyclage pour le secteur de la joaillerie au Canada et dessert également le marché américain. Imperial continuera à exercer ses activités sous la même enseigne et sera intégrée au secteur d'activités Jewellery & Electroplating d'Umicore. Étant donné qu'Imperial Smelting a été acquis et consolidé en toute fin de période, l'exercice de juste valeur n'a pas été finalisé et le goodwill enregistré est sujet à changements en 2008.

Depuis leur entrée dans la consolidation du groupe, les nouvelles acquisitions ont généré une perte globale (part du groupe) de EUR 2 906 milliers. Le Groupe n'est pas capable de montrer le résultat de 12 mois des sociétés acquises. Un montant agrégé d'approximativement EUR 4 millions est relatif aux coûts d'acquisition inclus dans le prix d'achat.

## 9 Résultat d'exploitation

	31/12/06	(EUR milliers) 31/12/07
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES (1)</b>		
Ventes	8 131 870	8 232 339
Prestations de services	73 844	77 570
Chiffre d'affaires	8 205 713	8 309 909
<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION (2)</b>	101 916	129 851
<b>AMORTISSEMENTS ET RÉDUCTIONS DE VALEUR (3)</b>		
Amortissements sur actifs immobilisés	-114 452	-113 283
Réductions de valeur sur actifs immobilisés	-7 613	-8 074
Réductions de valeurs sur stock et créances douteuses	-9 175	-7 677
<b>Amortissements et réductions de valeur</b>	<b>-131 240</b>	<b>-129 035</b>
<b>Autres charges d'exploitation (4)</b>		
Services, raffinage sous-traité et coûts de production	-343 986	-352 436
Royalties, licences, consulting et commissions	-37 281	-29 382
Autres charges d'exploitation	-10 690	-7 407
Augmentation (diminution) des provisions	-41 658	-72 617
Utilisations de provisions	14 599	19 615
Moins-values sur cessions d'actifs	-2 995	-1 734
	<b>-422 011</b>	<b>-443 960</b>

(1) Les prestations de services comprennent principalement les produits de contrats de travail à façon.

(2) Les autres produits d'exploitation comprennent la refacturation de coûts à des tiers pour EUR 74,8 millions, un gain sur les instruments de couverture des métaux pour EUR 12 millions, des plus-values sur cessions d'actifs immobilisés pour EUR 3,7 millions, un gain généré par la prise en résultat de goodwill négatifs pour EUR 2,9 millions, des royalties ou revenus de licences pour EUR 16,3 millions, des subsides pour 2,9 millions et un produit de 6,2 millions provenant de paiements supplémentaires découlant de la vente d'une concession aurifère en Guinée par Umicore en 1992. EUR 9,8 millions sont liés à un accord avec Nyrstar par lequel Umicore a racheté le site de Calais en France y compris les obligations de réhabilitation y relatives et ce directement à la création de Nyrstar fin

du mois d'août. Umicore a obtenu une compensation du même montant pour avoir repris cette dette.

(3) Les réductions de valeur sur immobilisations corporelles sont principalement dues à la décision de relocaliser les activités de Guarulhos vers Americana (Brésil), et la réduction des activités d'Umicore Autocat Canada, suite à l'échéance d'un contrat important dans le marché des catalyseurs automobiles en Amérique du Nord.

(4) Les dépenses de R&D du Groupe ont atteint EUR 124,5 millions (EUR 110,3 millions en 2006) dont EUR 110,8 millions dans les sociétés intégrées globalement (EUR 98,3 millions en 2006).

## Résultats non-récurrents et impact IAS 39 inclus dans résultats d'exploitation

(EUR milliers)

	2006				2007			
	Total	Non-récurrent	Impact IAS 39	Récurrent	Total	Non-récurrent	Impact IAS 39	Récurrent
Chiffre d'affaires	8 205 713		60	8 205 653	8 309 909		4 218	8 305 692
Autres produits d'exploitation	101 916	21 503	-23 490	103 903	129 851	10 627	11 783	107 441
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>8 307 629</b>	<b>21 503</b>	<b>-23 429</b>	<b>8 309 556</b>	<b>8 439 761</b>	<b>10 627</b>	<b>16 001</b>	<b>8 413 133</b>
Approvisionnements et matières premières	-6 979 320	-115	30 506	-7 009 711	-7 039 391	-1 818	-11 654	-7 025 920
Rémunérations et avantages sociaux	-504 727	-269		-504 458	-546 474	-1 133		-545 341
Amortissements et réductions de valeur	-131 240	-8 555	-346	-122 339	-129 035	-17 945	1 740	-112 830
Autres charges d'exploitation	-422 011	-26 265	-12 347	-383 399	-443 960	-40 777	-5 070	-398 113
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-8 037 298</b>	<b>-35 204</b>	<b>17 813</b>	<b>-8 019 908</b>	<b>-8 158 860</b>	<b>-61 673</b>	<b>-14 984</b>	<b>-8 082 203</b>
<b>Produits des investissements financiers</b>	<b>11 118</b>	<b>9 696</b>		<b>1 422</b>	<b>28 094</b>	<b>26 714</b>		<b>1 380</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>281 449</b>	<b>-4 005</b>	<b>-5 615</b>	<b>291 070</b>	<b>308 994</b>	<b>-24 333</b>	<b>1 017</b>	<b>332 310</b>

Umicore a enregistré des charges opérationnelles non récurrentes nettes de EUR 24,3 millions dans ses filiales intégrées globalement. La vente de Cumerio et d'une partie de Nymex a généré un produit de EUR 26,7 millions (voir l'impact sur les actifs financiers disponibles à la vente dans l'annexe 18).

Une provision pour un montant de EUR 26,1 millions relative à des produits radioactifs stockés à Olen a été passée au deuxième semestre.

Les provisions pour restructuration s'élèvent à 12,7 millions et sont relative à la relocalisation au Brésil des activités de Guarulhos vers le nouveau site d'Americana.

Pour l'entité Zinc - Produits spéciaux, une réduction de valeur des stocks a été enregistrée pour EUR 10,1 millions.

Les autres postes non-récurrents s'élèvent à EUR -2,1 millions.

L'effet positif de l'IAS 39 sur le résultat opérationnel s'élève à EUR 1,0 million. Ce montant concerne des écarts temporaires en terme de comptabilisation des revenus, ayant principalement trait aux couvertures transactionnelles.

Les effets de l'IAS 39 n'ont, par nature, pas d'impact sur la trésorerie.

## 10 Rémunérations et avantages sociaux

(EUR milliers)

	Annexes	31/12/06	31/12/07
<b>Rémunérations et avantages sociaux</b>			
Salaires et avantages sociaux directs		-352 574	-372 771
Contributions de l'employeur à la sécurité sociale et contributions à des avantages déterminés		-107 127	-119 367
Autres charges de personnel		-27 491	-30 948
Personnel temporaire		-10 239	-13 495
Contribution à un régime de pension à cotisation déterminée		-1 873	-7 701
Contributions volontaires de l'employeur - autres		-1 298	-1 619
Paiement en actions		-7 449	-5 473
Pensions versées directement aux bénéficiaires		-7 892	-7 081
Provisions pour avantages sociaux (-dotation / +utilisation et reprises)		11 217	11 981
		<b>-504 727</b>	<b>-546 475</b>

### Effectifs moyens dans les sociétés entièrement consolidées

Cadres	1 326	1 537
Non-cadres	8 142	7 903
<b>TOTAL</b>	<b>9 468</b>	<b>9 440</b>

### Juste valeur des options octroyées

Nombre d'options octroyées	28	732 625	742 750
Modèle de valorisation		Present Economic Value	
Volatilité estimée (% pa)		25	25
Taux sans risque (% pa)		3,35	4,00
Augmentation monétaire du dividende (€ pa)		0,05	0,10
Probabilité de départ avant le droit d'exercer		NA	NA
Probabilité de départ après avoir le droit d'exister (% pa)		5,00	5,00
Seuil minimum de gain (% pa)		50,00	50,00
Proportion qui exerce étant donné que le seuil minimal de gain est atteint (% pa)		30,00	30,00
<b>Juste valeur par option déterminée à la date d'octroi (EUR)</b>		<b>6,61</b>	<b>7,55</b>
<b>Juste valeur totale des options octroyées (EUR milliers)</b>		<b>4 841</b>	<b>5 606</b>
<b>Transfert vers activités non continuées</b>		<b>-187</b>	<b>-340</b>

	(EUR milliers)	
	31/12/06	31/12/07
<b>Juste valeur des actions octroyées</b>		
47 000 actions octroyées à 21,52 €	1 011	
7 500 actions octroyées à 23,00 €	173	
58 750 actions octroyées à 25,02 €	1 687	-217
16 100 actions octroyées à 26,31 €		424
<b>Juste valeur totale des actions octroyées</b>	<b>2 871</b>	<b>207</b>
<b>Transfert vers activités non continuées</b>	<b>-76</b>	

La ligne Salaires et avantages sociaux contient en 2007 un élément positif de EUR 9,6 millions lié à l'indemnité qu'Umicore France va recevoir de Nyrstar, conformément au contrat de constitution de Nyrstar suite à la reprise des plans mutuelle des pensionnés d'Umicore Zinc France.

Le Groupe a reconnu une charge pour les paiements fondés sur des actions de EUR 5 473 milliers au cours de cette année. La partie de ce montant liée à l'octroi d'options sur actions est calculée par un actuaire externe, en utilisant le modèle de Present Economic Value qui prend en compte l'ensemble des composantes du paiement fondé sur des actions ainsi que la volatilité des actions sous-jacentes. Cette volatilité a été déterminée en utilisant la volatilité historique du rendement des actionnaires du Groupe sur différentes périodes moyennes et sous différentes conditions. Aucune autre condition de marché n'a été prise en compte dans la base de calcul de la juste valeur.

La partie du coût liée à l'octroi d'actions est valorisée en tenant compte de la valeur réelle des actions octroyées, à la date de l'octroi. En 2006, le groupe avait initialement proposé 65 500 actions à des membres de la direction et reconnu par conséquent une charge de EUR 1 687 milliers. Dans le courant de 2007, 58 750 de ces actions ont été acceptées par les intéressés, résultant en une diminution de EUR 217 milliers de la charge initialement enregistrée.

En 2007, 16 100 actions supplémentaires sont proposées à la direction, résultant en une charge pour la période de EUR 424 milliers.

## 11 Coûts financiers nets

	(EUR milliers)	
	31/12/06	31/12/07
Produits d'intérêts	10 594	16 135
Charges d'intérêts	-40 835	-43 612
Actualisation des provisions	-7 424	-4 541
Résultat de change	-265	-5 278
Autres produits financiers	1 444	4 149
Autres charges financières	-7 175	-7 287
	<b>-43 660</b>	<b>-40 434</b>

En 2007, la charge d'intérêts nette (EUR 27 477 milliers) a diminué par rapport à 2006 (EUR 30 241 milliers). Cette diminution va de pair avec la diminution du niveau d'endettement du Groupe.

L'actualisation des provisions concerne principalement les provisions pour avantages sociaux et, dans une moindre mesure, les provisions environnementales et les provisions pour autres risques et charges. Le niveau de ce montant est déterminé par la valeur actualisée de ces provisions dépendant du taux d'actualisation, des sorties de liquidités futures et par la comptabilisation de nouvelles provisions long terme. La plupart de ces actualisations, ont été comptabilisées en Belgique et en France.

Les résultats de change comprennent les résultats de change réalisés ainsi que les résultats non réalisés provenant de la conversion au taux de clôture de la période des

éléments monétaires du bilan. Ils comprennent également les gains et pertes liés aux ajustements de juste valeur des instruments financiers en devises étrangères (voir l'annexe 32). La plupart des résultats de change ont été enregistrés en Belgique, au Canada et au Brésil.

Les autres produits financiers en 2007 contiennent des reprises de provisions pour charges d'intérêts, liées à des litiges fiscaux clôturés au Brésil. Les autres charges financières incluent des ristournes sur paiement, des charges bancaires et des autres honoraires financiers.

## 12 Produits des investissements financiers

	(EUR milliers)	
	31/12/06	31/12/07
Produits des investissements financiers	12 766	27 077
Plus et moins-values sur cessions d'immobilisations financières	1 284	1 796
Dividendes	123	37
Produits d'intérêts sur immobilisations financières	-3 056	-816
Réductions de valeur sur investissements financiers	11 118	28 094

En 2007, les plus-values sur cessions d'immobilisations financières sont principalement relatives à la vente des actions Cumerio et Nymex.

Les réductions de valeur sur investissements financiers, concernent principalement les participations détenues dans Pangaea et CMEA.

## 13 Impôts sur le résultat

(EUR milliers)

	31/12/06	31/12/07
<b>Impôt sur le résultat</b>		
<b>Repris au compte de résultats</b>		
Impôt courant	-62 903	-67 730
Charge d'impôts différés (produits)	13 132	10 270
<b>Charge fiscale totale</b>	<b>-49 771</b>	<b>-57 460</b>
<b>Relation entre charge fiscale et résultat avant impôts</b>		
Résultat d'exploitation	281 449	308 994
Coûts financiers nets	-43 660	-40 434
Résultat avant impôts des sociétés consolidées globalement	237 788	268 560
Taux d'imposition théorique moyen pondéré (%)	31,00%	28,83%
Impôt théorique au taux moyen pondéré	-73 723	-77 429
<b>Ajustements</b>		
Dépenses non déductibles	-23 521	-12 326
<b>Revenus non taxables</b>	<b>5 237</b>	<b>7 919</b>
<i>Plus-values</i>	4 815	7 919
<i>Autres</i>	422	
<b>Autres déductions de la base taxable</b>	<b>45 673</b>	<b>33 052</b>
<i>Déductions pour investissements</i>	-39	-134
<i>Intérêts notionnels déductibles</i>	24 718	26 940
<i>Autres déductions</i>	20 995	6 246
Impôts calculés sur d'autres bases	8 128	594
Utilisation de pertes fiscales non reconnues précédemment	27 543	2 185
Pertes fiscales de la périodes pour lesquelles aucun impôt différé n'est reconnu	-2 745	-3 609
Précomptes mobiliers étrangers retenus à la source non imputables	-972	-2 038
Corrections d'exercices précédents	-2 540	-632
Autres	-32 851	-5 176
<b>Charge fiscale de l'année</b>	<b>-49 771</b>	<b>-57 460</b>

Si l'on exclut l'impact des éléments non récurrents, en ce compris l'effet IAS39, le taux de taxation effectif pour 2007 est de 28,7 % contre 27,6 % en 2006.

La ligne « Autres » est due essentiellement à des impôts différés actifs non reconnus sur la différence entre l'élimination des dividendes reçus des sociétés consolidées par la société mère et la déduction pour dividendes effectivement renseignée dans la déclaration fiscale de la société.

La réduction de la charge d'impôt différé résultant de l'utilisation de pertes fiscales, de crédits d'impôts ou de différences temporaires récupérables non reconnus s'élève à EUR 725 milliers.

## 14 Immobilisations incorporelles autres que goodwill

(EUR milliers)

	Concession, brevets, licences, etc.	Logiciels	Droits d'émission CO <sub>2</sub>	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>Au début de l'exercice 2006</b>					
Valeur d'acquisition	7 332	59 428	3 377	11 135	81 272
Amortissements cumulés	-4 554	-43 133		-9 949	-57 636
<b>Valeur comptable nette au début de l'exercice 2006</b>	<b>2 778</b>	<b>16 295</b>	<b>3 377</b>	<b>1 186</b>	<b>23 636</b>
- Acquisitions	52	1 047	1 723	1 480	4 302
- Cessions		753	-3 402	554	-2 095
- Amortissements actés (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)	-955	-6 391		-279	-7 625
<b>Reprises des amortissements</b>					
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)			-4 491		-4 491
- Reprises des réductions de valeur (inclus dans « autres produits d'exploitation »)					
- Droits d'émission			4 549		4 549
- Écarts de conversion	-8	-164		-4	-177
- Autres mouvements	-94	1 630		-1 277	259
<b>Au terme de l'exercice 2006</b>	<b>1 772</b>	<b>13 170</b>	<b>1 755</b>	<b>1 660</b>	<b>18 357</b>
<b>Au terme de l'exercice 2007</b>					
Valeur d'acquisition	8 152	60 322	6 246	8 872	83 592
Amortissements cumulés	-6 380	-47 152	-4 491	-7 212	-65 235
<b>Valeur Comptable Nette Au Terme De L'exercice 2006</b>	<b>1 772</b>	<b>13 170</b>	<b>1 755</b>	<b>1 660</b>	<b>18 357</b>
- Activités non continuées dans l'ouverture		-252	-729		-981
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises				-481	-481
- Acquisitions	216	1 360		2 429	4 005
- Cessions		-3	-914		-917
- Amortissements actés (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)	-862	-7 137		-277	-8 276
- Reprises des amortissements					
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)		-13	-403		-416
- Reprises des réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)					
- Droits d'émission			293		293
- Écarts de conversion		-24		24	
- Autres mouvements		6 730		-557	6 173
<b>Au terme de l'exercice 2007</b>	<b>1 126</b>	<b>13 831</b>	<b>3</b>	<b>2 797</b>	<b>17 757</b>
Valeur d'acquisition	8 335	64 413	759	7 876	81 382
Amortissements cumulés	-7 209	-50 581	-755	-5 079	-63 624
<b>Valeur Comptable Nette</b>	<b>1 126</b>	<b>13 831</b>	<b>3</b>	<b>2 797</b>	<b>17 757</b>

La ligne « acquisitions » inclut la production immobilisée à concurrence de EUR 69 milliers (EUR 688 milliers en 2006).

La ligne « cessions » est essentiellement liée aux droits d'émissions qu'Umicore a utilisé durant la période.

Dans le cadre du protocole de Kyoto, un système de droits d'émission a été mis en place en 2005. Dans ce contexte, le gouvernement flamand a octroyé aux usines d'Umicore situées en Flandre des droits d'émission couvrant une période de 3 ans (2005-2007). Chaque année, fin février, un tiers de ces droits d'émission est enregistré dans un registre officiel. Cette utilisation de droits d'émission est enregistrée en immobilisation

incorporelle suivant une procédure émise par la commission des normes comptables belge.

Umicore dispose des droits d'émissions nécessaires à la continuité de ses activités opérationnelles. Ces droits ont été réduits de valeur pour refléter leur valeur de marché à la date de clôture.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné à l'annexe 34.

## 15 Goodwill

(EUR milliers)

	31/12/06	31/12/07
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>		
Valeur d'acquisition	92 781	92 377
Amortissements cumulés		
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent</b>	<b>92 781</b>	<b>92 377</b>
- Activités non continuées dans l'ouverture		-5 312
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	1 120	8 679
- Écarts de conversion	-1 536	-1 233
- Autres mouvements	12	
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>92 377</b>	<b>94 510</b>
Valeur d'acquisition	92 377	94 510
Amortissements cumulés		
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	<b>92 377</b>	<b>94 510</b>

Ce tableau détaille le goodwill relatif aux sociétés consolidées globalement alors que le goodwill relatif aux sociétés mises en équivalence est explicité dans l'annexe 17.

Les variations de la période sont principalement liées aux goodwills reconnus lors des acquisitions décrites dans l'annexe 8. Un goodwill négatif de EUR 2,9 millions a aussi été

reconnu et enregistré directement en profit dans le compte de résultats (dans la rubrique « Autres résultats d'exploitation »)

Les goodwills ont été alloués aux segments primaires comme suit :

(EUR milliers)

	Matériaux Avancés	Métaux précieux - Produits et Catalyseurs	Métaux Précieux - Services	Zinc - Produits Spéciaux	Total
31/12/2006	10 387	54 576	9 844	17 570	92 377
31/12/2007	12 645	59 599	9 844	12 421	94 510

La direction teste annuellement si les goodwills doivent être réduits de valeur conformément au principe comptable décrit dans l'annexe 2. Le montant recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles les goodwills ont été alloués est calculé sur base de leur valeur d'usage, et ce à l'aide de modèles d'actualisation des flux de

trésorerie futurs, eux-mêmes basés sur les plans opérationnels du Groupe. Le coût moyen pondéré du capital (wacc) utilisé est fonction de la situation de chaque secteur d'activité et est au moins égal à 9 % avant taxes.

## 16 Immobilisations corporelles

(EUR milliers)

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
<b>Au début de l'exercice 2006</b>						
Valeur d'acquisition	552 434	1 530 973	167 826	75 009	65 245	2 391 487
Amortissements cumulés	-320 596	-1 159 764	-124 595	-73 736		-1 678 691
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU DEBUT DE L'EXERCICE 2006</b>	<b>231 838</b>	<b>371 209</b>	<b>43 231</b>	<b>1 274</b>	<b>65 245</b>	<b>712 796</b>
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	12 758	15 595	88	1 000	1 172	30 612
- Acquisitions	10 276	33 327	10 524	573	78 610	133 311
- Cessions	-1 147	-7 262	-2 359	-29	-1 203	-12 000
- Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-20 751	-91 805	-13 625	-572		-126 754
- Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-1 302	-6 824	-48			-8 174
- Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Autres produits d'exploitation")	160	150	20			330
- Écarts de conversion	-3 768	-5 923	-463	-11	-1 759	-11 923
- Autres mouvements	10 238	55 486	4 349	-159	-71 725	-1 812
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>238 301</b>	<b>363 953</b>	<b>41 716</b>	<b>2 076</b>	<b>70 340</b>	<b>716 386</b>
Valeur d'acquisition	582 471	1 554 003	166 678	18 319	70 340	2 391 811
Amortissements cumulés	-344 170	-1 190 049	-124 962	-16 243		-1 675 425
<b>Valeur comptable au terme de l'exercice 2006</b>	<b>238 301</b>	<b>363 953</b>	<b>41 716</b>	<b>2 076</b>	<b>70 340</b>	<b>716 386</b>
- Activités non continuées dans l'ouverture	-33 277	-85 315	-2 082	-4	-14 693	-135 370
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	6 746	14 876	17	912		22 551
- Acquisitions	8 735	29 909	8 885	596	100 776	148 902
- Cessions	-5 650	-1 757	-1 038		-149	-8 594
- Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-17 305	-74 454	-12 634	-614		-105 007
- Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-621	-6 346	-14	-912		-7 894
- Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Autres produits d'exploitation")	20	347	1			368
- Écarts de conversion	-944	-2 278	-34	-20	52	-3 223
- Autres mouvements	-19 847	-47 997	-5 454	-150	-78 881	-5 435
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>215 852</b>	<b>286 933</b>	<b>40 270</b>	<b>2 184</b>	<b>77 444</b>	<b>622 685</b>
<i>dont leasing :</i>	<i>2 165</i>	<i>420</i>	<i>122</i>			<i>2 707</i>
Valeur d'acquisition	479 095	1 113 194	157 553	17 267	77 444	1 844 552
Amortissements cumulés	-263 242	-826 260	-117 282	-15 082		-1 221 867
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	<b>215 852</b>	<b>286 934</b>	<b>40 271</b>	<b>2 184</b>	<b>77 444</b>	<b>622 685</b>
<b>Leasing</b>						
Valeur d'acquisition	2 422	535	373			3 330
Amortissements cumulés	-257	-115	-251			-623
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	<b>2 165</b>	<b>420</b>	<b>122</b>			<b>2 707</b>

La direction détermine la durée de vie résiduelle estimée des immobilisations corporelles et par conséquent, le niveau des charges d'amortissements. Elle utilise des estimations standard, basées sur une combinaison de durabilité physique et de cycle de vie des produits. La durée de vie résiduelle peut varier de manière importante en fonction d'innovations technologiques, d'évolutions du marché ou d'actions des concurrents. La direction augmente la charge d'amortissement des actifs dont la durée de vie a été réduite et réduit la valeur des actifs techniquement obsolètes ou non stratégiques qui ont été abandonnés ou vendus.

La partie des investissements en immobilisations corporelles qui n'est pas liée à des travaux d'entretien, concerne principalement des investissements dans le projet de pré-concentration de l'activité Métaux Précieux - Services. Les investissements ont également fortement augmenté dans les secteurs d'activités Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs, Cobalt et Matériaux Avancés.

Les réductions de valeur sont essentiellement dues à relocalisation planifiée de l'usine de Guarulhos à Americana (Brésil) et à la réduction des activités d'Umicore Autocat Canada liée à l'échéance d'un contrat important dans le marché de catalyseurs automobiles en Amérique du Nord.

La ligne « Autres mouvements » comprend essentiellement des transferts vers les immobilisations incorporelles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné à l'annexe 34.

## 17 Participations mises en équivalence

Les participations mises en équivalences sont constituées essentiellement des entreprises associées et joint ventures suivantes :

	Devise fonctionnelle	Parts détenues	
		2006 (%)	2007 (%)
<b>Sociétés associées</b>			
Ganzhou Yi Hao Umicore Industries	CNY	40,00	40,00
IEQSA	PEN	40,00	40,00
Element Six Abrasives	USD	40,22	40,22
Padaeng Industry Public Cy Ltd	THB	46,90	0,00
Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co. LTD	CNY	40,00	40,00
Todini	EUR	40,00	40,00
Reaxa	GBP	22,54	0,00
<b>Joint-ventures</b>			
Fohl China	CNY	50,00	0,00
ICT Japan	JPY	50,00	50,00
ICT USA	USD	50,00	50,00
Ordeg	KRW	50,00	50,00
Rezinal	EUR	50,00	50,00
SolviCore GmbH & Co KG	EUR	50,00	50,00
SolviCore Management GmbH	EUR	50,00	50,00
Hycore	NOK	0,00	51,00

(EUR milliers)

	Valeur comptable nette	Goodwill	Total
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>159 813</b>	<b>51 609</b>	<b>211 422</b>
- Activités non continuées dans l'ouverture	-36 219	-7 044	-43 263
- Résultat de l'exercice	25 455		25 455
- Dividendes	-16 950		-16 950
- Augmentation de capital	2 066		2 066
- Remboursement de capital	-1 824		-1 824
- Autres réserves	955		955
- Écarts de conversion	-7 970	-142	-8 112
- Autres mouvements	-57	15	-42
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>125 269</b>	<b>44 437</b>	<b>169 706</b>
<b>dont joint-ventures</b>	<b>48 132</b>	<b>355</b>	<b>48 487</b>

La part d'Umicore dans les postes du bilan et de compte de résultats des principales sociétés associées aurait été la suivante :

	(EUR milliers)	
	31/12/06	31/12/07
Actifs	257 339	228 488
Passifs	122 477	133 580
Chiffre d'affaires	203 453	240 677
Résultat net	20 077	21 152

En juin 2007, Umicore et Hydro ont décidé de mettre en commun leurs forces pour produire du silicium de qualité photovoltaïque destiné à la fabrication de cellules solaires. Baptisée HyCore, la nouvelle société aura son quartier général à Porsgrunn, en Norvège. La première démarche d'HyCore consistera en la construction d'une usine pilote au sein du parc industriel d'Hydro à Herøya, près de Porsgrunn. Cette usine pilote, qui devrait être opérationnelle en 2008, aura une capacité annuelle d'environ 20 tonnes de silicium de qualité photovoltaïque.

Les 22 % encore détenus dans Padaeng au 31 décembre 2007 ont été transférés vers les activités non continuées (voir annexe 39).

La part d'Umicore dans les postes du bilan des joint-ventures aurait été la suivante :

	(EUR milliers)	
	31/12/06	31/12/07
Actifs court terme	136 898	135 045
Actifs long terme	19 103	19 097
Passifs court terme	95 298	94 808
Passifs long terme	7 657	10 274

La part d'Umicore dans les postes du compte de résultats des joint-ventures aurait été la suivante :

	(EUR milliers)	
	31/12/06	31/12/07
Résultat d'exploitation	18 691	8 941
Résultat financier	414	-1 523
Impôts	-7 060	-3 116
Résultat net du Groupe	12 045	4 302

## 18 Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés

(EUR milliers)

	Annexes	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts octroyés
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES LONG TERME</b>			
<b>Au début de l'exercice 2006</b>		<b>31 016</b>	<b>5 324</b>
- Augmentations		14 139	557
- Diminutions		-12 194	-2 368
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)		-172	-1 817
- Reprises de réductions de valeur (inclus dans « Autre produits d'exploitation »)		9	
- Écarts de conversion		-144	-287
- Juste valeur reconnue dans les fonds propres		17 788	
- Juste valeur sortie des fonds propres		-1 409	
- Autres mouvements		-941	1 198
<b>Au terme de l'exercice 2006</b>		<b>48 092</b>	<b>2 606</b>
- Activités non continuées dans l'ouverture		-49	
- Augmentations	(a)	81 455	1 294
- Diminutions	(b)	-3 545	-1 095
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)		-817	-456
- Écarts de conversion		-85	-60
- Juste valeur reconnue dans les fonds propres	(c)	2 971	
- Juste valeur sortie des fonds propres	(d)	-18 665	
- Autres mouvements		-1 126	360
<b>Au terme de l'exercice</b>		<b>108 230</b>	<b>2 651</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES COURT TERME</b>			
<b>Au terme de l'exercice 2006</b>		<b>328</b>	<b>37 181</b>
- Activités non continuées dans l'ouverture			-39 923
- Augmentations			10 673
- Diminutions			-960
- Réductions de valeur (inclus dans « Amortissements et réductions de valeur »)			63
- Écarts de conversion		7	105
- Autres mouvements		-272	41
<b>Au terme de l'exercice</b>		<b>64</b>	<b>7 181</b>

(a) Principalement lié à la participation qu'Umicore détient encore dans Nyrstar après l'introduction de cette société sur Euronext Brussels. Nyrstar est une société indépendante basée à Londres, Angleterre. Umicore a également augmenté sa participation dans Duksan Hi-metal Co. Ltd basée à Ulsan en Corée du sud.

(b) Essentiellement lié à la vente des actions Cumerio.

(c) Ce montant est principalement lié aux revalorisations à leur juste valeur, des actions détenues dans Nyrstar et Duksan.

(d) Relatif à la vente de Cumerio et d'une partie de la participation dans Nymex

Les prêts octroyés sont essentiellement des prêts à taux flottant accordés à des sociétés associées ou à des sociétés non consolidées. Leur juste valeur peut donc être considérée comme égale à leur valeur comptable.

L'augmentation des prêts octroyés à court terme est due à la comptabilisation de « Margin

calls » pour EUR 6,1 millions (EUR 36 millions en 2006) essentiellement chez Umicore SA, Belgique et Umicore Precious Metals NJ, USA. Ces « Margin calls » ont une juste valeur égale à la valeur comptable. En effet, ces « Margin calls » sont calculées en utilisant les conditions normales du marché.

## 19 Stocks

(EUR milliers)

	31/12/06	31/12/07
<b>Analyse des stocks</b>		
Produits de base avec couverture (valeur brute)	866 462	701 119
Produits de base sans couverture (valeur brute)	236 779	240 685
Consommables (valeur brute)	75 240	60 820
Réductions de valeur	-45 153	-39 247
Avances	17 173	3 082
Contrats en cours	1 772	2 210
<b>Total des stocks</b>	<b>1 152 272</b>	<b>968 668</b>

Les stocks ont diminué de EUR 184 millions. Cette baisse est principalement liée aux effets combinés de la sortie des activités non continuées (EUR 229 millions), partiellement compensée par l'entrée de stock liée aux regroupements d'entreprises (EUR 47 millions).

Suite à la baisse des cours du zinc en fin de période, une réduction de valeur de EUR 10 millions a été prise en charge par la business unit Building Products en France sur les stocks permanents de zinc.

Sur base des prix des métaux et des taux de change en vigueur à la date de clôture, la valeur du stock métal serait supérieure à la valeur comptable actuelle de quelques EUR 964 millions. Toutefois, la plupart de ces stocks ne peuvent être réalisés parce qu'ils sont nécessaires aux opérations commerciales et industrielles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les stocks.

## 20 Créances commerciales et autres créances

(EUR milliers)

À LONG TERME	Annexes	31/12/06	31/12/07
Dépôts et garanties en espèces		3 765	2 486
Créances commerciales à plus d'un an		1 645	
Autres créances à plus d'un an		-20	1 340
Avantages sociaux		879	913
<b>Total</b>		<b>6 269</b>	<b>4 740</b>
<b>À COURT TERME</b>			
Créances commerciales (bruttes)		832 719	734 240
Créances commerciales (réduction de valeur)		-17 667	-11 520
Autres créances (bruttes)		172 094	117 125
Autres créances (réductions de valeur)		-9 330	-8 063
Intérêts à recevoir		57	611
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	32	27 506	17 312
Juste valeur des autres instruments financiers	32	29 723	12 431
Comptes de régularisation		12 052	17 899
<b>Total</b>		<b>1 047 155</b>	<b>880 033</b>

(EUR milliers)

	Total	du entre				
		Non du	0-30 jours	30-60 jours	60-90 jours	> 90 jours
<b>BALANCE AGÉE 2006</b>						
Créances commerciales (hors créances douteuses) - brutes	817 950	590 146	165 964	37 106	15 169	9 564
Autres créances (bruttes)	172 094	130 187	30 857	1 691	2 606	6 752
<b>BALANCE AGÉE 2007</b>						
Créances commerciales (hors créances douteuses) - brutes	721 746	472 182	175 766	44 914	13 235	15 648
Autres créances (bruttes)	117 125	89 842	14 904	3 719	807	7 853

Les créances commerciales ont diminué de EUR 169 millions. Cette diminution est liée, entre autres, aux effets combinés de la sortie des activités non continuées (EUR 113 millions) partiellement compensée par l'entrée de nouvelles créances liées aux regroupements d'entreprises (EUR 58 millions). La baisse du prix du Zinc et du dollar américain joue également un rôle dans la diminution des créances. La diminution du poste autres créances (brutes) s'explique principalement par la diminution des montants de TVA à récupérer. Par défaut, tous les secteurs d'activité utilisent l'assurance crédit comme moyen de

limiter le risque crédit lié aux créances commerciales. EUR 423 millions des créances commerciales du groupe sont couverts par des limites de crédit assurées. L'indemnité en cas de non paiement s'élève à 95 % avec une limite annuelle maximum de EUR 20 millions.

Certains secteurs d'activité travaillent sans assurance crédit mais mettent en place des limites de crédit sur base de l'information financière et de la connaissance de l'entreprise qui sont approuvées par le management. Aucune réduction de valeur majeure pour non paiement n'a été nécessaire les dernières années.

### Risque de crédit - Créances commerciales et autres créances

(EUR milliers)

	Créances commerciales (réductions de valeur)	Autres créances (réductions de valeur)	TOTAL
<b>AU DÉBUT DE L'EXERCICE 2006</b>	-17 239	-5 174	-22 413
- Réductions de valeur reconnues en résultat	-8 669	-398	-9 067
- Reprises de réductions de valeur	1 687	291	1 978
- Réductions de valeur netting avec la valeur brute	353	147	500
- Diminution	162	1 562	1 724
- Variation de périmètre	-5		-5
- Autres mouvements	5 757	-5 770	-13
- Écarts de conversion	287	12	299
<b>AU TERME DE L'EXERCICE 2006</b>	<b>-17 667</b>	<b>-9 330</b>	<b>-26 997</b>
<b>AU DÉBUT DE L'EXERCICE 2007</b>	<b>-17 667</b>	<b>-9 330</b>	<b>-26 997</b>
- Activités non continuées dans l'ouverture	2 003	1 233	3 236
- Réductions de valeur reconnues en résultat	-2 603	-42	-2 645
- Reprises de réductions de valeur	10 189	80	10 270
- Réductions de valeur compensée avec la valeur brute	-3 439		-3 439
- Écarts de conversion	-4	-5	-9
<b>AU TERME DE L'EXERCICE</b>	<b>-11 520</b>	<b>-8 063</b>	<b>-19 584</b>



## 22 Liquidités et quasi-liquidités

(EUR milliers)

	31/12/06	31/12/07
<b>Liquidités et quasi-liquidités</b>		
Dépôts à terme auprès des banques	18 320	71 312
Autres dépôts à terme	3 319	7 276
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	152 979	140 327
<b>Total liquidités et quasi-liquidités</b>	<b>174 617</b>	<b>218 914</b>
Découverts bancaires (compris dans les dettes financières court terme au bilan)	11 675	7 485
<b>Situation nette de trésorerie à la clôture (voir tableau de financement consolidé)</b>	<b>162 943</b>	<b>211 429</b>

Ces montants de trésorerie sont entièrement disponibles pour le groupe.

La gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien de dépôts monétaires et de titres négociables et l'accès au financement grâce à la disponibilité de lignes de crédit confirmées ainsi que par la possibilité de dénouer des positions de marché. Il est en effet impératif que – suite à la nature dynamique de ses opérations – le groupe puisse disposer de la

flexibilité en matière de sources de financement par l'existence de lignes de crédit confirmées.

Les excédents de liquidités sont investis pour des périodes très courtes sous forme de dépôts répartis auprès d'un nombre limité de banques. Ces institutions financières sont essentiellement des banques disposant d'une notation de crédit de minimum AA- (Standard & Poor's)

## 23 Évolution des capitaux propres consolidés

(EUR milliers)

	Part du Groupe						Fonds propres des activités non continuées	Total
	Capital et primes d'émission	Résultats reportés	Écarts de conversion et autres réserves	Actions détenues en propre	Intérêts minoritaires	Total des activités continuées		
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>456 918</b>	<b>678 811</b>	<b>-136 055</b>	<b>-28 578</b>	<b>44 326</b>	<b>1 015 422</b>		<b>1 015 422</b>
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente			16 332		6	16 337		16 337
Mouvements des réserves de cash-flow hedge			-248 977		-43	-249 020		-249 020
Mouvements des réserves pour avantages postérieurs à l'emploi			631		-113	518		518
Mouvements des réserves pour paiement en actions			7 712			7 712		7 712
Mouvements des impôts différés reconnus directement en réserves			86 090		53	86 143		86 143
Mouvements des écarts de conversion			-38 543		-5 478	-44 021		-44 021
<b>Résultat net reconnu directement en réserves</b>			<b>-176 756</b>		<b>-5 575</b>	<b>-182 331</b>		<b>-182 331</b>
Résultat de la période		195 848			4 925	200 773		200 773
<b>Résultat total reconnu</b>		<b>195 848</b>	<b>-176 756</b>		<b>-650</b>	<b>18 442</b>		<b>18 442</b>
Augmentation de capital	6 948					6 948		6 948
Dividendes		-47 156			-4 447	-51 603		-51 603
Transferts								
Mouvements sur actions propres				-10 944		-10 944		-10 944
Variation de périmètre					9 876			9 876
<b>Impact des activités non continuées</b>								
<b>Solde au 31 décembre 2006</b>	<b>463 866</b>	<b>827 503</b>	<b>-312 810</b>	<b>-39 521</b>	<b>49 105</b>	<b>988 142</b>		<b>988 142</b>
Opérations non continuées dans l'ouverture			217 711		-14 246	203 465	-217 711	-14 246
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente			-15 743		-10	-15 753		-15 753
Mouvements des réserves de cash-flow hedge			33 606		-10	33 596	190 332	223 927
Mouvements des réserves pour avantages postérieurs à l'emploi			14 716		73	14 790	1 864	16 654
Mouvements des réserves pour paiement en actions			5 812			5 812		5 812
Mouvements des impôts différés reconnus directement en réserves			-15 814		-55	-15 869	-63 286	-79 155
Mouvements des écarts de conversion			-36 086		-2 260	-38 346	420	-37 926
Variation de périmètre des activités non continuées							85 736	85 736
<b>Résultat net reconnu directement en réserves</b>			<b>-13 508</b>		<b>-2 261</b>	<b>-15 769</b>	<b>215 065</b>	<b>199 296</b>
Résultat de la période		653 083			9 300	662 383		662 383
<b>Résultat total reconnu</b>		<b>653 083</b>	<b>-13 508</b>		<b>7 039</b>	<b>646 613</b>	<b>215 065</b>	<b>861 678</b>
Augmentation de capital	5 555				445	6 000		6 000
Dividendes		-53 209			-1 096	-54 305		-54 305
Transferts		454	-454					
Mouvements sur actions propres				-257 441		-257 441		-257 441
Coûts d'augmentation de capital								
Variation de périmètre					724	724		724
<b>Solde au 31 décembre 2007</b>	<b>469 421</b>	<b>1 427 831</b>	<b>-109 062</b>	<b>-296 963</b>	<b>41 970</b>	<b>1 533 196</b>	<b>-2 645</b>	<b>1 530 551</b>

La réserve légale de EUR 73 839 milliers, incluse dans les résultats reportés n'est pas distribuable.

Le capital du Groupe au 31 décembre 2007 était composé de 130 986 625 actions sans valeur nominale. Le détail des écarts de conversion et autres réserves est repris à la page suivante :

(EUR milliers)

	Réserves pour actifs financiers disponibles à la vente	Réserves de couverture stratégique	Impôts différés reconnus directement en réserves	Réserves pour avantages postérieurs à l'emploi	Réserves pour paiements fondés sur des actions	Écarts de conversion	TOTAL
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	9 291	-90 603	42 415	-62 553	3 255	-37 858	-136 053
Profits et pertes reconnus en réserves	17 788	-356 815	123 077	-2 017	7 712		-210 255
Profits et pertes sortis des réserves	-1 409	108 080	-36 739	-353			69 579
Écarts de conversion	-47	-242	-248	3 001		-38 543	-36 079
<b>Solde au 31 décembre 2006</b>	<b>25 622</b>	<b>-339 580</b>	<b>128 505</b>	<b>-61 922</b>	<b>10 967</b>	<b>-76 401</b>	<b>-312 810</b>
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>	<b>25 622</b>	<b>-339 580</b>	<b>128 505</b>	<b>-61 922</b>	<b>10 967</b>	<b>-76 401</b>	<b>-312 810</b>
Activités non continuées dans l'ouverture		316 063	-107 310	5 994		2 964	217 711
Profits et pertes reconnus en réserves	2 971	20 856	-11 962	12 597	5 812		30 274
Profits et pertes sortis des réserves	-18 665	12 949	-3 660	-1 219			-10 595
Transfert de/vers les résultats reportés				459			459
Écarts de conversion	-49	-200	-192	2 420		-36 081	-34 102
<b>Solde au 31 décembre 2007</b>	<b>9 879</b>	<b>10 088</b>	<b>5 381</b>	<b>-41 671</b>	<b>16 778</b>	<b>-109 518</b>	<b>-109 063</b>

Les profits et pertes reconnus en réserves pour actifs financiers disponibles à la vente sont liés aux ajustements de juste valeur sur les actions Nyrstar et Duksan. Les profits et pertes sortis des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente proviennent de la vente des actions Nymex et Cumerio (voir l'annexe 18 sur les actifs financiers).

Les gains nets reconnus en réserves de couverture stratégique (EUR 20 856 milliers) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique nouveaux ou présents à l'ouverture et pas encore parvenus à maturité à la fin de la période. Les gains nets sortis des réserves (EUR 12 949 milliers) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique parvenus à maturité durant la période.

De nouvelles pertes actuarielles nettes sur des plans à prestation définie postérieurs à la pension ont été reconnues en réserves pour avantages postérieurs à l'emploi pour EUR 12 597 milliers.

En 2007, les plans d'actions et d'options sur actions ont généré un mouvement de EUR 5 812 milliers sur la réserve pour paiements fondés sur des actions (voir l'annexe 10 sur les rémunérations et avantages sociaux).

## 24 Dettes financières

(EUR milliers)

LONG TERME	Prêts bancaires à long terme	Autres prêts à long terme	Total
<b>Solde au début 2006</b>	95 433	154 996	250 429
- Augmentation	535 500	35	535 535
- Diminution	-385 039	-382	-385 421
- Écarts de conversion		-1	-1
- Transferts	-351	13	-338
- Autres mouvements		-129	-129
<b>Solde au terme 2006</b>	245 543	154 532	400 074
- Activités non continuées dans l'ouverture	-543		-543
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises		110	110
- Augmentation	2 810	3 229	6 039
- Diminution	-225 130	-406	-225 536
- Écarts de conversion	-221	-1	-222
- Transferts		-420	-420
- Autres mouvements	1 699		1 699
<b>Solde au terme de l'exercice</b>	24 157	157 045	181 201

DETTES A LONG TERME ÉCHÉANT DANS L'ANNÉE	Prêts bancaires	Autres prêts	Total
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	351	382	733
- Activités non continuées dans l'ouverture	-351		-351
- Augmentations / diminutions	530	686	1 216
<b>Au terme de l'exercice</b>	530	1 068	1 598

COURT TERME	Prêts bancaires à court terme	Découverts bancaires	Titrisation	Papiers commerciaux	Autres prêts	Total
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	228 228	11 675	125 000	203 168	18 989	587 060
- Activités non continuées dans l'ouverture	-16 717	-1 239	-52 331	-8 804	29 193	-49 898
- Augmentations / diminutions	-97 000	-2 951	-72 669	-111 369	-39 136	-323 126
<b>Au terme de l'exercice</b>	114 511	7 485		82 995	9 046	214 036

La dette financière nette du groupe a diminué de EUR 605,1 millions principalement en raison de la cession de la majorité de la part du Groupe dans Nyrstar.

En raison de l'amélioration de sa situation de liquidité résultant de la mise en bourse de Nyrstar, Umicore a fortement diminué son recours au programme de papiers commerciaux de EUR 300 millions.

Au cours de 2007, Umicore a arrêté le programme de titrisation en rachetant en juillet 2007, les créances de Zinc Alloys pour EUR 52,3 millions ; ce qui représente la valeur de ces créances diminuée des commissions et du prix d'achat global différé. Le raisonnement est le même pour le rachat effectué en novembre 2007 pour les créances du groupe Umicore pour EUR 72,7 millions. Le programme existant à la fin 2006 couvrait les créances commerciales. La titrisation était une vente réelle des créances sans possibilité de recours. Cependant, suite à une réserve globale de non-paiement, une facture individuelle non payé ou un nombre de factures non payé, continuera à être à charge d'Umicore aussi longtemps que le montant cumulé impayé se situe en dessous de la réserve de non-paiement. Dans ce programme, les créances commerciales étaient enregistrées comme actifs et le financement obtenu était enregistré au passif. La valeur comptable de l'actif d'origine reste identique comparé à la valeur comptable reconnue dans le bilan et la valeur comptable des passifs associés.

La juste valeur de l'emprunt obligataire de EUR 150 millions émis en 2004 est de EUR 150,6 millions au 31 décembre 2007. Cette valeur est basée sur la cotation de

l'obligation sur le marché à cette date. Le taux d'intérêt effectif de cette obligation est de 4,875 %. Il correspond au taux d'intérêt fixe de l'obligation.

Les emprunts bancaires à long terme consistent essentiellement en un emprunt de EUR 20 millions échéant en 2013 et portant un intérêt de 5,36 % par an. La juste valeur était de EUR 21,2 millions au 31 décembre 2007.

Il n'y avait pas de montant échu dans l'emprunt bancaire syndiqué de EUR 450 millions échéant en 2013.

La période de révision des taux des emprunts à taux flottants est très courte et est liée à la gestion quotidienne de la trésorerie par le département financier du groupe.

Une partie des dettes financières à long terme est soumise à des conventions financières standard incluses dans les contrats d'emprunt.

Umicore n'a du faire face à aucune violation de convention d'emprunt que ce soit en 2007 ou lors des années précédentes. Le suivi des conventions de dettes est sous la responsabilité du département Trésorerie du Groupe. Afin de suivre cette activité, des certificats d'observation sont émis deux fois par an et envoyés aux agents bancaires. Cette méthode est une obligation faisant partie des règles d'octroi d'un prêt étant donné que la marge d'intérêt est basée sur le ratio entre la dette nette et l'EBITDA.

(EUR milliers)

ANALYSE DES DETTES À LONG TERME PAR DEVICES, EN CE COMPRIS LA TRANCHE ÉCHÉANT À MOINS D'UN AN	EUR Euro	USD US Dollar	Autres devises	Total
Prêts bancaires à long terme	22 099		2 588	24 687
Autres prêts à long terme	158 107		5	158 112
<b>Dettes financières à long terme</b>	<b>180 206</b>		<b>2 593</b>	<b>182 799</b>

## 25 Dettes commerciales et autres dettes

		(EUR milliers)	
	Annexes	31/12/06	31/12/07
<b>Long terme</b>			
Dettes commerciales à plus d'un an		74	74
Autres dettes à plus d'un an		254	511
Subsides en capital		3 126	4 401
		<b>3 454</b>	<b>4 987</b>
<b>Court terme</b>		<b>31/12/06</b>	<b>31/12/07</b>
Dettes commerciales à un an au plus		566 376	589 468
Acomptes reçus sur commandes		4 913	236
Impôts dus autres que les impôts de société		68 920	10 143
Dettes salariales et sociales		121 263	113 074
Autres dettes		47 725	39 452
Dividendes dus		4 889	5 522
Intérêts dus		8 122	7 686
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	32	350 621	7 119
Juste valeur des autres instruments financiers	32	23 140	14 656
Comptes de régularisation		83 927	77 459
		<b>1 279 896</b>	<b>864 817</b>

Les dettes commerciales ont diminué de EUR 415 millions.

La diminution liée aux activités non continuées (EUR 340 millions) est partiellement compensée par l'impact positif des regroupements d'entreprise se porte (EUR 40 millions). La baisse du prix du Zinc et du dollar américain y joue également un rôle.

L'impact sur la juste valeur des instruments de couverture est une diminution de EUR 41 millions. La TVA à payer par les activités continuées a diminué de EUR 38 millions.

## 26 Liquidité des dettes financières

(EUR milliers)

Décembre 2006	Maturité contractuelle					TOTAL
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois - 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
<b>Dettes financières</b>						
<b>Court terme</b>						
Prêts bancaires à court terme	92 493	110 312	25 424			228 228
Découverts bancaires	11 675					11 675
Titrisation	68 830	56 170				125 000
Papiers commerciaux	194 364	8 804				203 168
Autres prêts	11 284		7 706			18 989
Prêts bancaires long terme échéant dans l'année	351					351
Autres prêts long terme échéant dans l'année	382					382
<b>Long terme</b>						
Prêts bancaires long terme				25 425	220 117	245 543
Autres prêts long terme				1 809	152 723	154 532
<b>Dettes commerciales et autres dettes</b>						
<b>Court terme</b>						
Dettes commerciales à un an au plus	475 471	85 690	5 217			566 376
Acomptes reçus sur commandes	424	4 165	325			4 913
Impôts dus autres que les impôts de société	54 249	-946	15 617			68 920
Dettes salariales et sociales	46 870	62 560	11 833			121 263
Autres dettes	19 564	25 927	2 234			47 725
Dividendes dus	4 889					4 889
Intérêts dus	1 497	80	6 546			8 122
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	21 105	42 917	286 598			350 621
Juste valeur des autres instruments financiers	3 807	13 067	6 266			23 140
Comptes de régularisation	14 513	14 668	54 746			83 927
<b>Long terme</b>						
Dettes commerciales à plus d'un an					74	74
Autres dettes à plus d'un an				254		254
Subsides en capital					3 126	3 126

(EUR milliers)

Décembre 2007	Maturité contractuelle					TOTAL
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois - 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
<b>Dettes financières</b>						
<b>Court terme</b>						
Prêts bancaires à court terme	42 345	41 713	30 453			114 511
Découverts bancaires	4 113	893	2 479			7 485
<b>Titrisation</b>						
Papiers commerciaux			82 995			82 995
Autres prêts		76	8 969			9 046
Prêts bancaires long terme échéant dans l'année	2	130	397			530
Autres prêts long terme échéant dans l'année	32	65	971			1 068
<b>Long terme</b>						
Prêts bancaires long terme				4 157	20 000	24 157
Autres prêts long terme				154 079	2 966	157 044
<b>Dettes commerciales et autres dettes</b>						
<b>Court terme</b>						
Dettes commerciales à un an au plus	489 830	91 749	7 890			589 468
Acomptes reçus sur commandes	220		15			236
Impôts dus autres que les impôts de société	11 304	240	-1 401			10 143
Dettes salariales et sociales	44 073	60 781	8 220			113 074
Autres dettes	21 431	14 205	3 816			39 452
Dividendes dus	5 522					5 522
Intérêts dus	972	6 570	144			7 686
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	219	73	6 827			7 119
Juste valeur des autres instruments financiers	6 459	6 340	1 857			14 656
Comptes de régularisation	18 907	33 868	24 685			77 459
<b>Long terme</b>						
Dettes commerciales à plus d'un an					74	74
Autres dettes à plus d'un an				511		511
Subsides en capital				530	3 872	4 401

## 27 Provisions pour avantages sociaux

Le Groupe a diverses obligations légales et implicites de buts à atteindre, dont la majorité se situe dans les activités belges, françaises et allemandes, la plupart étant des régimes de fin de carrière.

(EUR milliers)

	Avantages postérieurs à l'emploi - pensions et autres	Avantages postérieurs à l'emploi - autres	Prestations de préretraite et autres	Autres avantages sociaux à long terme	Total
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>120 953</b>	<b>22 835</b>	<b>58 193</b>	<b>13 684</b>	<b>215 665</b>
- Activités non continuées dans l'ouverture	-3 633	-12 655	-8 136	-2 275	-26 699
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	374				374
- Dotations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	8 187	9 864	2 540	1 122	21 712
- Reprises (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	-452		-117	-81	-650
- Utilisations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	-17 492	-786	-13 759	-1 007	-33 044
- Impact taux d'intérêt et actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	4 418	539	1 804	530	7 291
- Écarts de conversion	-373	-154	-3		-530
- Transferts	-536	365	171		
- Reconnus en fonds propres	-9 316	-2 049			-11 365
- Autres mouvements	-862	-1	-94		-958
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>101 267</b>	<b>17 958</b>	<b>40 599</b>	<b>11 972</b>	<b>171 796</b>

Ce tableau indique les soldes et les mouvements sur les provisions pour avantages sociaux uniquement pour les entreprises consolidées. Il existe une différence entre la ligne « Reconnus en fonds propres » et ce qui est indiqué dans l'annexe 23 étant donné que cette annexe inclut également les entreprises associées et joint-ventures qui sont comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.

La diminution nette des provisions pour avantages sociaux est due principalement à l'exécution d'obligations en matière de fin de contrat ainsi qu'au changement de la législation fiscale qui a conduit à reprendre certaines provisions. Les mouvements

de 2007 montrent une diminution des montants dans les plans de la Belgique principalement expliqué par la déconsolidation de Nyrstar compensé par les versements additionnels effectués. La direction s'attend à ce que les dépenses à court terme restent dans le même ordre de grandeur que celles de l'année précédente et de l'année en cours.

Le tableau suivant, présenté en vertu de la version amendée d'IAS 19, a été établi sur base des rapports d'actuaire externes pour pratiquement l'ensemble des plans.

(EUR milliers)

Mouvements	31/12/06	2007	31/12/07
Belgique	67 457	-27 893	39 564
France	28 360	-9 067	19 293
Allemagne	108 817	-7 783	101 034
Sous-total	204 634	-44 743	159 891
Autres entités	11 031	874	11 905
Total	215 665	-43 869	171 796

(EUR milliers)

<b>Variation des obligations au titre de prestations définies</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<b>Obligations au titre de prestations définies au début de l'exercice</b>	<b>295 637</b>	<b>304 840</b>
Activités non continuées dans l'ouverture		-40 271
Coût des services rendus	18 675	10 321
Charge d'intérêts	12 889	11 501
Cotisations des participants au régime	42	307
Amendements	-2 555	10 803
Pertes (Gains) actuariels	-1 894	-10 688
Prestations versées par le régime/l'entreprise	-22 924	-24 872
Charges payées	-25	-31
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement/ cession d'entreprises)	6 635	14 808
Combinaison de régimes		
Réductions de régime		-315
Liquidations de régime		-99
Variation de taux de change	-1 640	-1 022
<b>Obligations au titre de prestations définies en fin d'exercice</b>	<b>304 840</b>	<b>275 282</b>
<b>Variation des actifs du régime</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<b>Juste valeur des actifs au début de l'exercice</b>	<b>76 455</b>	<b>88 220</b>
Activités non continuées dans l'ouverture		-13 572
Rendement attendu des actifs du régime	4 251	3 747
Gains/(Pertes) actuariels générés sur les actifs	-3 219	-789
Cotisations versées par l'entreprise	27 131	37 912
Cotisations versées par les participants au régime	42	307
Prestations versées par le régime/l'entreprise	-22 924	-24 872
Charges payées	-25	-31
Liquidations de régime		-215
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement/ cession d'entreprises)	7 294	12 636
Écarts de conversion	-785	-578
<b>Juste valeur des actifs en fin d'exercice</b>	<b>88 220</b>	<b>102 765</b>

Les régimes de retraite en Belgique, en France, au Liechtenstein, au Pays-Bas, au Etats-Unis et en Norvège sont partiellement ou totalement financés par des actifs couvrant une part importante des obligations. Tous les autres régimes sont peu financés ou non financés.

Les amendements incluent EUR 9,6 millions lié à l'acte de constitution de Nyrstar au sein duquel Umicore France a repris les plans médicaux de retraités de l'ex-entité Umicore Zinc Alloys France en échange d'un paiement à recevoir et incluent également

EUR 1,2 millions liés à la première consolidation d'une obligation de buts à atteindre au sein d'Umicore Nederland.

Le transfert net (+/-) inclut aussi bien l'obligation au titre de prestation définie que les actifs de régime pour EUR 12,7 millions lié à l'obligation de buts à atteindre au sein d'Umicore Nederland.

(EUR milliers)

<b>Montants comptabilisés au bilan</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Valeur actualisée des obligations financés	116 018	173 830
Juste valeur des actifs de couverture	88 220	102 765
<b>Déficit/(surplus) résultant de régime financé</b>	<b>27 798</b>	<b>71 065</b>
Valeur actualisée des obligations non financées	188 822	101 452
(Coût) Gain sur services passés non reconnus	-955	-721
<b>Passif (actif) net</b>	<b>215 665</b>	<b>171 796</b>
<b>Composantes du coût des services</b>		
<b>Montants comptabilisés dans le compte de résultats</b>		
Coût des services rendus	18 675	10 321
Charge d'intérêts	12 889	11 501
Rendement attendu des actifs du régime	-4 251	-3 747
Amortissement des coût des services passés incl. §58(a)	-2 247	10 803
Amortissement des pertes (gains) net incl. §58(a)	-3 259	1 297
Pertes/gains sur réductions de régime		-315
Pertes/gains sur liquidations de régime		116
<b>Charge totale du régime reconnue dans le compte de résultats</b>	<b>21 807</b>	<b>29 976</b>
<i>Rendement réel sur les actifs de couverture</i>	<b>1 032</b>	<b>2 742</b>
<b>Charges comptabilisées dans le SoRIE</b>		
Montant cumulé des gains et pertes actuariels comptabilisés	33 668	38 252
Activités non continuées dans l'ouverture		-5 866
Gains et pertes actuariels de la période	4 584	-11 365
Transfert vers réserves		459
Minorities		73
Écarts de conversion		-16
<b>Charge totale du régime reconnue dans le SoRIE des filiales consolidées globalement</b>	<b>38 252*</b>	<b>21 537</b>
Activités non continuées dans l'ouverture, sociétés associées et joint ventures		-128
Gains et pertes actuariels de la période, sociétés associées et joint ventures	23 670	20 261
<b>Charge totale du régime reconnue dans le SoRIE</b>	<b>61 922</b>	<b>41 671</b>

(\*) La charge total du régime reconnue dans le SoRIE des filiales a été mise à jour afin de permettre le lien avec les réserves pour avantages postérieurs à l'emploi (voir note 23).

La charge d'intérêts et le rendement de l'actif de régime de retraite ainsi que l'impact du taux d'actualisation sur les régimes non relatifs à des avantages postérieures à l'emploi inclus dans les pertes et gains actuarielles amortis sont enregistrés au compte de résultats dans la rubrique « Coûts financiers » (cf. annexe 11). Tous les autres éléments des dépenses de l'année sont repris en résultat d'exploitation.

Les gains actuariels de l'année reconnus dans les capitaux propres sont expliqués principalement par une augmentation du taux d'actualisation sur les plans de pensions. Le principe d'amortissement des gains et pertes actuarielles est le principe d'expérience.

	(%)	
<b>Hypothèses actuarielles principales</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
<i>Hypothèses moyennes pondérées pour déterminer le coût des services</i>		
Taux d'actualisation (%)	4,36	5,16
Taux d'augmentation de salaire (%)	2,36	2,95
Taux d'inflation (%)	2,07	2,08
<i>Hypothèses moyenne-pondérées pour déterminer le coût net</i>		
Taux d'actualisation (%)	4,16	4,36
Taux attendu à long terme sur les actifs au cours de l'exercice (%)	5,11	4,99
Taux d'augmentation de salaire (%)	2,28	2,37
Taux d'inflation (%)	1,82	2,07
<b>Actifs du régime</b>	<b>2007</b>	
	Pourcentage des actifs du régime	Rendement attendu des actifs du régime
Capitaux propres (%)	4,70	6,89
Titres de créance (%)	17,20	3,84
Immobilier (%)	0,84	4,50
Autres (%)	77,26	4,51
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>5,00</b>

Les autres actifs de régime sont principalement investis dans des contrats d'assurance et dans des dépôts bancaires à terme. Le rendement à long terme attendu sur les

hypothèses d'actifs est documenté pour les régimes individuels.

Historique des gains et des pertes	2006	2007
<i>Différence entre le taux attendu et réel sur les actifs de couverture</i>		
Montant	3 219	789
Pourcentage des actifs du régime (%)	4,00	1,20
<i>Expérience (gain)/pertes sur les obligations du régime</i>		
Montant	-4 996	9 129
Pourcentage de la valeur actualisée des obligations du plan	-2,00	3,30
<b>Informations requises pour les régimes d'assistance médicale postérieurs à l'emploi</b>		
<i>Hypothèse d'évolution des coûts médicaux</i>		
Taux d'évolution à court terme (%)	5,11	4,25
Taux d'évolution à long terme (%)	6,75	6,75
Année au cours de laquelle le taux d'évolution à long terme est atteint	2006	2007
<b>2007</b>		
<i>Sensibilité des hypothèses d'évolution</i>	<b>Sensibilité +1 %</b>	<b>Sensibilité -1 %</b>
Impact sur le coût du service total et sur le coût financier	274	-290
Impact sur le coût des services rendus	2 751	-2 415

(EUR milliers)		
Réconciliation des éléments de bilan	2006	2007
Passif (actif) au bilan	217 875	215 666
Activités non continuées dans l'ouverture		-26 699
Charge comptabilisée dans le compte de résultats	21 807	29 976
Montants comptabilisés dans les capitaux propres (SORIE) au cours de l'exercice	4 584	-10 906
Cotisations de l'employeur versées à des fonds au cours de l'exercice	-8 707	-25 550
Cotisations de l'employeur versées directement au cours de l'exercice	-18 424	-12 362
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement/ cession d'entreprises)	-659	2 172
Montants reconnus suite à un regroupement de plans		
Autres	45	-58
Ajustement de taux de change - (gains)/pertes	-855	-444
<b>Passif / (actif) à la clôture du bilan</b>	<b>215 666</b>	<b>171 795</b>

La contribution aux plans au cours de l'année commençant après la date du bilan est estimée à EUR 19,7 millions.

## 28 Plans d'options sur actions accordés par la société

Plan	Échéance	Exercice	Ancien prix d'exercice (EUR) avant sortie de Cumerio (le prix d'exercice peut être plus élevé dans certains pays)	Nouveau prix d'exercice (EUR) après sortie de Cumerio (le prix d'exercice peut être plus élevé dans certains pays)	Nombre d'options à exercer
ESOP 1999 (10 ans)	10.06.2009	une fois l'an : du 20 mai au 10 juin	7,32	5,22	60 825
			7,46	5,36	37 400
					<b>98 225</b>
ISOP 2001 (7 ans)	14.03.2008	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	8,29	6,19	11 850
			8,36	6,26	
			8,49	6,39	83 000
					<b>94 850</b>
ISOP 2002 (7 ans)	14.03.2009	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	7,60	5,50	1 375
			9,22	7,12	38 800
			9,63	7,53	266 150
			7,60	7,60	
					<b>306 325</b>
ISOP 2003 (7 ans)	13.03.2010	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	6,84	4,74	359 250
			7,02	4,92	71 800
					<b>431 050</b>
ISOP 2003 bis	13.03.2010	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	8,80	6,70	20 000
					<b>20 000</b>
ISOP 2004	11.03.2011	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	10,41	8,31	266 750
			10,74	8,64	145 500
					<b>412 250</b>
ISOP 2005	16.06.2012	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles		12,92	470 000
				13,66	8 500
					<b>478 500</b>
ISOP 2006	02.03.2013	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles		22,55	651 125
				24,00	12 500
					<b>663 625</b>
ISOP 2007	16.02.2014	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles		26,55	717 750
				27,36	25 000
					<b>742 750</b>
<b>Total</b>					<b>3 247 575</b>

- ESOP signifie « Employee Stock Option Plan » (plan international pour les ouvriers, les employés et les cadres).

- ISOP signifie « Incentive Stock Option Plan » (plan international pour les cadres).

- Le plan ISOP 2003 bis a été créé au cours du premier semestre de 2004 pour les membres de la direction de PMG qui ont rejoint Umicore à la suite de l'acquisition.

Les plans d'options sur actions accordés sont octroyés immédiatement sans conditions. Au moment où l'action est exercée des actions détenues en propre sont utilisées. Les options non exercées à la date d'expiration expirent automatiquement.

(EUR milliers)

Détails des options en circulation	2006		2007	
	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice
Au début de l'année	4 938 100	7,32	4 109 650	10,13
Octroyées dans l'année	732 625	22,59	742 750	26,57
abandonnées dans l'année				
Exercées dans l'année	1 561 075	7,10	1 604 825	7,08
échues dans l'année				
<b>Fin de la période</b>	<b>4 109 650</b>	<b>10,13</b>	<b>3 247 575</b>	<b>15,39</b>
Exercables fin d'année	4 109 650	10,13	3 247 575	15,39

Les options en circulation fin de l'année ont une durée de vie résiduelle moyenne pondérée se terminant en décembre 2011.

## 29 Provisions pour environnement

(EUR milliers)

	Provisions pour assainissement du sol et réhabilitation du site	Autres provisions environnementales	TOTAL
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>100 910</b>	<b>34 786</b>	<b>135 696</b>
- Activités non continuées dans l'ouverture	-26 232	-30 967	-57 199
- Variation de périmètre			
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises		518	518
- Dotations	45 835	1 780	47 615
- Reprises	-46		-46
- Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	-11 186	-920	-12 107
- Actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	-3 782		-3 782
- Écarts de conversion	102	-24	78
- Autres mouvements	411	-414	-3
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>106 011</b>	<b>4 759</b>	<b>110 770</b>
Dont :			
- À long terme	65 561	2 665	68 226
- À court terme	40 451	2 093	42 544

Les provisions environnementales légales et constructives sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Des provisions environnementales liées à l'activité Zinc Alloys (EUR 57 199 milliers) et incluses dans le bilan à l'ouverture ont été reclassées en activités non continuées.

Les provisions pour environnement des activités continuées ont augmenté de EUR 32 273 milliers, les nouvelles dotations étant en partie compensées par des utilisations et reprises de provisions existantes.

Les dotations de la période sont dues principalement à la réhabilitation du site d'Olen en Belgique, où des matériaux radioactifs sont stockés (EUR 26 093 milliers). Ces provisions ont été enregistrées suite à des discussions avec les autorités fédérales sur la manière de traiter ces matériaux de façon structurée. Ces discussions ont conduit au calcul et à l'enregistrement d'une première estimation fiable.

Une dotation de EUR 5 402 milliers est relative à la réhabilitation du site de Guarulhos au Brésil, suite à une décision de relocalisation des activités vers Americana. Une dotation de EUR 9 841 milliers est liée à un accord avec Nyrstar par lequel Umicore a racheté le site de Calais en France y compris les obligations de réhabilitation y relatives et ce directement à la création de Nyrstar fin du mois d'août. Umicore a obtenu une compensation du même montant pour avoir repris cette dette. Celle-ci est enregistrée dans les Autres produits d'exploitation (voir l'annexe 9).

La plupart des utilisations de provisions de la période sont liées à la réalisation de programmes de réhabilitation de sites et au traitement des déchets en Belgique et en France.

Une part importante de la provision pour assainissement du sol et réhabilitation est relative aux activités en France et en Belgique. La direction s'attend à ce que la sortie de liquidités découlant de la mise en œuvre de ces projets se produise essentiellement endéans les 5 prochaines années.

## 30 Provisions pour autres risques et charges

(EUR milliers)

	Provisions pour restructuration et réorganisation	Provisions pour autres risques et charges	TOTAL
<b>Au terme de l'exercice précédent</b>	<b>18 579</b>	<b>52 673</b>	<b>71 252</b>
- Activités non continuées dans l'ouverture	-2 599	-3 957	-6 556
- Variation de périmètre			
- Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	1 542	2 329	3 871
- Dotations	4 986	28 303	33 289
- Reprises	-28	-11 762	-11 791
- Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	-2 647	-5 068	-7 715
- Actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")		1 032	1 032
- Écarts de conversion	-30	1 078	1 048
- Transferts	63	-90	-27
- Charges financières			
- Autres mouvements	-231	-64	-295
<b>Au terme de l'exercice</b>	<b>19 636</b>	<b>64 474</b>	<b>84 110</b>
Dont: - A long terme	10 371	45 125	55 496
- À court terme	9 265	19 350	28 615

Les provisions pour restructuration et réorganisation, impôts, garanties, litiges et contrats déficitaires sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions pour autres risques et charges des activités Zinc Alloys incluses dans le bilan au début de la période, ont été transférées vers les activités non continuées. Il s'agit d'un montant de EUR 6 556 milliers dont EUR 2 980 milliers sont relatifs à des contrats déficitaires liés à l'IAS39.

Les provisions des activités continuées ont augmenté de EUR 19 414 milliers, les dotations de la période n'étant que partiellement compensées par les reprises et les utilisations.

L'acquisition de Delphi compte pour EUR 3 871 milliers dans cette augmentation. Ces provisions sont relatives à des coûts de restructuration et à des risques de garanties repris par Umicore dans le cadre du regroupement d'entreprises.

La provision pour restructuration et réorganisation est principalement liée à la restructuration prévue du site de Guarulhos au Brésil. L'utilisation de provision dans cette catégorie est liée à l'exécution du plan de restructuration des activités de Precious Metal refining à Hanau pour lequel une provision avait été prise en 2006.

Les dotations, reprises et utilisation de provisions pour autres risques et charges concernent principalement des provisions pour litiges et garanties et touchent de nombreuses filiales pour des petits montants; principalement l'Allemagne, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Belgique et la France. Elles sont principalement liées au segment Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs.

Elles incluent également des provisions pour contrats déficitaires liés à l'impact de IAS 39 (voir l'annexe 9). La dotation nette de la période pour les provisions pour contrats déficitaires s'élève à EUR 6 306 milliers. Le solde de cette provision à la fin de la période de EUR 11 780 milliers est classé en court terme.

Aucune estimation ne peut être réalisée en ce qui concerne les sorties de liquidités relatives aux provisions pour autres risques et charges à long terme.

## 31 Instruments financiers par catégorie

(EUR milliers)

Au 31 décembre 2006	JUSTE VALEUR	Valeur comptable			
		Held for trading - sans comptabilité de couverture	Held for trading - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Disponibles à la vente
<b>ACTIFS</b>					
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	48 420				48 420
Actifs financiers disponibles à la vente	48 420				48 420
<b>Prêts octroyés par l'entreprise</b>	39 787			39 787	
Prêts octroyés par l'entreprise	39 787			39 787	
<b>Créances commerciales et autres créances</b>	1 053 423	29 723	27 506	996 194	
<b>Non-current</b>					
Dépôts et garanties en espèces	3 765			3 765	
Créances commerciales à plus d'un an	1 645			1 645	
Autres créances à plus d'un an	-20			-20	
Avantages sociaux	879			879	
<b>Court terme</b>					
Créances commerciales (bruttes)	832 719			832 719	
Créances commerciales (réduction de valeur)	-17 667			-17 667	
Autres créances (bruttes)	172 094			172 094	
Autres créances (réductions de valeur)	-9 330			-9 330	
Intérêts à recevoir	57			57	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	27 506		27 506		
Juste valeur des autres instruments financiers	29 723	29 723			
Comptes de régularisation	12 052			12 052	
<b>Liquidités et quasi-liquidités</b>	174 617			174 617	
Dépôts à terme auprès des banques	18 320			18 320	
Autres dépôts à terme	3 319			3 319	
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	152 979			152 979	
<b>Total des instruments financiers (actifs)</b>	1 316 247	29 723	27 506	1 210 598	48 420
<b>PASSIFS</b>					
<b>Dettes financières</b>	991 167			987 867	
<b>Long terme</b>					
Prêts bancaires	245 542			245 542	
Autres prêts	157 832			154 532	
<b>Court terme</b>					
Prêts bancaires court terme	228 579			228 579	
Découverts bancaires	11 675			11 675	
Titrisation	125 000			125 000	
Papiers commerciaux	203 168			203 168	
Autres prêts	19 371			19 371	
<b>Dettes commerciales et autres dettes</b>	1 283 350	23 140	350 621	909 589	
<b>Court terme</b>					
Dettes commerciales à plus d'un an	74			74	
Autres dettes à plus d'un an	254			254	
Subsides en capital	3 126			3 126	
<b>Current</b>					
Dettes commerciales à un an au plus	566 376			566 376	
Acomptes reçus sur commandes	4 913			4 913	
Impôts dus autres que les impôts de société	68 920			68 920	
Dettes salariales et sociales	121 263			121 263	
Autres dettes	47 725			47 725	
Dividendes dus	4 889			4 889	
Intérêts dus	8 122			8 122	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	350 621		350 621		
Juste valeur des autres instruments financiers	23 140	23 140			
Comptes de régularisation	83 927			83 927	
<b>Total instruments financiers (passifs)</b>	2 274 517	23 140	350 621	1 897 456	

(EUR milliers)

Au 31 décembre 2007	JUSTE VALEUR	Valeur comptable			
		ACTIFS	Held for trading - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Disponibles à la vente
<b>ASSETS</b>					
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	108 294				108 294
Actifs financiers disponibles à la vente	108 294				108 294
<b>Prêts octroyés par l'entreprise</b>	9 832			9 832	
Prêts octroyés par l'entreprise	9 832			9 832	
<b>Créances commerciales et autres créances</b>	884 773	12 431	17 312	855 031	
<b>Long terme</b>					
Dépôts et garanties en espèces	2 486			2 486	
Créances commerciales à plus d'un an					
Autres créances à plus d'un an	1 340			1 340	
Avantages sociaux	913			913	
<b>Court terme</b>					
Créances commerciales (bruttes)	734 240			734 240	
Créances commerciales (réduction de valeur)	-11 520			-11 520	
Autres créances (bruttes)	117 125			117 125	
Autres créances (réductions de valeur)	-8 063			-8 063	
Intérêts à recevoir	611			611	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	17 312		17 312		
Juste valeur des autres instruments financiers	12 431	12 431			
Comptes de régularisation	17 899			17 899	
<b>Liquidités et quasi-liquidités</b>	218 915			218 915	
Dépôts à terme auprès des banques	71 312			71 312	
Autres dépôts à terme	7 276			7 276	
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	140 327			140 327	
<b>Total des instruments financiers (actifs)</b>	1 221 814	12 431	17 312	1 083 778	108 294
<b>PASSIFS</b>					
<b>Dettes financières</b>	398 637			396 837	
<b>Long terme</b>					
Prêts bancaires	25 357			24 157	
Autres prêts	157 645			157 045	
<b>Court terme</b>					
Prêts bancaires court terme	115 041			115 041	
Découverts bancaires	7 485			7 485	
Titrisation					
Papiers commerciaux	82 995			82 995	
Autres prêts	10 114			10 114	
<b>Dettes commerciales et autres dettes</b>	870 224	14 656	7 119	848 449	
<b>Long terme</b>					
Dettes commerciales à plus d'un an	74			74	
Autres dettes à plus d'un an	511			511	
Subsides en capital	4 401			4 401	
<b>Court terme</b>					
Dettes commerciales à un an au plus	589 468			589 468	
Acomptes reçus sur commandes	236			236	
Impôts dus autres que les impôts de société	10 143			10 143	
Dettes salariales et sociales	113 497			113 497	
Autres dettes	39 452			39 452	
Dividendes dus	5 522			5 522	
Intérêts dus	7 686			7 686	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	7 119		7 119		
Juste valeur des autres instruments financiers	14 656	14 656			
Comptes de régularisation	77 459			77 459	
<b>Total instruments financiers (passifs)</b>	1 268 861	14 656	7 119	1 245 286	

Les emprunts et les dettes ont été émises au taux du marché ce qui ne crée pas de différences majeures avec les dépenses effectives d'intérêt. Toutes les catégories d'instruments financiers d'Umicore sont à la juste valeur à l'exception des prêts bancaires et autres prêts à long terme pour lesquels la valeur comptable est différente de la juste valeur (voir note 24)

La juste valeur des instruments financiers échangés sur les marchés actifs est basée sur la cotation des prix du marché à la date du bilan.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés dans un marché actif est déterminée en utilisant des méthodes d'estimation, principalement les flux de trésorerie actualisés, sur base d'hypothèses de marché existant à la date du bilan.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est calculée comme la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés. La juste valeur des contrats à terme de risques de change et de contrats métaux est déterminée en utilisant les valeurs de change et de prix des métaux à terme à la date du bilan.

La juste valeur des actifs financiers cotés détenus par le groupe est le prix du marché. La juste valeur des passifs financiers est estimée en actualisant les flux de trésorerie contractuels futurs au taux d'intérêt du marché disponible pour des instruments financiers similaires.

La valeur comptable diminuée des réductions de valeur des créances commerciales et des dettes commerciales doit donner une valeur proche de la juste valeur.

#### Analyse de sensibilité sur les instruments financiers

Le groupe Umicore est exposé au prix des marchandises, aux devises étrangères et risque de taux d'intérêt.

##### a) Prix des marchandises

La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique aurait été EUR 17 millions plus basse/élevée si le prix des métaux avait diminué/augmenté de 10 %.

La juste valeur des autres instruments financiers de vente aurait été EUR 13,3 millions plus basse/élevée et la juste valeur des autres instruments financiers d'achat aurait été EUR 8,9 millions plus basse/élevée si le prix des métaux avait diminué/augmenté de 10 %.

##### b) Devises étrangères

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues lié aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été EUR 20,6 millions plus élevée si l'Euro avait augmenté de 10 % par rapport au dollar américain et aurait été EUR 24,2 millions plus basse si l'Euro avait diminué de 10 % par rapport au dollar américain.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendus liés aux autres instruments financiers aurait été EUR 5,7 millions plus élevée si l'Euro avait augmenté de 10 % par rapport au dollar américain et aurait été EUR 7,0 millions plus basse si l'Euro avait diminué de 10 % par rapport au dollar américain.

La juste valeur des contrats à terme de devises achetés liés aux autres instruments financiers aurait été EUR 0,3 million plus basse si l'Euro avait augmenté de 10 % par rapport au dollar américain et aurait été EUR 0,4 million plus élevée si l'Euro avait diminué de 10 % par rapport au dollar américain.

La juste valeur des postes du bilan exposé au dollar américain aurait été EUR 6,1 millions plus élevée si l'Euro avait augmenté de 10 % par rapport au dollar américain et aurait été EUR 7,4 millions plus basse si l'Euro avait diminué de 10 % par rapport au dollar américain.

##### c) Taux d'intérêt

La juste valeur des swaps de taux d'intérêts aurait été EUR 1,3 million plus basse/élevée et la juste valeur des liquidités et quasi-liquidités et des dettes financières aurait été EUR 1,7 million plus élevée/basse si le taux d'intérêt avait diminué/augmenté de 1%.

## 32 Juste valeur des instruments financiers

Umicore couvre ses risques structurels et transactionnels sur les métaux, les devises et les taux d'intérêts en utilisant respectivement des instruments dérivés sur métaux (cotés principalement au London Metal Exchange), des instruments dérivés sur devises et sur les swaps de taux d'intérêts avec des brokers réputés et des banques.

#### a) Instruments financiers de couverture stratégique :

	(EUR milliers)			
	Montant contractuel ou notionnel		Juste valeur	
	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007
Contrat à terme : marchandises vendues	411 111	166 870	-350 294	-3 963
Contrats à terme : devises vendues	458 020	235 626	26 420	13 117
Contrats à terme : swaps de taux d'intérêts	142 000	172 000	760	1 036
Impact total juste valeur (sociétés consolidées globalement)			-323 115	10 191
Reconnu en créances commerciales et autres créances			27 506	17 312
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			-350 621	-7 119
Impact total juste valeur (sociétés associées et joint ventures)			-16 565	
<b>TOTAL</b>			<b>-339 680</b>	<b>10 191</b>

Les principes et documentation des risques couverts ainsi que le timing lié aux opérations de couverture stratégique sont détaillés dans l'annexe 3 Gestion des risques financiers.

La juste valeur des instruments de couverture effectifs est tout d'abord reconnue dans les réserves pour juste valeur dans les fonds propres et sont sortis des fonds propres dès que la transaction prévue ou conclue a lieu (voir l'annexe 23).

Les contrats à terme de marchandises vendues sont établis pour couvrir les métaux suivants : zinc, or, argent, cuivre et plomb.

Les contrats à terme de devises sont établis pour couvrir l'USD vis-à-vis de l'Euro et de l'AUD.

La date de maturité moyenne des instruments financiers de couverture stratégique est janvier 2009 pour les contrats à terme de marchandises, novembre 2008 pour les contrats à terme de devises et mars 2008 pour les swaps de taux d'intérêts.

Les termes et conditions des contrats à terme sont les conditions habituelles du marché.

Dans les cas où une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par l'IAS 39 n'est pas disponible, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques structurels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des futurs flux de trésorerie probables et ne sont pas spéculatifs par nature.

Umicore n'a dû faire à aucune inefficacité sur les couvertures stratégiques dans le compte de résultat aussi bien en 2006 qu'en 2007.

b) autres instruments financiers

(EUR milliers)

	Montant contractuel et notionnel		Juste valeur	
	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007
Contrats à terme : marchandises vendues	191 227	134 734	-21 926	-1 101
Contrats à terme : marchandises achetées	-193 306	-90 856	27 871	-1 963
Contrats à terme : devises vendues	81 365	63 741	1 235	843
Contrats à terme : devises achetées	-47 980	-3 338	-596	-4
Impact fair value total (sociétés consolidées globalement)			6 584	-2 225
Reconnu en créances commerciales et autres créances			29 723	12 431
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			-23 140	-14 656
Impact fair value total (sociétés associées et joint ventures)			422	
<b>TOTAL GROUPE</b>			<b>7 006</b>	<b>-2 225</b>

Les principes et la documentation liés aux couvertures transactionnelles du Groupe sont inclus dans l'annexe 3 Gestion des risques financiers.

En l'absence d'une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par IAS 39, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques transactionnels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading.

Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des transactions existantes et des engagements qui ne sont pas spéculatifs par nature.

La juste valeur est immédiatement reconnue dans le compte de résultats dans les « Autres produits d'exploitation » pour les instruments de couverture des marchandises et dans les « Coûts financiers nets » pour les instruments de couverture des devises.

c) Dérivés incorporés

En 2006, une situation contractuelle a été identifiée chez Umicore Zinc Alloys France. Cette entité fait partie des activités non continuées 2007. Aucun montant n'est maintenu au niveau du groupe Umicore pour ce contrat spécifique.

En 2006, une situation contractuelle est activée par laquelle des ajustements variables de prix (dérivé incorporé) ont lieu sur la vente (contrat hôte) en 1992 de la participation et du prêt d'Aurifère de Guinée, une concession minière d'or en Guinée.

En 2007, un montant de EUR 6,2 millions a été reconnu dans le compte de résultat. Ce montant comprend les changements dans la valeur actualisée estimée des revenus potentiels de cette source, basé entre autre sur le prix de l'or, sur le potentiel minier, sur les conditions d'exploitation et sur la solvabilité du propriétaire de la mine pour EUR 3,3 millions et un revenu réel reconnu de EUR 9,5 millions.

Au niveau du bilan, la créance de EUR 5,8 millions liée à Aurifère de Guinée, est enregistrée dans les autres créances à court terme.

(EUR milliers)

	Maturité contractuelle				Total
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois - 1 an	1 à 5 ans	
<b>Au 31 décembre 2006</b>					
<b>Instruments dérivés actifs</b>					
<b>Risque de taux d'intérêt</b>					
Swaps de taux d'intérêt		760			760
<b>Risque lié au prix des métaux</b>					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	-92	69	178	171	326
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	102	257			359
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	7 237	5 985	13 996	992	28 210
<b>Risques liés aux devises</b>					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	1 399	3 283	12 389	9 348	26 419
Contrats à terme : devises vendues (autres)	997	87	151		1 235
<b>Instruments dérivés passifs</b>					
<b>Risque lié au prix des métaux</b>					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	-21 107	-42 922	-165 435	-121 159	-350 621
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	-9 283	-3 772	-8 887	-342	-22 284
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	-170	-160	-9		-339
<b>Risques liés aux devises</b>					
Contrats à terme : devises achetées (autres)	-16	-62	-518		-596
<b>Au 31 décembre 2007</b>					
<b>Instruments dérivés actifs</b>					
<b>Risque de taux d'intérêt</b>					
Swaps de taux d'intérêt		1 036			1 036
<b>Risque lié au prix des métaux</b>					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	-736	119	-1	3 774	3 157
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	327	3			330
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	351	51	2 328		2 730
<b>Risques liés aux devises</b>					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	1 007	642	7 063	4 405	13 117
Contrats à terme : devises vendues (autres)	810	33			843
<b>Instruments dérivés passifs</b>					
<b>Risque lié au prix des métaux</b>					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	-350	-375	-3 812	-2 583	-7 119
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	187	-977	-641		-1 431
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	-1 142	-2 359	-1 134	-57	-4 692
<b>Risques liés aux devises</b>					
Contrats à terme : devises achetées (autres)		-4			-4

## 33 Annexes au tableau de financement consolidé

### Définitions

Le tableau de financement identifie les activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour la période.

La trésorerie d'investissement liée à l'acquisition (et à la vente) de filiales est présentée nette des liquidités acquises (ou vendues) (voir l'annexe 8 « Regroupement d'entreprises »)

La méthode indirecte a été utilisée pour les cash-flows d'exploitation.

Le résultat net est corrigé en fonction des éléments suivants:

- l'impact d'opérations sans effet sur la trésorerie telles que les provisions et les amortissements et la variation du besoin en fonds de roulement;
- des éléments reclassés en cash-flows d'investissement ou de financement.

(EUR milliers)

	31/12/06	31/12/07
<b>Ajustements pour transactions non-cash</b>		
Amortissements	134 371	113 283
Ajustements IAS 39	20 065	96
Reclassification des charges non continuées		
Goodwill négatif pris en résultats (incluant coûts d'acquisition)	-2 212	-2 843
(Reprises de) Pertes de valeur	14 785	13 659
Différence de change sur prêts long terme	12 840	-10 638
Réductions de valeurs sur stock et créances	10 172	5 463
Amortissements des subsides en capital	-2 376	-2 960
Paiements en actions	7 712	5 250
Variation des provisions	2 643	36 639
Autres	139	528
	<b>198 139</b>	<b>158 477</b>
<b>Ajustements pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement</b>		
Impôts sur le résultat de la période	52 362	57 460
Charges (produits) d'intérêts	33 117	27 440
(Plus) moins-values sur cession d'actifs immobilisés	-15 002	-29 401
Dividendes reçus	-1 284	-1 796
	<b>69 194</b>	<b>53 703</b>
<b>Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement</b>		
Stocks	-237 584	183 604
Créances commerciales et autres créances	-706 523	171 639
Dettes commerciales et autres dettes	813 433	-416 649
<b>Comme dans le bilan consolidé</b>	<b>-130 674</b>	<b>-61 407</b>
Impact IAS 39	-26 643	39 749
Impact des activités non continuées		9 383
Transactions non cash (ou publiées différemment)	-226 029	-26 882
Variation de périmètre		65 194
Écarts de conversion	-32 203	-19 792
<b>Comme dans le tableau de financement consolidé</b>	<b>-415 549</b>	<b>6 245</b>

### A) Variation de la trésorerie d'exploitation

La variation de la trésorerie d'exploitation après impôts est positive de EUR 406,4 millions. Le besoin en fonds de roulement a diminué de EUR 6,2 millions. Cette diminution s'explique principalement par la réduction de la valeur des stocks dans le segment Zinc – Produits spéciaux suite à la baisse des prix du Zinc. En raison d'un effet saisonnier, le besoin en fonds de roulement de Métaux Précieux – Services a également baissé au cours du deuxième semestre. Ces deux effets, ont plus que compensé l'augmentation du besoin en fonds de roulement de l'activité Catalyseurs générée par l'augmentation de l'activité et les prix élevés de métaux précieux.

### B) Variation de la trésorerie d'investissement

La trésorerie d'investissement s'est améliorée de EUR 565,3 millions en 2007, principalement en raison d'un encaissement net de EUR 578,2 millions lié à la cession

des activités Zinc à Nyrstar. Par ailleurs, le groupe a acquis de nouvelles filiales pour EUR 82,3 millions – net de cash acquis (voir l'annexe 8, Regroupements d'entreprises).

Les investissements atteignent EUR 152,9 millions. La dépense la plus significative concerne l'investissement par Métaux Précieux – Services dans un projet de préconcentration. Les investissements ont augmenté dans la plupart des activités Métaux Précieux – Produits & Catalyseurs ainsi que dans les activités Cobalt & Specialty Materials.

### C) Variation de la trésorerie de financement

La variation négative de la trésorerie de financement est principalement liée à la diminution de l'endettement net (EUR 511,3 millions), au programme de rachat d'actions propres (EUR 257,4 millions), au paiement de dividendes (EUR 53,1 millions), et au paiement d'intérêts (EUR 26,7 millions).

## 34 Droits et engagements hors bilan

(EUR milliers)

DROITS ET ENGAGEMENTS NON REPRIS AU BILAN	2006	2007
Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe	285 175	12 192
Garanties constituées par le Groupe pour compte de tiers	8 296	4 338
Garanties constituées par le Groupe sur ses propres actifs et pour le compte du Groupe		
Garanties reçues	16 342	19 513
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais au risque du Groupe	582 787	611 329
Engagement d'acquisition et de cession d'immobilisations	644	1 500
Engagements commerciaux pour marchandises achetées (à recevoir)	311 273	296 718
Engagement commerciaux pour marchandises vendues (à livrer)	558 845	508 320
Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe	1 478 620	1 869 413
Droits et engagements divers	5 566	4 845
	<b>3 247 548</b>	<b>3 328 168</b>

Afin d'améliorer la comparabilité, certains chiffres de 2006 ont été mis à jour. Ces changements ont affecté les « garanties reçues » et les « engagements commerciaux ».

### A. Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe

sont des garanties sécurisées ou non, données par des tiers à des créanciers du Groupe, garantissant la décharge des dettes et engagements du Groupe, actuelles ou potentielles.

### B. Garanties constituées par le Groupe pour le compte de tiers

sont des garanties ou des engagements irrévocables constitués par le Groupe ou par ses filiales pour compte de tiers afin de garantir la décharge satisfaisante de dettes ou d'engagements existants ou potentiels d'un tiers ou d'un créateur.

### C. Garanties reçues

sont des gages ou des garanties reçus garantissant la décharge satisfaisante de dettes et d'engagements existants ou potentiels de tiers vis-à-vis du Groupe ou ses filiales, à l'exception des garanties ou des valeurs en cash.

Les garanties reçues sont liées à des garanties de fournisseurs couvertes par des institutions bancaires. Ces garanties sont établies afin de couvrir la bonne exécution du travail effectué par ces fournisseurs. D'autres parties de ces garanties reçues sont aussi liées à des garanties de clients reçues des maisons mères au nom de l'une de leurs filiales. Un montant non matériel de ces garanties est lié aux garanties locatives.

Ces garanties sont prises aux conditions normales du marché et la juste valeur est égale à la valeur comptable. Aucune garantie n'a été remise en gage.

### D. Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques du Groupe

sont les biens et les valeurs qui ne sont pas présents sur les sites du Groupe mais pour lesquels le Groupe ou ses filiales prennent les risques mais aussi le bénéfice. Il s'agit essentiellement de prêts de métaux et de stocks en consignation ou détenus sous forme de travail à façon par des tiers.

### E. Engagements commerciaux

sont des engagements de livraison ou de réception à des clients ou à des fournisseurs de métaux à prix fixe.

### F. Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe

sont des biens et des valeurs temporairement détenus par le Groupe et ses filiales, qui ne sont pas la propriété du Groupe. Il s'agit essentiellement d'inventaires en consignation ou sous forme de travail à façon détenus par des tiers.

Aucun engagement de prêt n'a été fait vis-à-vis de tiers.

Le Groupe a des contrats de leasing métal vis-à-vis de banques (in/out) et de tiers pour des périodes déterminées, généralement à court terme, et pour lesquels le Groupe paye ou reçoit des droits. Le Groupe détient suffisamment de stock métal pour satisfaire toutes ses obligations en matière de leasing à la date d'échéance. En date du 31 décembre 2007, le Groupe a une position de leasing nette de EUR 175 millions (EUR 119 millions en 2006).

## 35 Passifs latents

Le Groupe compte certains dossiers en cours qui peuvent être qualifiés d'actifs ou passifs latents suivant la définition des IFRSs.

### Questions environnementales

Le sujet des provisions environnementales est couvert dans son ensemble, y compris les actifs et passifs éventuels à l'annexe 29.

### Barclays Physical Trading Ltd

Suite à la procédure en insolvabilité intentée contre Enron, Umicore a mis fin à deux contrats de vente de cathodes de cuivre, faute d'avoir obtenu le paiement des lots vendus. Avant la livraison par Umicore, Enron avait apparemment déjà vendu 11 000 tonnes à Barclays Physical Trading Ltd dans le cadre d'une convention financière entre ces deux sociétés.

En janvier 2002, Barclays Physical Trading Ltd avait entamé une action en justice contre Umicore pour obtenir la livraison de ces quantités ou le paiement de USD 16,2 millions plus les intérêts. En juin 2003, les tribunaux de Bruxelles ont rejeté cette demande, condamnant Barclays Physical Trading à payer EUR 793 milliers de dommages à Umicore. Barclays a fait appel devant la Cour d'Appel de Bruxelles et réclame des dommages et intérêts à la plus forte valeur officielle de 11 000 tonnes de cathodes avec un minimum de USD 16,2 millions.

Dans sa décision du 23 mars 2008, la cour d'appel de Bruxelles a confirmé la décision des tribunaux de Bruxelles sauf pour ce qui concerne les dommages additionnels réclamés par Umicore.

La curatelle d'Enron et Umicore ont par ailleurs signé dans le courant de l'année 2007, un accord transactionnel par lequel les deux parties ont renoncé à leurs créances réciproques.

### Plastic Investment Company

En juin 1999, Umicore a vendu à Plastic Investment Company (PIC), filiale de la société cotée en Belgique TrustCapital, sa participation dans Overpelt-Plascobel (OVP), pour la somme de EUR 15,49 millions (BEF 625 millions). En avril 2000, PIC a entamé une action en justice pour tenter d'obtenir des dommages correspondant au prix d'achat original. Umicore se voit reproché des actes frauduleux et trompeurs durant les négociations, actes donnant une représentation inexacte de la substance d'OVP et de sa rentabilité. Umicore s'en défend vigoureusement et a déposé des conclusions détaillant sa position auprès du Tribunal de Commerce de Bruxelles en septembre 2002. La procédure est encore en cours, mais Umicore croit que le dossier de PIC est dépourvu de fondement. Les plaidoiries se dérouleront dans le courant de l'année 2008.

### Anciens employés de Gécamines

Plusieurs anciens employés de Gécamines, l'entité de l'État congolais qui a repris les actifs congolais d'Union Minière après son expropriation en 1967, se sont adressés aux tribunaux pour obtenir le paiement des sommes dues par Gécamines à l'occasion de leur licenciement. La Société Générale des Minerais, dont les droits et obligations ont été repris par Umicore suite à plusieurs réorganisations, a en effet accepté, de 1967 à 1974, de payer à certains employés de Gécamines des éléments de leur rémunération au cas où Gécamines se trouverait en défaut. En 1974, Gécamines avait accepté de préserver Umicore de cette obligation. Quoique la validité de cette garantie pourrait être contestée, Umicore croit que ce dossier est dépourvu de fondement.

Même si Umicore prévoit d'être obligée de payer certaines sommes à d'anciens employés dans quelques cas, la société croit que globalement, au vu de la jurisprudence actuelle, le résultat de la procédure ne devrait pas avoir d'impact financier majeur sur le Groupe. Il est cependant impossible de faire une quelconque prédiction quant à la décision finale.

### Règlement de TVA avec l'inspection spéciale des impôts belge, examiné par les autorités européennes

Bien que la société pensât disposer d'arguments solides pour se défendre devant les tribunaux des accusations de l'inspection spéciale des impôts belge (ISI), le Groupe a conclu en décembre 2000 un accord de règlement avec ce service, concernant la TVA prétendument due sur des livraisons intracommunautaires d'argent à des entreprises italiennes et suisses. Le règlement convenu avec les autorités fiscales belges est légalement valable, définitif et confidentiel. Une plainte contre X a cependant été déposée par quelques personnes, entraînant une enquête officielle. Des documents concernant l'affaire en général et l'accord de règlement en particulier ont été saisis dans les locaux de la société comme dans ceux de l'inspection spéciale des impôts. Cette procédure a été clôturée le 13 novembre 2007 par la chambre du conseil bruxelloise.

La Commission Européenne a lancé le 7 septembre 2004, une enquête officielle afin de revoir l'accord transactionnel dans le contexte de la réglementation en matière d'Aides d'États. Cette enquête a été suspendue pendant la procédure pénale. On ne peut pas exclure une reprise de l'enquête de la CE.

### Autres

Outre ce qui précède, le Groupe est confronté à une série d'actions et procédures connexes à son exploitation normale. De l'avis de la direction, ces actions et procédures ne risquent pas globalement d'entamer la situation financière d'Umicore.

## 36 Parties liées

	(EUR milliers)	
	31/12/06	31/12/07
<b>TRANSACTIONS AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES</b>		
Produits d'exploitation	102 303	69 146
Charges d'exploitation	-57 202	-61 786
Produits financiers	4	43
Charges financières	-557	-626
Dividendes reçus	-17 895	-16 950
<b>BALANCES AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES</b>	<b>31/12/06</b>	<b>31/12/07</b>
Créances commerciales et autres court terme	14 463	13 916
Dettes commerciales et autres court terme	4 414	4 444

## Rémunérations des dirigeants

<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION</b> *	2006	2007
- Salaires et autres compensations :	365 500	412 253
Partie fixe	162 000	193 753
Partie variable (jetons de présence)	203 500	218 500
- Nombre d'actions détenues	113 790	117 290
- Nombre d'options détenues	20 000	

\* sauf Thomas Leysen (voir Comité de Direction)

Aucun élément de rémunération variable (excepté jetons de présence) ou autre n'est associé au mandat d'administrateur. Aucun prêt ni garantie n'a été consenti aux membres du Conseil d'Administration.

	(EUR milliers)	
	2006	2007
<b>COMITÉ DE DIRECTION</b>		
- Salaires et autres compensations :	4 410 269	4 864 868
Partie fixe	2 483 519	2 596 996
Partie variable (jetons de présence)	1 926 750	2 267 872
- Plan de pension extra-légal	1 243 642	1 335 296
- Nombre d'actions détenues	991 750	1 072 000
- Nombre d'options détenues	1 072 125	1 062 125

## 37 Événements importants survenus après la clôture

Après la réunion du conseil d'administration du 13 février 2008, Umicore a annoncé qu'un dividende brut de EUR 0,65 par action serait proposé à l'assemblée annuelle des actionnaires, ce qui correspond à un paiement total de dividendes de EUR 78 048 656 sur la base du nombre total d'actions émises à l'exclusion des actions propres détenues en trésorerie.

Début janvier 2008, avant la scission de l'action par cinq Umicore a racheté 90 000 de ses actions propres. L'Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé le 5 février l'annulation de 1 197 325 actions (avant scission). Le nombre d'actions émises s'éleve à 25 000 000

(avant scission). Suite à l'annulation des actions, Umicore détient 1 064 419 actions propres (avant scission), soit 4,26 % du nouveau total d'actions émises. L'entreprise a reçu l'autorisation de diviser ses actions par cinq en date du 29 février. À cette date, 125 000 000 d'actions sont en circulation avec l'effet relatif sur le prix de l'action. En conformité avec la norme IAS 33 § 64, toute l'information contenue dans les états financiers consolidés a été mise à jour afin de prendre en compte la scission de chaque action par cinq réalisée le 29 février.

Depuis le 29 janvier 2008, Umicore fait partie du Standard & Poor's Europe 350 Index. La société est reprise dans le secteur des Matériaux (sous-industrie des Specialty Chemicals) selon le standard mondial de classification industrielle.

## 38 Bénéfice par action

	(EUR)	
	2006	2007
- hors activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	1,70	1,81
Bénéfice par action, dilué	1,67	1,79
- y compris activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	1,55	5,21
Bénéfice par action, dilué	1,52	5,15

Les chiffres suivants ont servi de numérateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

	(EUR milliers)	
	2006	2007
Bénéfice net - Part du Groupe		
- hors activités non continuées	215 252	227 257
- y compris activités non continuées	195 848	653 083

Les nombres d'actions suivants ont servi de dénominateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

	2006	2007
Nombre d'actions en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	129 055 250	130 050 125
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre	130 050 125	130 986 625
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation	126 469 895	125 233 790

En 2007, 936 500 nouvelles actions ont été émises en conséquence de l'exercice d'actions sur options avec droits de souscription. Tous les droits de souscription restants ont été détruits fin 2007. Pendant l'année, Umicore a utilisé 699 475 actions propres dans le cadre de l'exercice d'options sur actions. Au 31 décembre 2007, Umicore détenait

10 911 770 actions propres, représentant 8,33 % du nombre total d'actions en circulation à cette date.

Les actions détenues en propre en vue de couvrir les plans d'options sur actions, ou disponibles à la revente, ne sont pas comprises dans le nombre d'actions en circulation.

Pour le bénéfice par action dilué :

	2006	2007
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation	126 469 895	125 233 790
Dilution potentielle due aux plans d'options sur actions	2 280 115	1 616 360
Nombre pondéré moyen ajusté d'actions ordinaires	128 750 010	126 850 150

Le dénominateur utilisé pour le calcul du bénéfice par action dilué tient compte de l'ajustement pour plans d'options sur actions.

## 39 Activités non continuées

Umicore et Zinifex ont annoncé le 23 avril la signature d'un contrat de création d'une co-entreprise (« Business Combination and Shareholders' Agreement » ou BCSA) les liant et qui a pour objectif de mettre en commun leurs activités respectives de raffinage et d'alliage de zinc. La combinaison de ces activités, nommée Nyrstar, conduira à la création du principal producteur de zinc métal au niveau mondial qui disposera d'installations sur quatre continents. Au total, ces entités produisent annuellement près de 1,2 million de tonnes de zinc et d'alliages de zinc, et emploient quelque 4 500 personnes.

Umicore a annoncé le 3 septembre 2007 que depuis le 31 août 2007, elle a complété le transfert de ses activités de fonderie et d'alliage de zinc à Nyrstar. Par ce transfert,

la création de Nyrstar devient officielle et le plus grand producteur de zinc au niveau mondial a été créé.

Suite à l'évaluation de critères pertinents selon IFRS 5 par le management et le Conseil d'Administration, le résultat net des activités de raffinage et d'alliage de zinc avant le transfert vers Nyrstar (EUR 36,5 millions négatif), le résultat de la partie restante de Padaeng ainsi que la plus-value réalisée suite à l'introduction en bourse de Nyrstar apparaissent dans les comptes consolidés sous la rubrique « Activités non continuées ». Les détails relatifs aux états financiers des activités non continuées sont présentés ci-dessous, en accord avec la norme IFRS 5. Le tableau de trésorerie présenté ci-dessous est relatif aux activités de raffinage et d'alliage de zinc avant le transfert vers Nyrstar.

	(EUR milliers)	
COMPTE DE RÉSULTATS	2006	2007
Produits d'exploitation	1 095 804	1 195 180
Charges d'exploitation	-1 139 026	-1 241 007
Produits des investissements financiers	4	-
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-43 218</b>	<b>-45 827</b>
Coûts financiers nets	-4 755	-8 062
Résultat des sociétés mises en équivalence	17 540	10 844
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>-30 433</b>	<b>-43 045</b>
Impôts sur le résultat	11 029	12 071
<b>RÉSULTAT DE LA PÉRIODE</b>	<b>-19 404</b>	<b>-30 974</b>
Résultat des activités non continuées dans Umicore		456 800
<b>RÉSULTAT TOTAL DES ACTIVITÉS NON CONTINUÉES</b>		<b>425 826</b>

### TABLEAU DE FINANCEMENT

Résultat de la période	-30 974
Variation de la trésorerie d'exploitation	-43 390
Variation de la trésorerie d'investissement	-68
Variation de la trésorerie de financement	56 505
Impact de la variation de change sur la trésorerie	-34
Variation de la trésorerie nette	13 013
Situation nette de trésorerie à l'ouverture	49 546
Situation nette de trésorerie à la clôture	62 559

La perte nette de EUR 31,0 millions des activités non continuées inclut une charge après impôts de EUR 73,0 millions que les activités d'alliage de zinc ont enregistré lors du transfert des couvertures stratégiques vers Umicore. Simultanément, le résultat des activités non continuées d'Umicore (EUR 456,6 millions) incluait un produit après impôts du même montant.

L'exclusion des effets intra-groupes dans le résultat des activités non continuées aurait permis de montrer une performance opérationnelle réelle de EUR 42,0 millions pour les 8 premiers mois des activités de raffinage du zinc alors que le résultat des activités non continuées dans Umicore aurait été de EUR 383,6 millions. Ces 383,6 millions proviennent de la plus-value nette après charges y relatives de EUR 426,6 millions à laquelle on retire

une charge d'impôts de EUR 43,0 millions enregistrée par Umicore lors du dénouement des couvertures résiduelles sur le prix du zinc et relatif aux activités non continuées. La charge d'impôts liée aux activités non continuées et enregistrée dans Umicore est de EUR 8,3 millions.

L'actif des activités non continuées tel que présenté dans le bilan inclut la participation de 22 % qu'Umicore détient encore dans Padaeng (Thaïlande) ainsi que les liquidités bloquées par Umicore afin de payer aux brokers le dénouement des couvertures stratégiques. Le passif des activités non continuées est également relatif au dénouement des couvertures stratégiques et représente une dette vis-à-vis des brokers.

## 40 Évolution des normes IFRS

Les normes et interprétations suivantes, en application en 2007, sont pertinentes pour le Groupe:

- IFRS 7, « Instruments financiers : informations à fournir et amendement complémentaire à IAS 1, présentation des états financiers – information sur le capital », requiert de l'information supplémentaire relative à l'importance des instruments financiers pour la position financière et la performance d'une entité, ainsi que de l'information qualitative et quantitative sur la nature et l'étendue des risques. Ces informations sont présentées dans les comptes consolidés dans les annexes adéquates.
- IFRIC 7 Application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29, information financière dans des économies hyper-inflationnistes;
- IFRIC 8, Champ d'application d'IFRS 2;
- IFRIC 9 Réévaluation des dérivés incorporés;
- IFRIC 10 Information financière intermédiaire et perte de valeur.

Les normes, amendements et interprétations suivants, applicables à partir de ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2007, n'ont pas été adoptées de façon anticipative par le Groupe:

- IFRS 8 Information sectorielle (applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009). Cette norme est applicable pour le Groupe.
- IFRS 3 Regroupements d'entreprises et amendement d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » (applicable à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2009 et sujet à approbation par l'UE). Cette norme est applicable pour le Groupe.

- IAS 23 (Amendement) Coûts d'emprunt (applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009 et sujet à approbation par l'UE). Le Groupe adoptera l'amendement IAS 23 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009 mais aucun impact n'est attendu sur les comptes du Groupe.

- IAS 1 (Amendement) Présentation des États Financiers applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009 et sujet à approbation par l'UE). Cet amendement affectera la présentation de la variation des fonds propres et de l'état de résultat global. Les exigences relatives à la présentation de l'état de résultat global sont similaires à celles de SFAS 130 Présentation du Résultat Global. Cette norme est applicable pour le Groupe.

- IFRIC 11, IFRS 2 Actions propres et transactions intragroupe (applicable à partir du 1<sup>er</sup> mars 2007). IFRIC 11 n'est pas pertinente pour le Groupe.

- IFRIC 12 Accords de concession de service (applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 et sujet à approbation par l'UE). IFRIC 12 n'est pas pertinente pour le Groupe.

- IFRIC 13 Programmes de fidélisation des clients (applicable à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2008 et sujet à approbation par l'UE). IFRIC 13 n'est pas pertinente pour le Groupe.

- IFRIC 14 IAS 19 – Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction (applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 et sujet à approbation par l'UE). IFRIC 14 n'est pas pertinente pour le Groupe.

Le Groupe est actuellement en train d'estimer l'impact des normes, interprétations et amendements ci-dessous.

# Comptes annuels abrégés de la société mère

Les comptes annuels d'Umicore sont présentés ci-après dans un schéma abrégé. Conformément au code des sociétés, les comptes annuels d'Umicore et le rapport de gestion ainsi que le rapport du commissaire seront déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Ces documents sont également disponibles sur demande à :

UMICORE  
Rue du Marais 31  
B-1000 Bruxelles, Belgique

Le commissaire a exprimé une opinion sans réserve sur les comptes annuels d'Umicore.

	(EUR milliers)		
BILANS ABRÉGÉS AU 31 DÉCEMBRE	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007
<b>1. ACTIF</b>			
<b>ACTIFS IMMOBILISÉS</b>	<b>3 033 931</b>	<b>3 311 672</b>	<b>3 390 869</b>
I. Frais d'établissement	2 791	1 834	877
II. Immobilisations incorporelles	16 982	12 540	13 250
III. Immobilisations corporelles	278 406	227 868	248 613
IV. Immobilisations financières	2 735 752	3 069 431	3 128 129
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b>	<b>767 006</b>	<b>775 952</b>	<b>1 093 006</b>
V. Créances à plus d'un an	17 274	388	538
VI. Stocks	312 039	257 007	235 382
VII. Créances à un an au plus	400 060	457 268	554 649
VIII. Placements de trésorerie	27 479	33 462	289 391
IX. Valeurs disponibles	3 399	15 181	4 570
X. Comptes de régularisation	6 756	12 645	8 476
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>3 800 937</b>	<b>4 087 624</b>	<b>4 483 875</b>
<b>2. PASSIF</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>718 386</b>	<b>732 752</b>	<b>1 423 473</b>
I. Capital	459 679	463 223	466 558
II. Primes d'émission	986	4 391	6 610
III. Plus-value de réévaluation	98	98	98
IV. Réserves	154 738	167 367	437 585
V. Résultat reporté	64 721	36 614	-252 651
Vbis. Résultat de la période	37 925	59 328	762 555
VI. Subsidés en capital	240	1 733	2 718
<b>PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS</b>			
VII. A. Prov. pour risques et charges	126 019	98 662	110 216
<b>DETTES</b>	<b>2 956 532</b>	<b>3 256 210</b>	<b>2 950 186</b>
VIII. Dettes à plus d'un an	1 405 074	1 433 074	1 068 074
IX. Dettes à un an au plus	1 500 928	1 751 420	1 753 974
X. Comptes de régularisation	50 529	71 716	128 138
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>3 800 937</b>	<b>4 087 624</b>	<b>4 483 875</b>
<b>COMPTE DE RÉSULTATS</b>			
I. VENTES ET PRESTATIONS	1 990 215	2 415 039	2 357 566
II. COÛT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	-1 991 727	-2 411 935	-2 241 038
<b>III. RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-1 512</b>	<b>3 104</b>	<b>116 528</b>
IV. PRODUITS FINANCIERS	176 946	185 080	394 204
V. CHARGES FINANCIÈRES	-201 104	-132 259	-171 955
<b>VI. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>-25 671</b>	<b>55 925</b>	<b>338 776</b>
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	69 966	15 379	559 206
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	-6 177	-12 104	-133 430
<b>IX. RÉSULTAT DE L'EXERCICE AVANT IMPÔTS</b>	<b>38 119</b>	<b>59 200</b>	<b>764 552</b>
X. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	-194	127	-1 997
<b>XI. RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>37 925</b>	<b>59 328</b>	<b>762 555</b>
XII. PRÉLÈVEMENTS/TRANSFERT AUX RÉSERVES IMMUN.			
<b>XIII. RÉSULTAT DE L'EXERCICE À AFFECTER</b>	<b>37 925</b>	<b>59 328</b>	<b>762 555</b>

(EUR milliers)

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS			
<b>A. Résultat à affecter</b>	152 895	161 973	858 496
1. Bénéfice - Perte de l'exercice	37 925	59 328	762 555
2. Bénéfice - Perte reportée	114 970	102 645	95 941
<b>C. Affectations aux capitaux propres</b>	-2 926	-12 629	-270 218
2. À la réserve légale	-1 897	-2 966	-14 289
3. À la réserve pour actions détenues en propre	-1 029	-9 663	-255 929
<b>D. Résultat à reporter<sup>(1)</sup></b>	-103 081	95 941	509 904
2. Bénéfice - Perte (-) à reporter	-103 081	95 941	509 904
<b>F. Bénéfice à distribuer<sup>(1)</sup></b>	-46 888	-53 443	-78 374
1. Dividendes			
- actions ordinaires EUR 0,65	-46 888	-53 403	-78 374

(1) Le montant total de ces deux postes sera adapté pour tenir compte du nombre d'actions propres détenues par Umicore à la date de l'assemblée générale des actionnaires du 29 avril 2008, le dividende de EUR 0,65 brut par action restant inchangé.

ÉTAT DU CAPITAL		(EUR milliers)	Nombre d'actions
<b>A. Capital social</b>			
<b>1. Capital souscrit</b>			
Au terme de l'exercice précédent		463 223	130 050 125
Au terme de l'exercice		466 558	130 986 625
<b>2. Représentation du capital</b>			
2,1. Catégories d'actions			
Actions ordinaires		466 558	130 986 625
2,2. Actions nominatives ou au porteur			
Nominatives			149 920
Au porteur			130 836 705
<b>E. Capital autorisé non souscrit<sup>(1)</sup></b>		46 000	
<b>G. Structure de l'actionnariat<sup>(2)</sup></b>			
	% capital	Nombre d'actions	Date de notification
Parfimmo SA, Rue du Bois Sauvage 17, 1000 Brussels	3,46	4 532 135	21/12/2007
Autres	88,21	115 542 720	
Titres détenus par Umicore	7,95	10 411 770	21/12/2007
Titres détenus par Umicore Finance	0,38	500 000	
	100,00	130 986 625	
dont flottant	100,00	130 986 625	

(1) L'assemblée générale extraordinaire du 21 novembre 2007 a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital de EUR 46 000 000.

(2) Au 31 décembre 2007, 3 247 575 options sur actions Umicore sont encore à exercer. Ces options incluent 3 247 575 droits d'acquisition sur les actions existantes détenues par Umicore.

La réserve légale de EUR 73 839 milliers qui est incluse dans les réserves n'est pas distribuable.

Bruxelles, le 31 mars 2008  
Le Conseil d'administration

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE UMICORE SUR LES COMPTES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007**

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que les mentions et informations complémentaires requises.

**Attestation sans réserve des comptes consolidés**

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés d'Umicore et de ses filiales (le "Groupe") pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés cotées en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2007, le compte de résultats consolidé et les états consolidés des flux de trésorerie et des produits et charges reconnus dans les capitaux propres pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes représentant le résumé des principales règles d'évaluation et d'autres notes explicatives. Le total du bilan consolidé s'élève à EUR(000) 3.285.323 et le compte consolidé de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice, part du Groupe, de EUR(000) 653.083.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'éditées par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les comptes consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur au sein du Groupe visant à l'établissement et à la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et de consolidation et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le groupe, ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du Conseil d'Administration et des préposés du Groupe les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2007, présentés aux pages 81 à 131, donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés cotées en Belgique.

**Mentions et informations complémentaires**

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés relèvent de la responsabilité du Conseil d'Administration.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés:

- Le rapport consolidé de gestion présenté aux pages 1 à 80 et 133 à 151 traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Dans le cadre de notre contrôle des comptes annuels d'Umicore, nous nous sommes assurés que le Conseil d'Administration de la société a respecté les dispositions légales applicables aux situations d'intérêt opposé de nature patrimoniale. Ces opérations ont, conformément au Code des Sociétés, fait l'objet d'une mention spécifique dans notre rapport sur les comptes annuels d'Umicore.

Le 31 mars 2008

Le commissaire  
PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises

Représenté par  


Ral Vander Stichele  
Reviseur d'Entreprises

PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises société civile coopérative à responsabilité limitée  
PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren burgerlijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid  
Siège social / Maatschappelijke zetel: Woluwe Garden, Woluwedal 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe  
Registre des personnes morales/Rechtspersonenregister: 0429501944 / Bruxelles-Brussel TVA/BTW BE 429 501 944 / ING 310-1381195-01

## Déclaration de certification du rapport en matière d'environnement, de santé, de sécurité et d'aspects sociaux

### Portée et objet

Umicore a chargé ERM CVS de certifier en toute indépendance les informations et données figurant au Rapport social et au Rapport environnemental du Rapport 2007 d'Umicore aux Actionnaires et à la Société (ci-après dénommé « le Rapport »).

L'objet de cette certification est d'établir que les renseignements suivants traduisent de manière adéquate les performances d'Umicore en 2007 :

- informations et données figurant au Rapport social et au Rapport environnemental en pages 38-77 ;
- déclaration d'Umicore que ce rapport est conforme aux lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI) G3 niveau d'application C+ énoncées en pages 150-151.

### Responsabilités et indépendance respectives

Umicore est responsable de l'établissement du rapport et de son contenu.

ERM CVS, chargé de remettre à Umicore ses conclusions en matière de certification, est membre du groupe ERM. La mission qu'elle réalise pour le compte de sa clientèle a trait exclusivement aux activités de certification et aux programmes de formation indépendants, liés à l'audit des techniques et des démarches. Nos processus visent à garantir que la mission que nous menons pour nos clients est exempte d'erreurs et dénuée de conflit d'intérêts. ERM CVS et le personnel qui a mené la mission de certification ne fournissent à Umicore aucun service, de quelque nature que ce soit.

### Méthodologie et restrictions en matière de certification

Notre travail s'est fondé sur les indications et les définitions formulées en interne par Umicore pour les critères visés. Notre méthodologie de certification a été élaborée en vertu de la « International Standard for Assurance Engagements 3000: Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Information », établie par l'International Auditing and Assurance Standards Board (ISAE 3000), ainsi que des principes édictés et affinés par ERM CVS pour la certification des rapports. L'équipe de projet était composée de spécialistes des enjeux sociaux et environnementaux.

De septembre 2007 à février 2008, nous avons mené les activités suivantes :

- visites de cinq sites d'exploitation dans le but de vérifier les données et les processus de gestion de ceux-ci à l'échelle des entités faisant rapport : Olen (Belgique), Guarulhos (Brésil), Pasir (Malaisie), Changsha (Chine) et Bray et Lu (France). Deux autres sites, Port Elizabeth (Afrique du Sud) et Providence (USA), ont été visités par le personnel d'Umicore. Six sites ont pris part à des entretiens téléphoniques ;
- réunions avec les dirigeants des quatre business groups d'Umicore et avec les responsables en charge des performances sociales et environnementales ;
- évaluation des systèmes de gestion des données de l'entreprise et consultation sélective des données de base et des données consolidées ;
- réunions avec le personnel en charge de la collecte, de l'analyse et de l'interprétation des données et des informations à faire figurer au Rapport.

Nous n'avons pas pris part aux rencontres avec les parties concernées.

### Conclusions

Sur base des missions de certification effectuées, nous concluons que, dans tous les aspects matériels, la déclaration d'Umicore attestant que le rapport est conforme aux lignes directrices de la GRI G3 niveau d'application C+ et les informations communiquées en pages 38-77, traduisent de manière adéquate les notifications et les performances d'Umicore en 2007.

### Recommandations

Le processus interne de collecte et de communication des données relatives à la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale entamé en 2006 a été étoffé. La définition et l'interprétation des critères individuels ont fait l'objet d'améliorations. Cependant, sans préjudice des conclusions susmentionnées, certains défis restent à relever concernant l'établissement de processus efficaces fournissant des données cohérentes et exhaustives.

Nous recommandons dès lors à Umicore :

- d'intégrer la procédure formelle au niveau des sites afin d'analyser les risques et les attentes des parties concernées en matière de développement durable et d'inscrire la gestion des objectifs environnementaux et sociaux dans le cadre plus large des objectifs de l'entreprise ;
- de mettre en place des procédures en vue de juger régulièrement si les objectifs sociaux et environnementaux répondent réellement aux enjeux du développement durable qui sont inhérents à l'activité d'Umicore ;
- d'élaborer des lignes de conduite plus détaillées en matière d'établissement de rapports, en particulier pour les critères ne relevant pas d'un contrôle réglementaire au niveau local, et d'intégrer les procédures formalisées au niveau du site pour la collecte et la notification des données, y compris la soumission des données à un second avis avant leur communication ;
- de commencer à établir un planning relatif à la façon dont Umicore va développer son processus de reporting afin d'atteindre un niveau d'application GRI plus élevé pour les prochaines années. En particulier, par les moyens suivants :
  - En incorporant de manière plus étendue, la façon dont Umicore a abordé les principes de base du reporting G3;
  - En présentant clairement son approche managériale afin d'aborder les sujets durables liés aux risques et opportunités fondamentales pour les affaires d'Umicore.
  - En alignant un nombre plus élevé de ses indicateurs avec les définitions reprises dans les directives G3.

Leigh Lloyd, Managing Director  
31 mars 2008



ERM Certification and Verification Services, Londres  
www.ermcvs.com  
Courriel : post@ermcvs.com



# RAPPORT DE GOUVERNANCE

## Introduction

Umicore a publié une Charte de gouvernance d'entreprise conforme au Code belge en la matière. Ce document décrit de manière détaillée les organes, politiques et procédures du Groupe Umicore en matière de gouvernance. Cette Charte peut être consultée sur demande auprès du siège social d'Umicore ou sur [www.governance.umicore.com](http://www.governance.umicore.com).

Umicore a exposé sa mission, ses valeurs et sa philosophie organisationnelle de base dans un document intitulé « The Umicore Way ». Ce document décrit la façon dont Umicore envisage sa relation avec ses clients, ses actionnaires, ses collaborateurs et la société en général.

En termes de philosophie organisationnelle, Umicore opte pour la décentralisation et pour l'octroi d'une large autonomie à chacune de ses business units. Celles-ci veillent à leur tour à contribuer à la création de valeur pour le Groupe Umicore et à adhérer aux stratégies, aux politiques, aux normes et à la démarche en faveur du développement durable de celui-ci.

Dans ce contexte, Umicore estime qu'un système approprié de gouvernance d'entreprise est une condition essentielle dans une optique de succès à long terme. Ceci suppose un processus décisionnel efficace, basé sur une répartition claire des responsabilités. Ce système doit permettre un parfait équilibre entre la culture d'entrepreneuriat au niveau des business units et un procédé efficace de pilotage et de contrôle.

La Charte de gouvernance d'entreprise définit de manière plus détaillée les responsabilités des actionnaires, du Conseil d'administration, de l'Administrateur délégué et du Comité de direction. Ce rapport fournit des informations sur les enjeux de la gouvernance concernant pour l'essentiel 2007.

## Structure organisationnelle

Le Conseil d'administration d'Umicore est l'organe suprême de prise de décision d'Umicore, sauf pour ce qui est des questions que le Code des sociétés et les statuts réservent aux actionnaires. Le Conseil d'administration est assisté dans son rôle par un Comité d'audit et un Comité de nomination et rémunération.

La gestion courante d'Umicore a été déléguée à l'Administrateur délégué qui est également président du Comité de direction. Le Comité de direction est responsable d'élaborer la stratégie globale pour la société et de la soumettre pour approbation au Conseil d'administration. Il est responsable de la mise en œuvre de la stratégie et doit assurer la supervision efficace des business units ainsi que des fonctions centrales. Le Comité de direction a également la responsabilité d'analyser les différents risques et opportunités que pourrait rencontrer Umicore à court, moyen ou long terme (voir section sur la gestion des risques). Le Comité de direction est conjointement responsable de la

définition et de la mise en œuvre de la démarche d'Umicore en faveur du développement durable.

Umicore est organisée en business groups qui comprennent à leur tour des business units partageant des caractéristiques communes en termes de produits, de technologies et de marchés utilisateurs finaux. Certaines business units sont subdivisées en business lines orientées vers leur marché. Chaque business group est représenté au Comité de direction.

Afin d'apporter une structure d'assistance à l'échelle du Groupe basée sur des pôles géographiques, Umicore a instauré des plates-formes complémentaires de gestion régionale dans certaines zones. Le centre du Groupe est établi à Bruxelles, en Belgique. Ce centre remplit pour l'ensemble du Groupe une série de fonctions d'assistance, telles que les finances, la coordination des ressources humaines, l'audit interne, les questions juridiques, la fiscalité, l'informatique et les relations avec le public et les investisseurs.

## Actionnaires

### Actions émises

Au 31 décembre 2007, 130 986 625 actions d'Umicore étaient en circulation. L'historique et le suivi actualisé du nombre d'actions émises sont disponibles sur [www.investorrelations.umicore.com](http://www.investorrelations.umicore.com), de même qu'une liste des principaux actionnaires.

En 2007, 936 500 actions nouvelles ont été créées et octroyées aux managers établis en Belgique à la suite de l'exercice de leurs options sur actions avec droits de souscription.

En 2007, Umicore a racheté 836 573 de ses actions propres et octroyé 699 475 de ses actions propres dans le cadre de ses plans d'options sur actions et 58 750 actions dans le cadre d'une cession d'actions. Au 31 décembre 2007, Umicore détenait 10 911 770 actions propres. En novembre 2007, l'entreprise a décidé de mener un programme de rachat d'actions pour un montant total de € 400 millions. Les informations concernant l'autorisation des actionnaires pour qu'Umicore puisse racheter ses propres actions et le statut du rachat sont respectivement consultables dans la Charte de gouvernance d'entreprise et sur le site internet d'Umicore.

NB: Le 5 février 2008, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé d'annuler 5 986 625 actions propres. Cette assemblée générale extraordinaire a également décidé de

diviser le nominal de l'action Umicore par cinq. Par conséquent, depuis le 29 février 2008, il y a 125 000 000 actions Umicore émises. Toutes ces actions sont soit des actions dématérialisées soit des actions inscrites dans le registre des actionnaires d'Umicore.

### Politique et paiement des dividendes

La politique d'Umicore consiste à payer un dividende stable ou en augmentation progressive. Il n'existe pas de ratio fixe pour la distribution de dividendes. Le dividende est proposé par le Conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Il ne sera payé aucun dividende si celui-ci était susceptible de nuire à la stabilité financière de l'entreprise.

En 2007, Umicore a payé un dividende brut de € 0,42 par action au titre de l'exercice 2006 (contre € 0,37 en 2006 au titre de l'exercice 2005). Le 13 février 2008, le Conseil d'administration a décidé de proposer aux actionnaires un dividende de € 0,65 par action pour 2007.

### Assemblées des actionnaires 2007

A partir de 2008, l'assemblée générale ordinaire (AGO) des actionnaires aura lieu le dernier mardi d'avril à 17 heures. Le lieu de l'assemblée est communiqué au moins 24 jours avant la « date d'enregistrement », méthode actuellement retenue par le Conseil d'administration dans la convocation (l'assemblée se tient normalement à Bruxelles, Belgique, cinq jours ouvrables après la « date d'enregistrement »).

L'AGO 2007 a eu lieu le 25 avril. Lors de cette assemblée, les actionnaires ont adopté les résolutions standard concernant les comptes annuels, l'approbation des résultats et la décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat en 2007 et la décharge au commissaire aux comptes pour ses missions d'audit. De plus, les actionnaires ont également approuvé la rémunération des membres du Conseil d'administration, et la reconduction du mandat d'administrateur de Madame Isabelle Bouillot pour une durée de trois ans et la nomination d'un nouvel administrateur : Mr Shohei Naito. Le même jour, une assemblée générale extraordinaire a eu lieu. Lors de cette assemblée, les actionnaires ont approuvé divers changements dans les Statuts relatifs à la disparition des actions au porteur en Belgique, le changement de la date de l'AGO (voir ci-dessus) et une nouvelle autorisation pour l'entreprise d'acheter ses propres actions.

## Conseil d'administration

### Composition

Le Conseil d'administration, dont les membres sont nommés par l'assemblée des actionnaires, doit être composé d'au moins six membres. Leur mandat ne peut pas dépasser quatre ans, mais ils sont rééligibles.

Au 31 décembre 2007, le Conseil d'administration était composé de dix membres : neuf administrateurs non exécutifs et un administrateur exécutif.

Huit des dix administrateurs sont des administrateurs indépendants au sens de l'annexe 3 de la Charte de gouvernance d'entreprise d'Umicore.

### Rémunération

- Allocation annuelle du président:  
partie fixe: € 40 000  
partie variable: € 5 000 par présence à chaque réunion.
- Allocation annuelle d'un administrateur  
partie fixe: € 20 000  
partie variable: € 2 500 par présence à chaque réunion.

Le montant total des rémunérations allouées aux administrateurs en 2007 en vertu de leurs activités au sein de la société s'est élevé à € 412 253.

Aucun élément de rémunération variable ou autre (à l'exception des jetons de présence) n'est associé au mandat d'administrateur. La société n'a accordé aucun prêt ni garantie aux membres du Conseil d'administration.

Au 31 décembre 2007, les membres du Conseil d'administration détenaient un total de 1 078 290 actions.

Le Conseil d'administration s'est réuni sept fois en 2007. L'ordre du jour de ces réunions portait sur différents sujets tels que l'analyse des performances du Comité de direction et de l'Administrateur délégué, l'examen des business plans de l'entreprise pour 2008 et au-delà, l'étude et l'approbation de différents points menant à la création et à l'introduction en bourse de Nyrstar, l'examen de différents projets d'acquisition, une analyse complète des points relatifs à l'environnement, la santé et la sécurité et une étude des options possibles à appliquer à la structure de capital de l'entreprise suite à réception des revenus issus de la mise en Bourse de Nyrstar. Le Conseil d'administration a également analysé le portefeuille technologique d'Umicore et a effectué une visite des opérations au Brésil durant laquelle le Conseil a approuvé les plans d'investissements destinés aux opérations en Amérique du Sud.

## Comités

### Comité d'audit

Le Comité d'audit se compose de trois membres qui sont tous des administrateurs non exécutifs indépendants.

Le Comité d'audit s'est réuni quatre fois en 2007.

En 2007, les principaux points abordés et réglés par le Comité d'audit ont concerné l'approbation des états financiers pour 2006 et ceux du premier semestre 2007, une revue des honoraires payés au commissaire, la revue d'un projet interne pour améliorer davantage les systèmes de contrôle financier au sein de l'entreprise, le rapport d'audit interne annuel, l'implémentation du code de conduite, une évaluation de l'environnement IT au sein d'Umicore et les effets de la mise en Bourse de Nyrstar sur les états financiers. Au mois de novembre 2007 le Comité d'audit a également évalué ses propres performances et sa propre chartre.

Rémunération:

- Président: € 6 000 par présence à chaque réunion.
- Membre: € 4 000 par présence à chaque réunion.

### Comité de nomination et rémunération

Le comité de nomination et rémunération se compose de trois membres qui sont tous des administrateurs non exécutifs indépendants. Il est présidé par le président du Conseil d'administration.

En 2007, le comité de nomination et rémunération s'est réuni une fois.

En 2007, le Comité de nomination et de rémunération a débattu et a décidé du niveau de rémunération du Comité de direction et des plans d'option sur actions des cadres supérieurs pour 2007.

Compensation:

- Président: € 4 000 par présence à chaque réunion.
- membre: € 3 000 par présence à chaque réunion.

## Comité de direction

### Composition

Le Comité de direction est conforme à la notion de « Comité de direction » définie par l'article 524bis du Code des Sociétés. Le terme « Comité de direction » est utilisé dans cette acception ci-dessous.

Le Comité de direction est composé d'au moins quatre membres. Il est présidé par un président, désigné par le Conseil d'administration. Les membres du Comité de direction sont nommés par le Conseil d'administration sur recommandation du Comité de nomination et rémunération. Le Comité de direction dans son ensemble ou n'importe quel membre de celui-ci peut être révoqué à tout moment par le Conseil d'administration.

Nom	Participation aux réunions du Conseil	Participation aux réunions des Comités	Rémunération totale (en €)	Actions détenues au 31/12/2007
Karel Vinck	7 de 7	1 de 1	79 000	100 000
Thomas Leysen	7 de 7		voir Comité de direction	961 000
Isabelle Bouillot	7 de 7	5 de 5	56 500	-
Uwe-Ernst Bufe	5 de 7		32 500	-
Jean-Luc Dehaene	5 de 7		32 500	165
Arnoud de Pret	6 de 7	4 de 4	51 000	5 000
Shohei Naito	4 de 4		23 753	-
Jonathan Oppenheimer	7 de 7		37 500	-
Guy Paquot	7 de 7	1 de 1	40 500	5 000
Klaus Wendel	6 de 7	4 de 4	59 000	7 125

## Analyse de la performance

Une analyse de la performance de chaque membre du Comité de direction est présentée annuellement par l'Administrateur délégué au Conseil d'administration. Chaque année, le Conseil se réunit également en session exécutive afin d'analyser et de discuter de la performance de l'Administrateur délégué.

## Rémunération

Pour l'année 2007, un montant brut global de € 4864868 a été attribué aux membres du Comité de direction y compris l'Administrateur délégué; sur ce montant, € 2267872 ont été versés au titre de rémunération variable liée aux résultats de 2007. Une partie de cette rémunération variable, soit € 936796 consiste en actions Umicore que les membres du Comité de direction se sont engagés à conserver au moins deux ans. Pour les membres du Comité de direction, les avantages comprennent un plan de pension extra-légal, dont le coût s'est élevé à € 1335296.

La rémunération de l'Administrateur délégué a consisté en une partie fixe de € 500000, une partie variable de € 473616 et d'autres avantages à raison de € 123592. La totalité de la partie variable, consiste en actions Umicore, que l'Administrateur délégué s'est engagé à conserver au moins deux ans.

Pour les membres du Comité de direction, la rémunération variable peut représenter entre 0 à 64% de la rémunération fixe. Dans le cas de l'Administrateur délégué, cela peut atteindre 100% de la compensation fixée. Elle contient une composante liée aux prestations individuelles (moyennant le respect des valeurs du Groupe) et une deuxième relative au rendement des capitaux engagés de l'ensemble du Groupe. De plus, chaque membre du Comité de direction (hormis l'Administrateur délégué) a reçu 2500 actions (500 avant division de l'action). Cette récompense est incluse dans la partie variable référencée au paragraphe précédent.

En 2007, 300000 options sur actions (60000 avant division) ont été allouées aux membres du Comité de direction dans le cadre de l'enveloppe de rémunération variable, à un prix d'exercice de € 26,546 (€ 132,73 avant division). L'Administrateur délégué s'est vu allouer 125000 options (25000 avant division), les autres membres du Comité de direction en recevant 25000 chacun (5000 avant division).

Au total, fin 2007, 1062125 options sur actions (212425 avant division) allouées par la société étaient émises au nom des membres du Comité de direction, avec des prix d'exercice compris entre € 4,736 (€ 23,68 avant division) et € 26,546 (€ 132,73 avant division). Au cours de l'année 2007, les membres du Comité de direction ont exercé 310000 options (62000 avant division) accordées par la société. Au 31 décembre 2007,

les membres du Comité de direction détenaient ensemble un total de 1072000 actions (214400 avant division).

En cas d'interruption de mandat d'un membre du Comité de direction dans les 12 mois suivant un changement du contrôle de l'entreprise, ce membre recevrait une compensation globale correspondant à 36 mois de rémunération fixe.

## Code des Sociétés - Article 523

Le 13 février 2008, avant que le Conseil n'envisage la mise en oeuvre d'un plan d'intéressement via des options sur actions (ISOP 2008), Thomas Leysen avait déclaré qu'il avait un intérêt de nature patrimoniale direct en ces matières, dans la mesure où il serait bénéficiaire de ce plan. En vertu de l'article 523 du Code des Sociétés, Thomas Leysen n'était donc pas présent aux délibérations du Conseil concernant ces décisions et n'a pas pris part au vote.

Les modifications de la valeur nette de l'entreprise découlant de ces décisions ont été communiquées conformément au Code des Sociétés belge dans le rapport du Conseil sur les comptes sociaux.

## Rémunération du commissaire

La rémunération globale du commissaire liée à ses tâches d'audit des comptes du groupe et les sociétés affiliées s'est élevée à € 4,2 millions, en ce compris € 1,8 million pour la révision des comptes sociaux (€ 0,4 millions pour l'audit de la compagnie mère) et € 2,4 millions pour des missions d'audit non réglementaires. Le dernier montant comprend € 0,2 millions pour des services prestés par des sociétés affiliées à l'auditeur. La somme de € 2,2 millions restante concerne des services prestés par l'auditeur dont € 1,6 millions pour des services d'attestation (principalement pour la séparation de l'activité Zinc Alloys et la mise en Bourse de Nyrstar) et € 0,6 millions pour d'autres services. Conformément à l'article 133 du code des sociétés, le comité d'audit d'Umicore a accordé une exemption de dépassement du ratio « one to one ».

Le mandat du commissaire est renouvelable par vote de l'assemblée générale ordinaire de 2008.

Un document énumérant les critères d'indépendance du commissaire peut être obtenu auprès de la société ou consulté sur [www.governance.umicore.com](http://www.governance.umicore.com).

# GESTION DES RISQUES

## Code de conduite

Umicore applique un Code de conduite à tous ses employés, représentants et membres du Conseil d'administration. Ce Code est indispensable si Umicore entend créer et préserver une relation de confiance et de professionnalisme avec ses principaux partenaires, à savoir ses employés, ses partenaires commerciaux, ses actionnaires, les instances gouvernementales et le public.

Le principal objectif du Code de conduite d'Umicore est de veiller à ce que toutes les personnes agissant pour son compte exercent leurs activités dans le respect de l'éthique, des lois et règlements, ainsi que des normes fixées par Umicore à travers ses politiques, directives et règles présentes et futures.

L'annexe 5 de la Charte de gouvernance d'entreprise d'Umicore comporte une politique spécifique couvrant l'application de la législation belge en matière de délit d'initié et de manipulation boursière. Le texte intégral du Code de conduite, de la Charte de gouvernance d'entreprise, ainsi que de la politique en matière de délit d'initié et de manipulation boursière sont disponibles sur simple demande ou peuvent être consultés sur [www.governance.umicore.com](http://www.governance.umicore.com).

## Mise en conformité avec le Code belge de gouvernance d'entreprise

Les systèmes et procédures de gouvernance d'entreprise en vigueur chez Umicore sont conformes au Code belge de gouvernance d'entreprise, à l'exception de l'article 8.9 relatif aux assemblées des actionnaires. Dans un souci d'efficacité, Umicore a décidé de déroger au principe visant à ramener de 20 % à 5 % du capital souscrit, le seuil à partir duquel l'actionnaire peut inscrire des propositions à l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires. Toutefois, sans préjudice du droit de refus, le Conseil d'administration prendra en considération toute proposition soumise en temps opportun par un actionnaire.

La direction d'Umicore développe les activités du Groupe sous l'angle d'une approche entrepreneuriale où la prise de risques calculés fait partie intégrante du développement des activités. Afin d'exploiter avec succès les opportunités et, parallèlement, de limiter les pertes éventuelles, Umicore met en oeuvre un vaste système de gestion des risques. L'objectif de ce dernier est de permettre à l'entreprise d'identifier les risques et de les réduire si possible à un niveau acceptable.

## Évaluation des risques

Dans le système de gestion des risques, la première phase consiste à identifier les divers risques et à les contenir. En raison de la structure d'activités décentralisée d'Umicore, le premier niveau d'identification des risques se situe, dès lors, au niveau des business units du Groupe.

Umicore a mis au point une procédure d'évaluation des risques pour ses activités (Business Risk Assessment, BRA) que chaque business unit et chaque département du Groupe seront tenus d'appliquer chaque année. Cette procédure BRA impose que l'ensemble des entités procède à un examen des risques afin d'identifier tout risque significatif (qu'il soit financier ou non) susceptible d'empêcher l'entreprise d'atteindre ses objectifs. La procédure prévoit une description détaillée des risques identifiés ainsi qu'une évaluation de leur impact et de leur probabilité. Enfin, les entités doivent fournir la description des mesures adoptées à court, moyen et long terme afin de réduire ou de compenser ces risques. Ces BRA sont alors communiquées au membre du Comité de direction responsable du domaine d'activité en question. Une analyse consolidée est effectuée au niveau du Comité de direction et ces résultats sont présentés au Conseil d'administration.

Selon les principes repris dans The Umicore Way, la responsabilité en matière d'identification et de gestion des risques s'étend jusqu'au niveau de l'employé. Une structure est en place au sein de l'entreprise afin d'instiller la gestion des risques identifiés aux différents échelons hiérarchiques.

Chaque business unit et chaque département du Groupe endosse dans la mesure du possible, la responsabilité de la gestion des risques qu'il a lui-même identifiés. Il incombe au Comité de direction d'intervenir lorsque la gestion d'un certain risque va au-delà des capacités d'une business unit prise isolément. Par ailleurs, le Comité de direction et l'Administrateur délégué sont responsables de façon plus générale de l'identification et de l'approche adoptée en matière de risques ayant un impact sur le Groupe dans son ensemble, tels les risques macroéconomiques.

Un rôle de contrôle particulier est confié au département audit interne d'Umicore afin de s'assurer que la procédure de gestion des risques est respectée et que leur identification et leur gestion au niveau des entités et des départements du Groupe sont réalisées efficacement.

Il incombe au Comité de direction d'informer le Conseil d'administration des risques les plus significatifs et des mesures de gestion des risques adoptées dans ce contexte. Le Comité d'audit du Conseil d'administration procède à une analyse annuelle des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

## Risques

Umicore est confrontée à des risques qui peuvent être répertoriés comme suit :

**Stratégiques** : recouvrant les risques liés à la conjoncture macroéconomique, au contexte financier, au renom de l'entreprise, au contexte politique et au contexte législatif.

**Opérationnels** : recouvrant les risques liés à l'évolution de la demande des clients, l'approvisionnement en matières premières, la distribution des produits, les crédits, la production, les relations industrielles, les ressources humaines, l'infrastructure IT, la santé et la sécurité au travail, le contrôle des émissions, l'impact des activités présentes et passées sur l'environnement, la sécurité des produits, la sécurité des actifs et des informations, la réhabilitation après sinistre.

**Financiers** : recouvrant les risques liés à la trésorerie, les impôts, les prévisions et la budgétisation, la précision et la ponctualité des rapports, le respect des normes comptables, la fluctuation du prix des métaux et des taux de change, les couvertures de risques.

La plupart des entreprises industrielles sont généralement confrontées à plusieurs des risques énumérés ci-dessus. Il n'entre pas dans nos intentions de détailler exhaustivement dans le présent rapport chacun des risques encourus par l'entreprise. Toutefois, la société a voulu mettre en exergue ces risques qui sont significatifs pour Umicore ou pour la façon dont Umicore les aborde.

## Risque d'approvisionnement

Afin de pouvoir assurer sa production, Umicore dépend d'approvisionnements en matières premières à base de métaux. Certaines de ces matières premières sont relativement rares. Afin de réduire le risque de voir ces approvisionnements mis en péril, Umicore adopte une politique visant à conclure des contrats de longue durée avec ses fournisseurs, quand l'occasion se présente. Dans certains cas, l'entreprise constitue des stocks stratégiques de certaines matières premières essentielles. Par ailleurs, l'entreprise tend à s'approvisionner en matières premières dans des zones géographiques distinctes. De même, du fait de l'importance qu'Umicore accorde au recyclage, ses besoins en approvisionnement ne dépendent que partiellement de matières premières primaires. En effet, une partie importante des besoins de l'entreprise est couverte par des approvisionnements provenant de sous-produits industriels ou de matériaux en fin de vie. Umicore s'emploie dans la mesure du possible à établir avec ses clients une relation basée sur un

modèle en boucle fermée, combinant en une seule offre le produit acheté par le client et le recyclage des déchets découlant de son utilisation.

## Risque de crédit

Umicore est exposée au risque de non-paiement par tiers pour des ventes de biens ou d'autres transactions commerciales. Umicore gère ce risque en appliquant une politique de risque de crédit. L'assurance-crédit est souvent utilisée pour réduire le niveau global du risque mais uniquement dans le cas où les coûts de l'assurance sont justifiés par rapport au degré de risque encouru et lorsque le niveau de concentration de clients le permet. Umicore a également un programme grâce auquel elle est capable de titriser une partie de ses créances commerciales.

## Risque de change

Umicore doit faire face à des risques de change structurels, transactionnels et translationnels. Des risques de change structurels surviennent lorsque l'entreprise génère, dans une devise, des revenus supérieurs aux coûts supportés dans cette même devise. La plus grande sensibilité en la matière est celle dérivant de la devise américaine. Fin 2007, la sensibilité d'Umicore aux fluctuations du taux de change EUR-USD était (en l'absence de toute opération de couverture et uniquement pour les éléments indépendants du prix des métaux) d'environ € 1 million pour chaque variation d'un cent US du taux de change. Cette sensibilité est calculée sur la base du taux de change à la fin de l'année 2007.

Par ailleurs, l'entreprise encourt un risque de change translationnel lors de la consolidation des revenus des filiales qui n'utilisent pas l'euro comme devise pour les états financiers. Ce risque ne fait pas l'objet d'une couverture.

Vous trouverez davantage d'informations concernant les risques de change et les sensibilités dans la note 3 des états financiers.

## Risque lié au prix des métaux

Umicore est exposée à des risques liés au prix des métaux que le Groupe traite ou recycle. Le risque structurel lié au prix des métaux est principalement imputable à l'influence des prix des métaux sur les bonis de métaux issus du traitement de matériaux fournis par nos clients. Les risques transactionnels relatifs au prix des métaux sont liés à la sensibilité envers les variations de prix entre le moment où les matières premières sont achetées (c-à-d quand le métal est « priced in ») et le moment où les produits sont vendus (c-à-d quand le métal est « priced out »). Un autre risque existe au sein du stock de métaux immobilisés. Ce risque est lié au fait que le prix du marché peut devenir inférieur à la valeur comptable de ces inventaires. Pour plus d'informations concernant ces risques dont l'approche de gestion de risques, veuillez vous référer à la page 90 du présent rapport.

### Risque technologique

De nombreuses entités d'Umicore mettent au point des produits présentant une technologie innovante et sont actives sur des marchés se caractérisant par une évolution rapide et significative, capable de rendre les technologies et les produits existants non compétitifs ou obsolètes. Tant les produits matures d'Umicore que ceux se trouvant en phase de mise au point sont confrontés à ce risque. Afin de limiter ce type de risques, Umicore consacre des montants importants aux efforts de recherche et de développement, tant dans le domaine des produits que dans celui des technologies des procédés. En 2007, ces investissements se chiffraient à environ 6% des revenus du Groupe (hors métaux). Les dépenses réelles en Recherche et Développement ont augmenté de € 115 millions en 2006 à € 125 millions en 2007. Umicore a également augmenté le nombre de brevets portant sur les procédés et les technologies afin de se défendre contre la violation de ses propriétés intellectuelles et technologiques. Umicore a déposé quelque 50 brevets en 2007 contre 34 en 2006.

### Risque de substitution

Tout naturellement, les clients d'Umicore entendent dégager pour leurs produits le meilleur rapport coût-performance. Le risque existe en permanence de voir les clients rechercher des matériaux de substitution afin de les intégrer à leurs produits, si Umicore devait ne pas offrir cet équilibre idéal. Ce risque est particulièrement présent dans les activités produisant des matériaux à base de métaux onéreux (en particulier ceux dont les prix sont depuis toujours sujets à volatilité). Umicore tente d'aller au-devant de cette tendance en développant elle-même des solutions de substitution faisant appel à des matériaux moins coûteux, aux prix moins volatiles et, dans la mesure du possible, sans impact sur les performances du produit du client.

### Risque législatif

À l'instar de nombreuses entreprises, Umicore est exposée aux changements du cadre réglementaire dans les pays et régions où elle déploie ses activités. Il est à remarquer que les activités d'Umicore risquent de bénéficier de certaines orientations réglementaires, notamment celles qui concernent des contrôles d'émission plus rigoureux pour les véhicules et le recyclage obligatoire des produits en fin de vie tels que les appareils électroniques. Certaines législations environnementales représentent de véritables challenges au niveau opérationnel. La directive REACH est entrée en vigueur en juin 2007 pour toute l'Union Européenne et a imposé la création de nouvelles procédures opérationnelles concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques. Umicore a créé un réseau opérationnel de gestionnaires REACH au niveau des business units coordonné par un manager responsable de l'implémentation de REACH. Les inventaires de produits ont été régulièrement mis à jour. À côté de cela, depuis fin 2007, Umicore fait partie de huit consortiums avec d'autres sociétés afin de rassembler les données nécessaires pour la plupart des substances qu'elle utilise. Les clients ont été informés à propos de l'approche REACH et les fournisseurs se sont vus signaler les produits chimiques concernés par la directive. La plateforme de compétence EHS au sein de R&D jouera un rôle important dans le support des activités du réseau REACH d'Umicore.

### Changement climatique

En 2007, Umicore a lancé un projet d'évaluation de la portée actuelle de sa gestion de ses gaz à effet de serre ainsi que de la manière dont ils sont rapportés. Ce projet a également pour but d'analyser les risques les plus importants dus aux effets du changement climatique sur le cycle de production. Une mise à jour sur l'avancement du projet sera reprise dans le rapport 2008. Veuillez vous référer à la page 45 de ce rapport pour de plus amples informations sur l'approche d'Umicore concernant la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre.

# RELATIONS AVEC LES PARTIES CONCERNÉES

Umicore est une société cotée en Bourse. À ce titre, nous sommes en relation avec un certain nombre de parties qui portent un intérêt à la façon dont nous exerçons notre activité. La relation que notre entreprise est capable de bâtir avec ces parties (« stakeholders ») a une influence directe sur nos résultats.

L'engagement envers les parties concernées se fait en premier lieu selon une approche locale où chaque site est tenu d'identifier ses parties concernées et d'établir des plans d'engagement adéquats. Cette approche a été mise en place avec l'introduction, en 2006, des objectifs à l'échelle du Groupe en matière sociale et environnementale. Chaque site doit avoir mis sur pied un plan d'identification des parties concernées reprenant leur engagement pour 2010. Fin 2007, environ 60% de l'ensemble des sites avaient commencé à établir des plans dans ce but. Dans de nombreux cas, par exemple le dialogue avec les clients et des fournisseurs, les relations avec les parties concernées sont gérées principalement au niveau des business units, en ligne avec l'approche décentralisée d'Umicore pour gérer ses affaires.

Au niveau du Groupe, l'entreprise a initié un processus qui vise à identifier ses principales parties concernées et à mettre en place un dialogue plus structuré et plus formel avec ces parties. Le premier résultat de cette démarche a été la mise en place d'un événement annuel pour les parties concernées qui a lieu en Belgique. En mai 2007, Umicore a organisé cet événement pour la seconde fois. Umicore a invité plusieurs associations et organisations non gouvernementales, des représentants des pouvoirs locaux ainsi que d'autres parties concernées, tous actifs dans les zones où Umicore est présent. Au cours de cette manifestation, la direction (y compris l'administrateur délégué) a répondu à plusieurs questions concernant l'assainissement des déchets radioactifs sur site d'Olen, la réhabilitation d'un terrain industriel appartenant à l'époque à l'entreprise et se situant à proximité du site de Balen ainsi que le relogement des personnes qui y vivaient. La rémunération de l'administrateur délégué faisait également partie des sujets abordés lors de cette réunion. Cet exemple de dialogue entre le Groupe et les parties concernées reste par nature régional – se concentrant sur des sujets importants pour les parties concernées flamandes. En 2008, l'entreprise étudiera les possibilités de mettre en place une identification plus étendue ainsi qu'un système de feedback.

Nous avons mis en évidence ci-dessous les principales parties concernées actives en rapport avec Umicore. Celles-ci ont été regroupées de façon générale, sur base des catégories type de parties concernées qui s'appliquent à la plupart des organisations industrielles. Nous avons aussi indiqué la nature de la relation qui nous unit et avons brièvement décrit la façon dont se déroule la communication entre Umicore et les parties concernées.

## Fournisseurs

### Umicore procure: des bénéfiques

#### Les fournisseurs procurent: des biens et services

Umicore comprend quatre business groups, actifs sur cinq continents. Afin de fabriquer leurs produits, ces activités ont non seulement besoin de matériaux, mais aussi d'énergie, de transport et d'une série d'autres services. Globalement, Umicore compte plus de 10 000 fournisseurs. Ces fournisseurs ont tout avantage à compter Umicore parmi leurs clients: en 2007, Umicore a payé à ces fournisseurs quelque € 6,5 milliards (y compris la valeur des métaux dans les matières premières).

Umicore entretient un dialogue permanent avec ses fournisseurs, essentiellement afin de convenir de conditions contractuelles acceptables pour toutes les parties, dans un esprit de partenariat à long terme pour des livraisons de matières premières et des prestations de service promptes et ininterrompues et des paiements ponctuels. Les entités sont, en premier lieu, responsables pour leurs achats de matières premières, tandis que le rôle du département Purchasing and Transportation est de s'assurer que les besoins du Groupe en matière de transport, d'énergie et autres soient satisfaits.

Umicore a le souci de se procurer ses matières premières et services auprès de fournisseurs de qualité et de bonne réputation. Umicore a mis sur pied un mécanisme de réévaluation du statut de fournisseur dans le cas où elle estime que le fait de traiter avec celui-ci pourrait être contraire à ses propres normes ou à son Code de conduite. Umicore a officialisé cette approche en appliquant une politique d'approvisionnement à l'échelle du Groupe. Cette politique définit les normes du processus d'approvisionnement et les attentes en matière d'adéquation entre cette politique, le Code de conduite du groupe et le soutien au développement durable de l'entreprise.

## Clients

### Umicore procure : des produits

#### Les clients procurent : des bénéfices

Umicore déploie ses activités dans le souci de fournir des matériaux pour une vie meilleure (« Materials for a better life »). Les matériaux produits par Umicore sont présents dans un large éventail d'applications qui apportent davantage de confort à la vie quotidienne, et qui contribuent à un environnement plus propre.

La clientèle d'Umicore tend à s'internationaliser davantage. En 2007, 43% du chiffre d'affaires ont été réalisés en dehors de l'Europe (en excluant les activités Metals Management).

Cette clientèle est généralement composée d'autres entreprises industrielles qui utilisent des matériaux Umicore dans la fabrication de leurs produits. Il y a très peu de produits qu'Umicore destine au consommateur individuel.

L'interaction avec les clients est un processus continu qui est pris en charge par les business units. Toutes les entités ont mis en place un système de feed-back de la part de leurs clients qui leur permet d'évaluer à intervalles réguliers le niveau de satisfaction des clients par rapport à leurs produits et services.

Dans les domaines d'activité impliquant une technologie plus avancée, cette relation avec le client est généralement davantage intégrée. En effet, la mise au point de produits de haute technologie demande en général plusieurs années de recherche et de développement en collaboration directe avec les clients en question.

## Employés

### Umicore procure : rémunération et formation

#### Les employés procurent : aptitudes et productivité

Umicore et ses sociétés associées emploient environ 14 000 personnes dans le monde. L'entreprise investit des ressources considérables afin de s'assurer un statut d'employeur de référence dans l'ensemble des régions où elle est active. En 2007, Umicore a versé, sous forme de rémunération et d'autres avantages à son personnel, un montant total de € 427 millions. Les contributions sociales se chiffraient à € 119 millions.

Umicore s'engage non seulement à offrir à son personnel un bon niveau de rémunération et des conditions de travail optimales, mais aussi des possibilités de formation pratique et professionnelle. Le personnel est tenu d'adhérer aux principes et aux politiques formulées dans « The Umicore Way » et dans le Code de conduite d'Umicore.

L'entreprise promet un dialogue ouvert avec son personnel. Ce dialogue prend notamment la forme d'une enquête triennale de satisfaction du personnel (voir pages 72-73 pour les résultats de l'enquête 2007). Umicore respecte le principe de la négociation collective là où elle est demandée. Pratique courante en Europe, ces mécanismes de négociation collective et

la présence même de syndicats ne constituent pas la norme dans certaines régions du monde ou font l'objet de restrictions juridiques au niveau local.

En septembre, Umicore a signé un accord de développement durable avec la Fédération Internationale des Organisations de travailleurs de la Métallurgie et la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses portant sur la mise en application des politiques d'Umicore en matière de droits de l'Homme, égalité des chances, conditions de travail, comportement éthique et protection de l'environnement pour l'ensemble du groupe. L'accord permettra aux deux syndicats de participer de manière constructive à la poursuite de ses objectifs. Un comité de contrôle commun composé de membres issus des deux parties supervisera la mise en œuvre de « l'Accord de Développement Durable ».

L'intranet du Groupe et le journal interne à diffusion internationale « Umicore Link » sont d'autres canaux de communication de l'entreprise.

## Investisseurs et bailleurs de fonds

### Umicore procure : un rendement des investissements

#### Les investisseurs procurent : des capitaux et des fonds

Ces dernières années, la base des investisseurs d'Umicore s'est élargie. Fin 2007, l'entreprise estime que ses actionnaires se retrouvent surtout en Europe et en Amérique du Nord.

Umicore s'efforce d'informer les investisseurs de manière ponctuelle et précise. Ces efforts de communication comprennent des tournées de présentation par le management et des visites de site, la participation à des conférences et à des foires destinées aux investisseurs individuels, des présentations sur le web et des téléconférences. En 2007, 14 courtiers ont publié des analyses concernant l'action Umicore. Umicore a reçu le prix « Best Investor Relations by a Non-FIT Global 250 Company » aux « IR Magazine Continental Europe Awards ». Ce prix se base sur une étude recueillant l'avis d'un panel d'environ 500 investisseurs et analystes.

La grande majorité des créanciers de l'entreprise sont des institutions bancaires. Umicore dispose de lignes de crédit auprès de nombreuses banques, tant en Belgique qu'à l'étranger. Pour l'essentiel, les relations avec ces banques relèvent de la compétence du Département Finance du Groupe, même si chaque entité juridique au sein d'Umicore entretient des relations avec les milieux financiers. Par ailleurs, Umicore a mis en place une émission obligataire pour un montant de € 150 millions dont la date d'échéance est fixée au 18 février 2012. Cette obligation est cotée à la Bourse de Bruxelles.

## Société

### Umicore procure : prospérité

#### La société procure : permis d'exploitation

Par le biais de son personnel, Umicore participe à la création de valeur ajoutée dans les zones où elle est active. Bien que la création de valeur ajoutée constitue indubitablement un bénéfice, la façon dont celle-ci est créée revêt, elle aussi, une grande importance. En définitive, Umicore ne peut poursuivre ses activités que si elle en reçoit l'autorisation de la part de la société. Afin de conserver cette autorisation, Umicore tente, dans toute la mesure du possible, de mener ses activités dans un souci de développement durable. Cela va bien au-delà du respect des dispositions légales adoptées pour l'ensemble des sociétés. Umicore détermine ses propres normes qui sont applicables à l'ensemble du Groupe et qui sont souvent plus strictes que les réglementations en vigueur dans les zones où l'entreprise exerce ses activités.

Outre cet engagement envers le respect de pratiques opérationnelles rigoureuses, Umicore s'efforce aussi de mettre au point des matériaux qui amélioreront la qualité de la vie.

La façon la plus directe pour Umicore d'interagir avec la société est le contact avec les collectivités où elle est active. Un dialogue ouvert, en toute transparence, avec ces collectivités locales fait partie intégrante des engagements d'Umicore et est l'un des objectifs sociaux de l'entreprise pour 2010 (voir p. 68).

De même, certaines ONG déclarent périodiquement s'intéresser aux activités d'Umicore et la façon dont l'entreprise les exerce. Umicore accueille favorablement ces marques d'intérêt et s'efforce de dialoguer avec ces groupes de façon constructive et ouverte. L'entreprise est membre de « Business and Society », une association belge regroupant des entreprises et des ONG, ainsi que du « World Business Council for Sustainable Development » (conseil économique mondial pour le développement durable).

## Secteur public et autorités

### Umicore procure : impôts

#### Le secteur public et les autorités procurent : des services

En 2007, Umicore a versé un montant total de € 74 millions d'impôts suite à ses opérations. De même, le personnel d'Umicore a versé quelque € 119 millions de contributions à la sécurité sociale.

Périodiquement, Umicore conclut des partenariats avec des institutions publiques, telles les universités, avec pour objectif premier d'approfondir certains projets de recherche. Umicore conclut de même des partenariats avec des services publics. La société n'a pas obtenu de subventions significatives en 2007.

Umicore a pour principe de ne pas faire de donations aux partis et organisations politiques.

Lorsque Umicore se sent concernée par certaines questions

particulières, elle communique habituellement son opinion par l'intermédiaire des associations industrielles dont elle est membre. L'entreprise est consciente de la sensibilité que peut revêtir une prise de position sur certaines questions d'intérêt publique. Dans cette optique, Umicore a développé des directives au niveau du Groupe portant sur la manière de gérer une telle situation de façon responsable. Les principales affiliations d'Umicore (soit au niveau du Groupe, soit au niveau des business units) concernaient, en 2007, les organismes repris ci-dessous.

#### Corporate :

- World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)
- Eurometaux
- Agoria (fédération belge intersectorielle de l'industrie technologique)
- World Fuel Cell Council

#### Matériaux Avancés :

- Cobalt Development Institute
- International Nickel Association

#### Métaux Précieux - Produits et Catalyseurs :

- Associations de contrôle des émissions tant au niveau national que régional (EU, Afrique du Sud, Brésil, Chine, UE) - voir <http://www.automotivecatalysts.umicore.com/en/links/> pour une sélection de liens.
- Fédération Chimique Allemande (VCI)

#### Métaux Précieux - Services :

- European Electronics Recyclers Association
- International Association of Electronics Recyclers
- International Platinum Association
- International Precious Metals Institute

#### Zinc - Produits Spéciaux :

- International Zinc Association

Plusieurs entités d'Umicore sont signataires du programme « Responsible Care » de l'industrie chimique et certaines sont, par ailleurs, membres du Conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC).

# CONSEIL D'ADMINISTRATION

## Karel Vinck, 69, Président

Administrateur non exécutif indépendant

Karel Vinck a été administrateur délégué d'Eternit et de Bekaert, avant de rejoindre Umicore. Il a été Président du Comité de Direction de S.C.R. – Sibelco, Anvers. Il est membre du Conseil d'administration de Suez-Tractebel, de Tessenderlo Group et du Théâtre Royal de la Monnaie. Il est coordinateur du Système européen de gestion du trafic ferroviaire (ERTMS) au sein de la Commission européenne. Il est président de Cumerio, président honoraire de la VEV, la fédération patronale flamande, et président du Conseil flamand de la politique scientifique. Il a été administrateur délégué de la SNCB (Société Nationale des Chemins de Fer Belge) entre 2002 et 2005.

Administrateur depuis: le 17 octobre 1994

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2009

Président depuis: le 1er octobre 2002

Président du Comité de nomination et rémunération depuis: le 1er janvier 2003

## Thomas Leysen, 47

Administrateur délégué, Administrateur exécutif

Thomas Leysen est devenu administrateur délégué d'Umicore en 2000, après avoir occupé différentes positions au sein d'Umicore et de ses filiales. Il est aussi président de Corelio, un groupe de médias belge. Il est membre du Conseil d'administration de Cumerio et du centre de recherche en microélectronique IMEC, membre du conseil de surveillance de Bank Metzler (Allemagne) et membre du Conseil d'administration de la Compagnie Maritime Belge (CMB). Il est Président désigné de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), un poste qu'il assumera dès avril 2008.

Administrateur depuis: le 10 mai 2000

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2009

Administrateur délégué depuis: le 10 mai 2000

## Isabelle Bouillot, 58

Administrateur non exécutif indépendant

Isabelle Bouillot est diplômée de l'École Nationale d'Administration française. Elle a occupé différents postes dans les administrations publiques françaises, notamment comme conseillère économique du Président de la République de 1989 à 1991 et directrice du budget au ministère de l'Économie et des Finances de 1991 à 1995. Elle est ensuite entrée en 1995 à la Caisse des Dépôts et Consignations en tant qu'administratrice déléguée adjointe en charge des activités financières et bancaires. De 2000 à 2003, elle a été administratrice déléguée de la banque d'investissement du groupe CDC IXIS. Elle est actuellement présidente de China Equity Links et membre du Conseil d'administration d'Accor et de Saint-Gobain.

Administrateur depuis: le 14 avril 2004

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2011

Membre du Comité d'audit depuis: le 13 avril 2005

Membre du Comité de nomination et rémunération depuis: le 13 avril 2005

## Uwe-Ernst Bufe, 63

Administrateur non exécutif indépendant

Uwe-Ernst Bufe a été administrateur délégué de Degussa jusqu'en mai 2000. Il est actuellement vice-président d'UBS Investment Banking et vice-président du conseil d'administration d'UBS Deutschland. Il est aussi membre du conseil d'administration d'Akzo Nobel SA et de Solvay SA.

Administrateur depuis: le 26 mai 2004

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2008

## Jean-Luc Dehaene, 67

Administrateur non exécutif indépendant

Jean-Luc Dehaene a occupé plusieurs postes ministériels et a été Premier ministre de la Belgique de 1992 à 1999. Il est membre du Conseil d'administration d'InBev, de Corona-Lotus et de Thrombogenics. Il est président du Conseil d'administration du Collège de l'Europe (Bruges) et membre du Parlement européen.

Administrateur depuis: le 1er octobre 1999

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2009

## Arnoud de Pret, 63

Administrateur non exécutif indépendant

Arnoud de Pret a travaillé à la Morgan Guaranty Trust Company de New York de 1972 à 1978. De 1978 à 1981, il a été trésorier du groupe Cockerill-Sambre, et jusqu'en 1990 il a été directeur financier du groupe et membre du Comité exécutif d'UCB. Il a été directeur financier et membre du Comité de direction d'Umicore de 1991 jusqu'en mai 2000. Il est membre du Conseil d'administration d'InBev, du groupe Delhaize, de Sibelco, d'UCB et de l'Intégrale. Il est membre du Conseil de supervision de la société française Lesaffre & Co et d'Euronext BV Amsterdam.

Administrateur depuis: le 10 mai 2000

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2008

Membre du Comité d'audit depuis: le 1er janvier 2001

## Shohei Naito, 64

Administrateur non exécutif indépendant

Shohei Naito a débuté sa carrière au ministère japonais des Affaires Étrangères. Au sein du Ministère, il a occupé les fonctions de Directeur Général des Affaires consulaires et de l'Immigration et de Chef du Protocole. Mr Naito a occupé différents postes diplomatiques dans le monde et il a été nommé Ambassadeur en 1996. Depuis lors, il a servi en tant qu'Ambassadeur du Japon au Cambodge, à la fois au Danemark et en Lituanie, puis en Belgique. Il a quitté ses fonctions diplomatiques à la fin de l'année 2006. Il est actuellement Senior Fellow à l'Institut japonais des Affaires Internationales.

Administrateur depuis: le 25 avril 2007

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2010

## Jonathan Oppenheimer, 38

Administrateur non exécutif

Jonathan Oppenheimer a rejoint le Groupe De Beers en 1994 et est devenu administrateur de De Beers SA en 2006. Il est également membre de son Comité de direction. Il est également président de De Beers Canada Inc, de Williamson Diamond Mine Ltd. (Tanzanie) et du groupe d'entreprises Element Six Abrasives. En raison de son titre de président d'Element Six (société dans laquelle Umicore détient une participation), il est considéré comme un administrateur non indépendant.

Administrateur depuis: le 5 septembre 2001

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2008



### Guy Paquot, 66

Administrateur non exécutif indépendant

Guy Paquot a rejoint le groupe Banque Nagelmackers en 1969 et est devenu président et administrateur délégué de Financière Lecocq (une filiale de Nagelmackers) en 1986. En 1994, Financière Lecocq est devenue la Compagnie Immobilière et Financière du Bois Sauvage. En 2003, il a abandonné le poste d'administrateur délégué mais est resté président de la Compagnie du Bois Sauvage. Il est président de Neuhaus et membre du conseil d'administration de Recticel, du groupe Noel, de Nomacorc, de Serendip et de Fauchon ainsi que de la Fondation Quartier des Arts.

Administrateur depuis: le 13 avril 2005

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2008

Membre du Comité de nomination et rémunération depuis: le 13 avril 2005

### Klaus Wendel, 64

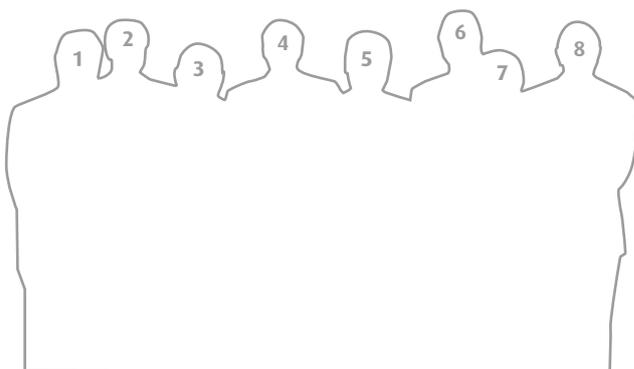
Administrateur non exécutif indépendant

Après une carrière dans le monde de la gestion financière au sein de General Electric (États-Unis), Siemens, Cockerill Sambre et CBR, Klaus Wendel a rejoint la Société Générale de Belgique en 1988 en qualité de membre du Comité de direction, responsable du contrôle du groupe. Depuis 2000, il est consultant indépendant. Il est membre du Conseil d'administration de Recticel. En conformité avec la chartre de gouvernance d'entreprise d'Umicore, le Conseil d'administration considère Klaus Wendel comme administrateur indépendant même s'il a rempli ses fonctions pendant plus de trois mandats. Excepté son emploi par la Société Générale de Belgique (un ancien actionnaire d'Umicore), auquel il a renoncé en 2000, Mr Wendel n'a pas d'autre engagement envers des sociétés directement ou indirectement liées à Umicore.

Administrateur depuis: le 26 juillet 1989

Expiration de mandat: Assemblée générale ordinaire de 2009

Président du Comité d'audit depuis: le 13 avril 2005



1. Uwe-Ernst Bufe
2. Arnoud de Pret
3. Jean-Luc Dehaene
4. Thomas Leysen
5. Karel Vinck

6. Klaus Wendel
  7. Shohei Naito
  8. Guy Paquot
- Jonathan Oppenheimer et Isabelle Bouillot ne figurent pas sur la photo

# COMITÉ DE DIRECTION

## Thomas Leysen, 47

Administrateur délégué

Thomas Leysen est devenu administrateur délégué d'Umicore en 2000, après avoir occupé différentes positions au sein d'Umicore et de ses filiales. Il est aussi président de Corelio, un groupe de médias belge. Il est membre du conseil d'administration de Cumerio et du centre de recherche en microélectronique IMEC, membre du conseil de surveillance de Bank Metzler (Allemagne) et membre du Conseil d'administration de la Compagnie Maritime Belge (CMB). Il est Président désigné de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), un poste qu'il assumera dès avril 2008.

## Martine Verluyten, 56

Chief Financial Officer : Finances, Informatique

Martine Verluyten a rejoint Umicore en 2006 après avoir officié chez Mobistar, deuxième opérateur belge de téléphonie mobile, où elle exerçait également la fonction de Chief Financial Officer. Auparavant, elle a occupé plusieurs postes internationaux au sein de l'entreprise de plastiques spécialisés Raychem, tant en Belgique qu'aux États-Unis. Elle a débuté sa carrière chez KPMG en tant qu'auditeur.

## Alain Godefroid, 59

Executive Vice-President : Affaires juridiques ; Environnement, santé et sécurité

Alain Godefroid est docteur en droit de l'Université de Bruxelles (ULB) et titulaire d'une maîtrise en droit comparé de la University of Texas à Austin. Après avoir travaillé comme juriste aux États-Unis et en Europe, il est entré chez Umicore en 1978 en tant que conseiller juridique. Il a été nommé à son poste actuel en 1992. Il exerce également le rôle de Compliance Officer chez Umicore.

## Marc Grynberg, 42

Executive Vice-President : Automotive Catalysts

Marc Grynberg est ingénieur commercial diplômé de l'Université de Bruxelles (Ecole de Commerce Solvay). Après avoir occupé divers postes de direction dans le domaine de la finance chez DuPont de Nemours à Bruxelles et à Genève, il a rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur de gestion du Groupe. Il a été le CFO d'Umicore entre 2000 et 2006. En 2006 il a été désigné responsable pour le business unit Automotive Catalysts.

## Martin G. Hess, 55

Executive Vice-President : Métaux Précieux – Produits, Cobalt & Speciality Materials, Corporate Development

Martin G. Hess est entré chez Degussa en 1972 en tant que stagiaire commercial. Il a occupé diverses fonctions dans différentes business units, se forgeant également une grande expérience internationale. Entre 1999 et 2006, il a dirigé la business unit Automotive Catalysts. Il a été ensuite dirigé Zinc - Produits Spéciaux pendant la période transitoire précédant la création de Nyxstar. Il est entré au Comité de direction d'Umicore en 2003.

## Hugo Morel, 57

Executive Vice-President : Métaux Précieux - Services, Achats

Hugo Morel est titulaire d'une maîtrise d'ingénieur métallurgiste de l'Université de Louvain (KUL). Il a rejoint Umicore en 1974 et a occupé divers postes dans la production, dans les départements commerciaux, à la stratégie et à la direction générale de diverses unités. Il a été nommé à son poste actuel en 2002.

## Pascal Reymondet, 48

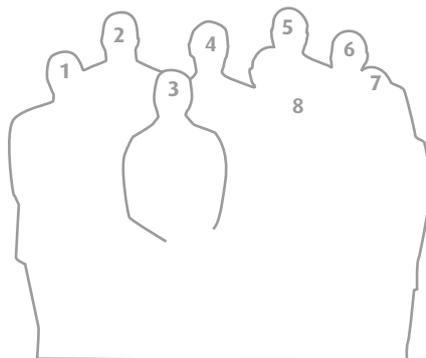
Executive Vice-President : Zinc - Produits Spéciaux

Pascal Reymondet est licencié en sciences de la Stanford University et ingénieur diplômé de l'École Centrale de Paris. Il a occupé différents postes de direction au sein du groupe Degussa, dont la direction des usines de catalyseurs automobiles de Port Elizabeth et Burlington. Il est entré au Comité de direction d'Umicore en 2003 en tant que responsable de l'activité Métaux Précieux – Produits. En septembre 2007, il a été nommé à la tête du business group Zinc - Produits Spéciaux.

## Marc Van Sande, 55

Executive Vice-President : Chief Technology Officer

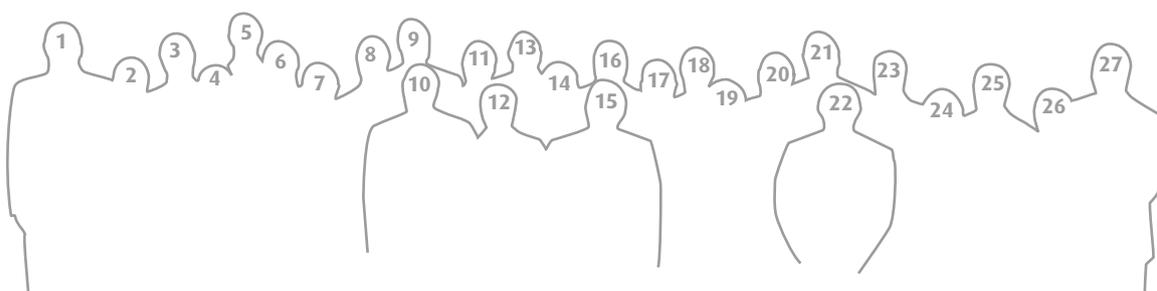
Marc Van Sande est docteur en physique de l'Université d'Anvers et est titulaire d'un MBA. Il a rejoint MHO, une des sociétés à la base de l'actuelle Umicore, en 1980, et a occupé plusieurs postes dans la recherche, le marketing et la production. En 1993, il a été nommé Vice-President de la business unit Electro-Optic Materials et nommé comme Executive Vice-President en 1999. Il occupe le poste de Chief Technology Officer depuis sa création en 2005.



- 1. Alain Godefroid
- 2. Martin G. Hess
- 3. Martine Verluyten
- 4. Pascal Reymondet

- 5. Hugo Morel
- 6. Thomas Leysen
- 7. Marc Grynberg
- 8. Marc Van Sande

# SENIOR MANAGEMENT



1. Jan Vliegen, Senior Vice-President Catalyst Technologies
2. Michel Cauwe, Senior Vice-President Electro-Optic Materials
3. Joerg Beuers, Senior Vice-President Jewellery and Electroplating
4. Guy Ethier, Senior Vice-President Environment, Health and Safety
5. Luc Gellens, Senior Vice-President Corporate Development
6. Ralf Drieselmann, Senior Vice-President Precious Metals Management
7. Marc Grynberg, Executive Vice-President Automotive Catalysts
8. Ignace de Ruijter, Senior Vice-President Thin Film Products
9. Pascal Reymondet, Executive Vice-President Zinc - Produits Spéciaux
10. Alain Godefroid, Executive Vice-President Legal Affairs and Environment, Health and Safety
11. Thomas Leysen, Chief Executive Officer
12. Martine Verluyten, Chief Financial Officer
13. Marc Van Sande, Executive Vice-President: Chief Technology Officer
14. Stephan Csoma, Senior Vice-President Umicore South America
15. Ernst Pleyer, Senior Vice-President Building Products (retraité)
16. Tom Kreuzer, Senior Vice-President R&T Automotive Catalysts (retraité)
17. Guy Beke, Senior Vice-President Zinc Chemicals
18. Michael Neisel, Senior Vice-President Automotive Catalysts Europe and Africa
19. Ursula Saint-Léger, Senior Vice-President Corporate Human Resources
20. Joerg Plessow, Senior Vice-President Technical Materials (retraité)
21. Martin G. Hess, Executive Vice-President Corporate Development, Precious Metals Products, Cobalt & Specialty Materials
22. Edwin D'Hondt, Senior Vice-President Information Systems
23. Dirk Uytendewilligen, Senior Vice-President Cobalt & Specialty Materials
24. Dietmar Becker, Senior Vice-President Technical Materials
25. Bill Staron, Senior Vice-President R&T Automotive Catalysts
26. Klaus Ostgathe, Senior Vice-President Umicore Greater China
27. Hugo Morel, Executive Vice-President Métaux Précieux - Services



Umicore applique les principes de la Global Reporting Initiative (GRI) à sa structure de reporting depuis la publication du Rapport aux Actionnaires et à la Société 2005. C'est la première fois que le rapport est harmonisé avec la directive G3 de la GRI actuellement en vigueur. L'index identifie l'emplacement des éléments et indicateurs de la GRI dans le présent rapport. Umicore a l'intention de passer au niveau de reporting B+ dans son Rapport aux Actionnaires et à la Société 2008.

Un indice GRI complet est disponible sur le site web d'Umicore ([www.sustainabledevelopment.umicore.com/griIndex](http://www.sustainabledevelopment.umicore.com/griIndex)). Pour obtenir des informations complémentaires sur la GRI, la liste complète des indicateurs et les différents niveaux d'application, veuillez consulter la page [www.globalreporting.org](http://www.globalreporting.org).

N° de référence GRI	Indicateur	Pages
<b>Généralités</b>		
<b>Stratégie et analyse</b>		
1.1	Déclaration de l'administrateur délégué et du président	3; des commentaires supplémentaires sur les normes internationales / affiliations organisationnelles sont disponibles à la page 143
1.2	Description des principaux impacts, risques et opportunités	5; 25; 29; 33; 37; 90 - 91; 139-140
<b>Profil de l'organisation</b>		
2.1 - 2.2	Nom, produits / services	Couverture; page 2 de couverture; 23; 27; 31; 35;
2.3 - 2.7	Structure, présence géographique, marchés desservis	23; 27; 31; 35; 93 - 94; 64 - 65; 102; 142; intérieur de couverture arrière
2.8	Périmètre	4; 10-11; 64 - 65; 82 - 83
2.9	Changements significatifs relatifs au périmètre, à la structure ou à l'actionnariat	Page 2 de couverture; 10 - 11
2.10	Récompenses reçues	69; 142
<b>Paramètres du rapport</b>		
3.1 - 3.4	Profil du rapport, coordonnées de contact	Couverture; page 2 de couverture; intérieur de couverture arrière
3.4 - 3.13	Périmètre du rapport et assurance	Page 2 de couverture; 3; 41; 67; 75; 77; 132 - 133; 141 - 143; 150 - 151
<b>Gouvernance, engagements et implication</b>		
4.1 - 4.4	Structure et gouvernance	Page 2 de couverture; 134 - 138; 142
4.8 - 4.10	Directives et politiques internes	Page 2 de couverture; 134 - 138; 142; la Charte de Gouvernance d'entreprise est disponible sur <a href="http://www.governance.umicore.com/fr/charterF">www.governance.umicore.com/fr/charterF</a> ; le Code de Conduite est disponible sur <a href="http://www.governance.umicore.com/FR/CodeOfConduct">www.governance.umicore.com/FR/CodeOfConduct</a>
4.12 - 4.13	Engagements envers des initiatives externes	Page 2 de couverture; 51; 143
4.14 - 4.16	Engagement avec les parties concernées	Page 2 de couverture; 141 - 143
<b>Indicateurs de performance économique</b>		
<b>Performance économique</b>		
EC1	Valeur économique produite et distribuée	9 - 11; 70; 54 - 59
EC3	Couverture des obligations envers les plans d'avantages définis par société	112 - 115
<b>Impacts économiques indirects</b>		
EC8	Développement et impact des investissements dans l'intérêt du public	9; 56 - 59; 68

<b>N° de référence GRI</b>	<b>Indicateur</b>	<b>Pages</b>
<b>Indicateurs environnementaux</b>		
<b>Matériaux</b>		
EN2	<b>Pourcentage des matières utilisées issues du recyclage</b>	5; 25; 29; 33; 37; 41 - 42
<b>Energie</b>		
EN3 - EN5	<b>Consommation directe et indirecte d'énergie issue de sources primaires</b>	42; 47; 51 NB la consommation directe et indirecte font partie d'un seul indicateur
EN6	<b>Initiatives pour fournir des produits efficaces du point de vue énergétique ou des produits basés sur des sources d'énergie renouvelables</b>	14 - 19; 25; 29; 33; 37
EN7	<b>Efficacité énergétique ou initiatives prises en vue de réduire la consommation d'énergie</b>	42; 51
<b>Eau</b>		
EN8	<b>Eau consommée</b>	42
<b>Emissions, effluents et déchets</b>		
EN16 - 18; EN20	<b>Emissions de gaz à effet de serre, autres émissions dans l'air</b>	44 - 45; 47; 49 - 50 NB les émissions de gaz à effet de serre directes et indirectes font partie d'un seul indicateur
EN21	<b>Rejet d'eaux usées</b>	44; 49 - 50
EN22	<b>Déchets</b>	43
<b>Indicateurs sociaux</b>		
<b>Pratiques en matière d'emploi et conditions de travail</b>		
LA1-LA2	<b>Emploi, roulement du personnel, conventions collectives</b>	4; 5; 64 - 65; 69 NB les données régionales sont pas rapportées quant à ces indicateurs
LA7	<b>Santé et sécurité au travail</b>	69; 77 NB les données régionales sont recueillies mais pas rapportées quant à cet indicateur
LA10-LA11	<b>Formation</b>	70 - 71
LA13	<b>Composition des organes de gouvernance et répartition des employés par catégorie</b>	71; 144 - 149
<b>Droits de l'Homme</b>		
HR3; HR5-7	<b>Formation, négociation collective, travail des enfants, travail forcé ou obligatoire</b>	71; voir aussi le Code de Conduit ( <a href="http://www.governance.umicore.com/fr/CodeOfConduct">www.governance.umicore.com/fr/CodeOfConduct</a> )
<b>Société</b>		
S01	<b>Relations avec les communautés</b>	63; 68
S02 - S04	<b>Corruption</b>	Umicore a signé le Partnership Against Corruption Initiative (PACI) de l'ONU
S05 - S06	<b>Politiques publiques</b>	143
<b>Responsabilité relative aux produits</b>		
PR1	<b>Santé et sécurité des consommateurs</b>	52
PR3	<b>Informations sur les produits et les services</b>	52



## Calendrier financier <sup>(1)</sup>

<b>29 avril 2008</b>	Assemblée générale des actionnaires (exercice 2007) Communiqué de presse et revue trimestrielle T1 2008
<b>07 mai 2008</b>	Actions ex-dividendes Mise en paiement du dividende
<b>22 août 2008</b>	Communiqué de presse et résultats du premier semestre 2008
<b>Fin octobre 2008</b>	Communiqué de presse et revue trimestrielle T3 2008
<b>12 février 2009</b>	Communiqué de presse et résultats annuels 2008
<b>28 avril 2009</b>	Assemblée Générale des actionnaires (exercice 2008)

## Informations complémentaires

<b>Cotation en Bourse</b>	Euronext Bruxelles
<b>Informations économiques</b>	<b>Tim Weekes</b> Téléphone : 32-2-227.73.98 E-mail : tim.weekes@umicore.com
<b>Informations sociales</b>	<b>Mark Dolfyn</b> Téléphone : 32-2-227.73.22 E-mail : mark.dolfyn@umicore.com
<b>Informations environnementales</b>	<b>Bert Swennen</b> Téléphone : 32-2-227.74.45 E-mail : bert.swennen@umicore.com
<b>Rapport annuel</b>	Ce rapport est également disponible en anglais et en néerlandais.
<b>Internet</b>	Ce rapport annuel peut être téléchargé sur le site : <a href="http://www.umicore.com">www.umicore.com</a>
<b>Siège social</b>	<b>Umicore</b> Rue du Marais 31 B-1000 Bruxelles - Belgique Téléphone : 32-2-227.71.11 Téléfax : 32-2-227.79.00 Internet : <a href="http://www.umicore.com">www.umicore.com</a> E-mail : <a href="mailto:info@umicore.com">info@umicore.com</a> Numéro d'entreprise : 0401574852 Numéro de TVA : BE 0401.574.852
<b>Editeur responsable</b>	<b>Umicore Corporate Communication</b> Bart Crols Téléphone : 32-2-227.71.29 E-mail : <a href="mailto:bart.crols@umicore.com">bart.crols@umicore.com</a>
<b>Réalisation</b>	Concerto
<b>Photos</b>	Umicore, Dimitri Lowette, Belga, Michel de Wouters (IPF)
<b>Impression</b>	Dereume Printing

(1) Dates sous réserve de modification. Pour les mises à jour, veuillez consulter le site web d'Umicore.

Ce rapport est imprimé sur du papier Era Pure. Le procédé utilisé pour la fabrication de ce papier est constamment amélioré pour réduire au maximum l'impact sur l'environnement. Les usines qui produisent ce papier sont toutes certifiées FSC (Forest Stewardship Council) ou PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification Schemes).

Umicore  
Société Anonyme  
31, rue du Marais  
B-1000 Bruxelles, Belgique

Tél + 32 2 227 71 11  
Fax + 32 2 227 79 00  
e-mail [info@umicore.com](mailto:info@umicore.com)  
[www.umicore.com](http://www.umicore.com)

TVA BE 0401 574 852  
Numéro d'entreprise 0401574852  
Siège social: 31, rue du Marais - B-1000 Bruxelles - Belgique